





# débats

## LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE

Le livre de Pierre Lellouche « l'Avenir de la guerre », dont Jacques Amalric a parlé dans « le Monde » du 22 mai, suscite des réflexions et des débats importants. Selon François Heisbourg, les avertissements de cet auteur pourraient s'avérer opportuns au cas où la « guerre des étoiles » conduirait à une protection partielle des missiles des deux Super-Grands. Pour François de Rose, aussi longtemps que pour la France la priorité sera le nucléaire stratégique, notre présence sur l'Elbe poserait de sérieux problèmes militaires.

## La garde sur l'Elbe ?

L'ère de la sécurité à bon marché fondée sur la supériorité nucléaire américaine est révolue

LES remous provoqués par le « pavé dans l'Elbe » lancé par Pierre Lellouche dans son livre *« l'Avenir de la guerre »* ont fini de rider le miroir où se reflétait, depuis un tiers de siècle, la lumière rassurante de la dissuasion.

Disons tout de suite que nous sommes largement d'accord avec ses analyses du problème de la défense en Europe, même si, comme l'a noté Jacques Amalric, il a tendance à pousser les couleurs au noir.

Nous avons depuis trop longtemps affirmé que c'est sur l'Elbe que se situe la frontière de notre indépendance pour ne pas nous féliciter de voir Pierre Lellouche baser son raisonnement sur cet axiome. Au point de proposer d'y déployer cinq divisions avec leurs armes atomiques, le reste de nos forces étant stationnées de part et d'autre du Rhin.

Aucun geste ne pourrait avoir sur nos rapports avec l'Allemagne, l'ensemble de nos alliés et Moscou un pareil effet de choc. Encore faut-il, pour qu'il ne s'agisse pas seulement d'un geste, que les forces françaises, de première ligne comme en réserve générale, puissent coopérer à une défense commune. Autrement dit, qu'il y ait compatibilité entre leur doctrine d'emploi, d'une part, et les moyens de leurs alliés, de l'autre. Or l'ambiguïté de nos positions, que le livre de Lellouche montre à l'évidence, recouvre des vices et des capacités fort différentes.

Aussi longtemps que, pour nous, la priorité des priorités est le nucléaire stratégique, c'est-à-dire la dissuasion hexagonale, aussi longtemps que nous tiendrons l'Allemagne pour un glacis et cultiverons l'illusion qu'à l'heure du super-onion et des fusées nous ne sommes pas pour la première fois de notre histoire en première ligne, aussi longtemps que nous ne serons pas d'accord sur la nécessité d'une défense classique capable de s'opposer à une victoire éclair des forces du pacte de Varsovie, notre présence sur l'Elbe pourrait poser autant de problèmes militaires qu'elle prétendrait en résoudre de politiques. Ce qui serait le cas si l'engagement rapide de nos moyens classiques ne nous contraignait soit à laisser l'ennemi ouvrir la brèche par lui recherché, soit à nucléariser le conflit alors que la situation générale ne le réclamerait pas.

Lellouche répond que la crédibilité d'un engagement nucléaire de la France pour la défense de « sa » frontière sur l'Elbe serait supérieure à celle des États-Unis, et par conséquent plus dissuasive. Peut-être. Encore que ce soit au Kremlin d'en juger.

Mais que signifierait cet engagement ? S'agit-il de tirer de quelques engins jouant le rôle d'éclaireur pour allumer le brasier global dont personne ne veut ? S'agit-il d'étendre à la RFA la doctrine élaborée pour la dissuasion nationale : la menace de passer au nucléaire si nos intérêts vitaux sont menacés ? Entendons-nous bien. Le franchissement de l'Elbe par l'armée rouge menacerait évidemment nos intérêts vitaux. Mais la question qui se pose est de

par FRANÇOIS DE ROSE (\*)

savoir s'il déclencherait l'engrenage nucléaire français. Même pour notre propre territoire, la doctrine en vigueur perd de sa force, par exemple en cas d'attaque par des armes non nucléaires ou chimiques contre nos bases aériennes et voies de communications indispensables à la défense commune. Le « sanctuaire » serait incontestablement étroit. Serions-nous pour autant prêts à des tirs nucléaires stratégiques, sachant qu'ils entraîneraient par ricochet la disparition de notre pays dans les minutes suivantes ? La théorie du risque supérieur à l'enjeu se retourne alors contre nous.

### La France doit résoudre ses contradictions

La vérité à laquelle Français, Européens, Américains nous devons tous faire face est que l'évolution des technologies classiques,

(\*) Ambassadeur de France.

nucléaires et spatiales accroît régulièrement la spécificité du problème de la défense en Europe. L'ère de la sécurité à bon marché fondée sur la supériorité nucléaire américaine est révolue. Une augmentation de la part du revenu national consacrée à la défense paraît donc inévitable.

Pierre Lellouche le montre, et souligne avec raison la nécessité d'écarter le rôle des Européens, qu'il s'agisse des concepts ou des forces. Rien ne sera fait si la France ne résout pas d'abord ses contradictions. En d'autres termes, si elle ne donne pas à la défense de son indépendance politique une importance au moins égale à celle qu'elle accorde à la sanctuarisation de son territoire.

S'il n'y a pas de formule vraiment satisfaisante pour une collaboration nucléaire européenne, travaillons au moins à nous donner les moyens classiques suffisants pour ne pas être placés, à l'heure de la crise, devant le choix entre la capitulation et la dévastation nucléaire immédiate. Cherchons à nous doter d'une défense contre les missiles à moyenne et courte portée et basse trajectoire qui nous menacent plus directement que les États-Unis.

## « LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE », de Marcel Merle

### La diplomatie, mode d'emploi

QUELLES sont les traditions, mais aussi les forces de novation, de la politique étrangère française — ou plutôt, comme on dit maintenant — après avoir repris l'appellation ancienne, des « relations extérieures » ? Comment celles-ci s'élaborent-elles, et comment met-on en musique les grandes orientations errées par l'histoire politique ? Quels sont, enfin, les rapports entre la stratégie diplomatique et la politique intérieure ? C'est à ces quatre questions que répond — brillamment — l'ouvrage que vient de publier aux Presses universitaires de France, dans la collection consacrée aux « perspectives internationales », M. Marcel Merle, professeur à l'université Paris-I et à Sciences-Po.

Doit-il à cette double appartenance l'élégance et l'attention à l'actualité qui caractérisent son étude ? L'ouvrage serait sans doute faire injure à l'un et à l'autre instituteur en suggérant que la première ne s'intéresse qu'à la théorie, et la seconde à la pratique. Mais on ne peut manquer d'être frappé par la permanence de ce double souci : analyser dans une perspective générale une réalité qui peut sembler terriblement éparse et diverse, et illustrer sans cesse les propos savants par des rappels concrets, des cas précis. De sorte que la lecture de « la Politique étrangère » a toutes chances de passionner autant l'étudiant que le journaliste, l'universitaire que le praticien.

Parmi les chapitres les plus instructifs, il faut citer celui que

M. Merle consacre au « jeu des influences » sur la détermination de la politique étrangère, en France comme hors de l'Hexagone : qu'il s'agisse des partis politiques (y compris dans les systèmes de parti unique), des lobbies, ou de l'opinion publique — son analyse permet de mieux situer le poids réel de facteurs que l'on a souvent tendance à sous-estimer. De même pour le développement qu'il consacre à l'interaction entre politique étrangère et intérieure : là aussi, la lecture de son livre invite à ne pas se contenter des apparences.

Dans un monde de plus en plus interdépendant, où l'on entend parfois dire que la mission des diplomates n'est plus grande signification — alors que l'observation de la réalité, du Liban à la Communauté européenne, de l'Afrique noire à l'Amérique latine, conduirait plutôt à l'opinion inverse ! — la politique étrangère a-t-elle encore un avenir ? Oui, répond l'auteur en conclusion, sans hésiter, mais non sans argumenter. « Le découpage politique de l'espace est sans doute un signe de l'infirmité de la condition humaine, incapable d'accéder directement à la communauté universelle. Mais puisqu'un tel idéal est inaccessible, l'État reste un mal nécessaire. Aussi longtemps qu'il subsistara, la politique étrangère demeurera un de ses attributs essentiels. » Autant en connaître le mieux possible les ressorts et les limites.

BERNARD BRIGOUDEL.  
\* Presses universitaires de France, 222 p., 130 F.

## Réalités et illusions

La France et la RFA pourraient trouver un intérêt commun dans le déploiement d'armes nucléaires en Allemagne mais la raison n'en apparaît pas aujourd'hui

LE livre de Pierre Lellouche *« l'Avenir de la guerre »* ne peut laisser indifférents ceux qui s'intéressent aux questions de défense. Lellouche est en effet l'un des observateurs dont la réputation et la notoriété dépassent les frontières nationales.

La description de l'évolution de la menace soviétique qu'il fait fait paraître convaincante pour l'essentiel ; il en va de même de son analyse des effets militaires des « technologies émergentes ». Par contre, en ce qui concerne les limites de l'engagement américain en faveur de l'Europe, il me semble y avoir erreur de perspective temporelle.

Depuis la fin de la stratégie du new-look eisenhowerien et son corollaire doctrinal — les « représailles nucléaires massives » en cas d'attaque soviétique en Europe — les Français d'abord, les autres Européens ensuite, savent qu'il n'y a pas de certitude de l'engagement nucléaire américain en faveur de l'Europe. A l'inverse, un agresseur éventuel ne peut ignorer l'engagement qui risquerait de conduire tout conflit conventionnel en Europe vers le nucléaire : le maintien des forces américaines en Europe et, plus récemment, de manière fort significative, l'installation des Pershing-2 et des missiles de croisière sont le témoignage visible de cette incertitude rémanente.

### Un fait incontournable

Que la garantie américaine soit aléatoire n'est pas une nouveauté, et la France en son temps avait considéré cette situation comme suffisamment inquiétante pour se doter d'une force nationale de dissuasion. On serait tenté, à la limite, de suivre Régis Debray lorsqu'il écrit : « Ne pouvoir annoncer nulle catastrophe à l'horizon est pour un auteur la pire des catastrophes » (1). Les alarmes de Pierre Lellouche peuvent cependant s'avérer opportunes, si elles contribuent à préparer les esprits à deux éventualités : celle possible mais heureusement improbable, de la disparition physique du parapluie américain que serait le retrait des forces américaines stationnées en RFA ; celle, plus vraisemblable, où la guerre des étoiles conduirait à une protection partielle des missiles des deux Super-Grands.

Comme l'observe Pierre Lellouche, il y aurait alors coïncidence entre la riposte graduée des pays de l'OTAN en Europe et la triade nucléaire américaine (2), qui aurait pour seul recours une stratégie anti-cités. Or celle-ci est peu compatible avec la « dissuasion étendue » américaine vers l'Europe, qui repose sur l'existence de barreaux intermédiaires.

S'agissant de la posture française, il est curieux de voir renvoyer chez Lellouche le débat sur l'automatisme, ou la non-automatisme de l'engagement de la France aux côtés de ses alliés. L'indépendance et la solidarité peuvent paraître contradictoires ; ce sont pourtant les pôles obligés autour desquels s'ordonne notre politique de défense. L'atome confère à la France — tout comme aux États-Unis d'ailleurs, comme en attestent les récents événements du feu nucléaire dans l'OTAN — une appréciation ultime purement nationale de son destin : c'est un fait incontournable qui empêche toute automatisme.

Un autre fait, non moins pesant, c'est que la France est en Europe, qu'elle a des troupes en Allemagne fédérale, y compris au cœur de la partie orientale de ce pays. Et qu'il n'est guère concevable que la France veuille ou puisse désolidariser son destin de celui de ses proches (au sens familial encore plus que politique du terme). Il est dommage à cet égard que Pierre Lellouche ignore Berlin dans son livre. La France y est présente aux côtés des soldats de deux États alliés, également dotés d'armes nucléaires, auxquels elle est liée par des plans, des procédures et des institutions qui n'ont nullement été affectés par le retrait de la France des commandements intégrés de l'OTAN. L'importance de Berlin est sous-estimée seulement par ceux qui ont oublié que cette

par FRANÇOIS HEISBOURG (\*)

ville fut pendant quinze ans le point focal des tensions Est-Ouest.

Les propositions de Pierre Lellouche concernant l'avenir des moyens et de la stratégie française sont stimulantes, mais quelque peu détachées des réalités.

### Paris et Bonn ne se sont pas endormis

Tout d'abord, il sera permis à l'un de ceux qui a joué un rôle modeste dans l'initiative et à l'institutionnalisation du dialogue franco-allemand en matière de sécurité et de défense et qui a vu naître la Force d'action rapide, de dire que Pierre Lellouche fait bien peu de cas de ce qui a été fait — et qui se fait aujourd'hui — entre Paris et Bonn dans le domaine militaire. Bâti en deux ans une force de 47 000 hommes apte à agir rapidement, y compris en RFA, ce n'est pas rien. Tout cela s'est fait vite et bien, sans déstabilisation politique d'un côté ou de l'autre du Rhin.

Pierre Lellouche propose le déploiement vers l'avant d'au moins trois divisions françaises équipées de systèmes nucléaires Pluton puis Hades. Vouloir déployer des armes nucléaires préstratégiques en RFA aurait pour effet probable de susciter une crise majeure, à la manière de ce qui s'est passé avec la « bataille des euro-missiles ». De telles crises peuvent être nécessaires dans la vie des nations, mais est-ce bien le cas pour un déploiement de Pluton ou de Hades, vu de Bonn comme de Paris ? L'un des fondements logiques qu'avance Pierre Lellouche réside dans le fait que les Hades tomberaient sur la RDA en cas d'emploi depuis le sol français. Serait-il tellement plus égrégable de voir ces ogins cibler la Pologne ? Fort heureusement, il s'agit là de moyens destinés avant tout à prévenir la guerre. Toute autre logique ne serait probablement pas acceptée par nos opinions publiques, qui savent que la notion d'une guerre nucléaire « limitée » est une horrible absurdité.

Il reste que les suggestions de Pierre Lellouche ne devraient pas provoquer de réactions de tabou : si la France et la RFA trouvaient leur

(\*) Directeur dans une société d'électronique.

intérêt commun dans un déploiement d'armes nucléaires en Allemagne, il deviendrait alors naturel d'y procéder — mais je n'en vois guère la raison aujourd'hui.

Le stationnement vers l'avant de trois divisions françaises plus sept divisions, à cheval sur le Rhin : l'idée, là encore, doit être examinée sans préjugés, et non écartée par une réflexion — ou avancée comme une formule magique. Est-il raisonnable d'occuper un créneau qui pourrait se trouver ailleurs que là où se produirait une agression pour laquelle le préavis d'alerte risque d'être bref et ambigu, vu l'accroissement des capacités conventionnelles soviétiques ?

Est-il intéressant d'installer les moyens les plus mobiles, et notamment la division aéromobile, vers un avant particulièrement soumis aux frappes de l'adversaire, alors que ces forces ont pour vocation principale d'accourir rapidement « au coup de sifflet » depuis le second échelon vers le secteur le plus menacé ? Si l'on ajoute à cela le facteur herméneutique, il est permis de s'interroger sur le coût d'opportunité de cette formule.

### Un vrai problème

Reste que Pierre Lellouche soulève un vrai problème : comment aboutir à ces « conceptions stratégiques communes » évoquées par le traité de l'Elysée signé par la France et la RFA en 1963 ?

N'oublions pas toutefois que s'il a fallu près de vingt ans pour mettre en œuvre les dispositions militaires du traité — les tentatives faites en 1963 s'étant heurtées à la pesanteur américaine — les Français et les Allemands n'ont guère perdu de temps depuis ce jour d'octobre 1962 où les deux gouvernements décident d'aborder les questions de défense au fond. Qu'il faille aller plus loin, sans aucun doute et cela dans tous les domaines liés à la défense : concepts, coopération militaire, projets d'armement communs, coopération technologique y compris dans l'espace.

Il faut savoir cependant ne pas compromettre l'avenir ou négliger le poids d'une histoire qui continue à diviser notre continent.

- (1) Les Empires contre l'Europe, Gallimard.
- (2) Bombardiers, sous-marins nucléaires, missiles.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Favret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Imprimerie de « Le Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 554 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dh ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,90 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 20 dr. ; Inde, 120 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 p. ; Libye, 0,280 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 9 fr. ; Suède, 1,80 kr. ; Thaïlande, 110 mt.

## MISÈRE DE LA SOCIOBIOLOGIE

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Volume publié sous la direction de Patrick Tort.

Les gènes ont-ils une aptitude appréciable à déterminer les relations sociales ? Au prix de quelles erreurs, de quelles falsifications un tel dogme a-t-il été défendu par la sociobiologie ? Cet ouvrage refuse totalement cette « idéologie de crise » pour combattre le fascisme qui s'en nourrit.

192 pages - 88 F.

PUF

1350 من الأصل



# s et illusions

... à travers un intérêt commun...  
... en Allemagne...  
... aujourd'hui...

## Parti d'Israël

... à travers un intérêt commun...  
... en Allemagne...  
... aujourd'hui...

## Le Monde

... à travers un intérêt commun...  
... en Allemagne...  
... aujourd'hui...

## Le Monde

... à travers un intérêt commun...  
... en Allemagne...  
... aujourd'hui...

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### LA BATAILLE DES CAMPS DE BEYROUTH

## « Comme vous êtes sortis de Palestine vous allez sortir du Liban »

Beyrouth. — Au dix-septième jour de la bataille des camps palestiniens de Beyrouth, les derniers défenseurs, retranchés autour de la mosquée de Chatila, se battent toujours le lundi 3 juin. Malgré le cessez-le-feu théorique décrété vendredi dernier, la milice chiite Amal et le 6<sup>e</sup> brigade de l'armée qui lui est inféodée ont bombardé à l'arme lourde, pendant quelques heures, cette dernière poche de résistance du camp de Chatila. « Ils sont environ trois cents combattants dans un rectangle de 150 mètres sur 400 », affirme un lieutenant de l'armée libanaise. Mais il y a aussi beaucoup de civils dans ce champ de ruines, où la situation, à en croire les rares témoins qui ont réussi à s'échapper, est dramatique. Un combattant harassé, le visage mangé par une barbe de plusieurs jours, qui n'a réussi à gagner dimanche une des perennances du PSP (Parti socialiste progressiste druze) raconte :

« Il n'y a plus de nourriture, très peu d'eau et la température dans les abris atteint 40 degrés. Les deux abris sont d'ailleurs trop petits pour contenir toutes les familles qui vivent les uns sur les autres. Les gens ne distinguent plus la nuit du jour. La mosquée dans laquelle se sont aussi réfugiés des civils est aux trois quarts détruite, et les blessés qui y avaient été amenés au début des combats sont en train de mourir. Nous allons fouiller les ruines des magasins pour tenter de trouver quelque chose à manger pour les enfants, qui sont servis les premiers. »

Ce combattant confirme, d'autre part, les rumeurs sur une épidémie de choléra qui aurait déjà tué vingt enfants. L'intensité des bombardements rend difficile le ramassage des morts et une odeur insupportable règne partout.

Une femme, la tête serrée dans un voile blanc, n'a réussi à fuir avec sa petite fille, « Mes enfants, dit-elle, sont dévorés de vermine. Nous n'avons même pas la place de nous asseoir dans les abris où il n'y a aucune hygiène. Trois

De notre envoyée spéciale  
femmes qui, dimanche, sont sorties pour chercher de l'eau ont été abattues par les francs-tireurs. Si cela continue, tous vont mourir comme des rats. » Elle a trois garçons, qui sont encore à Chatila.

### Ivres de vengeance

De sources proches d'Amal, on affirme que des responsables du camp de Chatila ont demandé que la population civile puisse être évacuée, et que cette requête pourrait être examinée favorablement. En attendant, les forces ont empêché, lundi, le CICR de tenter une nouvelle évacuation de blessés du camp de Borj-Barajneh, où la situation est également très difficile.

Tous les Palestiniens qui ont fui les camps depuis le début des combats — plusieurs milliers — vivent aussi dans des conditions précaires. Une trentaine de centres de regroupement, tous placés sous la protection du PSP, ont été ouverts à Beyrouth. A Mouassatbé, environ quatre-vingt-dix familles ont trouvé refuge dans un sous-sol d'immeuble en construction près d'une permanence du PSP. Chacune d'elles a délimité son espace par des parpaings à l'intérieur desquels sont posés, à même le béton, des matelas et des couvertures ; dans des cartons, quelques ustensiles de cuisine emportés en hâte et de la nourriture.

L'UNICEF et l'UNRWA ont distribué du lait pour les enfants ; tandis que des femmes font la cuisine sur de petites réchaudes à gaz, des jeunes gens jouent aux cartes ; quelques-uns — c'est le Ramadan — font leur prière. Tous ces réfugiés racontent les sévices qu'ils ont subis ou auxquels ils ont assisté. Ayman, neuf ans, un petit garçon aux grands yeux noirs, raconte comment il a vu son père, devenu fou, à coups de crosse, deux blessés. « Des gens se jetaient aux pieds des militaires pour implorer la vie, dit-il, d'une voix monocorde ; mais, ajouta-t-il

avec un pauvre sourire, ils ont été tués. » « Ils nous dissimulent : comme vous êtes sortis de Palestine, vous allez sortir du Liban », explique sa mère. « C'est vrai, les Kataeb nous ont massacrés mais ils ne nous ont jamais perdus comme ça. »

Dans ces sous-sols où s'entassent aujourd'hui les Palestiniens, ce sont les mêmes récits de violences exercées par des militaires ou des soldats ivres de vengeance.

Près du front de mer, là encore dans un garage bien caché, des combattants palestiniens sont installés sur des lits de camp. « Nous les protégeons pour qu'Amal ne les trouve pas », dit un milicien druze. La chasse aux Palestiniens semble en effet se poursuivre à Beyrouth-Ouest, où ils ne se passent pas de jour sans que des hommes ou des familles entières disparaissent.

### Une solution ?

Sur le plan politique une réunion a eu lieu lundi à Damas, en présence du vice-président syrien, M. Abdel Halim Kheddami, entre le mouvement Amal, le Front de salut national palestinien (FSNP), qui regroupe les organisations pro-syriennes et le Front national démocratique présidé par le chef du PSP, M. Walid Joumblatt, pour tenter de trouver une solution à la bataille des camps.

Le FSNP, qui a une nouvelle fois appelé Amal au respect du cessez-le-feu, a posé cinq conditions à un éventuel règlement : un cessez-le-feu général sans contrôle du PSP ; l'évacuation des camps ; la libération des prisonniers ; le retour des habitants dans leurs maisons ; le retrait des éléments de la 6<sup>e</sup> brigade et d'Amal des alentours des camps. Rien sur le terrain, à la veille du retrait israélien du Sud, n'est encore venu confirmer les « résultats positifs » qu'aurait eu la récente rencontre Assad-Gemeyel.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### EN SYRIE

## Des Palestiniens auraient été tués ou arrêtés

Tunis (AP, Reuter). — Selon l'OLP, plus de sept cents Palestiniens ont été arrêtés et des dizaines d'autres tués ou blessés lors d'une « vaste campagne de répression menée ces jours derniers par la police spéciale contre les Palestiniens vivant en Syrie ».

Dans une déclaration publiée, dimanche soir, à Tunis par l'agence palestinienne Wafa, l'OLP estime que « ces opérations de répression font suite aux manifestations organisées en Syrie par les Palestiniens pour protester contre les massacres perpétrés dans les camps de réfugiés à Beyrouth ».

La déclaration ajoute que ce sont des agents des services secrets syriens qui ont tiré sur des Palesti-

niens, notamment dans le camp de réfugiés d'Al-Yarmouk, près de Damas.

Ces mêmes agents ont également arrêté un grand nombre de « militants syriens qui ont exprimé leur solidarité avec les Palestiniens et leur opposition à l'agression contre les camps de réfugiés de Beyrouth ».

D'autre part, les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe se réuniront vendredi à Tunis, à la demande de l'OLP. En raison de l'opposition manifestée par la Syrie, il a fallu quinze jours à la Ligue arabe pour réunir le quorum nécessaire à la convocation de cette réunion consacrée à la situation des camps palestiniens.

« Un démenti du Djihad islamique à propos de récents attentats. — L'organisation Djihad islamique a démenti lundi 3 juin être responsable de la récente tentative d'attentat contre l'émir du Koweït et de l'assassinat du professeur britannique Dennis Hill à Beyrouth, ainsi que des explosions survenues également en mai en Arabie saoudite. L'organisation clandestine, en revanche, confirme qu'elle démentit actuellement cinq attentats et quatre Français, parmi lesquels MM. Seurat et Kniffmann (le Monde daté 2-3 juin). — (AFP.) »

« Deux observateurs français blessés par des francs-tireurs. — Deux observateurs français ont été blessés lundi par des francs-tireurs dans l'enceinte de la résidence des Pins, quartier-général du contingent chargé, depuis mars 1984, de surveiller le cessez-le-feu sur l'ancienne ligne de démarcation qui sépare les deux secteurs de Beyrouth. — (AFP.) »

### Israël

## Les partenaires de l'Union nationale sont divisés sur les propositions du roi Hussein

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël a accueilli avec un grand prudence les propositions faites par le roi Hussein de Jordanie, en son nom et au nom de l'OLP, lors des entretiens qu'il a eus la semaine dernière à la Maison Blanche avec le président Reagan. L'écho très favorable réservé par Washington aux déclarations du souverain hachémite a suscité à Jérusalem une réaction officielle circospecte dissimulant mal des sentiments divergents chez les partenaires de l'Union nationale : optimisme raisonnable côté travailliste, hostilité et suspicion côté Likoud.

Lors du conseil de ministres dominical, le chef du gouvernement israélien, M. Pèrés, a donné lecture de la lettre que le secrétaire d'Etat américain lui avait adressée la veille au soir — ainsi qu'au vice-premier ministre, M. Shamir. M. Shultz a résumé la teneur de l'offre jordanienne et rappelle les positions de Washington sur un règlement négocié au Proche-Orient.

M. Shultz qualifie les propos du roi Hussein d'« important pas en avant ». Selon lui, les déclarations du souverain — appuyées par l'OLP — en faveur de négociations directes avec Israël fondées sur les déclarations 242 et 338 du Conseil de sécurité — « vont plus loin que tous les propos publiés des dirigeants arabes depuis plusieurs années ». Le roi veut une confédération jordaniano-palestinienne, souligne M. Shultz, et n'est pas intéressé par un Etat palestinien indépendant. Il partage le désir des Etats-Unis de voir s'ouvrir des négociations de cette année entre Israël et une délégation jordaniano-palestinienne.

M. Shultz évoque ensuite le point de vue de Washington. Le discours du roi et son approbation par les instances dirigeantes de l'OLP, écrit-il, sont des « développements significatifs ». « Les Etats-Unis, poursuit M. Shultz, réclament néanmoins que l'OLP n'a pas elle-même confirmé sa position, telle que l'a décrite le roi Hussein. Ils n'ont encore aucune discussion avec l'OLP tant que celle-ci n'aura pas expressément reconnu les résolutions 242 et 338 impliquant le droit à l'existence d'Israël. Ils continuent de s'opposer à la tenue d'une conférence internationale comme cadre des négociations et à la participation de l'URSS au processus de paix. »

M. Shultz conclut son message en estimant qu'il « vaudrait la peine » d'organiser des discussions préliminaires entre les Etats-Unis et « un groupe jordaniano-palestinien ». Ces entretiens « ne seraient pas une négociation ». Le secrétaire d'Etat a fait parvenir une lettre similaire à tous les ministres des affaires étrangères de l'Otan.

### Un consensus de façade

Jérusalem a répondu à M. Shultz des dimanche sous la forme d'un communiqué du cabinet en termes soigneusement pesés et qui s'engageait à l'avance. « Israël, y lit-on, accueillera favorablement toute initiative de paix. Celle-ci suppose l'ouverture et la poursuite de négociations directes entre Israël et une délégation jordanienne ou jordanopalestinienne. Israël rejette toute solution de rechange à de telles négociations. Il considère qu'une conférence internationale associant des pays n'ayant pas de relations diplomatiques avec lui ne servirait

pas la cause de la paix et provoquerait une radicalisation des deux camps. Le gouvernement rejette la participation à des négociations des gens de l'OLP ou de quiconque prône la destruction d'Israël. Il juge très grave la vente d'armes à tout pays en guerre avec lui. »

La réponse de Jérusalem est rédigée de manière à ne choquer personne dans la coalition gouvernementale. L'exigence de négociations directes, le rejet de tout forum international, le maintien en termes généraux de l'ostracisme envers l'OLP sont des points-clés auxquels souscrivent les deux partenaires de l'Union nationale. Mais ce consensus de façade ne trompe personne. Il suffit pour en juger de constater les différences, sur le fond et dans la forme, entre les premières réactions des hommes politiques.

Chez les travaillistes, c'est plutôt la satisfaction : « Si le roi Hussein a vraiment l'intention de s'asseoir à la table de négociations, note le ministre de la police, M. Bar Lev, on peut espérer la paix. » L'opposition de gauche est encore plus favorable. Le mouvement La Paix maintenant invite M. Pèrés à répondre favorablement à l'initiative historique du roi Hussein. Côté Likoud, le son de cloche est évidemment tout autre. La droite n'a aussitôt porté le débat sur le plus grave point de désaccord, à ce stade, entre les partenaires de la coalition, à savoir l'« identité » des interlocuteurs palestiniens acceptables par Israël.

En l'absence de M. Shamir, parti le matin même pour l'Europe, son adjoint, M. David Lévy a vite fait de souligner que « négocier avec des membres du Conseil national palestinien serait inacceptable ». Avant de quitter Israël, M. Shamir avait

donné le la en qualifiant d'« erreur » l'évocation par M. Shultz d'une possible participation de membres du CNP à des négociations. « Le CNP fait partie intégrante de l'OLP. Bien plus ; il est l'âme de l'OLP. » Pour M. Sharon, « Israël ne doit en aucun cas négocier avec des gens liés à l'organisation terroriste. »

Les propositions du roi Hussein, relayées par Washington, ont donc renvoyé la balle dans le camp d'Israël et ranimé le débat fondamental sur le cadre et les conditions d'une relance de la négociation de paix. Mais l'épreuve de force à ce sujet entre les travaillistes et le Likoud ne semble pas imminente. Chacun est plutôt enclin à temporiser. Compte tenu de l'absence d'Israël de M. Shamir pour une dizaine de jours, le conseil des ministres n'entamera pas un débat approfondi avant deux semaines.

En outre, certains responsables s'interrogent sur la réalité des progrès enregistrés à Washington. Ils estiment que les Américains manifestent un enthousiasme excessif ou du moins prématuré parce qu'ils sont conscients qu'Hussein ne peut pas aller plus loin dans la voie des concessions et qu'il a besoin d'un soutien international maximum. L'actuelle visite à Washington du ministre de la défense, M. Rabin, devrait permettre à Jérusalem d'en savoir plus sur les véritables intentions de son allié.

Une chose est sûre : les Israéliens ont pris soudainement conscience que le dossier palestinien est de nouveau en tête des préoccupations de la diplomatie américaine. Comme l'écrit le quotidien *Masrivi* : « une brève nouvelle souffle à Washington ». Pour les uns, c'est un doux zéphyr ; pour les autres, un vent mauvais.

J.-P. LANGELLIER.

### DANS LE SUD DU LIBAN

## Recrudescence des opérations hostiles à Israël

De notre correspondant

Jérusalem. — L'Armée du Liban du Sud (ALS) du général Antoine Lahad a mené lundi 3 juin sa troisième opération de ratisage en quelques jours dans le secteur central de la « zone de sécurité ». Une unité de l'ALS, soutenue par des forces israéliennes, a perquisitionné dans deux villages chiites, Mjidal-Selim et Atamaria, y détruisant cinq maisons.

Elle a également arrêté plusieurs dizaines d'habitants soupçonnés d'appartenir à des « organisations hostiles » ou d'avoir participé à des attaques contre l'armée israélienne ou l'ALS. Selon le porte-parole de la FINUL, des chars ont participé à l'opération.

Ce durcissement constitue une mesure de représailles après le regain d'attaques ou de tentatives d'attentats attribués au mouvement Amal depuis environ deux semaines dans la zone de sécurité. Amal n'enregistre son plus grand succès vendredi dernier lorsque vingt-cinq soldats de l'ALS abandonnèrent leur position au nord-est de Tibnin. Officiellement, ces soldats ont été « capturés » par des assaillants d'Amal. En réalité, la majorité d'entre eux,

recrues de fraîche date, ont fait défection au profit du mouvement chiite en emportant avec eux un grand nombre d'armes et de munitions. C'est l'unité à laquelle appartenait ces transfuges qui a conduit lundi la double opération de ratisage.

A deux jours du troisième anniversaire de l'invasion israélienne du Liban qui marquera jeudi la fin de la guerre, la recrudescence des attaques et la défection collective de la semaine dernière sont des signes inquiétants pour Israël et pour le général Lahad. Dans les deux villages ratisés, les habitants ont été mis en garde contre les risques auxquels ils s'exposeraient — notamment l'exode forcé — en cas de nouvelles attaques.

Dans les milieux militaires de Jérusalem, on attribue l'actuelle recrudescence des actions hostiles à Israël au désir d'Amal de montrer à ses partenaires libanais et à la Syrie qu'aucune « alliance de fait » anti-palestinienne ne le lie à l'Etat hébreu dans le sud du pays.

J.-P. L.



A COMPTER DU 9 JUIN

## GULF AIR VOUS OFFRE 3 CLASSES EXCEPTIONNELLES A DESTINATION DU GOLFE.

### PREMIERE CLASSE Falcon BUSINESS CLASS GOLDEN ECONOMY CLASS

- \* Le siège-couche le plus confortable jamais proposé.
- \* Menu de 6 plats agréés par la Chaîne des Rôtisseurs.
- \* Plus le café à la cardamome, les dattes d'Oman et le traditionnel au rovoir arabe.
- \* 35 sièges super larges pour travailler ou vous reposer.
- \* Cuisine internationale et Moyen-Orientale.
- \* Boissons et distractions gratuites.
- \* Pochettes confort.

- \* 12 programmes en stéréo et film gratuit.
- \* Un choix de repas.
- \* Des fruits frais.
- \* Journaux et magazines internationaux.
- \* Un nécessaire de nuit.

En fait tous les petits plus que vous attendez d'une Classe Affaires Gulf Air vous l'offre en GOLDEN ECONOMY CLASS.



Pour plus d'informations contactez votre agence de voyages ou GULF AIR 115/ 117, Champs Élysées 75008 Paris - Tél. : 723.70.70.

ABU DHABI AMMAN ATHENS BAHRAIN BANGKOK BEIRUT BOMBAY CAIRO COLOMBO DELHI DHAKA DHAKA DOHA DUBAI FRANKFURT HONG KONG JEDDAH KARACHI KHARTOUM KUWAIT LARNACA LONDON MANILA MUSCAT PARIS RAS AL KHAYMA RIYADH SALALAH SANAA SHARJAH TUNIS



## PROCHE-ORIENT

### Iran

#### Le dernier bombardement de Téhéran aurait fait de nombreux morts

Onze personnes ont été tuées et quarante-quatre blessées au cours du bombardement de Téhéran, dimanche soir 2 juin, par l'aviation israélienne, selon un nouveau bilan provisoire publié lundi par le journal *Keyhan*. Selon le quotidien, lundi, en fin de matinée, de nombreuses victimes se trouvaient encore sous les débris de plusieurs immeubles totalement ou partiellement détruits, alors que les sauveteurs étaient toujours à l'œuvre. Il précise que, dans une seule petite rue, dix-neuf voitures ont été totalement détruites et que de nombreuses personnes ont été tuées parce qu'elles sont sorties de leur maison après le début de l'alerte.

Selon les observateurs à Téhéran, ce raid n'est l'un des plus violents lancés contre la capitale iranienne depuis les débuts des bombardements des villes. Cinq impacts ont été enregistrés dans un même quartier; deux autres engins, probablement des bombes de 500 kilos, sont tombés dans une zone inhabitée. Au

cun objectif économique ou militaire ne se trouve, selon *Keyhan*, à proximité de ces points d'impact.

Les journalistes étrangers en poste à Téhéran n'ont pas été autorisés à se rendre sur les lieux, mais, suivant des témoignages recueillis par l'AFP, quatre bombes sont tombées dans une petite rue, détruisant totalement un immeuble de cinq étages. Un autre engin est tombé deux rues plus loin, causant également de graves dégâts.

L'agence américaine UPI, dans une dépêche datée de Beyrouth, fait pour sa part, état, d'informations en provenance de Téhéran selon lesquelles le total des morts du raid de dimanche soir dépasserait les deux cents.

A Tokyo, le ministre japonais des affaires étrangères a fait savoir, mardi, que le complexe pétrochimique de Bandar-Khomeini, situé au sud-ouest de l'Iran, et réalisé en collaboration par l'Iran et le Japon, n'a pas souffert du bombardement iranien de lundi. Un porte-parole militaire iranien avait annoncé que le complexe, d'une valeur de 3 milliards de dollars, avait été gravement endommagé lors d'un bombardement de l'aviation iranienne. L'Irak a également revendiqué l'attaque, lundi, du terminal pétrolier iranien de Kharg.

A Bagdad, aucune information n'est donnée sur les dégâts infligés à la capitale par les missiles iraniens. On indique, toutefois, de sources diplomatiques à Téhéran, que le missile sol-sol tiré contre Bagdad, samedi soir, a touché, au centre de la capitale, la rue Rachid, à proximité de la place de la Révolution. Selon ces mêmes sources, il y aurait eu de nombreuses victimes dans ce vieux quartier commerçant populaire. — (AFP, UPI.)

### Libye

#### L'AUTODAFÉ DES VIOLONS

Dans le cadre d'une campagne de destruction des instruments de musique occidentaux, des milliers de guitares, violons, pianos, ont été brûlés par la population à Tripoli et à Benghazi.

L'agence libyenne Jane a expliqué que, « à partir de ce jour, tous les instruments de musique occidentaux et tout le matériel portant atteinte à nos erts et à notre héritage seront détruits. Ce qui, poursuit-elle, va dans le sens des principes révolutionnaires contenus dans le Livre vert du colonel Kadhafi ». — (Reuters)

## LA CHARLOTTE AUX FRAISES SURCLASSE LE MILLEFEUILLES



voir page 8

**MÉDECINE PHARMACIE**  
CLASSE PRÉPA. Stage pré-entrée. Soins annuels.  
5 centres: quartier Latin, Neuilly, Nanterre, Clichy, Cergy.  
**CEPES**  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. Tél. 722.94.94 - 745.09.19

**Grand Maghreb**  
Le n° 39 vient de paraître.

- la revue de la presse
- la revue des revues
- la revue des livres
- des études et des documents:
- La Libye à l'heure des comptes (François Burgat)
- Les migrants et la modernisation économique (Emmanuel Flandre)
- L'enseignement du français au Maghreb (Abdelmadjid Ali-Bouacha)
- Entretien avec l'anthropologue Mohand Khellil (Paul Siblot)
- des chroniques culturelles: cinéma, radio-télé, timbres; un portrait du peintre algérien Latif; le premier roman de Nacer Kettane: "Le sourire de Brahim"

9 numéros par an (dont un double)  
Abonnement un an: 240 F pour 1984-85  
Envoi de ce numéro sur demande à adresser avec un chèque de 27 F, à:

Grand Maghreb, C.I.G.M.A.  
I.E.P., B.P. 45  
38402 ST-MARTIN-D'HERES

## AMÉRIQUES

### Canada

#### La défaite du Parti québécois lors d'élections partielles pourrait sonner le glas du gouvernement de M. Lévesque

De notre correspondant

Montréal. — La défaite enregistrée, lundi 3 juin, par le Parti québécois lors de quatre élections partielles et la victoire du chef de l'opposition libérale, M. Robert Bourassa, dans une des circonscriptions en jeu pourraient donner le coup de grâce au gouvernement de M. René Lévesque. Ce dernier ne dispose plus que d'une seule voix de majorité à l'Assemblée nationale, le Parti québécois détenant désormais soixante-deux sièges sur cent vingt-deux contre cinquante-trois aux libéraux et six aux députés indépendants, qui ont quitté la formation de M. Lévesque pour protester contre son « virage fédéraliste ». Un siège est vacant.

La défaite du Parti québécois ne constitue certes pas une surprise. Mais les résultats du scrutin de lundi interviennent au moment où celui-ci connaît de sérieuses difficultés internes. Après une courte trêve accordée à M. Lévesque pour la fin de son voyage en France à la fin du mois de mai, la contestation à l'égard du premier ministre n'a repris de plus belle ces derniers jours. Au cours d'une conférence de presse organisée à son retour de Paris, la semaine dernière,

#### La victoire de M. Bourassa

Après une courte trêve accordée à M. Lévesque pour la fin de son voyage en France à la fin du mois de mai, la contestation à l'égard du premier ministre n'a repris de plus belle ces derniers jours. Au cours d'une conférence de presse organisée à son retour de Paris, la semaine dernière,

Les libéraux ont remporté 58% des suffrages en moyenne pour les quatre élections partielles, contre 24% en PQ. Ce qui correspond à peu près aux résultats que prévoient les sondages si des élections générales avaient lieu maintenant. On comprend dans ces conditions que M. Lévesque retarde la date du scrutin dans l'espoir de redresser

une situation catastrophique. Dans une des quatre circonscriptions — les sièges étaient vacants depuis la démission de quatre ministres opposés au « virage fédéraliste » de leur chef, — le Parti québécois arrive même en troisième position derrière le Parti conservateur, qui, comme l'a souligné son chef, M. André Asselin, existe depuis à peine quatre mois.

Le Parti québécois a cependant réussi à limiter les dégâts dans la circonscription Bertrand (région de Montréal), où le chef de l'opposition libérale, M. Bourassa, n'a pas remporté une victoire aussi large que prévu. La candidate de la majorité, M<sup>me</sup> Francine Lalonde, devra pourtant abandonner ses fonctions de ministre déléguée à la condition féminine, conformément à la tradition selon laquelle les membres du gouvernement doivent être des élus du peuple.

En dix-neuf mois après son retour à la tête du Parti libéral, M. Bourassa, prenant déjà le ton d'un premier ministre — même si les jeux sont loin d'être faits, puisqu'on ne connaît pas encore le successeur éventuel de M. Lévesque, — a promis de « redonner aux Québécois la prospérité, la justice et la liberté ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

### Etats-Unis

#### Le Congrès conteste le soutien de M. Reagan à l'Afrique du Sud

(Suite de la première page.)

Il y a maintenant quatre ans que M. Reagan et son gouvernement expliquent que seule une diplomatie refusant les distributions publiques pourra jeter les bases de réels changements en Afrique du Sud et ouvrir la voie à l'indépendance de la Namibie, territoire sur lequel Pretoria continue, illégalement, d'exercer une autorité que l'ONU lui a retirée en 1966. Cette politique a, effectivement, permis de favoriser une précaire détente régionale et que soit signé, l'année dernière, un traité de non-agression entre la Namibie et l'Afrique du Sud.

Pretoria, dans le même temps, a accepté de retirer ses forces d'Angola en échange d'une modification des activités de la SWAPO, le mouvement de libération namibien, qui dispose de bases arrière dans le Sud-angolais. Quelques assouplissements ont de même été apportés aux règles de l'apartheid, mais si peu fondamentaux qu'ils ont surtout souligné l'abandon de l'ensemble du système.

#### L'échec d'une politique

Plus grave, ces modifications de surface ont été accompagnées d'une brutale aggravation de la répression et, donc, la tension s'est, parallèlement, renforcée ces dernières semaines à l'échelle régionale. Le 18 avril, Pretoria a annoncé son intention de mettre en place une administration intérimaire en Namibie et compliqué ainsi le processus d'indépendance. Un mois plus tard, le 21 mai dernier, un commando sud-africain tentait — sans succès — une opération de sabotage en territoire angolais qui, apparemment, visait les installations d'une des deux compagnies pétrolières américaines dont le gouvernement (mandaté) de l'Angola tire la majeure partie de ses revenus. Le durcissement de la répression intérieure et surtout ces derniers épisodes ont été publiquement condamnés par les autorités américaines, qui, outre leur bien réelle irritation, ont voulu éviter l'accusation de consensu au ne disant mot. Ce faisant, elles n'ont pourtant fait que donner des arguments aux parlementaires qui dénoncent l'échec de la politique américaine vis-à-vis de Pre-

torie sans, en revanche, le moins du monde effacer les réserves grandissantes de l'opinion à l'égard de cette politique.

Tant que l'on pouvait espérer des résultats, personne ou presque ne trouvait choquant que les Etats-Unis veuillent obtenir, à le faveur d'un règlement namibien, le retrait des soldats cubains d'Angola et qu'ils fassent en sorte que l'évolution en Afrique du Sud ne menace pas l'équilibre régional et international ni l'influence américaine dans un pays d'importance jugée stratégique. Dès lors que les résultats sont inexistantes ou fragiles, l'engagement constructif se réduit à la seule défense d'intérêts géopolitiques, au détriment de l'affirmation d'une position morale sur un problème qui fait virtuellement l'unanimité des déclarations, si ce n'est des âmes.

Personne ou presque n'est favorable à l'apartheid, et ce combat a vite uni en Amérique tous ceux qui sont mécontents du réaganisme ou en souffrent: républicains libéraux, démocrates en quête d'identité, Eglises préoccupées de justice, et Noirs, bien entendu, qui ont retrouvé là une bataille dans laquelle ils avaient des alliés, de nombreux juifs entre autres, avec lesquels les relations avaient eu tendance à se détériorer ces dernières années.

Lancé le 21 novembre dernier sans que ses organisateurs soient assurés à l'avance de son succès, le sit-in devant l'ambassade sud-africaine à Washington est devenu permanent. Plus de deux mille personnes, dont un nombre impressionnant de célébrités de la politique, des arts ou de la religion, s'y sont déjà fait volontairement interpellé par une police très courtoise aux ordres d'une municipalité (noire) totalement impliquée dans un mouvement qui s'est étendu, depuis, à une vingtaine de villes et à plusieurs grandes uni-

versités comme celles de Columbia, à New-York, ou de Berkeley, à San-Francisco.

#### Désinvestissement

L'attribution du prix Nobel de la paix à Mgr Tutu — qui allait être reçu peu après par M. Reagan — a encore accéléré les choses, et onze municipalités ont ainsi décidé, depuis novembre dernier, d'interrompre leurs relations financières avec les trois cents sociétés américaines installées en Afrique du Sud. Trente-quatre villes en tout ont pris une telle décision, tandis que six Etats ont déjà arrêté les investissements de leurs fonds de retraite dans les compagnies concernées et que vingt-cinq autres envisagent l'adoption de législations similaires.

Les prêts bancaires au gouvernement de Pretoria ont virtuellement cessé. Certains agents du change de Wall Street proposent des portefeuilles « South Africa free », et cinquante-quatre Eglises ont récemment demandé publiquement à douze grandes sociétés de limiter leurs activités en Afrique du Sud, sous peine de voir du jour au lendemain jeter sur le marché pour 10 à 12 milliards de dollars de leurs actions. Certes, rien de tout cela n'est de nature à précipiter l'Afrique du Sud dans une banqueroute, et, très vite retombé, le mouvement peut très vite retomber. Cette hypothèse n'est néanmoins pas la plus probable, car une longue maturation a précédé l'explosion d'aujourd'hui.

Contre une telle évolution, l'administration se bat pied à pied avec, à sa tête, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, qui va répétant que le « désengagement réduirait seulement la capacité [des Etats-Unis] à réaliser leurs objectifs » d'une société plus juste.

BERNARD GUETTA.

### El Salvador

#### REMANIEMENT MINISTÉRIEL

San-Salvador (Reuters). — Le président salvadorien José Napoleón Duarte a fêté, le samedi 1<sup>er</sup> juin, sa première année à la tête de l'Etat, en appelant à la poursuite du dialogue avec les guérilleros de gauche et en annonçant un remaniement ministériel destiné à favoriser un redémarrage économique. « La paix doit être fondée sur le dialogue et le dialogue doit être sincère », a affirmé M. Duarte lors d'une session spéciale de l'Assemblée législative. Le chef de l'Etat a rendu hommage au groupe de Contadora, mais a déclaré à propos du régime sandiniste de Managua: « Voici le cancer dont souffre l'Amérique centrale. » Le président du Salvador a ensuite appelé les dirigeants syndicaux à mener une série d'actions revendicatives de façon à prendre part à l'effort national.

Les changements les plus importants au sein du gouvernement concernent les portefeuilles des affaires étrangères, de la justice et du commerce extérieur.

Voici la composition du nouveau cabinet:

**Ministre à la présidence:** M. Jorge Eduardo Tenorio;  
**Plan:** M. Fidel Chavez Mesa;  
**Affaires étrangères:** M. Rodolfo Antonio Caramon; **Justice:** M. Julio Adolfo Roy Prendes;  
**Culture et communications:** M. Julio Adolfo Roy Prendes;  
**Travaux publics:** M. Roberto Meza;  
**Economie:** M. Ricardo Gonzalez Camacho;  
**Educations:** M. Alberto Buendia Flores;  
**Agriculture:** M. Carlos Aquilino Duarte Funes;  
**Finances:** M. Ricardo Lopez;  
**Intérieur:** M. Edgar Ernesto Belkoo Funes;  
**Défense:** général Eugenio Vides Casanova;  
**Commerce extérieur:** M. Julio Rivas Gallon;  
**Santé:** M. Benjamin Valdez;  
**Justice:** M. Julio Alfredo Samayoa;  
**Travail:** M. Miguel Alejandro Gallegos.

● Cinq morts lors d'un assaut de la police contre un hôpital en grève. — Des centaines de membres des forces de sécurité ont investi, dimanche 2 juin, l'hôpital de la Sécurité sociale de San-Salvador afin d'obliger les employés en grève à reprendre le travail. Quatre policiers ont été tués au cours d'une fusillade, les coups de feu opposant apparemment les policiers entre eux, et une femme qui était sur le point d'accoucher est décédée d'une crise cardiaque. Lundi, les guérilleros du Front de libération Farabundo Martí ont critiqué le président Duarte en déclarant dans un communiqué: « Nous tenons M. Duarte et tous les chrétiens démocrates pour entièrement responsables de cette action condamnable et criminelle. » D'autre part, les quatre mille cinq cents employés de la Sécurité sociale, en grève depuis le 6 mai pour obtenir des augmentations de salaire, ont annoncé qu'ils allaient poursuivre leur mouvement. — (Reuters)

### Costa-Rica

● NOUVEL INCIDENT DE FRONTIÈRE AVEC LE NICARAGUA. — Un nouvel incident a opposé, le mardi 3 juin, le Costa-Rica et le Nicaragua, les autorités de San-José accusant l'armée sandiniste d'avoir tiré sur un hélicoptère à bord duquel se trouvait le directeur de la garde civile. Le gouvernement de San-José a envoyé une protestation « énergique, véhémente et indignée » à Managua, en précisant que l'hélicoptère à bord duquel voyageait le colonel Oscar Vidal se trouvait à proximité de la frontière afin de récupérer le corps d'un des deux gardes civils tués vendredi (le Monde du 4 juin) et que les autorités sandinistes avaient été informées du vol à l'avance. — (AFP.)

**Catalogue complet sur simple demande**  
**KARTHALA**  
22 bd Arago 75013 Paris

**SOU'AL**  
Revue trimestrielle  
N° 5 - L'ISLAMISME Aujourd'hui - EST PARU  
Commande: 27, rue des Boulangers 75003 Paris

**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À:

**HEC-ESCP 2<sup>e</sup> Année**  
ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION  
ENSEIGNEMENTS COMPLETS: NOV. 5 MAI ou JANVIER 5 MAI  
PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

**SCIENCES PO 2<sup>e</sup> Année**  
ENSEIGNEMENTS COMPLETS  
JANVIER 5 MAI  
PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT

SUCCÈS CONFIRMÉS

ANTENNE: 6 av. Léon-Henry 75016 Paris  
Tél. 334.10.72+  
TOLBIAC: 83 av. d'Orléans 75013 Paris  
Tél. 348.99.99+

هكذا من الأصل



# AMÉRIQUES

## BRÉSIL

### Le projet de réforme agraire déclenche une avalanche de critiques

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le projet de réforme agraire lancé au début de la semaine dernière a déclenché un beau tollé. Sollicités de donner leur avis, les organisations patronales ne se sont pas fait prier. Les uns parlent de « menaces de collectivisation », les autres d'« encouragement à la haine des classes ». Une partie de la presse fait des comparaisons — hasardeuses — avec des réformes entreprises en d'autres temps et en d'autres lieux, pour prédire l'échec, dans ce domaine, du gouvernement Sarney. Il y a même des hommes politiques qui sentent en cette année 1985 — première année de la démocratie reconquise — comme un avant-goût de ce qui s'est passé en 1964 lorsque les « réformes de base » annoncées par João Goulart mobilisèrent les possédants et provoquèrent le putsch du 31 mars.

Le projet de réforme, rappelle-t-on (le Monde du 29 mai), prévoit l'expropriation des grands domaines improductifs et la redistribution d'ici à l'an 2000 de 480 millions

d'hectares — soit la moitié du territoire brésilien — pour y installer un peu plus de sept millions de paysans et leurs familles — environ trente-cinq millions de personnes, le quart de la population actuelle du pays.

Les adversaires du projet affirment que le texte a été élaboré sous la pression des travailleurs agricoles et sans que l'autre partie concernée — les propriétaires — ait été consultée. Ils s'en prennent à la notion de latifundia improductifs en faisant valoir qu'il s'agit là d'un critère imprécis et que l'improductivité est souvent due à l'impossibilité d'obtenir des crédits. Ils soutiennent également qu'il ne suffit pas de redistribuer la terre, encore faut-il donner aux paysans les moyens techniques, financiers de l'exploiter. Ils s'acharnent particulièrement contre un point du projet selon lequel les expropriations se feront de préférence dans les zones de conflit. « Ainsi, on encourage les invasions de terres, disent-ils, on stimule les professionnels de l'agitation ».

La plupart des grands journaux sont soit réservés, soit très critiques à l'égard du projet. « Le Brésil a besoin d'une réforme agraire », écrit cependant le *Jornal da Brasil*, qui compte sur la modernisation des campagnes et sur « les lois naturelles de l'économie » pour que cessent les conflits. Mais la *Folha de São Paulo* estime, au contraire de M. Sarney, que la réforme sera « traumatisante » parce qu'elle choisit d'exproprier les grands propriétaires improductifs, au lieu de les obliger, par l'impôt, à mettre en valeur leurs exploitations.

Le quotidien conservateur *O Estado de São Paulo* se situe, comme d'habitude, à la pointe du combat. Il publie tous les jours des informations visant à dévaluer le projet et il retrouve dans ses éditoriaux le ton qui était le sien au début des années 60 quand le pays était en pleine effervescence sociale. Alors

que le texte présenté le 27 mai prévoit non de détruire la propriété privée mais de la démocratiser (hors de l'exploitation familiale, il n'est question que de formes « coopératives » ou « associatives d'exploitation »), le grand quotidien de São Paulo va jusqu'à établir des rapprochements avec ce qui s'est passé en Chine populaire du temps du maoïsme : « Avant de connaître ce document, écrit le journal, nous pensions que le ministre de la réforme agraire voulait faire le « grand bond en avant » de Mao Zedong. Aujourd'hui, nous sommes portés à croire qu'il prépare la « révolution culturelle » avec toutes les conséquences qu'elles a eues pour la société chinoise ».

#### « Apostolat »

L'actualité a donné un aliment à ceux qui voient dans le ministre de la réforme et du développement agraire, M. Nelson Ribeiro, un « agitateur » : dans le Santa-Catarina, au sud du pays, plusieurs milliers de paysans sans terre viennent d'envahir 4 000 hectares de propriétés privées qu'ils considéraient comme inexploitées. Ils campent sur place et ont commencé à planter des cultures hivernales. Un millier de policiers ont été envoyés sur les lieux pour empêcher une bataille rangée entre les propriétaires et les paysans, qui sont conduits par le Mouvement des travailleurs sans terre, organisation d'extrême gauche liée à l'Eglise.

L'accusation d'agitateur a été lancée contre le ministre par M. Prisco Vianna, porte-parole à la chambre des députés du PDS (Parti démocratique et social), la formation chargée naguère de défendre le régime militaire. M. Nelson Ribeiro est en fait un catholique traditionnel qui dirigeait une banque publique dans l'Etat du Pará, avant d'être sol-

licité par Tancredo Neves pour exercer ce que ce dernier appelait « un apostolat » : la direction de la réforme agraire.

Il a préparé son projet avec l'aide d'une centaine de techniciens, dont beaucoup appartiennent à l'Association brésilienne pour la réforme agraire où se retrouvent, il est vrai, bien des militants de gauche. Il est vrai aussi que le lancement du plan a été maladroite : ses auteurs n'ont pas préparé le terrain en appelant en consultation les dirigeants du patronat rural. Mais les principales critiques qui leur sont adressées trouvent leurs réponses dans le texte même du projet. Il est faux de dire, comme le soutiennent les patrons, que la réforme vise en priorité les zones de conflit, donc favorise l'« agitation ». Bien d'autres critères sont retenus : la présence de grandes étendues inexploitées et celle de nombreux paysans sans terre ou de « minifundistes » (micro-exploitants).

Devant l'avalanche des critiques, le ministre et le président lui-même ont dû réaffirmer leur intention d'appliquer la réforme par souci de justice sociale et d'efficacité productive. Le ministre de la justice, M. Fernando Lyra, a publié un communiqué disant que le gouvernement « ne reculerait pas », mais donnant des assurances sur le maintien de l'ordre et la défense de la propriété privée.

De telles assurances ne satisfont guère les adversaires du projet, qui veulent sa révocation pure et simple au profit d'un texte qu'ils seraient appelés à élaborer. « Le projet actuel a une connotation idéologique, affirme le président de la Fédération agricole du Minas-Gerais, M. Antonio Ernesto de Salves. Il est fondé sur le principe marxiste-léniniste de la lutte des classes. Or le président de la Société rurale, M. Flavio Menezes déclare, s'adres-

sant aux réformateurs : « Il y a des radicaux des deux côtés : si vous ne retenez pas les vôtres, nous ne pourrions pas retenir les nôtres ».

Le président de la Conférence épiscopale, Mgr Ivo Lorscheier, fait-il partie des « radicaux » ? Il a en tout cas enflammé les esprits en affirmant qu'« il faudrait une réforme encore plus ample » pour en finir avec les latifundios, « même ceux qui sont productifs », car ce serait le seul moyen de « démocratiser réellement la propriété de la terre ».

#### Barricade d'intérêts

Les fédérations d'agriculture doivent se réunir le 22 juin pour débiter du projet. Le président de la Confédération, M. Flavio Brito, a fait des déclarations apaisantes en disant qu'il n'était pas opposé au Statut de la terre, dont le texte, édicté par les militaires en 1964, sert de base aux actuels réformateurs. Mais la controverse montre bien à quel point il est difficile au Brésil de modifier la structure foncière, dont l'archaïsme a longtemps pesé et pèse encore sur les comportements sociaux et politiques. Rares sont les parlementaires qui ne sont pas propriétaires terriens. Ce simple fait risque de ne pas faciliter le débat.

A vingt et un ans d'intervalle, c'est donc la même barricade d'intérêts qui se dresse pour empêcher une véritable démocratisation de la propriété rurale. Même les partisans de la réforme estiment que le gouvernement Sarney a mal joué en suscitant

d'emblée une telle levée de bouilliers. Il aurait dû être plus prudent, plus malin, disent-ils en substance, et ne pas sacrifier l'efficacité du projet à son ambition — légitime — d'asseoir sa popularité.

La campagne de presse déclenchée ces derniers jours montre que les possédants sont en train d'organiser leur riposte : quelques observateurs en concluent que l'avenir de la réforme est désormais « incertain ». Pendant plus de deux mois, M. Sarney et son gouvernement ont bénéficié d'une adhésion quasi unanime. Celle-ci s'est confirmée lorsque les réformes institutionnelles ont été engagées : rétablissement du suffrage universel pour l'élection du président de la République et des maires de grandes villes, droit de vote aux analphabètes, légalisation du PC et des autres formations interdites.

Aujourd'hui, les premières fractures apparaissent dans la coalition hétérogène montée à grand-peine par Tancredo Neves pour assurer la transition vers la démocratie.

CHARLES VANHECKE.



plus les hommes sont grands plus CAPEL les aime

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15



CAPEL habille l'homme fort de pied en cape

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

# FORMULE 1. 1 TICKET, 1 JOUR, TOUS LES TRANSPORTS!\*

Avec Formule 1, il suffit d'un ticket et Paris et sa banlieue sont à vous, pour une journée entière !  
Métro, bus, RER (RATP et SNCF), trains de banlieue, vous pouvez tout utiliser, autant de fois que vous voulez.  
Alors pour être prêt à démarrer au quart de tour, demandez votre carte personnelle Formule 1 : elle est gratuite.  
Muni de cette carte permanente, il vous suffit d'acheter un ticket Formule 1,

même à l'avance, pour faire le plein de déplacements. Formule 1, c'est le ticket de la liberté.

RATP SNCF

\*DANS LES ZONES TARIFAIRES 1, 2, 3.

## El Salvador REMANEMENT MINISTÉRIEL

San Salvador (Rester). — Le président Salvador El Salvador a annoncé la semaine dernière la formation d'un nouveau gouvernement. Le président a nommé à la tête du cabinet le général Carlos Romo, ancien ministre de la Défense, et a nommé à la tête du ministère de l'Intérieur le général Carlos Romo, ancien ministre de la Défense.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.

Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur. Le général Carlos Romo a été nommé à la tête du ministère de l'Intérieur.



## DIPLOMATIE

SELON LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR SOVIÉTIQUE

### La mise en cause du traité sur les antimissiles « signifierait l'échec des négociations » avec les Etats-Unis

Tandis que Moscou s'élève à l'avance contre l'idée évoquée du côté américain d'une révision du traité de 1972 sur les antimissiles, à Washington la Maison Blanche se prépare à décider si les Etats-Unis continueront ou non de respecter les dispositions du traité SALT sur les armements stratégiques, signé en 1979 par M. Carter et Brejnev et jusqu'à présent appliqué par les deux parties, bien qu'il n'ait pas été ratifié par les Etats-Unis. M. Reagan doit trancher, rapporte-t-on, entre les positions contradictoires de son ministre de la défense, M. Weinberger, qui souhaite s'affranchir de ces contraintes et fait valoir que le traité SALT-2, même ratifié, aurait de toute manière cessé d'être en vigueur à la fin de cette année, et de M. Shultz, secrétaire d'Etat, favorable au traité. Ce dernier doit consulter à ce sujet les autres membres de l'alliance atlantique, réunis à Lisbonne mercredi et jeudi. Après quoi, la décision de M. Reagan sera annoncée le 10 juin au plus tard.

De notre correspondant

Moscou. — La tâche de répondre aux récentes suggestions américaines de modification du traité antimissile (ABM) de 1972 a été confiée au maréchal Sergueï Akhromev, un militaire de soixante-deux ans qui ne s'est guère exprimé en public depuis sa nomination, le 6 septembre 1984, comme chef d'état-major général. Dans un article que publie ce mardi 4 juin la Pravda, le maréchal Akhromev affirme que « l'URSS n'acceptera pas » ce qu'elle considère comme une dénaturation du texte signé il y a treize ans à Moscou par Leonid Brejnev et M. Richard Nixon. « Les dirigeants américains affirment qu'on pourrait en quelque sorte légaliser leurs actes contraires au traité en apportant à ce dernier des amendements concertés avec la partie soviétique (...). Tout cela n'est qu'un procédé indigne visant à tranquilliser l'opinion publique », écrit le chef d'état-major général.

Dans un discours à l'université John Hopkins, le 30 mai, M. Paul Nitze, conseiller du président Reagan pour les questions de désarmement, avait invité l'URSS à négocier avec les Etats-Unis des modifications du traité ABM pour tenir compte de l'apparition des techniques nouvelles. M. Nitze avait révélé qu'une proposition en ce sens avait été faite par les Américains lors du premier tour des négociations de Genève, mais il n'avait pas précisé la réponse soviétique.

Le traité ABM est un des grands textes de la détente, fondé sur la doctrine des « destructions mutuelles assurées ». Chacune des parties sait qu'elle subira en cas de conflit nucléaire des dommages inacceptables et s'efforce de maintenir cet équilibre de la terreur. Le traité vise donc à restreindre les défenses contre la frappe de l'adversaire. La clause essentielle prévoit que chaque pays n'a droit qu'à un seul système antimissile limité quantitativement à cent engins et à un seul site. Le texte original autorisait deux sites, mais Américains et Soviétiques sont convenus ultérieurement qu'un seul suffisait. Les Américains ont choisi de protéger une base de fusées intercontinentales et les Soviétiques leur capitale. Le traité interdit, en outre, tout déploiement terrestre mobile ainsi que sur mer, dans l'air ou dans l'espace.

Le maréchal Akhromev énumère les griefs soviétiques contre Washington dans ce qui constitue la première réfutation globale et systématique du point de vue américain.

### Un protégé de M. Gorbatchev est nommé chef du service des cadres au comité central du parti

La Pravda de ce mardi 4 juin annonce que M. Gueorgui Razoumovski, jusqu'à présent premier secrétaire du parti dans le territoire de Krasnodar, dans le sud de la Russie, vient d'être nommé chef du département du « travail d'organisation du parti » au comité central à Moscou, en remplacement de M. Ligatchev, récemment promu membre du Politburo et qui pourrait continuer de superviser ce secteur.

Nom actuel de ce qui a été longtemps le service des cadres, puis des « organes du parti », le département du travail d'organisation contrôle tout le mouvement des cadres dans l'appareil : son rôle est particulièrement important dans une période de préparation d'un congrès du parti comme c'est le cas actuellement puisque c'est par son entremise que seront désignés aussi bien les organes régionaux de direction que les cinq mille délégués au congrès. Or son nouveau responsable est incontestablement, tout comme M. Ligatchev, un proche de l'équipe Andropov-Gorbatchev et des hommes que ces deux dirigeants ont promus depuis trois ans.

Agronome de formation, M. Razoumovski a notamment travaillé en 1982 et 1983 au sein du complexe agro-industriel créé auprès du conseil des ministres, sous la direction de M. Gorbatchev, alors responsable de l'agriculture au sein du parti. En juin 1983, il succédait à la tête du parti pour le territoire de Krasnodar (voisine de celle de Sta-

sur le traité ABM. Le chef d'état-major général estime d'abord que l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan ne peut être considérée comme une « recherche inoffensive » et qu'elle contredit l'article 5 du traité qui proscribit tout « essai ou déploiement » d'armes antimissiles dans l'espace. L'argument, selon lequel les systèmes actuellement envisagés (laser et autres faisceaux d'énergie dirigés) n'auraient pas prévu par le texte de 1972 est repoussé, puisque ces systèmes « sont appelés à remplacer les antimissiles mentionnés dans le traité ».

Les projets américains ont en outre, selon Moscou, un caractère géographique étendu et pourraient même couvrir le territoire américain tout entier, ce qui est contraire à la clause du site unique inscrite dans le traité.

Le maréchal Akhromev s'efforce enfin de repousser les « accusations malintentionnées » de Washington, selon lesquelles l'URSS aurait elle-même violé le traité. Il affirme à ce sujet que le radar de Krasnoyarsk en cours de construction en Sibérie ne peut être considéré comme « une station d'alerte antimissile précoce ». « L'URSS ne mène aucun préparatif en vue de la création d'un système ABM sur tout son territoire », précise-t-il.

Le responsable militaire soviétique réaffirme donc la base selon laquelle les projets américains mettent en péril les négociations de Genève. « La limitation, voire la réduction, des armements stratégiques est inacceptable s'il y a une militarisation de l'espace. La création et le déploiement d'armes dans l'espace menacent inévitablement l'équilibre quantitatif et le perfectionnement qualitatif des armes stratégiques nucléaires », affirme-t-il.

Le maréchal Akhromev va même plus loin qu'auparavant : il affirme que la mise en cause du traité ABM « signifierait un échec des négociations » et le début d'une « course incontrôlée aux armements des Etats-Unis ». Le chef d'état-major général va jusqu'à invoquer l'ancien président Nixon pour souligner le « rôle stabilisateur » du traité de 1972. Moscou verrouille donc un peu plus sa position, alors que le deuxième tour des négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales vient à peine de commencer.

DOMINIQUE DHOMBRES.

propol, le fief de M. Gorbatchev) à M. Voronikov, qu'Andropov venait de promouvoir à la tête du gouvernement de la fédération russe. Et en tant que chef du comité exécutif (gouvernement) local pendant les dix années précédentes, M. Razoumovski a dû constituer le pôle de résistance à l'influence de M. Medousov, chef du parti pour le territoire, un protégé de M. Brejnev limogé dès l'été 1982 pour corruption.

Notons qu'un autre représentant de Krasnodar, M. Nikolai Goloub, qui fut ces deux dernières années l'adjoint de M. Razoumovski comme second secrétaire du territoire, a été nommé en janvier dernier ministre des livraisons et des stocks agricoles de la fédération de Russie. Là encore, il s'agit d'une promotion, mais dans l'appareil agro-industriel cette fois.

M. T.

**L'EDUCATION NATIONALE, DEUXIEME EMPLOYEUR MONDIAL (APRES L'ARMEE RUSSE, AVANT LA GENERAL MOTORS)**

voir page 8

## EUROPE

Pologne

DANS UNE INTERVIEW A « L'HUMANITE »

### Le général Jaruzelski reproche à la presse française de déformer la réalité

L'Humanité a publié, le lundi 3 et mardi 4 juin, ce qu'elle présente comme « la première interview que le général Jaruzelski ait accordée à un journal des pays capitalistes ».

Après avoir exprimé son appréciation de « l'attitude du PC français et de sa presse » à propos de la Pologne, le général Jaruzelski répond à une question portant sur les « raisons de la campagne antipolonaise » qui, selon l'Humanité, est organisée en France. Cette « campagne », répond le chef du parti et du gouvernement polonais, « vise, en fait, les travailleurs des pays occidentaux. Elle vise à affaiblir, ou même à paralyser les forces qui veulent, pour le moins, limiter l'omniprésence du grand capital monopoliste et garantir les droits de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. Elle vise à éliminer l'issue socialiste de l'esprit des hommes ».

Interrogé sur les droits de l'homme, le général Jaruzelski déclare : « Nous savons bien que c'est le chef d'accusation brandi contre nous par les moyens d'information et de propagande occidentaux. Ceux qui chez eux répriment brutalement les grèves ou les manifestations contre la course aux armements sont les mêmes qui objectent à notre sujet la plus bruyante indignation (...). Cependant, leur propagande antipolonaise s'applique à soulever, autant que faire se peut, des cas particuliers individuels dans lesquels, contrairement à ce que nous aurions souhaité, nous avons été amenés à prendre des mesures rigoureuses pour la défense de l'ordre public et de la tranquillité sociale ».

Le général Jaruzelski explique par ailleurs que la Pologne « connaît maintenant une période de redressement », ajoutant : « Le pire est derrière nous. Après avoir fait

état des difficultés économiques que connaît la Pologne, et qui sont dues, selon lui, en particulier aux « restrictions occidentales », il ajoute : « Notre Etat assure aux citoyens tant de prestations sociales, et d'une telle nature, que l'équivalent n'existe pas dans les pays capitalistes les plus grands et les plus riches ».

A propos des « nouveaux syndicats » et de Solidarité, le numéro un polonais affirme que ces nouveaux syndicats comptent près de cinq millions et demi d'adhérents, qui sont à 60 % d'anciens membres de Solidarité, et, selon lui, « c'est un mensonge éhonté de prétendre que d'un côté de la barricade se trouverait la nation tout entière et, de l'autre, un gouvernement isolé et le parti ». Le général estime « dommage que les téléscripteurs et les lecteurs français soient si rarement informés de ce qui s'est réellement passé en Pologne en 1981. Et s'ils savent la vérité, c'est uniquement par les communistes ».

Evocant les relations avec la France, qui, « au cours des der-

nières années, se sont dégradées sérieusement dans tous les domaines importants », le général Jaruzelski déclare : « La question se pose : pourquoi est-ce justement aujourd'hui, alors que la Pologne, au prix de si grands efforts, sort des erreurs et des fautes du passé, que, du côté français, on se livre, non sans vulgarité, à tant de gestes hostiles ? ».

Le général fait référence à ce propos « aux prétentes lamentables, pitoyables, [que] cette politique met en avant : les atteintes aux droits de l'homme ».

Le général Jaruzelski reproche à la France de s'aligner, dans son attitude à l'égard de la Pologne, sur « son puissant allié d'outre-Océan ». « Dans le chœur antipolonais, la voix de Paris officialise particulièrement faux », et il ajoute : « Aujourd'hui, nos rapports avec la Grèce, l'Italie, la Grande-Bretagne ou bien la RFA, sans parler des pays neutres, montrent à l'évidence combien c'est un non-sens que de réviser à l'isolement de la Pologne ».

### Aveuglement volontaire ?

Un reproche constant parcourt l'entretien que le général Jaruzelski a accordé à l'Humanité : la presse française n'informe pas ses lecteurs sur la réalité de la situation en Pologne, fait preuve d'un « aveuglement volontaire ». Ce « volontarisme », au moins, semble de trop. Car la presse française n'est nullement en mesure de « couvrir » comme elle le souhaiterait ce qui se passe en Pologne. Contrairement à ce qui se passait jusqu'à un passé assez récent, contrairement aux engagements pris par la Pologne à Helsinki,

contrairement aux assurances données l'automne dernier par le porte-parole du gouvernement, il est de plus en plus difficile, et dans certains cas impossible, pour les journalistes français de se rendre en Pologne.

Depuis le mois d'octobre dernier, le Monde n'a plus reçu de visa permettant à son représentant de se rendre sur place, et l'ambassade de Pologne à Paris ne se donne même plus la peine de répondre à nos multiples demandes. Seuls deux journalistes français ont actuellement le privilège d'être représentés à Varsovie : l'Humanité et le Figaro.

REPRISE DU PROCÈS DE GDANSK

### MM. Frasyński, Lis et Michnik sont empêchés de déposer sur le fond

Le procès de deux responsables de Solidarité, MM. Władysław Frasyński et Bogdan Lis, et d'Adam Michnik, ancien membre du KOR (Comité de défense des ouvriers), a repris, lundi 3 juin, à Gdansk, dans une atmosphère houleuse. Les trois accusés ont protesté chacun à leur tour contre le comportement, selon eux « scandaleux », du président du tribunal, qui exigeait avec obstination qu'ils répondent simplement par oui ou par non à ses questions. M. Frasyński, après avoir déclaré qu'il ne pouvait « se déclarer librement », a refusé de poursuivre sa déposition et a demandé à regagner sa cellule.

M. Lis a été constamment interrompu par le juge dès qu'il tentait de s'expliquer sur le fond. Adam Michnik, confronté à la même situation, a demandé la récusation du président du tribunal, sans succès évidemment. Comme lors de l'ouverture du procès, le 23 mai, l'accès de la salle d'audience était strictement réservé à quelques membres de la famille des accusés et à des policiers en civil. Aucun observateur étranger ou représentant de la presse occidentale n'a été admis. Des tracts signés « Solidarité clandestine », demandant la libération des trois accusés « et de tous les prisonniers politiques », ont été lancés, dimanche 2 juin, dans les rues de Gdansk.

#### L'acte d'accusation

L'acte d'accusation, dont le texte nous est parvenu à Paris, formule les mêmes griefs contre les trois hommes : avoir, entre le début de janvier et le 13 février (date de leur arrestation au cours d'une réunion tenue autour de Lech Walesa), participé à la direction et

aux activités de la « Commission provisoire de coordination » (il s'agit de la direction clandestine de Solidarité), dans le but de susciter des désordres publics en appelant « à une action de protestation sous la forme d'une grève de quinze minutes ».

L'acte d'accusation distingue cependant le cas de MM. Lis et Michnik de celui de M. Frasyński : en effet, si les trois hommes ont tous bénéficié de l'amnistie en 1984, MM. Michnik et Lis n'avaient pas encore été jugés, tandis que M. Frasyński — arrêté en 1982 — avait été condamné à six ans de prison, ce qui semble considérer comme une circonstance aggravante.

Mais l'intérêt de ce texte étrange est ailleurs : il confirme que la principale « pièce à conviction » du procès est une bande magnétique présentée comme l'enregistrement d'une conversation entre l'un des accusés, Bogdan Lis, et un membre de la police politique, Adam Michnik, dans une lettre qu'il a pu faire sortir de prison (le Monde du 23 juin), affirme que son camarade Lis est tombé à cette occasion dans un piège et que la bande est un montage grossier de ses propos. Sans doute pour couper court à ce reproche, l'acte d'accusation fait état d'une expertise selon laquelle les voix enregistrées sont bien celles de Lis et du policier. Mais l'expertise ne précise pas si la bande reproduit l'intégralité de la conversation, sans montage et sans coupures.

Autre « pièce à conviction » : des bouts de papier retrouvés calcinés dans un cendrier lors de l'irruption de la police. Le laboratoire de la police a pu établir que deux de ces feuilles ne portaient aucune inscription, et sur la troisième on a pu décrypter ces mots : « Note sur la rencontre... jour... mois... avec qui... où... sujet des conversations... C'est tout ».

#### Ecoutes téléphoniques

Enfin, l'acte d'accusation fait appel à d'autres enregistrements, résultats d'écoutes téléphoniques réalisées au domicile de Lech Walesa et portant sur des conversations qu'il a eues avec divers représentants de la presse occidentale —

y compris avec nous-mêmes — et dont nous avons rendu compte dans le Monde du 15 février dernier. (Contrairement à ce qu'affirme l'acte d'accusation, la conversation a eu lieu en fait le 14 février et non le 15.) Il s'agit de prouver par là que M. Walesa a bien confirmé lui-même que la réunion au cours de laquelle les accusés ont été arrêtés était « en rapport » avec la préparation d'un arrêt de travail symbolique pour protester contre la hausse des prix.

Par un souci de formalisme qu'apprécieront tous ceux qui ont une connaissance élémentaire des conditions dans lesquelles vit M. Walesa, l'acte précise que la décision de brancher sur écoute le téléphone de l'ancien président de Solidarité a été prise... le 7 février 1985 !

Mais le plus étrange dans toute cette affaire, c'est que la justice polonaise s'efforce, si l'on comprend bien, de prouver que les accusés sont bien les auteurs d'actes (en l'occurrence des appels à une grève toute symbolique, prenant en particulier la forme de discussions avec la direction, et ce pendant un quart d'heure) qu'ils revendiquent hautement, puisqu'ils ont signé ces appels de leur nom. On perçoit là le gouffre qui peut séparer des hommes qui tentent d'agir publiquement, de manière qu'ils estiment légitime, et un pouvoir qui les considère comme de dangereux délinquants, mais ne les traite pas tous de la même manière. M. Walesa, encore protégé par sa notoriété nationale et internationale, n'est convoqué devant le tribunal qu'en qualité de témoin.

JAN KRAUZE.

Espagne

### Deux importantes manifestations au Pays basque contre l'ETA

(De notre correspondant.)

Madrid. — Deux manifestations réunissant chacune plusieurs dizaines de milliers de personnes ont eu lieu, le lundi 3 juin, à Bilbao et à Pampelune, en signe de protestation contre la récente escalade de violence de l'ETA militaire, qui a fait neuf morts et une douzaine de blessés graves durant le mois de mai. A Bilbao, principale ville du Pays basque, les manifestants ont défilé dans un silence total derrière une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « Nous avons confiance dans le futur d'Euzkadi. Non au terrorisme ! ». Le rassemblement avait été convoqué par le président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Aznar, et avait reçu l'appui de toutes les formations politiques, avec l'habituelle exception de la coalition nationaliste radicale Herri Batasuna.

A l'issue de la manifestation, M. Aznar, le seul orateur, a critiqué sans ambiguïté l'escalade de l'ETA. « Nous en avons assez, a-t-il affirmé au milieu des applaudissements, et nous sommes descendus dans la rue pour montrer au monde entier que l'immense majorité des Basques n'a rien à voir avec tout cela. Les Basques ont montré bien clairement dans les années ce qu'ils souhaitent. Répondre à la violence est aujourd'hui devenu une question de dignité personnelle ».

A Pampelune, également, dans une ville encore sous le choc de la mort d'un adolescent de quatorze ans déshabillé par une bombe, le rassemblement avait reçu l'appui du gouvernement autonome de la Navarre et de toutes les formations politiques, à l'exception d'Herri Batasuna. La manifestation, qui était précédée d'une banderole où se lisait « Pour la paix et la liberté. Non à l'ETA et au terrorisme ! », est la plus importante jamais enregistrée en Navarre contre la violence.

Le rôle actif joué à Bilbao par le gouvernement autonome, contrôlé par le PNV (Parti nationaliste basque), dans cette mobilisation contre l'ETA, constitue un motif de satisfaction pour le gouvernement de Madrid. Depuis le « pacte de législature » signé en janvier dernier par le gouvernement autonome basque et les socialistes, le premier s'est manifesté chaque fois plus énergiquement contre la violence. Cette évolution reflète d'ailleurs en grande partie celle des « bases » nationalistes modérées, de plus en plus lassées face à la persistance d'une violence dont la justification politique apparaît chaque jour moins claire.

THIERRY MALINIAC.

Turquie

● **Projet de loi sur la tolérance religieuse.** — Une peine de un à trois ans de prison devra être infligée en Turquie à ceux qui offensent les non-musulmans ou simplement les qualifient d'« infidèles », prévoit une proposition de loi déposée par des députés du Parti de la majorité (au pouvoir). Le projet prévoit également des peines de six mois à un an de prison ainsi que de lourdes amendes pour ceux qui empêcheraient le déroulement d'une cérémonie religieuse. En cas de violence, ces peines seront de un à trois ans de prison. Les peines prévues pour le blasphème et la dénonciation de l'« infidèle » seront doublées dans le cas où ils seraient publiés. — (AFP.)

**LIVRES**

**POLONAIS**

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

**LIBELLA**

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 326-51-09

**Votre minitel nous intéresse!**

Donnez votre avis sur les grandes questions du jour

150 من الأصل



# EUROPE

# ASIE

## Grande-Bretagne

### LA MORT DE GEORGE BROWN

#### Un non-conformiste impénitent

De notre correspondant

Londres. — Turbulent, imprévisible, intraitable, explosif, volcanique... ces mots jalonnaient les jugements formulés par ses ennemis comme par ses amis. A tous, George Brown, décédé le 2 juin, aura donné du fil à retordre tout au long de sa carrière, à commencer par ses camarades du Parti travailliste, qui ont toujours eu quelques difficultés à s'accommoder de son non-conformisme impénitent. Mais même ceux que l'ancien ministre des affaires étrangères britanniques avait poursuivis de sa vindicte n'ont pu s'empêcher de lui conserver leur admiration.

Ainsi, M. Michael Foot, ancien leader du Labour, dont la désignation en 1979 avait été qualifiée par George Brown de « totale abeurre », déclare aujourd'hui que le personnage était « le plus doux, le plus intrépide, le plus brillant, le plus schizophrène de notre vie publique ». Si celle-ci venait à sombrer dans l'ennui ou la routine, on pouvait toujours compter sur les tonitruantes sautes d'humeur de George Brown pour relancer le débat. Il savait « tout remettre en cause », déclarait-il « un de ses anciens proches collaborateurs ».

Mé au moment du déclenchement de la première guerre mondiale, en septembre 1914, dans un faubourg ouvrier de Londres, George Brown était le fils d'un roulier, dont il héritait la passion pour le socialisme. Il fait ses premières armes dans le syndicalisme. élu au Parlement en 1945, il devient leader adjoint du Labour en 1980 ; mais, déjà redouté pour son « fichu caractère » et ses panchants centristes, il est battu par Harold Wilson, qui prend la tête du parti lorsque celui-ci reconquiert le pouvoir quatre ans plus tard.

Vice-premier ministre, chargé des affaires économiques, il est l'architecte d'une politique des revenus et d'une tentative ambitieuse de planification.

En 1966, il est nommé secrétaire au Foreign Office ; son sens très particulier de la diplomatie soulève des passions contraires. Bien des dirigeants étrangers feront les frais de son esprit mordant. Dix ans auparavant, George Brown en avait donné un aperçu en dénonçant très vivement devant Khrouchchev le rôle de la presse soviétique en Europe de l'Est, et, alors que le chef du Kremlin lui renvoyait la balle en reprochant aux Britanniques d'avoir, durant la guerre, « laissé les Allemands saisir la gorge » à l'URSS, il s'était contenté de répondre en boursant tranquillement sa pipe : « Que Dieu vous pardonne... »

Européen convaincu dans un parti qui était loin de l'être, et avec lequel il se sentait de plus en plus en porte à faux pour d'autres et multiples raisons, il quitta soudain son poste en 1968. Deux ans après, il perdit son siège de député avant d'être élevé à la pairie à vie et d'entrer à la Chambre Haute. Lord George Brown rompit alors définitivement avec le Parti travailliste en 1976 pour rejoindre en 1982 plusieurs de ses anciens compagnons de la droite du Labour au sein du nouveau Parti social-démocrate. De cette rupture il ne se remit jamais. « Cela a été la plus triste mort de ma vie », disait-il. « Je suis parti pour les mêmes raisons qui avaient justifié quarante-cinq ans plus tôt mon adhésion. » Ce lutteur indomptable avait le regret accablant.

F. C.

## Belgique

### Vif incident au Parlement à propos de la tragédie du stade du Heysel

De notre correspondant

Bruxelles. — La tragédie du stade du Heysel vient de déclencher une grave controverse politique en Belgique. Alors que le Parlement rendait hommage aux victimes de la semaine dernière, le président de la Chambre, M. Jean Defraigne, a critiqué en termes très vifs le gouvernement, les forces de l'ordre et l'Union européenne de football. Le ministre de l'Intérieur, M. Charles-Ferdinand Norbom, a aussitôt dénoncé ce

qu'il a appelé l'« attitude inqualifiable » du président de la Chambre.

Face à l'Assemblée debout et silencieuse, M. Defraigne a déclaré : « Il est incontestable que les autorités chargées du maintien de l'ordre ont fait preuve d'improvisation et de manque d'esprit de décision. Ce n'est pas la cause immédiate de la catastrophe, mais cela a contribué à l'augmenter la gravité. Quand des fautes ont été commises, on se grandit en les reconnaissant et en assurant aux victimes la réparation à laquelle elles ont droit. »

M. Defraigne a mis notamment en cause l'UEFA pour la « décision scandaleuse » qu'elle avait prise de faire jouer le match.

En une telle circonstance, le premier ministre, M. Martens, ne pouvait que s'associer à l'hommage aux morts, sans engager de polémique. Le ministre de l'Intérieur, lui, a réagi. Il a adressé au président de la Chambre une lettre rédigée, elle aussi, en termes très vifs. « Vous avez, écrit-il, longuement profité de la circonstance pour donner votre avis sur les forces de l'ordre et sur les décisions du gouvernement ; c'est votre droit comme individu et comme parlementaire, mais en aucun cas comme président de la Chambre. Vous êtes descendu dans l'arène parlementaire pour développer une interpellation à laquelle le gouvernement ne pouvait pas répondre. Avant le résultat de l'enquête administrative prescrite par le gouvernement, avant la délibération décidée par l'Assemblée, vous avez préféré à votre devoir de réserve l'affirmation hâtive de vos sentiments personnels : vous avez prononcé un jugement prématuré contre votre pays et les forces de l'ordre. (...) »

JEAN WETZ.

## Grèce

### Les résultats des élections du 2 juin LE PASOK EN LÉGER RECUL LA NOUVELLE DÉMOCRATIE EN HAUSSE...

Alors qu'il restait ce mardi matin 4 juin, à dépouiller les bulletins de 56 bureaux sur 14 738, les résultats du scrutin législatif du 2 juin, en Grèce, s'établissent ainsi :

— PASOK (le Parti socialiste) : 2 909 962 voix, soit 45,82 % des suffrages exprimés ; 161 sièges (contre 174 en 1981) ;

— Nouvelle démocratie : 2 581 074 voix (40,84 %), 125 sièges (113 en 1981) ;

— Parti communiste pro-soviétique : 626 689 voix (9,89 %), 13 sièges (comme en 1981) ;

— Eurocommunistes : 116 485 voix (1,84 %), 1 siège (0 en 1981) ;

Par rapport aux législatives de 1981, le PASOK a reculé, en pourcentage de 2,25 %, la Nouvelle démocratie a progressé de 4,97 %, et le Parti communiste a reculé de 1,04 %.

Avec 7,7 millions d'électeurs, la participation au scrutin a été de près de 80 % des inscrits.

● M. Mitterrand et Craxi à Florence. — Le prochain sommet régulier franco-italien aura lieu les 13 et 14 juin à Florence, a-t-on indiqué samedi 1<sup>er</sup> juin dans l'entourage de M. Craxi. L'entrevue sera précédée d'une préparation avec M. Mitterrand de la préparation du Conseil européen, convoqué pour les 28 et 29 juin à Milan.

## Philippines

### LA LUTTE CONTRE LA GUÉRILLA COMMUNISTE M. Marcos menace de faire appel à l'armée américaine

De notre correspondant

Tokyo. — Reconnaissant publiquement, pour la première fois, l'influence politique et militaire croissante de la guérilla du Parti communiste des Philippines (PCP) dans tout l'archipel, le président Ferdinand Marcos a laissé entrevoir la possibilité d'une intervention militaire américaine aux côtés de l'armée des Philippines. « Si le niveau des aides et de troupes entrainées à l'étranger est à ce point massif qu'il soit l'équivalent d'une véritable attaque, nous pourrions être amenés à demander l'aide de troupes alliées ainsi que le prévoit le pacte de défense mutuel », a souligné le président philippin.

De tels propos sont liés à des développements pour le moins hypothétiques. La NPA est, pour le moment, un mouvement local sans soutien étranger connu. En revanche Pékin et Moscou rivalisent depuis des années pour soutenir le régime quismont et de plus en plus impopulaire de M. et Mme Marcos (le Monde des 2, 3 et 4 mai). Cependant, ils interviennent alors que Washington — tout en continuant à faire preuve d'égards à l'endroit de M. Marcos — manifeste une inquiétude croissante soulignée par une récente, longue et inhabituelle visite à Manille de M. William Casey, directeur de la CIA. De plus, en tenant ces propos, le président philippin paraît se ranger dans le camp de ceux qui voient dans l'évolution de la situation la dynamique d'un « engrenage vietnamien ».

Jusqu'à présent, M. Marcos s'était contenté d'afficher sa confiance, de réitérer ou de tourner en dérision les déclarations alarmistes sur les progrès de la NPA. Et cela d'autant plus que ces derniers ont toujours été liés, par les observateurs de tous bords, à la corruption du régime, aux brutalités de son armée et à la persistance du sous-développement rural, malgré les milliards investis par les Etats-Unis, le Japon, la Banque mondiale et le FMI dans toutes sortes de programmes.

Depuis deux mois, les Etats-Unis ont multiplié, à leur tour, les déclarations alarmistes et fait pression sur M. Marcos pour qu'il sorte d'un immobilisme politique qui fait le jeu de ses adversaires. Plusieurs membres de l'administration Reagan ont récemment sonné l'alarme devant le Caogres, brandissant le spectre d'une prise de pouvoir par les communistes philippins dans les prochaines années, les visites de responsables américains se sont multipliées ces derniers temps et les « pressions amicales » ont, semble-t-il, notablement augmenté. Le directeur de la CIA, M. William Casey, aurait notamment conseillé à M. Marcos de procéder à une élection présidentielle anticipée.

Confrontés à une détérioration évidente de la situation politique et militaire aux Philippines, les Américains sont inquiets des répercussions qu'une telle évolution, ajoutée à l'immobilisme d'un régime discrédité et usé après vingt ans de pouvoir, dont près de la moitié de loi martiale, ne manquerait pas d'avoir sur leur présence, leur influence et leurs intérêts dans l'archipel. A commencer par le maintien des deux grands complexes aéronavals de Subic Bay et de Clark, les plus grandes bases militaires américaines hors des Etats-Unis. La valeur stratégique régionale et globale (sous l'Indochine et la Chine, à proximité de l'URSS, entre les Etats-Unis et le Golfe) de ces installations est inestimable, surtout depuis la perte du Sud-Vietnam (elles ont remplacé Da-Nang et Cam-Ranh, aujourd'hui ouvertes à la flotte soviétique) et le retrait américain de Taïwan.

R.-P. PARINGAUX.

## Sri-Lanka

### MM. GANDHI ET JAYEWARDENE ANNONCENT DES « MESURES IMMÉDIATES » POUR RÉGLER LA QUESTION TAMOULE

A l'issue de leurs entretiens sur la question tamoule à New-Delhi, dimanche 2 et lundi 3 juin, le premier ministre indien, M. Gandhi, et le président sri-lankais, M. Jayewardene, se sont engagés, dans un communiqué commun, à prendre des « mesures immédiates » pour « créer un climat de confiance et faire progresser la situation vers un règlement politique » du conflit.

Dans une brève déclaration avant de quitter la capitale indienne, M. Jayewardene a renouvelé son offre d'amnistie aux Tamouls insurgés à condition qu'ils déposent les armes.

Le communiqué commun réaffirme le soutien des deux dirigeants « à l'unité et à l'intégrité de Sri-Lanka », rejetant implicitement la revendication d'indépendance des régions du nord et du nord-est du pays, où les Tamouls sont majoritaires. Le secrétaire indien aux affaires étrangères, M. Ramesh Bahadri, a déclaré, de son côté, ne pas « savoir avec précision quelles mesures pourraient être prises dans l'immédiat », tout en soulignant que les deux hommes d'Etat s'étaient prononcés pour une « solution rapide ».

Le communiqué précise que tout sera entrepris pour « restaurer rapidement » le calme dans le nord et le nord-est de Sri-Lanka, afin de faciliter le rapatriement des Tamouls sri-lankais réfugiés en Inde.

Sur place, des hommes armés ont tué au moins treize passagers d'un autocar à Veppankulam, à 16 kilomètres du port de Trincomalee, sur la côte est, a annoncé, lundi, un porte-parole de Colombo. Les assaillants ont forcé les Cinghalais, dont des musulmans, à descendre du véhicule transportant cinquante-huit personnes, et tiré délibérément sur les autres passagers qui se précipitaient vers la porte. Dimanche, des séparatistes tamouls avaient tué un ancien soldat, sa femme et sa fille dans un village proche de Trincomalee. A la suite de cet attentat, plusieurs centaines de Cinghalais ont fui leurs villages et se sont réfugiés dans des temples bouddhistes et des écoles. — (AFP, Reuters, UPI.)

## Bangladesh

● Secours français. — La France a envoyé cent cinquante mille pilules protéinées aux populations sinistrées. Elles ont été acheminées depuis Singapour, où elles ont été transportées par avion, vers le port de Chittagong, par l'avis-escorte Victor-Schoelcher, qui revient d'une mission de secours aux réfugiés de la mer. Paris a, d'autre part, fait don de 500 000 F à titre de « premier secours », par l'intermédiaire de l'ambassade de France à Dhaka, et quatre équipes médicales ont été mises à la disposition de la « cellule d'urgence », chargée au Quai d'Orsay d'organiser les opérations de secours. D'autre part, les dons au Comité français contre la faim peuvent être adressés à son siège (CCFCF, « Opération Bangladesh », 42, rue de Camborne, 75015 Paris. CCP 23 27 K).

## Vietnam

### LA VISITE DE M<sup>me</sup> BINH A PARIS

#### Le rêve évanoui

Voici M<sup>me</sup> Binh de retour dans ce Paris qu'elle avait fait rêver. Pendant quatre ans, de 1969 à 1973, la vedette des « conversations de Paris sur le Vietnam », avait su, par son charme et son talent, séduire le public français. Alors ministre des affaires étrangères du GNP — le Gouvernement révolutionnaire provisoire du sud du Vietnam, aujourd'hui dissous — elle avait su plaider avec succès la cause de la « libération » du Sud face à l'« impérialisme américain ». En ce temps, là, M<sup>me</sup> Binh voyait en elle le symbole de la résistance sud-vietnamienne à l'agression américaine. La presse suivait ses moindres pas.

M<sup>me</sup> Binh vient de passer cinq jours en France. Ministre de l'éducation nationale de Hanoi et, depuis 1982, membre du comité central du parti, elle est venue cette fois parler coopération bilatérale, ambition modeste pour un programme qui marche cahin-caha et ne passionna, à vrai dire, qu'un petit cercle d'initiés. Il est vrai qu'entre Paris et Hanoi les relations ne manquent pas d'ambiguïté, surtout quand les Français s'avisent de réclamer publiquement la grâce de condamnés à mort ou d'envoyer en mer de Chine un avisosous-marin de la marine nationale dans le cadre d'une mission de sauvetage de réfugiés de la mer.

M<sup>me</sup> Binh a été reçue, sous les lambris dorés du Quai d'Orsay, par l'« Africain » du ministère des

relations extérieures, M. Christian Nucci, ministre délégué au développement et à la coopération. Elle a rencontré M. Roland Dumas et, bien sûr, son homologue français, M. Chevènement. Elle s'est rendue à Besançon et a visité un centre pédagogique, celui de Sèvres. On lui a même montré le train-tarum « Vive l'école », à qui gare de l'Est.

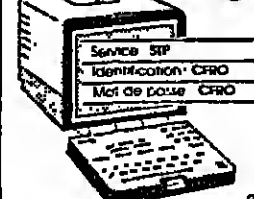
« Paris vous connaît bien », lui a dit, non sans raison, M. Nucci. Mais il y a longtemps que le nom de M<sup>me</sup> Binh ne fait plus vibrer le « peuple de gauche ». Fait révélateur, le Vietnam était absent, jeudi dernier, du parvis du Trocadéro, quand ce dernier a été baptisé parvis de la Liberté, en hommage aux droits de l'homme. Pendant une brève apparition sur le petit écran — au journal du samedi soir d'Antenne 2 — l'ancienne madone de la liberté a tenté de justifier la présence, dans les gélies vietnamiennes, d'environ quelques milliers d'« abominables criminels », pensionnaires de ces « camps de rééducation » que Hanoi avait promis de fermer au plus tard en 1978.

M<sup>me</sup> Binh ne fait plus rêver Paris, qui l'avait nimée d'une auréole. Militante, elle n'a pourtant pas changé, continuant d'accomplir avec abnégation son devoir de haut fonctionnaire. Mais elle n'a plus de belle cause à défendre.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Le 1<sup>er</sup> Sondage Télématique Permanent.

**Branchez-vous!**



Service Gratuit  
Tél. 16.3.613.91.55.  
Centre Serveur : GSI  
à partir de 18 h 00.

**cfro**

et gardez-moi sur votre minitel.

# IBERIA LA VOIE ROYALE DES AFFAIRES



A partir du 4 juin, Iberia donne la « Préférence » aux hommes d'affaires sur les vols Airbus Paris-Madrid. Préférence à bord, avec bar gratuit et un délicieux repas, chaud bien sûr, accompagné de vins sélectionnés.

Préférence au sol : un comptoir spécial à l'enregistrement et un embarquement séparé. Paris-Madrid en 1<sup>re</sup> classe, en classe « Préférence » ou en classe touriste. Iberia c'est la Voie Royale de l'Espagne.

Consultez votre agence de voyages ou Inforiberia (1) 720.43.73.

**IBERIA**  
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

Espagne  
Deux importantes manifestations au Pays basque contre l'ETA

## France

### La presse française

La presse française a été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.

La presse française a également été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.

## volontaire ?

La presse française a été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.

## Michnik sur le fond

La presse française a été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.

La presse française a été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.

La presse française a été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.

La presse française a été marquée par la mort de George Brown, ancien ministre des affaires étrangères britannique, et par la visite de M<sup>me</sup> Binh au Palais de l'Élysée.







## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS DE 1986

### A « FACE AU PUBLIC »

## M. Giscard d'Estaing : commençons par gagner

Je me suis déjà expliqué là-dessus. Je n'y reviendrai pas. Il a simplement affirmé : « Il peut y avoir une véritable alternance en 1986. » Pour le reste, « le succès d'abord. Commençons par gagner », dit-il. De la même façon, l'ancien chef de l'Etat ne veut pas dire s'il accepterait d'aller à Matignon ni s'il sera candidat à la présidence de la République. « Il n'y a pas de campagne présidentielle avérée, remarque-t-il. Je n'ai rien à dire. Pierre, Paul, Ignace ou Barnabé, ce n'est pas mon affaire. »

#### Dans le bon sens

Après avoir souligné que l'opposition ne devait pas, bien évidemment, « promettre la lune », le député du Puy-de-Dôme a expliqué qu'il fallait tout d'abord « faire des propositions aux citoyens ». « Il y a des mesures, a-t-il déclaré, que l'on peut mettre en œuvre tout de suite et qui ne coûtent rien, comme l'abrogation du contrôle des prix, la dénationalisation du système bancaire ou l'allègement du contrôle des changes. Les promesses de la lune seraient des promesses de distributions ou des

engagements chiffrés en matière de chômage. » On ne peut mesurer de l'avance le changement de climat politique et social, que provoquerait un changement de majorité, a noté M. Giscard d'Estaing.

L'ancien président de la République pense que « le socialisme de M. Fabius a évolué dans un bon sens », dans la mesure où « on ne commet plus les folies commises en 1981-1982 », mais, « il a précisé, sur la conception générale, l'Etat reste encore extraordinairement centralisateur ». M. Giscard d'Estaing a, d'autre part, trouvé « profondément regrettable » le redressement des relations franco-allemandes et « l'absence de politi-

que claire du gouvernement français vis-à-vis du Liban ». Il déplore aussi que la France ait réagi de manière hâtive au projet de « guerre des étoiles ».

Après s'être félicité, une fois encore, d'avoir pu organiser le 9 juin « la première grande manifestation de réunion et, j'espère, d'union avec M. Chirac, M. Barre et moi », M. Giscard d'Estaing a souhaité que l'opposition fasse preuve de sagesse, « qu'elle ne cherche pas son intérêt, ne s'empare pas, n'entretienne pas de rancune, ne se réjouisse pas de ce qui va mal mais trouve sa voie dans ce qui est vrai ».

C.F.-M.

### M. JACK LANG A « L'HEURE DE VÉRITÉ » D'ANTENNE 2

#### « Porte-bonheur »

M. Jack Lang a estimé, lundi 3 juin, lors de l'émission « L'heure de vérité » sur A 2, qu'en 1986 « le bilan des cinq années de gestion du gouvernement amènera un score confortable » pour le PS et le gouvernement, qui bénéficieraient, selon lui, d'une certaine confiance de la part des électeurs. Le ministre a rappelé que « trois mois avant l'élection présidentielle de 1981, on donnait François Mitterrand battu ».

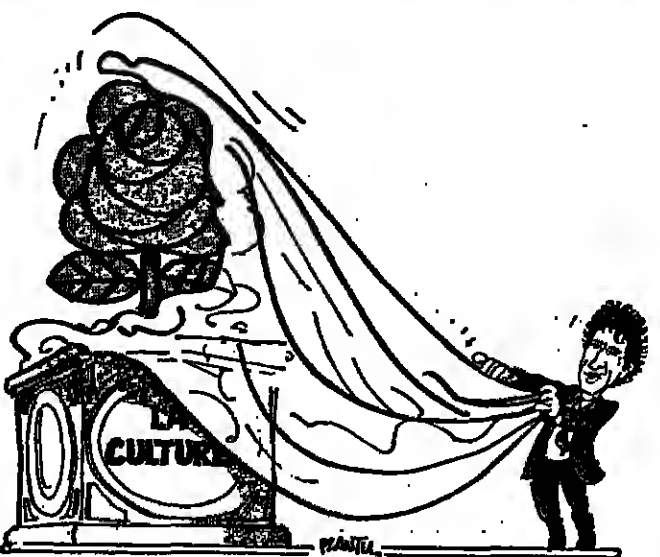
M. Lang s'est déclaré confiant « à condition que nous ayons confiance en nous et que nous expliquions calmement qu'on ne change pas de politique au milieu du gué, et qu'il faut continuer avec l'équipe au gouvernement ».

Jack Lang est un Patrick Sabatier de la politique. Un peu curieux, attentif aux petites vétilles des uns et des autres, préchant l'avenir meilleur et l'amour universel. Un rien sourit aussi. Sourire, toujours. Il a dit : « L'appel à l'heure de vérité » dont il était l'invité, lundi 3 juin, sur Antenne 2.

Le ministre de la culture porte le bonheur partout où il passe et il le distribue à la pelle. Cela change de la sinistrose ambiante, des mines courtes de Laurent Fabius et des yeux bêtus des militants socialistes. Pour Jack Lang, la France est un pays formidable, comme aurait dit Jean

d'un bon produit », a mes camarades, explique-t-il, accomplissent un travail très remarquable, et on ne le dit pas assez. « Alors, lui, il le dit : voyez Edith Cresson, la vaillante », Hubert Curien, Alain Calmette, Robert Badinter. Dans le public, sur le plateau d'Antenne 2, Roger Hanin s'époumoute. C'est la consécration de cette thèse qu'il explique aux journalistes dans les déjeuners en ville : « Cessez de critiquer. Dites que la gauche va gagner en 1986. Ça va désorienter l'adversaire, et on va gagner. »

Car, attention, tout le monde n'est pas gentil et beau dans l'univers de Jack Lang. Les adversaires politiques, juste-



Nohain, et, dès lors, les Français ; mamentement grognons, permettront demain aux bons et gentils socialistes de continuer l'œuvre entreprise.

Obtenir une majorité, ou s'assurer une position dominante, ce n'est pas compliqué. « La meilleure solution pour avoir la sécurité, la tranquillité, c'est de donner aux socialistes un maximum de voix. » Et voilà ! Jack Lang dira donc aux Français : « Pour éviter toute difficulté, une seule solution, votez à gauche, et votez socialistes. »

D'ailleurs, ces Français si sympathiques se le disent, lorsqu'ils entendent les discours contradictoires des chefs de file de l'opposition : « Après tout, ces socialistes, au moins ils sont solides, sérieux, efficaces, dynamiques, et ne se battent pas entre eux. » Cette prise de conscience, pour naturelle qu'elle soit, doit être encouragée. Jack Lang présente le gouvernement comme une chouette bande de chics copains, appliqués, travailleurs. Il fait l'article, un peu comme François Léonard, dans le camp d'en face, veut être « le bon vendeur

ment, ne ratent pas une occasion de faire des mémoires à la gauche s'ils le pouvaient. Mais, enfin, ils sont plus rigoles que méchants : ils jouent aux échecs et se battent à la coupe de polochon ». Jack Lang fait tout de même une exception pour l'abominable Raymond Barre, ce « putschiste ». Celui-là, il convient de s'en méfier. N'a-t-il pas la prétention de chercher à chasser François Mitterrand et de se réclamer, dans le même temps, du gaullisme ?

Vue comme cela, la politique rendrait enthousiaste la plus grincheuse des poudrières. Jack Lang, le plus populaire des ministres socialistes, tient un créneau original, et il aurait bien tort d'en sortir sous prétexte que la politique ce n'est pas le bonheur parfait. D'autant que, mine de rien, il parvient à dissimuler un message qui force l'intérêt : il y a une différence entre la droite et la gauche, celle qui sépare les égoïstes de ceux qui ont confiance à la généralité de la vie. Le bonheur, quoi !

JEAN-YVES LHOMEAU.

### LE FILM SUR LE GROUPE MANOUCHIAN

#### Le ministre de la culture se prononce « contre les restrictions » à la liberté de création

Des « terroristes » à la retraite, film consacré aux résistants communistes immigrés - le groupe Manouchian - pendant l'Occupation à Paris, dont la diffusion sur Antenne 2, le 2 juin, avait été annulée en raison de l'avis défavorable de la Haute Autorité de l'audiovisuel, sort dans une salle de cinéma parisienne, le 14 juillet-Racine, le mercredi 5 juin. Il sera projeté, le même jour, à 20 h 30, au centre Rachi (1), où un débat est prévu avec, notamment, M<sup>me</sup> Malinva Manouchian, veuve de M<sup>me</sup> Manouchian ; M. Simon Rayman, frère de Marcel Rayman, l'un des vingt-deux compagnons de Manouchian fusillés avec lui, le 21 février 1944, et enfin plusieurs témoins qui ont participé au film et des historiens.

L'Humanité de mardi compare la polémique provoquée par l'annulation de l'émission d'Antenne 2 à l'affaire Dreyfus. Pour M. Arnaud Spire, la Haute Autorité, en recommandant cette annulation, a rendu justice au Parti communiste, qui avait mené campagne contre ce film, de même façon que les magistrats

avaient rendu justice au capitaine Dreyfus en le réhabilitant, en 1906.

M. Jack Lang, ministre de la culture, invité de l'émission « L'heure de vérité », sur Antenne 2, le lundi 3 juin, s'est prononcé, au sujet de ce film, « contre les restrictions » à la liberté de création. La ministre estime qu'il faudra, « à l'avenir, imaginer une solution qui permettrait de concilier deux exigences contradictoires : [assurer] la liberté de création, tout en évitant la diffusion ». D'autre part, M<sup>me</sup> Simone Signoret, qui, dans le film de Mosso, dit une partie du commentaire, et qui avait agi pour que le film, livré à Antenne 2 en 1983, fût programmé, a déclaré, lundi, sur France Inter, que les membres du jury d'honneur « réuni par la Haute Autorité ont, malgré eux, subi une pression avec la propagande très bien faite, admirablement montée jour après jour par la PCF pour changer leur regard ».

(1) Centre universitaire d'études juives, 30, boulevard de Port-Royal, Paris (5<sup>e</sup>).

Pour l'ancien président de la République, « il y a deux orientations possibles en France : le socialisme et le libéralisme ». « Le courant libéral, a insisté le député du Puy-de-Dôme, n'est pas un courant conservateur. La preuve ? Il n'a jamais existé en France. » M. Giscard d'Estaing juge que les « différences » n'existent plus entre le RPR et l'UDF, comme il pense que les clivages droite-gauche sont « en train de changer ». Ce qui ne veut pas dire que des « recensements politiques » puissent avoir lieu avant 1986. « Il faut d'abord, a-t-il expliqué en substance, mettre fin à la politique socialiste avec une autre majorité, et une fois que la France sera entrée dans le système libéral, d'autres recensements seront possibles... »

« La France est un pays de modes et d'engagements, qui aime la nouveauté », a aussi remarqué l'ancien président de la République, sauf, a-t-il précisé, « quand il y a des décisions importantes à prendre. Là, des appréciations raisonnables se manifestent ».

M. Giscard d'Estaing a refusé d'entrer dans le débat sur la cohabitation.

« La Démocratie chrétienne française : pour un dialogue constructif. » Le conseil politique de la Démocratie chrétienne française, réuni à Paris, samedi 1<sup>er</sup> juin, sous la présidence d'Alfred Coste-Floret, a affirmé « l'urgence nécessaire, pour le redressement du pays, d'annuler la vie politique par les valeurs chrétiennes et humanistes ». Pour les élections législatives et régionales, cette formation présentera en principe des listes à Paris et dans plusieurs départements. Elle appelle à « un dialogue constructif non seulement ses partenaires de l'opposition mais aussi, sans remettre en cause son choix pour une société de liberté et de responsabilité, tous ceux qui parmi les déçus par l'expérience socialiste partagent ses préoccupations ».

### UNE ÉLECTION CANTONALE ANNULÉE DANS LES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Le tribunal administratif de Marseille a annulé pour irrégularité l'élection cantonale d'Annot (Alpes-de-Haute-Provence).

M. Yves Bono, conseiller général sortant, sans étiquette, avait été réélu dès le premier tour du scrutin de mars dernier avec 610 voix (50,41 % des suffrages) contre 216 à M<sup>me</sup> Cozzi (app.) et Roustan (PS), et 168 à M. Exibard (PC).

Les juges administratifs ont retenu que M. Bono, maire d'Annot, avait adressé aux électeurs de sa commune, en même temps que leur carte d'électeur, sa profession de foi. (Corresp.)

ERRATUM. - Deux erreurs se sont glissées dans l'article de Jean-Jacques Dupeyron, qui évoquait « le formidable vacarme déclenché depuis quatre ans au nom du libéralisme » et non depuis quarante ans. D'autre part, un coup de malencontreux a rendu incompréhensible une phrase que nous rétablissons : « Si l'on veut réduire les cotisations, cotisations déjà impuissantes à maintenir le niveau des prestations, il faut réduire ces dernières de façon draconienne ».

## COMITÉ DE SOUTIEN « VÉRITÉ POUR ANTONOV »

Présidence : Henri ALLEG, journaliste

Georges-Albert ASTRE, professeur ; Pierre PARAF, écrivain ; Robert CHAMBEIRON, député ; Roger GUÉRIN et André VIEUGUET, membres de la présidence de France-Bulgarie ; Christian ROULETTE, avocat.

LE COMITÉ PRÉSENTE A L'OPINION LES CONCLUSIONS DES JURISTES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE ET D'INFORMATION SUR L'AFFAIRE ANTONOV. Conférence de presse - Paris 13 mai 1985

Suite à une résolution adoptée en octobre 1984, à Athènes, par l'Assemblée générale de l'Association internationale des Juristes Démocrates (Président : M. J. NORDMANN), une Commission internationale d'étude et d'information a été créée au sujet de l'affaire Antonov.

Cette Commission est indépendante de ladite Association et a travaillé en toute liberté.

Elle est composée de :

- M. Kristian JIVER, juge honoraire à la Cour suprême de Finlande.
- M. Martial LAROCQUE, Conseiller honoraire à la Cour de cassation de France.
- M. Peter BIELENBERG, avocat honoraire à Hambourg.
- M<sup>me</sup> Muriel O'BRIEN, avocat à Dublin.
- M. Luc SOMERHAUSEN, magistrat à Bruxelles.

La Commission a aussi reçu l'assistance, en tant que consultants, de :

- M. Sean MAC BRIDE, Prix Nobel de la Paix, Prix Lénine de la Paix, Médaille américaine de la Justice, ex-sa qualité de Président de la Commission de l'UNESCO sur l'Étude des Problèmes de Communication.
- M. Claude LUSSAN, Bâtonnier à Paris, ancien Président de l'Union Internationale des Avocats.

La Commission a divisé ses conclusions en trois chapitres :

I. L'arrestation et la détention prolongée de S. Antonov étaient-elles justifiées, selon le droit international et la loi bulgare ?

II. La phase d'instruction précédant la mise en accusation était-elle impartiale, équilibrée, objective, et a-t-elle respecté les droits fondamentaux de la personne accusée ?

III. Y a-t-il eu une campagne de « désinformation » orchestrée au sujet d'une « filière bulgare », qui serait dirigée contre la Bulgarie et le peuple bulgare ?

En conclusion de travaux approfondis, la Commission estime que :

1. L'arrestation provisoire d'Antonov (le 24-11-1982) était justifiée pendant une courte période, compte tenu des questions précises dont disposait alors le magistrat compétent, mais qu'une détention prolongée n'était pas fondée.

2. Tout en constatant que l'instruction a été difficile, minutieuse, et marquée par un effort d'objectivité (alors qu'elle ne pouvait se fonder principalement que sur les déclarations successives du condamné Agca), l'on doit d'abord constater que le réquisitoire du Procureur général de Rome, en Mars 1984, est affecté de préjugés politiques, qu'il ignore le droit de l'accusé à la présomption d'innocence, de même que les éléments de fait qui doivent être soumis à la Cour d'Assises.

3. Le rapport du magistrat instructeur (ordonnance de renvoi) ne peut être considéré comme suffisamment objectif.

- basé principalement sur les déclarations d'Agca, il est empreint d'un déséquilibre quant à l'attitude envers l'accusateur et l'accusé respectivement, ou envers les témoins, selon leur origine.

Des aspects importants de l'affaire n'ont pas fait l'objet d'une enquête.

Des faits matériels significatifs ont même été ignorés par l'instruction.

4. Il ressort de ce vaste rapport qu'aucun témoin ni aucun fait matériel ne prouvent qu'Agca ait rencontré les accusés bulgares avant l'arrestation d'Antonov.

Agca n'a d'ailleurs impliqué les Bulgares que progressivement. L'hypothèse de la « filière bulgare » ne repose pas sur des preuves suffisantes, au sens du Pacte international sur les droits civils et politiques, de la Convention européenne des droits de l'homme, ou de la loi italienne.

5. Les investigations et l'accusation contre les Bulgares sont marquées par de fréquentes violations du secret de l'instruction, par l'adoption de procédures discriminatoires, et par beaucoup de déplacements du fardeau de la preuve. Ces défauts - joints à la publicité qui a entouré toute la procédure judiciaire - conduisent à rendre quasiment impossible un procès équitable.

Quant aux problèmes liés à l'information et à la « désinformation », la Commission n'a pu constater qu'il y ait une campagne organisée contre la Bulgarie et son peuple, indépendamment d'informations erronées ou suspectes par le seul du sensationnel.

Mais elle n'a pas trouvé de preuves concrètes d'une campagne orchestrée contre la Bulgarie, bien qu'il y ait des relations personnelles entre les individus qui entretiennent la thèse de la « filière bulgare ».

Il y a d'ailleurs de étranges similitudes entre la campagne de désinformation contre la Bulgarie et les déclarations successives d'Agca.

La Commission estime que la liberté d'expression englobe même le droit de faire part de préjugés.

Dans cette affaire, la « désinformation » n'a d'ailleurs pas été unilatérale.

Mais la liberté d'expression a pour contrepartie le devoir de s'exprimer avec responsabilité. Malheureusement, l'information est en fait utilisée, consciemment ou non, à des fins politiques ou commerciales, ou par des services secrets pour leurs objectifs particuliers. A ce jour, il n'y a pas de volonté politique des gouvernements pour empêcher que la désinformation soit utilisée afin de déstabiliser des régimes ou mouvements « hostiles ».

La Commission considère, en l'espèce, que l'affaire Antonov ne se limite pas aux infractions du droit à la présomption d'innocence. Un peuple est mis en accusation. Si Antonov est acquitté, le dommage causé à la Bulgarie, à la défense de la paix et à la détente sera déjà fait.

### COMITÉ DE SOUTIEN « VÉRITÉ POUR ANTONOV »

Christian ROULETTE, 8, rue de la Paix, 93500 PANTIN - CCP 23 110 37 PARIS  
CONFÉRENCE DE PRESSE : MARDI 11 JUIN, 11 heures, Hôtel Lutetia, 45, bd Raspail, PARIS (6<sup>e</sup>), avec Boyan TRAIKOV, directeur de l'agence d'information BTA, et Christian ROULETTE, auteur du livre La Filière.

BALLINI Jeanine, institutrice retraitée ; BARRAINE Elsa, compositrice ; CAPPE Jeanine, présidente d'association ; CAPPE Serge, directeur organismes sociaux ; COMPEYRON Claude, éditeur ; COSTES Jacqueline, retraitée ; OUBAN Gilbert, journaliste ; SCHARF Christian, éditeur ; FELD Nelly, journaliste ; FEUILLER Jacqueline, prof. univ. ; Nantez Jeanne, prof. hist. ; LAGUERRE Christine, prof. hist. ; BAULT Yvette, bibliothécaire ; M. ACHOM, sculpteur ; ANOË Gérard, auteur-compositeur ; BILLAUT Micheline, maître-assistant (inactif) ; BOYER René, avocat ; M<sup>me</sup> DUCROS Hugues, avocat ; M<sup>me</sup> CEVAERT Roger, avocat ; M<sup>me</sup> IEROLICK Manfred, avocat ; M<sup>me</sup> IEROLICK Marie-Louise, avocat ; JACOB Colette, institutrice ; JACOB François, urbaniste ; M<sup>me</sup> MARCUS Bruno, avocat ; ODRU Louis, député ; ODRU Madeleine, directrice honoraire ; PRINCE Gérard, instituteur ; SURY Gérard ; SWIRN Jacques.

#### A LIRE...

- Christian ROULETTE : LA FILIÈRE, le livre dont Claire STERLING veut faire saisir l'édition italienne. Éditions du Sorbier - Interforum, 75 F + port 9,50 F.

- Boyan TRAIKOV : VÉRITÉ POUR ANTONOV, préface de Henri ALLEG. Éditions de la Croix-de-Chaveaux, 65 F + port 9,50 F.

BON DE COMMANDE  
LIBRAIRIE RENAISSANCE, 120, rue Lafayette, 75010 PARIS

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....



# société

## POLICE

### SÉRIE DE NOMINATIONS DANS LA POLICE NATIONALE

#### M. Marcel Morin va être remplacé à la tête de la brigade criminelle de Paris

Une série de nominations, qui étaient attendues, sont intervenues, lundi 3 juin, dans la police nationale. L'une d'entre elles - qui n'est pas encore révélée - entraîne le départ de M. Marcel Morin de la brigade criminelle de Paris, dont il avait pris la tête le 21 mars 1984. Ce départ provoque lui-même un mouvement d'ensemble à la direction de la police judiciaire parisienne : M. Morin remplace M. Jean-

M. Morin ne sera ainsi resté que quatorze mois à la tête de la brigade criminelle, la plus prestigieuse des brigades centrales du Quai des Orfèvres. Sa nomination s'était faite dans des conditions controversées. M. Morin, alors à la tête de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP), succédait sur la demande de M. Guy Fougère, préfet de police de Paris, à M. Jacques Gentil, muté pour des raisons toujours obscures, à la direction centrale de la police judiciaire (DCPJ). Le départ de M. Gentil, très apprécié par ses hommes et par les magistrats parisiens, n'avait pas été sans susciter des remous, jusqu'à ce que ce « grand flic » soit réhabilité publiquement, par le président de la République lui-même, lors d'une conférence de presse, en avril 1984. M. Gentil est aujourd'hui sous-directeur, chargé de la police scientifique et technique à la DCPJ. Selon plusieurs témoignages, le bilan de la brigade criminelle était moins probant depuis que M. Morin avait succédé à M. Gentil.

Le nom du remplaçant de M. Morin à la tête de la « crim »

Pierre Sanguy à la sous-direction chargée des divisions de police judiciaire, les circonscriptions territoriales de la PJ parisienne ; M. Sanguy remplace M. Robert Mésini comme directeur adjoint de la PJ parisienne et M. Mésini est nommé inspecteur général à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

n'est pas encore connu. Si plusieurs noms sont avancés, les spécialistes estiment que le policier le plus qualifié pour ce poste serait M. Claude Cances, actuel patron de la brigade de recherche et d'intervention (BRI, dite antigang), qui fut, dans le passé, l'adjoint de M. Gentil. Toutefois, cette nomination ne semble pas avoir l'aval du préfet de police, qui préférerait M. Olivier Foll, actuel patron de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP).

Cinq autres nominations sont, en fait, des régularisations administratives ou des promotions de grades, sans changement d'attribution. M. Michel Lacourrière est ainsi confirmé à la tête de la direction des renseignements généraux parisiens, poste qu'il occupait depuis le 9 septembre 1983. M. Auguste Le Fèvre est nommé inspecteur général à l'IGPN, où il était affecté depuis le 6 avril 1982. M. Pierre Châtelain, promu contrôleur général, reste directeur départemental des polices urbaines des Alpes-Maritimes et commissaire central de Nice, poste qu'il occupait depuis juillet 1982. M. Raymond Veyne, conseiller technique au cabinet du directeur gé-

## JUSTICE

### SELON UN SONDAGE BVA

#### Les Français sont favorables au secret de l'instruction

Près des deux tiers des Français (64%) estiment que l'instruction d'une affaire judiciaire doit être menée « dans le plus grand secret ». A peu près le même nombre (60%) déclarent qu'« à l'heure actuelle (...) la tendance est plutôt à diffuser trop d'informations sur les affaires en cours d'instruction ». Tel est le résultat le plus marquant d'un sondage réalisé du 15 au 22 mai par BVA pour Europe 1 et le Point auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent quarante personnes.

Ce sondage révèle aussi que l'opinion attend de la justice une sévérité particulière à l'égard des délinquants étrangers. Les personnes interrogées avaient à se prononcer sur le sort d'un cambrioleur ayant commis un préjudice de 5 000 francs. Celui-ci reconnaissant les faits, indiquait la question, était chômeur, sans domicile fixe et avait agi seul. Pour 46% des personnes interrogées, ce cambrioleur doit être libéré si c'est un étranger, alors que 52% sont de cet avis lorsque sa nationalité n'est pas précisée.

BVA commente ainsi ce résultat : « Le durcissement de l'attitude par rapport au cambrioleur, s'il est étranger, est particulièrement sensible : dans l'électorat communiste : le choix de la détention provisoire passe de 37% pour un non étranger à 49% pour un étranger (+ 12%). »

Dans l'électorat UDF : relativement modéré à l'égard d'un non étranger (38% pour la détention provisoire), il est majoritairement favorable à cette détention provisoire pour un étranger : 54% (soit un écart de 16 points).

L'électorat du Front national est de loin le plus sévère dans deux situations (52% et 58% d'attitudes favorables à la mise en prison avant jugement).

Ce sondage montre enfin que les Français ont une bonne opinion des juges d'instruction. « Leur expérience, leur compétence et leur cour-

rage sont très largement reconnus (par respectivement 74%, 68% et 64% des personnes interrogées). 18% seulement pensent qu'ils sont « trop jeunes ».

Europe 1 a décidé d'organiser le premier lundi de chaque mois, de 18 h 30 à 19 heures et de 19 h 20 à 20 heures, des débats en direct entre les auditeurs et des juges d'instruction.

Les premiers magistrats à prêter leur concours à cette initiative ont été, le 3 juin, MM. Jean-Louis Debré, Bruno Laroche et Alain Verleene, juges à Paris.

#### Une lettre de M. Jean-Marie Bressand à propos de la Fédération des villes jumelées

Le Monde a publié dans son numéro du 30 avril 1985 un article où je suis mis en cause. Je n'en retiendrais pas le ton, chacun a pu apprécier.

Ont réapparu les termes « secte », « mauvaise gestion », « compte en Suisse », qui ont émaillé la campagne de presse dont j'ai été le cible tout au long de l'année 1984, qui se terminera par ma démission du mouvement que j'ai fondé.

La caractéristique de la campagne 1984, sans parler de son prolongement inattendu en 1985, c'est qu'elle néglige les voix et les mises au point officielles du mouvement pour aller chercher auprès de personnes non qualifiées ou déformées pour des raisons diverses, en tout cas mal informées, les éléments propres à créer le scandale.

Les mises au point n'avaient pourtant pas manqué. Citons des extraits de quelques-unes d'entre elles :

« Du maire de Madrid, président de la FMVJ, au nom du conseil de présidence : « Le président regrette que de graves imputations, sans preuves, aient été dirigées contre le fondateur de la FMVJ, Jean-Marie Bressand, dont le travail constant en faveur de la démocratie, de la compréhension entre les différents peuples et de la paix mérite le respect et l'éloge de tout le monde ».

« A aucun moment, le bureau et le conseil d'administration, responsables de la gestion, composés d'élus locaux de divers pays, dont principalement des Français membres de la majorité comme de l'opposition, ne mesurent leur confiance ou leur solidarité. Ils s'élèvent en différentes occasions pour dénoncer « la campagne calomnieuse, quelles que soient ses origines et ses intentions, dirigée contre le fondateur de la FMVJ, Jean-Marie Bressand ».

« L'assemblée générale du Comité national de jumelage publié le 14 septembre 1984 un communiqué signé de son président, M. Bernard Stasi, pour « réaffirmer son soutien unanime à la FMVJ et à son fondateur, l'un et l'autre attaqués par quelques articles de presse qui ont donné de certains faits une interprétation tout à fait erronée, en passant sous silence les réalisations remarquables que le mouvement a à son actif depuis trente-trois ans ».

« Quant à ce qu'on a appelé complaisamment « compte en Suisse », ce qui est évidemment plus suggestif que de parler d'une association suisse, dont est un des présidents depuis 1968, le nouveau président de la FMVJ, M. Pierre Mauroy, maire de Lille, m'écrivait le 15 janvier 1985 : « J'enregistre avec plaisir que le Fonds des cités unies s'engage dans une procédure de changement de dénomination. Une telle modification est indispensable pour éviter toute confusion et inter-

« Incendie criminel au Pays basque. - Un bungalow a été détruit par un incendie d'origine criminelle, mardi 4 juin vers 3 h 30, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques). Il faisait partie d'un lot récemment vendu par la municipalité à une société, les Motels basques, qui en assurait la location depuis le 1<sup>er</sup> juin. Le propriétaire des Motels basques est un des dirigeants de l'Union pour la défense des industries touristiques au Pays basque (UDIT), qui avait été créée après la vague de violence de 1984.

« Chantal Nobel est hors de danger. - Les jours de Chantal Nobel ne sont plus en danger », ont indiqué, lundi 3 juin, les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière qui soignent la comédienne. Chantal Nobel devrait pouvoir quitter cette semaine le service de réanimation dirigé par le professeur Viars.

### APRÈS UNE OPÉRATION ANTI-DROGUE

#### Plusieurs associations de Gennevilliers protestent contre les « méthodes de la police »

Les revendeurs de drogue ne s'aventurent plus route principale du Port, dans la cité de transit de Gennevilliers. Les jeunes, aidés parfois de leurs parents, les y accueillent à grands renforts de jets de pierres. « Je ne veux plus les voir ici », affirme Aziz, longuement interrogé au cours d'une garde à vue qui a fait suite à une opération de police antidrogue, déclenchée le 21 mai. Douze jours plus tard, une conférence de presse a été organisée, lundi 3 juin, à l'appel de l'Association humanitaire gennevillaise d'éducation, de SOS-Racisme et d'une dizaine d'autres associations anti-racistes, pour protester contre « les méthodes utilisées par la police ». Une réunion au cours de laquelle les jeunes ont raconté leur humiliation.

On connaît les faits : à l'aube du 21 mai, sur commission rogatoire d'un juge d'instruction de Nacette, cent cinquante policiers investissent ce force dix-sept appartements. Deux cent cinquante grammes

d'héroïne seront découverts pendant les perquisitions. Quelque trente suspects sont placés en garde à vue, un membre de la famille remplacé d'office par les jeunes qui manquent à l'appel. Une adolescente toute bouclée ne peut aujourd'hui s'empêcher de pleurer en évoquant « la si paisible mère de Farida les mains verrouillées par des menottes ».

Reste que les interrogatoires ont eu lieu dans un climat très tendu, quatre certificats médicaux attestent déjà de sévères corporels et notamment de coups sur les organes génitaux. Actuellement, onze jeunes sont incarcérés dans les prisons de Bois-d'Arcy et de Fleury-Mérogis. Les adolescents ont décidé de porter plainte collectivement, cinq avocats ainsi que plusieurs associations ont l'intention de se constituer partie civile. Une manifestation est prévue le vendredi 7 juin. Elle se rendra à la mairie de Gennevilliers où une délégation souhaite être reçue.

### APRÈS LES ATTAQUES CONTRE LES FOURGONS DE TRANSPORT DE FONDS

#### M. Pierre Joxe annonce une révision de la législation sur les explosifs

La législation sur les explosifs va être révisée et les spécialistes des transports de fonds vont se réjouir dans les prochains jours à l'annonce, lundi 3 juin, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, à la suite des trois attaques perpétrées dans le courant de la semaine contre des fourgons de transport de fonds.

Le ministre de l'Intérieur a souligné qu'il avait « constaté une banalisation de la législation sur les explosifs », notamment « du point de vue de leur qualification judi-

ciaire ». Cette législation est, selon lui, « inadéquate à la fréquence des attentats », notamment en Corse et au Pays basque où de petites charges sont très souvent employées.

L'attaque au bazooka contre le fourgon de transport de fonds de Marseille n'a convaincu d'accélérer la révision de cette législation », a conclu M. Joxe.

Il a, d'autre part, annoncé une réunion « dans les jours prochains », au ministère de l'Intérieur, avec les spécialistes des transports de fonds, afin d'étudier des mesures susceptibles de décourager les attaques contre les fourgons. Le ministre estime en effet que c'est parce que « les banques s'étaient mieux protégées », après la succession de hold-up commis selon la technique du « gang des postiches » en 1984, que les malfaiteurs en étaient venus aux attaques de fourgons.

Enfin, M. Pierre Joxe s'est à nouveau élevé contre les affirmations de l'Humanité dimanche selon lesquelles « un ouvrier de SNF a été torturé par des CRS », lors de l'évacuation de cette usine occupée au début de la semaine dernière. « En démocratie, ce n'est pas un mot que l'on peut employer n'importe comment », a souligné le ministre. « Je me suis renseigné, aucune plainte administrative et judiciaire n'a été déposée à ce jour pour de prétendues tortures. »

## ÉDUCATION

### TROIS ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT

#### Les communes ne sont pas tenues de financer toutes les écoles maternelles privées

Le Conseil d'Etat a pris, le 31 mai, trois décisions relatives à la contribution des communes aux dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat d'association. La plus lourde de conséquences pour l'avenir concerne les écoles maternelles, dont la prise en charge par les communes sera subordonnée à l'accord de ces dernières. Le Conseil a en effet considéré (en se référant aux articles 14 et 15 de la loi du 30 octobre 1886 et à l'article 2 du décret du 7 avril 1887) que seules les écoles élémentaires publiques donnent lieu à une dépense obligatoire pour la commune, puisqu'elles reçoivent des enfants soumis à l'obligation scolaire. Il en résulte qu'une école maternelle publique, qui reçoit des enfants n'ayant pas atteint l'âge de six ans, ne donne lieu à une dépense obligatoire pour la commune que si celle-ci a décidé elle-même de la créer.

Par application du principe de parallélisme entre l'enseignement public et l'enseignement privé sous contrat d'association, que le Conseil d'Etat a par ailleurs reconnu, il a jugé qu'une commune n'est tenue de supporter les dépenses de fonctionnement des classes maternelles privées sous contrat d'association que dans la mesure où elle a donné son accord pour que le contrat s'applique à ces classes.

Si le Conseil d'Etat a estimé que la législation postérieure à la loi Debré de 1959 (loi Guemour de 1977 et loi de décentralisation de 1982) n'entendait pas revenir sur la règle de parallélisme entre les classes sous contrat d'association et les classes correspondantes de

l'enseignement public en ce qui concerne les conditions de leur prise en charge, cette décision n'a qu'une valeur rétroactive. La loi Chevènement du 25 janvier 1985 a en effet levé toute ambiguïté à cet égard. La troisième décision est, elle aussi, rétroactive. Le Conseil a estimé (à partir des articles 11, 14 et 15 de la loi du 30 octobre 1886) que chaque commune n'est tenue de supporter les dépenses de fonctionnement des écoles publiques établies sur son territoire que pour les élèves résidant sur ce territoire.

Dès lors, par application du principe de parallélisme, une commune d'est tenue de prendre en charge les dépenses de fonctionnement d'une école privée sous contrat d'association établie sur son territoire qu'en ce qui concerne les élèves domiciliés sur ce territoire.

Cette décision s'applique à la période antérieure à 1983, compte tenu de l'évolution de la législation. En effet, l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983, d'une part, prévoit que les frais de fonctionnement d'une école publique sont répartis entre les communes où sont domiciliés les élèves fréquentant l'école. D'autre part, la loi Chevènement du 15 janvier 1985 a exclu de ce mécanisme de répartition intercommunale des charges les écoles privées sous contrat d'association, lui préférant la formule des accords amiables. La décision du Conseil d'Etat pourrait cependant avoir des répercussions sur le règlement des quelques quatre-vingt-dix litiges encore en suspens entre des écoles privées et des communes.

### D.E.A. - D.E.S.S. DAUPHINE

10 programmes de Doctorat

20 filières professionnelles spécialisées

### PREINSCRIPTIONS OBLIGATOIRES

28 mai - 28 juin



U.E.R. 3<sup>e</sup> cycle « Sciences des Organisations »  
Université de PARIS DAUPHINE - Place de Lattre-de-Tassigny  
75775 PARIS CEDEX 16 - Tél. : 505-14-10 poste 2272 & 4030  
Accès aux informations par Minitel au : 727-42-76 - taper 30 + envoi

2<sup>e</sup> à terminale / étudiants  
**Une année scolaire aux U.S.A. avec Eurolangues**  
documentation sur demande  
35, bd des Capucines 75002 Paris Téléphone (1) 261.53.35

**DROIT Sciences Eco.**  
Documentation sur demande  
• Stage session septembre  
• Stage de pré-entrée  
• Soutien annuel.

**IPEC** Enseignement supérieur privé  
46, bd St-Michel, Paris 6  
Téléphone : 633.81.23/229.03.71/254.45.87

**SCIENCES PO. Préparations**  
Documentation sur demande  
• Stage intensif d'été  
• Stage annuel  
• Stage parallèle

**IPEC** Enseignement sup. privé  
46, bd St-Michel, Paris 6  
Tél. : 633.81.23/229.03.71/254.45.87

501 من الأول



## DÉFENSE

### La construction d'un avion de combat européen L'Allemagne fédérale lance un avertissement à la France et au Royaume-Uni

A quelques jours de la réunion, lundi 17 juin à Londres, des ministres de la défense des cinq pays européens concernés par la construction, en commun, d'un avion de combat, le ministre ouest-allemand de la défense, M. Manfred Wörner, a été catégorique : l'Allemagne fédérale n'acceptera de participer à ce programme majeur d'armement, aux côtés de la France, du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Italie, que si l'avion est entièrement nouveau.

Lors de la visite qu'il a rendue au Salon de l'aéronautique du Bourget, M. Wörner a renvoyé des à dos la France et la Grande-Bretagne, qui proposent un avion de démonstration : l'ACX Rafale pour les Français et le P-120 pour les Britanniques, à partir duquel pourrait être conçu l'avion de combat européen (ACE), prêt à entrer en service dans les cinq armées européennes après 1995.

« L'Allemagne fédérale ne participera pas aux programmes français ou britanniques d'avion de combat en cours de développement », a expliqué M. Wörner au cours de sa visite du pavillon ouest-allemand. Si nous devons participer à l'ACE, il s'agit d'un programme entièrement nouveau puisque aucun ne répond aux spécifications allemandes. C'est la notre position définitive. »

Prononcée au pavillon de l'industrie aéronautique ouest-allemand, devant les stands des sociétés Dornier et Messerschmitt-Bölkow-Blom (MBB) qui sont appelées à participer à ce programme ACE, la déclaration de M. Wörner était sans doute destinée, avant la reprise des négociations entre les cinq pays, à insister sur la nécessité de ne pas publier les intérêts ouest-allemands dans la définition du projet et l'éventuelle répartition industrielle pour les études et la réalisation de ce nouvel avion.

En effet, la décision de la France et celle de la Grande-Bretagne de construire, chacune de leur côté, un avion de démonstration pour placer

les industries nationales respectives de ces deux pays dans la situation d'avoir à prouver leur savoir-faire a été interprétée, à tort ou à raison, par les trois autres partenaires comme la volonté de Paris et de Londres de les mettre devant le fait accompli, à savoir la nécessité de choisir entre deux types d'avion au risque de n'être pas des coopérateurs à égalité. « Nous avons l'impression que les Français ont abandonné le programme ACE », disait-on dans l'entourage du ministre ouest-allemand. L'ACX Rafale n'est pas un démonstrateur, mais c'est déjà un prototype de série, qui n'en fait pas un avion européen. »

#### Divergences

Les deux avions de démonstration français et britannique, dont des maquettes sont exposées au Bourget, sont très différents dans leur conception. L'ACX Rafale de Dassault-Breguet pèse moins de 9,5 tonnes à vide et le P-120 de British Aerospace devrait atteindre 10,5 tonnes, voire davantage. Le premier est donc un projet d'appareil de combat sensiblement plus léger que le second. Cela correspond, du reste, à l'existence de points de vue divergents entre les cinq pays sur les missions de l'ACE, sur ses caractéristiques et ses performances, et, donc, sur son coût.

A Paris, on souligne néanmoins la déclaration de M. Wörner n'est pas contradictoire avec la position française. Pour deux raisons. La première est que le Rafale n'est pas le prototype français de l'avion de combat européen, mais qu'il est un avion expérimental de démonstration pour tester différents systèmes d'armes et préserver les chances de la France en cas d'un échec du projet européen. La seconde raison est que jamais la France n'a demandé à l'Allemagne fédérale de participer financièrement et industriellement à la conception du Rafale, qui demeure sous la seule responsabilité de la société Dassault.

### Dassault veut relancer la fabrication du Super-Étendard

La société Dassault-Breguet vient d'adresser à des clients étrangers une notice leur expliquant son intention de relancer à la fin de l'année la chaîne de fabrication, interrompue depuis 1983, de son avion d'attaque Super-Étendard si de nouvelles perspectives de vente apparaissent. On estime, chez le constructeur français, à une cinquantaine d'exemplaires le nombre de Super-Étendard nécessaires pour rentabiliser cette relance industrielle.

An total, la société Dassault-Breguet a construit 85 Super-Étendard livrés entre 1978 et 1983 à deux pays : la France (71 exemplaires) pour ses porte-avions *Foch* et *Clemenceau*, et l'Argentine (14 exemplaires). Un troisième client, l'Irak, utilise le Super-Étendard, mais c'est l'Aéronavale française qui a été contrainte de lui prêter cinq exemplaires momentanément, leur restitution devant intervenir dans quelques semaines, après que les Irakiens auront réussi à adapter le missile air-

mer Exocet du Super-Étendard aux Mirage F-1, dont ils sont déjà dotés. Le projet de Dassault vise à prospecter les actuels clients d'un avion, de conception britannique, aujourd'hui très ancien : le Hunter, dont 500 exemplaires sont en service dans le monde. Il s'agit de proposer un avion d'attaque au sol, capable de détruire des objectifs très protégés en volant très vite à basse altitude, et d'un prix inférieur à 10 millions de dollars.

Pour parvenir à remplir cette mission, le Super-Étendard a été modifié, notamment par l'adjonction de nombreuses contre-mesures électroniques (infrarouge, courtes, moyens radio et électro-magnétiques) qui sont proposées en option. Ses capacités en armement restent celles qui furent les siennes tant dans le Golfe que lors du conflit des Malouines, on l'a vu, explique que le Super-Étendard ainsi armé, en concurrence avec le F-16 américain, l'AMX italobrasilién ou le Hawk-200 britannique.

### Important exercice de la Force d'action rapide en Méditerranée

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, assistera jeudi 6 juin, dans la région de Béziers, à la phase finale d'un important exercice de la Force d'action rapide (FAR), baptisée Farfadet, de la Force d'action rapide (FAR), qui mettra à l'épreuve la coordination entre les trois armées françaises mobilisées pour la circonstance. Cet exercice d'entraînement interarmées aux opérations extérieures a commencé à la fin de la semaine dernière, mais les phases les plus importantes se situent, entre le mardi 4 et le jeudi 6 juin, en Méditerranée, au large des côtes de l'Hérault, plus spécialement entre Béziers et Sète.

Au centre de cette manœuvre, l'utilisation du porte-avions *Foch*, transformé en porte-hélicoptères pour l'occasion, par une soixantaine d'appareils appartenant au 1<sup>er</sup> régiment d'hélicoptères de combat de la 4<sup>e</sup> division aéro-mobilité de la FAR, installé à Nancy.

La FAR a prévu de tester l'efficacité de certaines des unités qui la

composent, comme la 6<sup>e</sup> division légère blindée, cantonnée dans le Gard, et deux régiments du groupement aéroporté de la 11<sup>e</sup> division parachutiste (à Toulouse).

Quant à l'armée de l'air, tous les grands commandements seront présents, à l'exception de la Force aérienne stratégique (FAS). La défense aérienne délègue des intercepteurs Mirage-F1 : les forces aériennes tactiques (FATAC), les Jaguar, et le commandement du transport aérien militaire ses avions Transall pour des aérologages et des posers d'assaut.

La FAR est une unité forte de 47 000 hommes (pour la plupart des professionnels ou des engagés) pour la lutte antiaérienne en Centre-Europe et pour les opérations outre-mer. Elle a conçu un autre exercice, en septembre prochain, pour se familiariser avec son éventuel théâtre d'intervention en Europe si la France décidait de l'engager avec les alliés.

### M. Hernu installe un état-major de l'espace

Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, a demandé à deux officiers généraux d'animer un groupe de travail chargé de donner une dimension spatiale à la politique française de défense et de proposer au gouvernement des réflexions en ce sens.

Cet organisme commun à l'état-major des armées et à la délégation générale pour l'armement n'a pas pour objet de transformer radicalement les orientations actuelles de la politique de défense, qui reste fondée sur la dissuasion nucléaire. Animé par le général d'aviation Jean Fleury, sous-chef « organisation » à l'état-major des armées, et par l'ingénieur général Jean Sandeau, directeur des engins à la délégation générale pour l'armement, cet organisme interarmées n'est en rien l'équivalent de ce qui a été constitué aux États-Unis, à savoir la Stratégie Défense Initiative Organization (SDIO) du général James Abrahamson chargée d'orienter les recherches de technologie propres à une défense spatiale anti-missiles ou anti-satellites.

On peut se demander, néanmoins, si les propos de M. Wörner ne sont pas destinés à faire comprendre aux quatre partenaires de Bonn que l'Allemagne fédérale, en cas d'un échec des discussions de Londres, se tournera vers les États-Unis pour y acheter un avion, comme le F-18, censé mieux répondre à ses besoins.

J.L.

« La PCF au Bourget. — Une délégation du Parti communiste, conduite par M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, a visité, le lundi 3 mai, le Salon de l'aéronautique du Bourget. M. Gremetz a rappelé à cette occasion l'hostilité du PCF au projet d'avion de combat européen et sa demande que soient poursuivies les études et la réalisation des programmes nationaux qui, avec l'ACX et le moteur M-88 notamment, assurent [à la France] les moyens indépendants de sa défense. »

constituent les domaines où peuvent s'insérer notre présence et notre influence, avait indiqué le ministre. *Stratégie navale et présence spatiale sont d'autant plus indispensables qu'il s'agit d'espaces ouverts, même lorsque interviennent des normes juridiques, comme le droit de la mer ou le droit de l'espace.* Entre-temps, le chef de l'Etat lui-même, lors de la mise en service du sous-marin nucléaire *l'Inflexible*, avait admis que « la stratégie sera nécessairement spatiale » et fixé cette perspective à un demi-siècle.

Sans avoir l'ambition de la SDIO américaine, le groupe de travail interarmées propre à la France a pour but de définir des priorités, de déterminer des programmes éventuels et de proposer l'organisation la plus apte à prendre en compte les décisions. C'est la première fois que sont ainsi réunis, pour un tel travail, des « opérationnels », des scientifiques et des ingénieurs au sein d'une structure unique chargée des études spatiales.

#### Le nerf de la crise

A la différence des Américains, qui lancent des études pour la mise au point, au début du siècle prochain, d'un rempart spatial contre les missiles assaillants de l'adversaire, les Français envisageraient plutôt la mise en place d'un réseau de satellites assurant à un commandement la maîtrise permanente de ses forces sur le terrain : satellites de reconnaissance, satellites d'écoute et satellites de télécommunications. Autant de satellites qui contribuent au commandement, au contrôle et aux communications en toutes circonstances et en tous lieux.

La France a déjà installé des équipements de radiocommunication militaires par satellites sur le satellite Télécom-1 mis sur orbite en août 1984, et un réseau complet de liaisons spatiales sûres, protégées et instantanées, entre commandements est prévu avec le système Syracuse, qui complètera le réseau national actuel OMIT (Organisation mondiale interarmées de transmissions).

De même, la France a proposé à l'Allemagne fédérale de construire ensemble un système spatial d'observation militaire (satellites dits « espions ») qui puisse faire appel à des techniques éprouvées (comme l'observation photographique) ou à une technologie plus avancée (comme la reconnaissance infrarouge ou électromagnétique). Ces satellites de reconnaissance et d'écoute permettent de tenir à jour une situation tactique sur le champ de bataille, et d'analyser l'ordre de bataille adverse. « Le nerf de la crise », explique le ministre de la défense, c'est l'information. C'est la raison pour laquelle nous accordons à ces questions la plus grande attention dans les réflexions conduites pour définir les priorités de notre politique spatiale. Nous devons, en effet, pouvoir voir, écouter et communiquer en permanence, et le satellite est un instrument bien adapté à ces missions. »

Avec la mise en place de cet état-major de l'espace, les conseillers de M. Hernu insistent beaucoup sur l'idée que la panoplie ainsi visée est une panoplie « pacifique », non agressive, à la différence de l'initiative américaine de défense stratégique, qui menace de rompre les équilibres de la dissuasion.

JACQUES ISNARD.

## TWA c'est l'Amérique en vol.



### Dès l'embarquement, vous êtes en Amérique.

Si vous visitez les États-Unis, vous voudrez profiter du merveilleux style américain. C'est pourquoi vous devriez prendre TWA. Vous y serez accueillis à l'américaine et vous vous sentirez chez vous.

Le grand service américain  
Sur TWA nous nous assurons que vous avez tout ce qui rend un vol agréable. Comme le choix des menus,

les boissons et les films en première exclusivité, les jeux et les petites attentions réservées aux enfants. Et ce bon vieux service américain, tout le long du vol.

Une grande compagnie américaine  
TWA est la plus grande compagnie aérienne au-dessus de l'Atlantique et elle est également l'une des plus importantes à l'intérieur des États-Unis. Nous

desservons plus de 60 villes américaines. Personne ne connaît mieux l'Amérique. Selon votre itinéraire, votre agent de voyages vous renseignera sur les meilleurs vols et correspondances. Commencer un voyage aux États-Unis par un vol TWA, ce n'est pas seulement faire route vers l'Amérique. C'est y être déjà.

TWA ouvre la voie vers les USA.

TWA

## UN SONDAGE BVA

### Les secrets de l'instruction

Le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, a annoncé hier, lors d'une conférence de presse, les résultats d'un sondage BVA réalisé auprès de 1 000 personnes. Ce sondage a été réalisé par la BVA, une société spécialisée dans les études d'opinion, et a été publié dans le journal *Le Monde* du 4 juin 1985.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

### Une lettre de M. Jean-Marie Bressani

Après la Fédération des villes jumelées

Le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, a annoncé hier, lors d'une conférence de presse, les résultats d'un sondage BVA réalisé auprès de 1 000 personnes. Ce sondage a été réalisé par la BVA, une société spécialisée dans les études d'opinion, et a été publié dans le journal *Le Monde* du 4 juin 1985.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.

Le sondage a révélé que 68 % des Français considèrent que la France doit augmenter ses dépenses militaires, contre 28 % qui estiment qu'il faut les réduire. 14 % des Français ne se prononcent pas.







Un vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques

La première fois au monde, un vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

Le vaccin anti-inflammatoire est produit par manipulations génétiques. Il s'agit d'un vaccin anti-inflammatoire, produit par manipulations génétiques, qui agit sur le système immunitaire. Ce vaccin est produit par manipulations génétiques, ce qui permet de créer des vaccins plus efficaces et plus sûrs.

## Du vaccin vivant au génie génétique

par le professeur MARC GIRARD (\*)

**En cent ans, de multiples progrès ont accru l'efficacité des vaccinations. 1985 voit l'avènement de nouvelles techniques et la perspective d'une prévention efficace contre les maladies parasitaires, les cancers et l'herpès.**

La pratique de la vaccination, qui consiste à créer, chez l'individu sain, un état de résistance spécifique à l'égard d'une maladie contagieuse déterminée, en l'exposant, dans des conditions particulières, soit à l'agent infectieux, soit à l'une de ses formes atténuées, soit à l'un des produits qu'il fabrique, paraît remonter à la haute Antiquité.

On connaît aujourd'hui deux types bien distincts de préparations de vaccins : les vaccins vivants, constitués de souches de virus (ou de bactéries) de virulence atténuée, toujours capables de se multiplier, mais sans provoquer la maladie ; et les vaccins inactivés, constitués de virus (ou de bactéries) pleinement virulents mais dont on a détruit artificiellement l'infectivité, par exemple par traitement chimique (formol), ou dont on a purifié l'élément moléculaire vaccinal.

● **Vaccins vivants.** — Ces vaccins présentent l'avantage de leur très bonne immunogénicité : une seule dose de vaccin vivant suffit pour assurer la protection contre la maladie (sauf pour la poliomyélite).

Les techniques du génie génétique ont été récemment mises à profit pour élaborer de nouveaux vaccins vivants expérimentaux : c'est ainsi qu'on a construit au laboratoire des virus chimères

constitués du virus de la vaccine dans le génome duquel on a inséré les gènes codant pour les protéines de surface du virus de la grippe, ou de la rage, ou de l'hépatite B. Les virus hybrides artificiels ainsi créés pourraient constituer de remarquables vaccins vivants si l'on en juge par leur immunogénicité chez les animaux d'expérience. Leur emploi comme vaccins vivants chez l'homme pose, encore quelques problèmes, mais pourrait être envisagé dans le futur.

Bien que les vaccins vivants présentent de nombreux avantages, certains de leurs inconvénients demeurent préoccupants : c'est notamment le cas du vaccin antipoliomyélique oral. Ce vaccin nécessite trois administrations successives pour conférer une bonne protection contre les trois sérotypes du poliovirus. Chez les enfants des pays en voie de développement, dont le niveau d'hygiène est médiocre, il est souvent peu efficace. Plus grave encore, on peut lui reprocher son instabilité : on observe en effet que le virus atténué se transforme peu à peu en virus de plus en plus virulent au fur et à mesure de sa multiplication chez l'enfant vacciné ou ses « contacts ».

— On assiste même, parfois, à la suite d'une mutation, à la réver-

sion accidentelle du vaccin vers la pleine virulence : il devient alors malheureusement la cause même de la maladie contre laquelle il était censé immuniser. Les statistiques américaines sont formelles : le vaccin antipoliomyélique oral est responsable de 0,3 cas de poliomyélite par million d'enfants vaccinés.

Nombre d'autres vaccins vivants présentent des inconvénients du même ordre : leur degré de virulence résiduelle n'est pas nul, ce qui explique l'observation d'un petit nombre de complications parfois très graves. Le virus de la vaccine, du temps où on l'employait systématiquement pour la vaccination antivariolique, était par exemple responsable de quelque trois à cinq cas d'encéphalite vaccinale par million de vaccinations.

● **Vaccins inactivés.** — Pour ces raisons, les autorités de santé ont de plus en plus tendance, à l'heure actuelle, à accorder leur préférence aux vaccins inactivés, qui sont proportionnellement moins bons immunogènes et d'un prix de revient plus élevé que les vaccins vivants, mais dont l'innocuité est plus facile à contrôler et n'est sujette ni à fluctuation ni à réversion. Parmi les principaux vaccins viraux inactivés utilisés aujourd'hui, on trouve des vaccins à base de virus entiers (le vaccin inactivé contre la poliomyélite ou le vaccin antirabique, par exemple) et des vaccins à base de protéines virales purifiées, que l'on désigne aussi du nom de « vaccins sous-unités » : c'est le cas des vaccins contre la grippe (hémagglutinine purifiée) ou contre l'hépatite B (particules d'antigène HBs

purifiées). La même distinction se retrouve en matière de vaccins bactériens, entre les vaccins constitués de corps bactériens entiers (vaccin contre la coqueluche) et les vaccins à base de constituants bactériens purifiés : soit toxines détoxifiées (anatoxines diphtérique et tétanique), soit antigènes de surface purifiés (vaccin contre la méningite). Les vaccins sous-unités ont l'avantage d'être plus purs et d'engendrer moins de réactions. Ils représentent donc un progrès intéressant.

### L'usine génétique

Dans l'avenir, on attend beaucoup du génie génétique pour la production de ces sous-unités virales ou bactériennes. On sait, en effet, introduire dans les vecteurs appropriés les gènes spécifiant la synthèse des protéines vaccinales, puis installer ces vecteurs à demeure dans des bactéries, des levures ou des cellules animales en culture, et les y faire exprimer. On pourrait ainsi disposer en quantité de protéines vaccinales bon marché. On a déjà réalisé la production expérimentale de protéines de surface du virus de la fièvre aphteuse, de la rage, de l'hépatite B, de l'herpès, ou de la grippe, à partir de bactéries ou de levures recombinées. On sait, dès aujourd'hui, que le premier vaccin à usage humain produit par génie génétique sera le vaccin contre l'hépatite B. Une première forme de ce vaccin, constituée d'antigène HBs produit par des levures recombinées, devrait être mise sur le marché dans un proche avenir ; une deuxième forme,

constituée d'antigène HBs produit par des cellules de hamster recombinées, est en cours de développement en France et déjà au stade d'évaluation clinique aux États-Unis. La purification des protéines vaccinales produites par ces techniques devra, bien entendu, être très poussée, pour éviter d'introduire dans la préparation des protéines de la culture ou de l'ADN des cellules recombinées, ce qui créerait des risques nouveaux.

L'avenir appartient peut-être à une technique plus audacieuse encore. Si l'on pouvait préciser, pour chaque protéine virale ou chaque toxine bactérienne, quelles sont les parties de la molécule indispensables à son activité vaccinale, on pourrait introduire dans les levures ou les cellules productrices que la partie du matériel génétique qui dirige la synthèse du nu des fragments actifs, de manière à leur faire produire seulement ces fragments.

A ce niveau, le génie génétique se voit dépassé par la chimie. Les chimistes savent, en effet, maintenant enchaîner dans un ordre déterminé les acides aminés voulus, reconstituant ainsi, sous forme d'« oligopeptides », les motifs antigéniques des protéines. On a déjà fabriqué, par synthèse chimique, les oligopeptides correspondant aux parties vaccinales majeures de plusieurs protéines virales (grippe, poliomyélite, hépatite B, rage, etc.) et de toxines bactériennes (diphtérie). Ces préparations ne sont encore, hélas ! que faiblement efficaces. Il leur manquerait la configuration tridimensionnelle voulue. D'autre part, on s'emploie à leur conférer un pouvoir immunogène accru en les couplant à des molécules porteuses et en les associant à des ad-

juvants de l'immunité pour stimuler la réponse immunitaire.

Comme on le voit, la tendance se fait vers la simplification moléculaire des vaccins. L'idéal serait de parvenir à fabriquer des oligopeptides de synthèse ayant l'enchaînement d'acides aminés et la conformation tridimensionnelle des motifs antigéniques vaccinaux voulus, et qui seraient actifs par voie orale. Certes, cela relève pour l'instant de l'utopie, mais on peut espérer beaucoup, dans le futur, des progrès de l'immunologie et de l'immunochimie.

Le tableau de la page 14 dresse la liste des nouvelles vaccinations dont on peut prévoir l'apparition dans l'avenir plus ou moins proche. Cette liste n'est certainement pas limitative, d'autant plus que des modifications écologiques des bactéries ou des virus déjà connus, voire l'émergence de souches nouvelles, pourraient l'allonger. Le cas du SIDA est particulièrement éloquent à cet égard. Le développement d'un vaccin contre cette terrible maladie représente un défi formidable.

### L'expérience gambienne

Quant aux vaccins contre les cancers d'origine virale, il s'agit pour l'instant d'un pari car, chez l'homme, la cancérogénèse virale directe semble exceptionnelle. Tout au plus paraît-elle exister dans le cas de la leucémie à lymphocytes T, provoquée par le virus HTLV-1, fréquente dans certaines parties du Japon. Les autres virus incriminés dans des cancers : virus de l'hépatite B (cancer primitif du foie), virus du papillome (cancer du col utérin) et virus d'Epstein-Barr (lymphome de Burkitt en Afrique et carcinomes du nasopharynx en Méditerranée et en Asie), ne sont probablement qu'un des éléments étiologiques des tumeurs auxquelles on les trouve associés. L'expérience d'éradication de l'hépatite B par la vaccination lancée en ce moment dans plusieurs parties du monde, notamment à Taiwan et en Gambie britannique, sera de ce point de vue remarquablement intéressante pour déterminer l'impact de la vaccination sur la prévention du cancer du foie. Mais il faudra attendre au moins trente ans pour être à même d'évaluer statistiquement l'efficacité !

Les progrès réalisés au cours des dix dernières années permettent d'envisager aujourd'hui la fabrication de vaccins dont ni la réalisation technique ni la faisabilité économique n'étaient concevables jusqu'ici. Il est possible de fabriquer par génie génétique des vaccins contre des agents infectieux qu'on ne sait pas faire pousser en laboratoire ou pour lesquels on ne connaît pas d'animaux sensibles. Tous les micro-organismes, quels qu'ils soient, portent des motifs antigéniques de surface distincts de ceux de leurs hôtes. Le succès du vaccin dépend de la bonne sélection de ces motifs et de leur présentation efficace au système immunitaire. Cent ans après Louis Pasteur, le domaine des vaccins est à nouveau en plein essor. On peut espérer des succès considérables d'ici à la fin de ce siècle dans le contrôle de toutes les maladies infectieuses par la vaccination.

(\*) Chef du laboratoire de virologie moléculaire à l'Institut Pasteur, directeur scientifique de Pasteur Vaccins.

## Le siècle de Pasteur

**Le 6 juillet 1885 pour la première fois, un être humain était vacciné contre une maladie mortelle, la rage. Louis Pasteur ouvrait ainsi la voie à la victoire définitive sur les maladies infectieuses.**

par le docteur ALBERT DELAUNAY (\*)

La rage est une maladie infectieuse presque toujours transmise à l'homme par la morsure d'un animal malade, et dont l'issue ne peut être que fatale. Certes, elle est rare. Pourtant, elle n'a jamais cessé d'inspirer, plus que d'autres, la terreur et même l'horreur. C'est qu'elle ne manque jamais de s'accompagner des plus grandes souffrances. Au moment où il commence à s'occuper d'elle, Pasteur est depuis longtemps un savant connu et même célèbre. Après avoir montré que nombre d'affections contagieuses sont provoquées par des microbes, il est parvenu à mettre au point différents produits qui ont un pouvoir protecteur : ceux qu'il appelle des virus-vaccins.

Mais ces progrès ne concernent que des maladies animales (comme le charbon). Ce qu'il voudrait maintenant, c'est trouver un produit qui, lui, serait actif d'une maladie humaine. C'est alors que la rage s'impose à son attention. On sait aujourd'hui que ce n'était pas un bon choix parce que, de ce côté-là, les difficultés à vaincre étaient particulièrement

nombreuses. Mais Pasteur ne le savait pas, et puis il y avait son génie. En fait, assez vite, il met au point le produit qu'il cherchait.

Essentiellement, le nouveau vaccin se compose d'une émulsion de moelle épinière provenant d'un lapin atteint de rage et dont la propre virulence a été plus ou moins atténuée par la dessiccation. Il se montre indiscutablement actif chez le chien (le traitement consiste en une série d'injections de différentes émulsions, la première sans danger mais les suivantes d'une virulence croissante). Tout au long de ce traitement, l'animal réagit en s'immunisant. Vient en fin de compte à lui injecter l'agent même de la rage (l'on sait aujourd'hui qu'il s'agit d'un virus), il résiste. Les résultats d'expérience sont là et ils sont probants. Mais, de l'animal à l'homme, il y a un pas à franchir. Pasteur écrit à cette époque : « La main me tremblait quand il faudra passer à l'espèce humaine ». Or, voici le moment venu.

Le 6 juillet 1885, un lundi matin, arrive au laboratoire de Pas-

teur, rue d'Ulm, un petit Alsacien âgé de neuf ans, Joseph Meister. Il est accompagné par sa mère, qui met aussitôt le savant au courant des raisons de sa visite. L'avant-veille, alors qu'il se rendait seul à l'école, l'enfant a rencontré un chien qui s'est jeté sur lui. Un magot, qui assistait de loin à la scène, est accouru et a fait fuir l'animal.

Mais la victime avait déjà subi de sérieuses morsures et le cas apparaissait d'autant plus grave que l'on avait trouvé, dans l'estomac du chien finalement abattu, du foin, de la paille et des fragments de bois, fait qui indiquait que l'on se trouvait bien en présence d'un cas de rage. Le père était alors allé consulter le docteur Weber, qui habitait Villé, un village voisin, et celui-ci, parce qu'il avait entendu parler des recherches en cours de Pasteur, avait conseillé à

M<sup>me</sup> Meister d'aller consulter le savant à Paris. « Ce n'est pas un médecin, avait-il dit. Pourtant, mieux qu'un médecin, il saura vous dire ce qu'il faut faire. »

### L'enfant sauvé

Pasteur avait écouté le récit, mais, seul, que pouvait-il répondre ? Pourrait-il, dès maintenant, faire confiance à son vaccin chez l'homme ? De toute manière, il n'avait pas le droit d'appliquer lui-même le traitement. Il décidait donc de consulter deux de ses amis d'une compétence particulière : le professeur Vulpian et le docteur Grancher. Les deux médecins venaient aussitôt examiner l'enfant et, d'un commun accord, estimaient que, sans traitement, il était condamné. Le soir même, une première piqûre était faite et

d'autres, avec des émulsions de moelle de plus en plus virulentes, les jours suivants. Anxiété de Pasteur.

Dans une lettre à leurs enfants, sa femme écrit : « Il ne s'accoutume pas du tout à l'idée d'opérer en dernier ressort sur cet enfant. Et cependant, il faut bien maintenant s'exécuter. Le petit continue à se porter très bien. »

Le 27 juillet, le traitement est terminé, l'enfant, toujours bien portant, et sa mère regagnent l'Alsace. Pasteur, de son côté, prend quelques jours de repos, d'abord en Bourgogne, puis en Arbois. Mais, ici comme là, chaque jour, un bulletin de santé lui parvient. L'enfant, finalement, sera sauvé.

(Lire la suite page 14.)

(\*) Professeur honoraire à l'Institut Pasteur.



Les six-neuf paysans rages soignés par Pasteur.



**24<sup>e</sup> braderie de paris**

**CNIT PARIS-LA DÉFENSE**

**TOUS LES JOURS 11H-21H MARDI ET VENDREDIS JUSQU'À 22H**

**31 MAI 9 JUIN**

**LE RENDEZ-VOUS DES SUPERPROMOTIONS**  
Pour les Sports et les Loisirs, l'Habitat, le Meuble, l'Electro-Ménager, les grandes marques de Prêt-à-porter, la Lingerie, la Micro-informatique...

### LA MAGIE EN PERMANENCE

Le Festival de la Voyance. Une Exposition sur l'Histoire de la Magie à travers les siècles. Les Concours des Magiciens Amateurs, tous les jours à 17 h 15. La présence de Dominique WEBB, Dominique DEGAS, Gérard MAJAX et de nombreux mages professionnels.

### LE TRAIN EN FAMILLE SNCF

De nombreux concours vous permettant de gagner vos prochaines vacances en famille.



## Le siècle de Pasteur

(Suite de la page 13.)

Octobre 1885. Alors que le savant vient de regagner Paris, il reçoit du maire de Farlay, petite commune proche d'Arbois, une lettre qui lui apprend que, dans cette commune, un berger vient à son tour d'être cruellement mordu par un chien enragé. Le « chien fou » s'était jeté, la queue pleine de bave, sur un groupe d'enfants qui, dans les prés, gardaient leurs troupeaux et, courageusement, l'aidé, J.-B. Jupille, âgé de quinze ans, s'était élancé pour protéger ses petits camarades. Le maire demandait si la victime pouvait se rendre à Paris pour se faire soigner par Pasteur. La réponse était positive, mais, à nouveau, Pasteur était assailli par le doute. De toute évidence, son vaccin ne pouvait agir que s'il était appliqué aussitôt après les morsures, avant que le virus transmis par elles commence à exercer sa propre action. Meister avait ici représenté un cas idéal. Au contraire, dans le cas de Jupille, six jours pleins s'étaient déjà écoulés entre l'agression de l'animal et le début du traitement. Pourtant, cette fois encore, la réussite sera complète.

Le 26 octobre, Pasteur, dans une communication à l'Académie des sciences, avait indiqué le traitement suivi par Meister. A peine était-elle diffusée que, de tous côtés, des personnes mordues par des chiens considérés comme enragés affluaient au laboratoire de la rue d'Ulm pour se faire vacciner. Il en venait de France, mais aussi de pays limitrophes. Notamment, au mois de mai 1886, arrivaient dix-neuf paysans russes. Ceux-ci avaient été attaqués par un loup enragé. Cinq de ces malheureux étaient dans un état si grave qu'il fallait les hospitaliser sans retard. Trois d'entre eux devaient mourir. Les autres, une fois sauvés, étaient accueillis dans leur pays avec une émotion quasi religieuse.

Bien sûr, il y eut aussi des critiques. Pasteur, au prix cependant de sa santé, fit front avec son courage et sa bonne foi habituels. Finalement, une souscription internationale permettait au triomphateur, devenu une fois de plus bienfaiteur de l'humanité, de construire à Paris un établissement spécial pour le traitement de la rage par la méthode qu'il avait lui-même mise au point. Cet établissement fut bientôt ses cent ans d'activités. Il s'agit de notre Institut Pasteur.

ALBERT DELAUNAY.

## Dernier bulletin sur la rage

**L'épidémie de rage qui sévit en France depuis 1968 marque la pas.**

**Deux nouveaux vaccins vont permettre un meilleur traitement dans les pays en voie de développement.**

TOUT a commencé le 26 mars 1968 quand on a capturé à Montesch, en Moselle, le premier renard enragé. Depuis cette date, l'épidémie de rage a touché une trentaine de départements situés à l'est d'une ligne joignant la Seine-Maritime aux Hautes-Alpes.

Quelques données permettent d'avoir une idée de l'ampleur du mal : du 26 mars 1968 au 31 mars 1985, 30 465 animaux atteints de la rage ont été officiellement recensés en France : 23 267 renards, 2 742 bovins, 1 286 moutons et chèvres, 1 123 chats, 730 chiens et 171 chevaux. Au cours du premier trimestre 1985, 579 cas de rage ont été enregistrés chez des animaux (1).

En 1984, 15 416 personnes ont consulté un centre antirabique pour une exposition au risque de contamination par morsure, griffure, lèche ou contact avec un animal suspect de rage ou enragé (2). Les principaux animaux en cause sont les chiens (9 573 cas) et les chats (2 814 cas) alors que les renards ne sont à l'origine des consultations que dans 687 cas.

### Une nette recrudescence pendant l'été

Sur ces quelque 15 000 personnes, 7 837 (4 875 hommes et 2 962 femmes) ont été traitées au moyen d'une vaccination et par une sérothérapie ; 3 852 chiens et 1 886 chats sont à l'origine de ces contaminations.

Grâce à des examens de laboratoires pratiqués sur les animaux contaminés qui avaient pu être capturés, il a été mis en évidence qu'en total 421 chiens, 329 chats,

385 bovins et 230 renards étaient atteints de rage.

On notera cette année, comme les années précédentes, une nette recrudescence de la contamination pendant les mois d'été, ce qui a incité les autorités sanitaires à reconduire pour l'été prochain les mesures prises en 1983 et à exiger la vaccination préventive des chiens et des chats admis dans les campings et camps de vacances.

Toutefois, et c'est important, aucun cas autochtone de rage humaine n'a été observé en France depuis le début de l'épidémie, en 1968.

« Depuis un an, note le professeur Pierre Sureau, responsable de l'unité de la rage à l'Institut Pasteur, le front de cette épidémie semble s'être stabilisé. » Aucun cas de rage humaine n'a été observé l'an dernier dans la Somme et en Seine-Maritime, même si récemment la région parisienne et particulièrement le nord du département de Seine-et-Marne ont été touchés. En Europe, plusieurs pays restent entièrement épargnés : les pays scandinaves (dont le Danemark), la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Bulgarie. Mais on a observé huit cas de rage humaine entre 1977 et 1980 en Yougoslavie.

En cas de morsure, de griffure ou même de lèche d'un animal blessé par un animal domestique ou sauvage, il faut appeler un médecin qui prodiguera les premiers soins : lavage de la morsure à l'eau et au savon, application locale d'un désinfectant. Il faut également avertir un vétérinaire pour qu'il examine l'animal si c'est possible. Dès la première visite, le vétérinaire pourra déterminer si l'animal est suspect. Le comporte-

ment d'un animal enragé est en général anormal. Le chien est agressif ; les bovins sont impatients et ne cessent de beugler. Cette phase d'excitation est, le plus souvent, suivie d'une paralysie de la mâchoire.

Cette observation initiale est importante car les premiers signes de rage apparaissent deux ou trois jours après la morsure contaminante. Une semaine plus tard, le

rein d'embryons de bovins pour le vaccin produit par l'Institut Pasteur) qui sont vendus essentiellement en Europe et aux États-Unis.

Mais le coût de ces vaccins, du fait des méthodes très complexes de culture cellulaire nécessaires à leur fabrication, est assez élevé et constitue un frein à leur généralisation.

### Deux nouveautés

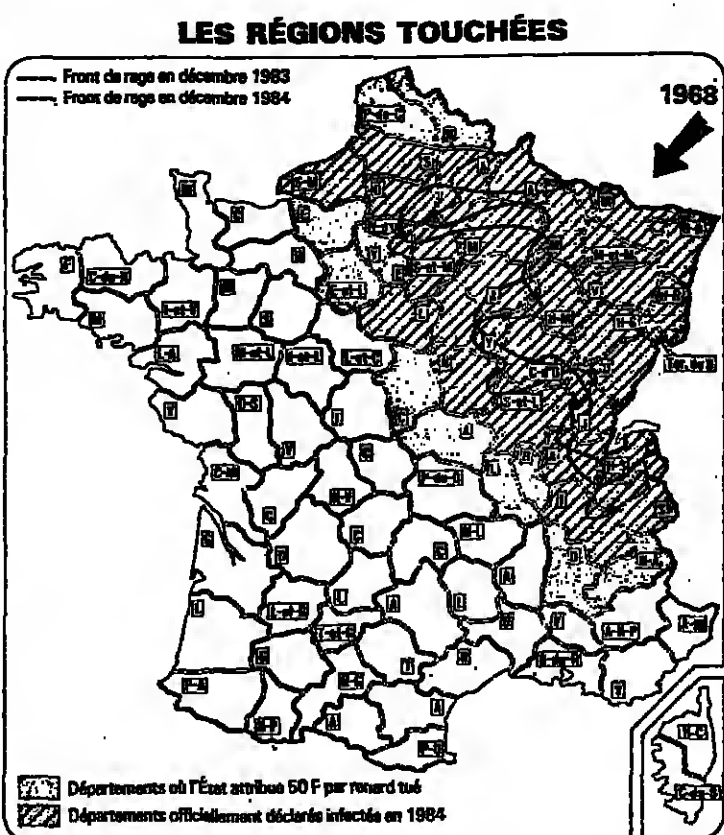
C'est pourquoi deux nouveaux vaccins viennent d'être mis au point :

— Un vaccin inactivé produit sur cellules Véro cultivées sur microporteurs qui sera produit en grandes quantités et à un prix relativement modeste (3). L'Institut Mérieux en mettra un sur le marché dès l'automne 1985 et le diffusera alors en particulier dans les pays du tiers-monde ;

— Un vaccin produit par génie génétique. Son principe est relativement simple : l'antigène de surface du virus rabique étant seul capable d'induire la synthèse d'anticorps protecteurs, il a été possible grâce au génie génétique de produire la glycoprotéine rabique de surface dans des bactéries, des levures ou des cellules animales.

Ainsi produite, cette glycoprotéine sert à l'obtention du vaccin en grande quantité et donc à un prix de revient relativement peu élevé. La société Transgene, en collaboration avec le Wistar Institute de Philadelphie, a d'ores et déjà mis au point un vaccin de ce type. Il sera bientôt expérimenté en médecine humaine.

FRANCK NOUAILLÉ



vétérinaire reviendra afin de s'assurer de la bonne santé de l'animal et d'établir un certificat à cet effet. Il va sans dire que le problème est infiniment plus compliqué lorsque l'animal n'a pu être capturé.

Les observations du vétérinaire servent donc à évaluer le degré de risque de contamination. Si le risque existe, il faut mettre en œuvre un traitement que seuls sont habilités à conduire les cinquante-neuf

Actuellement, deux types de vaccins sont employés :

— Les vaccins fabriqués à partir de cerveaux de souriceaux, peu coûteux, peu concentrés et peu purifiés : ils sont utilisés essentiellement dans les pays en voie de développement ;

— Les vaccins sur culture cellulaire (des cellules diploïdes humaines pour le vaccin produit par l'Institut Mérieux, des cellules de

(1) Ces chiffres proviennent du bulletin mensuel édité par le Centre national d'étude sur la rage de Malesherbes près de Nancy.

(2) Ces données proviennent du bulletin épidémiologique édité deux fois par an par le Centre national de référence pour la rage sous la direction du professeur Sureau.

(3) Les cellules Véro sont des cellules « éternelles », c'est-à-dire qu'il est possible de les entretenir sans cesse pendant qu'il est nécessaire.

## Les manifestations du centenaire

UNE séance solennelle le 3 juin dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne en présence de M. Laurent Fabius, premier ministre, de M<sup>me</sup> Gauguier Dufaux et de M<sup>me</sup> Hubert Curien et Edmond Hervé, un colloque scientifique international sur les vaccinations du futur à l'Institut Pasteur, du 3 au 7 juin, une exposition sur le même thème à l'Institut Pasteur (jusqu'au 7 juillet), une commémoration à l'Académie de médecine le 11 juin et l'émission d'un timbre spécial marquant en France le centenaire anniversaire de la première vaccination humaine contre la rage conduite par Louis Pasteur en juillet 1885 en son laboratoire de la rue d'Ulm.

Bien au-delà du cas particulier de la rage et du succès de la méthode de protection ainsi découverte contre une maladie à cent pour cent mortelle, c'est toute l'ère de la lutte contre les maladies infectieuses et la naissance de la microbiologie dont on célèbre ainsi le centenaire.

La réussite de Pasteur inaugurerait en réalité une voie entièrement nouvelle, dont l'humanité tout entière bénéficie depuis cent ans, par la découverte d'une méthode générale et toujours appliquée aujourd'hui de protection des êtres vivants contre les maladies infectieuses.

Les populations de l'époque ne s'y sont pas trompées qui répondraient avec ferveur à l'appel lancé en 1888 pour la création de l'Institut de recherche, de traitement et de production vaccinale qui devint — par souscription publique — l'Institut Pasteur. Les quelques grinchoux de l'histoire de la science qui cherchent à ramener au seul cas de la rage le coup de tonnerre du 8 juillet 1885 n'ont manifestement pas compris que naissaient en réalité ce jour-là, et pour les siècles à venir, toute l'immunologie moderne et le premier signe d'une victoire aujourd'hui presque complète sur les maladies infectieuses qui ravageaient l'humanité depuis son origine.

Dr E.-L.

## Vaccinations

### Aujourd'hui

#### VACCINS ANTIBACTÉRIENS

##### Vaccins vivants :

— BCG.

##### Vaccins inactivés :

— Coqueluche.  
— Typhoïde.  
— Choléra.  
— Brucellose.  
— Méningite.  
— Pneumonie.  
— Diphtérie.  
— Tétanos.  
— Typhus exanthématique.  
— Peste.

#### VACCINS ANTIVIRAUX

##### Vaccins vivants :

— Poliovirus.  
— Rougeole.

##### Oreillons.

— Rubéole.

— Fièvre jaune.

— Adénovirus.

— Varicelle : pour mémoire (la vaccination à l'aide du virus de la vaccine mise au point par Jenner en 1796, a permis d'éradiquer complètement la varicelle humaine. Depuis 1977, la maladie a disparu du globe. L'obligation de vaccination est maintenant levée dans la plupart des pays).

##### Vaccins inactivés :

— Poliovirus.  
— Rage.  
— Encéphalite japonaise.  
— Hépatite B.  
— Grippe.

### Demain

1. Vaccins actifs par voie orale contre les entérites bactériennes :  
— Choléra (en cours d'études cliniques chez l'homme).  
— Shigellose.  
— Salmonellose (en cours de commercialisation).  
— Colibacillose.

2. Vaccins actifs contre diverses maladies à transmission sexuelle :  
— Herpès génital.  
— Blennorragie.  
— Chlamydiae.

3. Vaccins actifs contre des maladies de l'enfance :  
— Maladies respiratoires (virus respiratoire syncytial, parainfluenza).  
— Méningites (méningocoques B et hémoophilus).  
— Diarrhée épidémique (Rotavirus : en cours d'études cliniques).  
— Varicelle (en cours d'études cliniques).  
— Angine à streptocoque.

4. Vaccins actifs contre d'autres maladies à virus :

— SIDA (si la variation antigénique des protéines de surface du virus s'autorise).  
— Hépatite A.  
— Hépatites non A, non B.  
— Dengue.  
— Cytomégalovirus.  
— Herpès labial.

5. Vaccins actifs contre des cancers d'origine virale :  
— Hépatocarcinome (virus de l'hépatite B).  
— Cancer du col utérin (Papillomavirus 18 et 19).  
— Certaines leucémies et lymphomes T (virus HTLV-I et II).  
— Carcinome du nasopharynx (virus d'Epstein-Barr).

6. Vaccins actifs contre des maladies parasitaires :  
— Malaria.  
— Lèishmaniose.  
— Trypanosomiase (si l'on parvient à résoudre le problème de la variabilité antigénique des protéines de surface des parasites).  
— Schistosomiase (même réserve).

7. Vaccin actif contre la lepra.

### Calendrier

Le calendrier vaccinal adopté en 1983 par le Conseil supérieur d'hygiène publique est le suivant (1) :

— A partir de l'âge de 3 mois : diphtérie-tétanos-coqueluche-polio (DTCP) : première injection (seul indication particulière laissée à l'appréciation du médecin traitant).

— 4 mois : DTCP, deuxième injection.

— 5 mois : DTCP, troisième injection.

— Entre 12 et 15 mois : rougeole/rubéole (garçons et filles). Deux vaccinations, à 9 mois, puis à 15 mois pour ceux qui vivent en collectivité.

— 16-18 mois : DTCP, premier rappel.

— 5-6 ans : diphtérie-tétanos-polio, deuxième rappel.

— Avant 6 ans : BCG.

— 11-12 ans : diphtérie-tétanos-polio ; rubéole pour les filles ; épreuve tuberculinique (si négative : BCG).

— 10-21 ans : diphtérie-tétanos-polio ; rubéole pour les filles non immunisées ; épreuve tuberculinique (si négative : BCG).

— Après 21 ans : tétanos-polio tous les dix ans ; rubéole pour les femmes non immunisées.

— Après 65 ans : vaccination anti-grippe tous les ans.

Lorsqu'un retard est intervenu dans la réalisation du calendrier ci-dessus, il n'est pas nécessaire de recommencer le programme des vaccinations. Il suffit de reprendre ce programme au stade où il a été interrompu et de compléter la vaccination en réalisant le nombre d'injections requises en fonction de l'âge. Les vaccinations et leur date d'injection doivent être mentionnées sur un carnet de vaccinations, ou sur le carnet de santé qui peut maintenant (Journal officiel du 21 mai 1985) tenir lieu de certificat de vaccination, à condition

que la mention de la vaccination soit datée, signée par le médecin traitant et emportée l'adresse de ce dernier.

— Le BCG : lors d'une réunion récente du Comité national contre les maladies respiratoires, certains avançaient l'hypothèse de la suppression du BCG d'ici à cinq ans. Le Pr Jacques Chénier, président du Comité, a tenu à rappeler que si la tuberculose régresse en France, elle reste encore un important problème de santé publique (fréquence dix fois plus importante qu'au Danemark, par exemple). Il n'est donc pas question de relâcher la vigilance nécessaire en supprimant prématurément le vaccin.

— Le vaccin contre la coqueluche : ce vaccin est vivement recommandé par les autorités sanitaires sauf en cas de contre-indications (antécédents de convulsions, manifestations neurologiques anormales).

— Le vaccin contre la rubéole : la fréquence des rubéoles congénitales en France a conduit à proposer la vaccination systématique des enfants de 12 à 15 mois, par le vaccin associé rougeole/rubéole, avec un rappel à 11-12 ans pour les petites filles ainsi que la vaccination des jeunes filles à l'âge pré-pubertaire. Après la puberté, les jeunes filles doivent être mises sous contraception dans les deux mois qui suivent la vaccination, le risque tératogène étant alors important.

— Le vaccin contre les oreillons peut être préconisé chez les enfants dès l'âge d'un an et chez les adolescents ou adultes n'ayant pas encore été atteints par la maladie (pour éviter, chez l'homme, tout risque d'orchite en cas d'atteinte à l'âge adulte).

(1) Vaccinations obligatoires : diphtérie-tétanos-polio, BCG ; les autres vaccinations sont recommandées.

## Conservatoire National des Arts et Métiers

Quel que soit votre niveau le CNAM vous propose dans le cadre de la formation continue :

— STAGES DE REMISE À NIVEAU ET D'ACQUISITION DES CONNAISSANCES :  
— mathématiques, physique, chimie et expression écrite et orale, anglais.

— SEMINAIRES D'ACTUALISATION DES CONNAISSANCES :  
— étude des matériaux industriels - contrôle et qualité - énergétique - informatique - métrologie - instrumentation - droit.

— DIPLOMES DU CNAM :  
— possibilité de préparer en formation continue, totale ou partielle, le diplôme de technicien supérieur en gestion des entreprises et psychologues du travail ;  
— formation de formateurs et ergonomie.

— NOUVEAUX STAGES :  
— sciences nucléaires et administration et gestion du personnel ;  
— formation des représentants aux CHS - CT.

Des stages sur mesure peuvent être organisés à la demande des entreprises.

Pour recevoir notre documentation, contactez :  
Conservatoire National des Arts et Métiers  
Service de la Formation Continue 292 rue Saint-Martin,  
75141 Paris Cedex 03. Tél. 374 40 50.

501 من الـ 501



# culture

## ARCHITECTURE

« AVANT-PREMIÈRE », au Centre Georges-Pompidou

### Les progrès de l'Opéra de la Bastille

Une exposition au Centre Georges-Pompidou, à partir du 5 juin, montre comment fonctionnent les espaces scéniques du futur Opéra-Bastille. Mais elle est surtout l'occasion, pour les responsables du projet, de montrer l'état des travaux. Installée avant-première, elle est présentée jusqu'au 30 juin.

Tout au long de la rue de Lyon, un énorme trou tente de faire oublier l'ancienne gare de la Bastille, désormais promise au rang de carte postale documentaire sur les charmes du vieux Paris. Depuis la place, on découvre dans toute son ampleur la silhouette bleue acide de l'hôpital des Quinze-Vingts qui, jusqu'à présent, se cachait avec raison dans la trame ancienne du quartier.

De ce côté de la place de la Bastille, il ne reste plus qu'un petit îlot triangulaire, à l'angle de la rue de Charenton, qui abritait un restaurant, la Tour-d'Argent, homonyme du célèbre établissement du quai de la Tourneffe. Cet immeuble du dix-septième siècle, actuellement en cours de rénovation, doit ouvrir ses portes en 1987.

Ce sera la première réalisation de la mission Opéra-Bastille. Le reste, la grande salle et la salle modulable, devraient être inaugurés le 14 juillet 1989, deux siècles après la prise de la Bastille. L'Opéra de la Bastille n'est-il donc plus le rêve des uns et le cauchemar des autres ?

Il ne faut pas se fier à l'existence d'un trou pour assurer qu'un projet

devienne réalité. On l'a vu aux Halles, on l'a vu à Lille. Et les défenseurs du nouvel Opéra conservent au moins comme inquiétude la question de son financement, c'est-à-dire celle de la constance gouvernementale. En revanche, ils ont moins à craindre la virulence des détracteurs du projet : leurs protestations ont été étouffées par celles qui entourent la pyramide du Grand Louvre. Et le Palais omnisports de Bercy ne peut plus guère être opposé à l'Opéra de la Bastille. Ou bien ils se sont laissés convaincre par la ténacité, l'efficacité de la mission, d'abord présidée par M. François Bloch-Lainé et maintenant par M. Pierre Viot.

Chacun peut désormais se laisser convaincre par les améliorations apportées au projet du Canadien Carlos Ott. Une maquette à petite échelle, mais extrêmement raffinée, précise dans les détails, rend aujourd'hui compte de cette évolution, pour ceux au moins qui se souviennent de la formule du concours initial, en 1983.

« C'est peut-être toujours un pachyderme, dit Carlos Ott en souriant, mais il sait prendre son bain et bien occuper sa baignoire. » Une étude poussée du projet a en effet permis d'en atténuer considérablement la lourdeur, d'en équilibrer les masses et les lignes par rapport à un quartier a priori peu fait pour recevoir pareil monument. La façade, qui ne pèchait pas par excès de légèreté et avait des allures d'« aquarium », pour reprendre les propos de

l'architecte, a pris une physionomie beaucoup plus noble et dédoublée.

Le jeu des escaliers internes reste souligné mais gommé (au contraire de Beaubourg) par l'opacité de carreaux d'acier dépoli. Le grand arc qui permet à ce bâtiment inclassable de s'aligner sur les événements architecturaux de la place a été retravaillé avec intelligence. De même, les façades sur les rues de Lyon et de Charenton ont été sensiblement améliorées. Finie l'image d'usine un peu simplette qui caractérisait les ateliers : sans perdre une esthétique assez fonctionnelle, ils se sont rapprochés des codes qui régissent l'ensemble du projet. Enfin, les hauteurs, les volumes, ont été mieux hiérarchisés pour aboutir à un ensemble pas franchement discret certes, mais qui n'interdit pas qu'on s'y accoutume par l'espérance, d'ici à 1989.

Espaces et scénographie

Pourquoi, ces améliorations, essentielles, ne sont pas le véritable sujet de l'exposition du Centre Pompidou. C'est une autre maquette qui attirera le public dans les espaces du premier sous-sol. Une maquette vouée à la scénographie, non à l'architecture. En soi, elle n'apporte pas de nouveauté par rapport aux études initiales, commencées en fait dès avant le concours. Elle est simplement faite pour séduire.

Cette grande maquette de plexiglas reproduit — en termes de technique et non d'architecture — la scène du futur opéra et les espaces

de dégagement qui lui sont liés, soit plusieurs fois le volume de la scène. Espaces qui permettent de faire circuler en des temps records des décors construits gigantesques, jusqu'à 400 mètres carrés sur une hauteur de 12 mètres. Ainsi se trouve résolu, d'un point de vue fonctionnel au moins, le problème de la rotation et de la succession des spectacles. Intérêt non secondaire, la salle modulable bénéficie d'un plateau de taille similaire, et en liaison avec les mêmes espaces de dégagement que la salle principale. Aussi, elle pourra prendre le relais pour certaines productions qui se contentent d'un maximum de 1400 places, au lieu de 2700.

La maquette est animée : un « spectacle » de trente minutes évoque quatre journées possibles à l'Opéra-Bastille. Pour faire vrai, on a repris les maquettes de décors présentées ces dernières années à Garnier : la Dame de Pique, la Clémence de Titus, Rigoletto, les Soldats, Faust...

Au mur, les descriptions techniques des deux salles, aussi claires qu'il se peut. Et si l'on s'inquiète de ce que pourrait devenir la salle « modulable » (on se rappelle les polémiques pour Chailiot), on vous montre et on vous explique comment une mécanique, parfaitement rodée dans les usines de stockage par exemple, peut être adaptée au théâtre, et pallier la lenteur des opérations manuelles.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

## LES REPRISES DE CINÉMA

« GÉANT », de George Stevens

### Les petites lunettes de James Dean

N'est-ce pas une bonne idée, quand on est acteur, et quand on sait qu'il n'y a pas de jeu cinématographique sans regard, de se priver de ses beaux yeux clairs, de les ravir dans l'ombre d'un chapeau, puis de les occulter sous de petites lunettes rondes sans transparence ? C'est ce que fait James Dean les trois quarts du temps des trois heures vingt de *Géant*, de George Stevens, son dernier film.

On pourrait croire que cette déposition de sa source d'hyponose principale oblige à surcompenser avec une moue, avec une démarche. Mais non, il laisse son corps tranquille : *rancher*, il ne chahute pas, devenu géant du pétrole, ivre mort, il ne titube pas, au lieu d'un roulis ou d'un chancellement il s'applique plutôt à rester dans un centre de gravité autour duquel sa stature accomplie une impeccable giration. Il continue de jouer avec ses yeux, on ne les voit pas, on n'en discerne même aucune brillance, mais ils agissent intensément, on dirait que cette énergie dissimulée du regard se réverbère sur les agents d'émotion secondaires, la voix, la silhouette, et les échauffe.

Une radiuse décapitade

Il y a comme ça dans *Géant*, tourné en 1955, toutes sortes de paradoxes : priver James Dean de son regard, et Elizabeth Taylor de sa jeunesse et de son sex-appeal en la poussant dans une radiuse décapitade dès le premier tiers du film. C'est précisément cela que raconte le film : à travers la passion des générations, la transformation des

terres et des habitations, la mixtion des races, pris en coupe sur une vingtaine d'années dans un périmètre texan, c'est bien l'essoufflement des rêves, la dégradation des mythes par les technologies.

Si le scénario téléphone à l'avance les informations des épisodes à venir pour les rendre crédibles (le pétrole sourd dans le dialogue avant de sourdre à l'image), il y a dans la mise en scène de George Stevens toutes sortes de déviations, qui convoient l'émotion. Par exemple le retour du jeune garçon mexicain sauvé en bas âge par la philanthropie de l'héroïne et envoyé sur le front comme premier soldat du village, c'est une manchette de journal, avec une photo, qui l'annonce.

On n'a pas le temps de lire la légende et on s'attend à voir débiter le jeune héros (on l'aurait aussi cru mort mais il n'y a rien de funéraire dans la disposition de l'annonce). C'est un fourgon recouvert du drapeau américain qui est immobilisé sur la voie ferrée. Ciel de crépuscule. Un treuil mécanique fait disparaître insensiblement le cerceau dans la fosse : au Texas, les litanees américaines ont même volé leur deuil à la tradition mexicaine. Un peu à l'écart de la procession, un autre garçon mexicain, peut-être le frère du héros, peut-être la prochaine victime, regarde la scène : d'ordinaire on lui fait verser une larme ou durcir ses maxillaires sous l'émotion. Mais celui-là bâille. Il s'ennuie tout simplement.

HERVÉ GUIBERT.

★ Voir les grandes reprises.

## LE PRINTEMPS DU THÉÂTRE

« LE TRIOMPHE DE L'AMOUR »

### La nuit noire des classiques

Vous êtes en vie aujourd'hui, en 1985. Vous entrez dans un théâtre, vous prenez place dans la salle.

Bien sûr la pièce commence, et voici ce que par exemple une comédienne, sur la scène, va vous dire d'une traite (la citation est un peu longue, mais, si nous la coupons, l'exercice sera moins clair) :

« J'occupe une place qu'autrefois Léonidas, frère de mon père, usurpa sur Cléomène son souverain, parce que ce prince, dont il commandait alors les armées, devint, pendant son absence, amoureux de sa maîtresse, et l'enleva. Léonidas, outré de douleur, et cherchant à se venger, comme un furieux, attaqua Cléomène, le prit avec la princesse son épouse, et les enferma tous deux. Au bout de quelques années, Cléomène mourut, aussi bien que la princesse son épouse, qui ne lui survécut que six mois et qui, en mourant, mit au monde un prince qui disparut, et qu'on eut l'adresse de soustraire à Léonidas, qui n'en découvrit jamais la moindre trace, et qui mourut enfin sans enfants, regret du peuple qu'il avait bien gouverné, et qui lui vit tranquillement succéder son frère, à qui je dois la naissance, et au rang de qui j'ai succédé moi-même. »

Question : que comprenez-vous à cela, au vol, même si vous avez d'excellentes oreilles, au moment où ces phrases traversent l'air de la salle ? Réponse : rien.

Il s'agit de la première scène du premier acte de la pièce de Marivaux *Le Triomphe de l'Amour*, et rien que ces quelques lignes montrent à quel point certaines œuvres

anciennes, certains « classiques », peuvent être éloignés de nous, et nous être inaccessibles. C'est là un obstacle essentiel du théâtre, c'est ce qui retient, les publics d'aimer le théâtre comme ils l'aiment le cinéma, qui jamais n'infirme de telles difficultés.

Une pièce « lointaine »

L'art de l'acteur et du metteur en scène est alors, entre mille autres choses, de nous rendre le texte accessible, parfois cela tient presque du miracle, et c'est ce qui a lieu à présent à la Comédie-Française, où cette pièce, *Le Triomphe de l'Amour*, est jouée.

En revanche, dans la mise en scène de Frédéric Klopfer, donnée actuellement au Théâtre du Rond-Point (c'est l'une des manifestations du festival le Printemps du théâtre), la pièce reste lointaine, étrangère à notre conscience d'aujourd'hui. D'excellents acteurs comme Denis Lavant, Daniel Znyk, Saskia Cohen-Tanugi, y perdent même leurs moyens. Seule échappe aux ténèbres la grande comédienne Madeleine Marion, dans le rôle, il est vrai le moins ardu de la pièce, celui d'une demoiselle qui n'a plus de tout ses vingt ans et qui est touchée par l'amour. Avec une science consommée, et très délicate, Madeleine Marion donne une transparence à tout ce qu'elle dit, crée une réalité sensible, et nous fait rappeler que Marivaux a été un grand écrivain.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Rond-Point, 20 h 30.

Le Printemps du théâtre a commencé avec *Le Triomphe de l'Amour*, de Marivaux au Rond-Point, et *Hélène 1927*, de Mona Thomas au Studio des Mathurins. Un classique, un nouvel auteur. Deux spectacles dont se détachent les comédiennes (le Monde du 30 mai).

Il y avait une femme nommée Hélène. Elle menait une vie discrète en Indochine, vivait une passion qui, là-bas, faisait jaser dans le Landerneau des notables. Un jour de 1927, son amant est retourné en France. Elle ne l'a pas suivi, ils se sont écrit.

*Hélène 1927*, de Mona Thomas, qu'Hélène Surgère met en scène et interprète avec Josiane Stoléru aux Mathurins, est un jeu de piste, jalonné de lettres, d'objets, de souvenirs. Une femme détentrice quelques bribes de l'existence d'Hélène, l'interroge, s'interroge, cite des phrases écrites il y a longtemps et que le temps a desséchées, des phrases devenues inutiles comme des clefs sans porte. Mais dans la tête d'Hélène et dans son cœur, les anecdotes reviennent en surface et

entrouvrent les portes, reconstituent une ligne de vie. L'enfance à Angers, la guerre, le mariage, le veuvage, les envies d'évasion, les rêves d'exotisme, l'exotisme au quotidien, plus étouffant encore que le calme de la province angevine.

Une pionnière tranquille

Hélène est une pionnière tranquille. A l'époque, prendre un métier, l'exercer aux colonies, c'était déjà une audace pour une fille de famille bourgeoise. Dans la solitude du dépassement, Hélène a aimé un homme qu'elle estimait trop brillant. Elle a craint de se perdre dans son sillage, a choisi de suivre son bonhomme de chemin bien à elle. Des

années plus tard, souffrantes et bonheurs se reflètent dans le même sourire amusé : le sourire d'Hélène Surgère, un monde secret.

Hélène Surgère apparaît d'abord compacte, répondant à Josiane Stoléru avec la politesse de la dame bien élevée mais qui se protège. Puis, comme l'autre hélic, cherche l'arouchement la précision, elle se livre pas à pas, en oblique, toujours par politesse d'ailleurs. Elle s'anime aux images qui naissent des mois, refuse de s'attendrir sur le gémissement de son personnage, sa fraîcheur intacte et en même temps la distance de l'âge : ni indifférence, ni résignation. Plutôt le détachement de la lucidité. Elle parle de la femme qu'elle a été

comme d'une jeune sœur tendrement aimée.

Face à Josiane Stoléru, fiévreusement attentive, Hélène Surgère, lisse et claire, effleure des électricités anciennes, frôle la mélancolie, s'échappe dans l'humour. Le spectacle, c'est le jeu complexe de deux comédiennes rames. La mise en scène proprement dite est maladroite. On a l'impression qu'Hélène Surgère s'est d'abord inquiétée de faire dire au texte de Mona Thomas les nuances et les méandres d'une antihéroïne attachante, pas si banale, et ça, elle l'a parfaitement réussi.

COLETTE GODARD.

★ Studio des Mathurins, 20 h 45.

## ROCK ET VARIÉTÉS

AU ZÉNITH

### Foreigner, le groupe tranquille

Constance et sérénité, telle pourrait être la devise du groupe anglo-américain Foreigner, à l'affiche du Zénith, avant de poursuivre une tournée de près d'une année qui le mènera à la fin de ce mois, trois jours durant, au Wembley Stadium de Londres.

Foreigner a été fondé à New-York il y a neuf ans par le guitariste et compositeur Mick Jones, ancien musicien accompagnateur de Johnny Hallyday de 1968 à 1970, ancien membre de Spooky Tooth deuxième formule. Le groupe métrolopolite américaine est resté la base du groupe parce que la ville la plus frénétique du monde est aussi la plus inspirante, exhalant une drôle d'énergie qui pousse, bouscule.

Avant la formation de Foreigner, Mick Jones avait émis

une belle série d'expériences et de rencontres, fait le « bœuf » notamment avec Odis Redding et Jimi Hendrix. L'énorme succès commercial du premier album de Foreigner a cependant perturbé Mick Jones et ses complices, et ce n'est que peu à peu, en jouant ensemble « sur la route », que le groupe, ramené de six à quatre musiciens (Jones à la guitare et au synthétiseur, Lou Gramm au chant et aux percussions, Rick Willis à la basse et Dennis Elliot à la batterie), a trouvé sa cohérence sur des bases soul, country et country rock.

Cinq albums (et vingt-cinq millions d'exemplaires vendus) jalonnent l'aventure de Foreigner. Cinq disques enregistrés soigneusement (neuf mois pour chaque

33 tour) à New-York, avec le désir de se renouveler sans trop d'écarts, mais sérieusement, en prenant soin à chaque livraison d'offrir une jolie diversité, du rock au rhythm and blues et aux ballades plus sophistiquées. L'écriture même de Mick Jones a évolué : elle est devenue plus raffinée et a, dans le même temps, recu plus de punch.

Agéni provocateur, le titre du dernier album paru chez Warner-Filipacchi, est à première vue étrange pour ce groupe étrange : en fait, il fait référence à un joueur de base-ball américain des années 20 et 30, surnommé ainsi parce qu'il étonnait tout le monde par ses attitudes et ses habiletés. Foreigner en a fait une chanson.

★ Zénith, 21 heures, les 4, 5 et 6 juin. A Metz le 8.

A L'OLYMPIA

### Soufflets swings par Lubat

Musicien de jazz, compositeur de chœurs et de musique contemporaine, compagnon de Stan Getz, de Michel Portal et de Claude Nougaro, avec qui il a entrepris depuis quelques mois un tour de France en compagnie de Pierre Michelot et de Maurice Vander, Bernard Lubat vit avec la musique, s'y baigne voluptueusement, joue les traditions, les vibrations et les émotions sur un fond de feu d'artifice. Lubat aime le spectacle et les rencontres, assimile naturellement tous les genres.

Entre deux tournées avec Nougaro et avant le festival qu'il

organise chaque mois d'août à Uzeste, dans le Sud-Ouest natal, Bernard Lubat retrouve pour deux jours à l'Olympia sa troupe un peu loufoque, un peu fantasque, toujours swingante, tandis que lui-même, catélysé par l'humour froid, montre ses étonnantes possibilités.

La soirée est placée sous le signe de trois instruments à soufflet : l'accordéon chromatique de Bernard Lubat, l'accordéon diatonique de Marc Perrone, qui fait reprendre par la salle des airs de Van Parys (*C'est un mauvais garçon*), de Trenet et de Piaf, et la bandonion de Juan José Mossa-

lini. Celui-ci, entouré de Gustavo Beyerleiman au piano et de Patrice Caratini à la basse, est de la lignée des grands bandonionnistes, et il propose avec ses deux partenaires et solistes une musique émotionnelle et sophistiquée, moderne, sensuelle et rigoureuse, d'une grande beauté.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Olympia, mardi 4 juin 21 h.

★ Bernard Lubat présente du 9 au 15 juin la deuxième édition d'*Uzeste à Montreuil*, avec la participation d'Eddy Louiss, Marc Perrone ainsi que Frédéric Lodéon, Daria Horvath et Michel Portal qui joueront Bach et Mozart.

ABONNEMENTS 85/86 : 260.94.27

IRCAME

BARENBOIM / BOULEZ  
EUROPE : JEUNES COMPOSITEURS  
KAGEL  
FESTIVAL DE QUATUORS  
SCHOENBERG PLUS...



# CULTURE

## INSTITUT

### Le Grand Prix de l'Académie des sciences morales et politiques à M. Georges Vedel

- Le prix Zerilli-Marimò à M. Jean Boissonnat
- Le prix Ugo Papi-Gaston Leduc à M. Jacques Méraud

L'Académie des sciences morales et politiques décernait en 1984, pour la première fois, son Grand Prix à M. Alfred Sauvy. Cette année, elle l'a donné à M. Georges Vedel pour l'ensemble de son œuvre de juriste, avec le même cérémonial, à la Fondation Dosne-Thiers, devant un parterre de membres de l'Institut, de la plupart de ceux du Conseil constitutionnel, du Conseil économique, et de nombreuses personnalités du monde juridique, financier, économique. Le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, était également présent.

Un prix de 100 000 F... « Si le mérite est pour nous une activité traditionnelle, a déclaré M. Edouard Bonnefous, chancelier de l'Institut, en ouvrant la séance, il est aussi un des moyens les plus concrets et les plus efficaces de plus inscrire dans le monde actuel et de participer à ses mutations. »

Les prix sont une des formes, et le général Fernand Gambiez, président de l'Académie, s'est livré à quelques réflexions sur leur nécessité et leur bon usage. Quant au choix du doyen Georges Vedel, M. Bernard Chenot, secrétaire perpétuel, l'a largement justifié en évoquant son œuvre. « Considérable, elle couvre déjà un demi-siècle et elle continue à se construire sans nos yeux. Le jeune philosophe que vous étiez aussi a commencé, en 1934, à méditer sur la nation de course, mais en replaçant cette notion presque métaphysique et pourtant si féconde, largement analysée par les civilistes, dans le champ plus neuf du droit administratif. Et puis votre œuvre a été vouée au droit public, droit constitutionnel et droit administratif. Elle a été illustrée par des ouvrages et par des cours dont les éditions successives ont suivi de très près les variations d'un temps si riche en mutations, du moins en événements de la IV<sup>e</sup> République à nos jours. »

Cette œuvre s'est élargie à maintes disciplines débordant largement l'étude du droit par les arti-

cles dans les grands journaux nationaux ou régionaux... L'orateur a sans doute fait allusion à la collaboration, occasionnelle mais fréquente, de M. Georges Vedel au *Monde*.

#### Le « Journal de crise » de Jean Boissonnat

Mécénat encore, grâce à deux prix importants dus à la baronne Zerilli Marimò. Celui qui porte le nom de son mari, et destiné à un économiste, couronne l'ouvrage *Journal de crise* (1973-1984) de notre confrère Jean Boissonnat, rédacteur en chef de l'*Exposition*, et M. Pierre Massé, saluant en lui « un guetteur et un éveillé » dont on voit mûrir la pensée au fil des événements, et qui met dès maintenant en lumière deux signes favorables : la démocratie libérale s'affermant malgré la crise économique capitaliste et la réhabilitation de l'entreprise.

#### Le rapport Méraud sur le chômage

Le second prix, créé par la baronne Zerilli Marimò en hommage à la mémoire de Ugo Papi et de Gaston Leduc, est décerné à M. Jacques Méraud pour son rapport présenté en juin dernier, au nom du Conseil économique et social, et qui traite du problème de l'emploi, et par conséquent de celui du chômage.

Selon la longue analyse de M. Robert Marjolin, c'est un rapport d'une parfaite objectivité, utilisant des techniques statistiques éprouvées (M. Méraud est inspecteur général de l'INSEE). Clair dans son démarche intellectuelle, il aboutit à des conclusions auxquelles il est difficile de ne pas souscrire. « Réfutant un certain nombre de préjugés (chômage dû au progrès de l'informatisation, réduction de la durée du travail, etc.), il démontre que l'accroissement de la productivité est au cœur du problème.

# SPECTACLES

## théâtre

### LES SPECTACLES NOUVEAUX

**EXPOSITION, Escapade** (278-46-42), 20 h 30.  
**L'ANIMAL DE L'AUBE, Présent** (203-02-55), 20 h 30.  
**FEYDEAU, COMÉDIES EN UN ACTE, Comédie-Française** (296-10-20), 20 h 30.  
**SCOUTE-MOI, Vauvilliers** (245-45-54), 20 h 30.  
**JARDIN SOUS LA PLUIE, Petit Odéon** (325-70-32), 18 h 30.  
**CHEZ PIERROT, Escapade d'or** (523-15-10), 21 h.  
**ANNIE, BETTIE ET COMPAGNIE, Escapade** (278-46-42), 21 h 45.  
**ICI ON ATTEND, Union** (278-47-74), 20 h 30.  
**LE CID, Versailles, Grand Théâtre** (930-13-42), 21 h.

Spectacles sélectionnés par le Club de Monde des spectacles

#### Les salles subventionnées

**OPÉRA** (742-57-50), 19 h 30 : Un bal masqué.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau, comédies en un acte (Hortense a dit : « Je m'en fous » ; Léonie est en avance ; Feu la mère de Madame).  
**CHAILLOT** (727-81-15) : Grand Théâtre, 20 h 30 : Mille francs de récompense.  
**ODÉON** (325-70-32), 20 h 30 : *Edipos*.  
**PETIT-ODÉON** (325-70-32), 18 h 30 : Jardin sous la pluie.  
**THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (261-19-83) : *Relache*.  
**THÉÂTRE DE LA VILLE** (742-22-77), 20 h 45 : *Becker Beller* ; 18 h 30 : *Jorge Bolet* (piano).

#### Les autres salles

**A DEJAZET** (887-47-34), 20 h 45 : *Le Voyage sans fin*.  
**AMERICAN CENTER** (335-21-50), 21 h : *Relache*.  
**ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU** (208-77-11), 20 h 30 : *Le Sablier*.  
**ARTISTICO-ATHÉVAINS** (379-06-18), 20 h 30 : *Les Amoureux*.  
**ARTS-DEBRETOT** (387-23-23), 21 h : *Doit-on le dire ?*.  
**ATELIER** (606-49-24), 21 h : *En attendant Godot*.  
**ATHÉNÉE** (742-67-27), Salle Louis-Jouvet : 19 h : *Les Violentes*.  
**COMÉDIE DE PARIS** (296-60-24), 21 h : *Tailleur pour dames*.  
**CARTOUCHE** (742-67-27), 21 h : *Le Temple*.  
**COMÉDIE DE PARIS** (328-36-36), 20 h 30 : *Place de Brétigny*.  
**COMÉDIE-CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h : *Reviens dormir à l'élysée*.  
**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-37-21), 20 h 45 : *Locandiera*.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22), 20 h 30 : *Le Baiser d'amour*.  
**COMÉDIE DE PARIS** (280-00-11), 20 h 30 : *Chant pour une planète*.  
**CONFLUENCES** (387-47-38), 20 h 30 : *Le Nouveau Cyprien de Pierre*.  
**DAUNOU** (261-49-14), 21 h : *Le Caudat à l'orange*.  
**DÉCLARCEURS** (236-00-02), 20 h 15 : *Histoires d'amour*.  
**DEUX-HEURES** (606-07-48), 22 h : *Scènes de ménage*.  
**DOX-HUIT THÉÂTRE** (226-47-47), 20 h 30 : *Play Strindberg*.  
**EDEN-THÉÂTRE** (356-64-37) : *La Hémorragie du barbon*.  
**EDOUARD-VII** (742-57-49), 20 h 30 : *Chapitre II*.  
**ÉPIQUE** (724-14-16), 18 h 30 : *Si vous saviez messeurs ; 20 h 30 : La Mariée mise à nu par ses célibataires, même*.  
**ESCALIER D'OR** (523-15-10), 21 h : *Chez Pierrot*.  
**ESPACE-GAÏTÉ** (321-56-03), 20 h 30 : *Shame (la Honte)*.  
**ESPACE KIRON** (375-50-25), 20 h 30 : *Adam et Ève*.  
**ESPACE MARAIS** (584-09-31), 22 h 15 : *Azzurro Info*.  
**ESSAÏON** (278-46-42), 21 h 45 : *Amie Bettie et Cetera* ; 19 h 30 : *La dame est folle ou le billet pour ouille part* ; 20 h 30 : *Exposition*.  
**FONDACTION DEUTSCH DE LA MEURTRE** (254-99-18), 20 h 45 : *Un hiver indien*.  
**FONTAINE** (874-82-34), 20 h 30 : *Triple mât*.  
**GAÏTÉ-MONTMARNASSE** (322-16-18), 20 h 45 : *Love*.  
**HUCHETTE** (336-38-99), 19 h 30 : *Le Cantarique chèque ; 20 h 30 : La Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, la comédie ?*.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h : *Général américain*.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 18 h : *Et si président des meetings aux fleurs ; 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : Les Contes de Chélin*. 18 h : *Journal d'un fou* ; 20 h : *Organe adulte échappé du zoo* ; 21 h 45 : *K. Valentin*.  
**LVS-MONTMARNASSE** (327-88-61), 21 h : *Orléans*.

**MADELEINE** (245-07-09), 20 h 45 : *Les Châli de l'auvergne*.  
**MAJUS-STUART** (508-17-80), 18 h 30 : *Ving-huit moments de la vie d'une femme avec « le mort » ; 20 h 30 : Savage Love*.  
**MARIGNY** (256-04-41), 20 h 30 : *Napoleón, Suite Gavriel* (225-20-74), 21 h : *Tous aux abris*.  
**MATHURINS** (245-90-00), 20 h 45 : *Hélène 1927*.  
**MICHEL** (245-35-02), 21 h 15 : *On dînait au lit*.  
**MICROMÈRE** (742-95-22), 20 h 30 : *Le Bluffeur*.  
**MONTMARNASSE** (320-89-90), 21 h : *Grande salle : Tchekhov Tchekhov*.  
**NOUVEAUTÉS** (770-52-76), 20 h 30 : *Gigi*.  
**ŒUVRE** (874-42-52), 21 h : *Comment devenir une mère juive en dix leçons*.  
**PALAIS-ROYAL** (297-59-81), 20 h 45 : *Le Dindon*.  
**POCHES-MONTMARNASSE** (548-92-97), 20 h 30 : *Ma femme ; 21 h 15 : La Part du rive*.  
**POTINÈRE** (261-44-16), 21 h : *Double foyer*.  
**RENAISSANCE** (208-18-50 - 203-71-39), 20 h 30 : *Ray Blue*.  
**STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (723-36-82), 20 h 45 : *De si tendres liens*.  
**TAI THÉÂTRE D'ESSAI** (278-70-79), 20 h 15 : *Écume des jours* - II. 21 h 15 : *Herculeaux Express*.  
**TEMPIERS** (278-91-15), 20 h 30 : *Dois-on le dire ?*.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), 20 h 15 : *Le Triomphe de l'amour*.  
**THÉÂTRE PRÉSENT** (203-02-55), 20 h 30 : *17 h : l'Animal de l'aube*.  
**TH. DU TEMPS** (355-10-88), 21 h : *Relache*.  
**THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE** (327-09-16), 20 h : *La Nuit et le Moment* ; 22 h : *Relax*.  
**THÉÂTRE DU ROND-POINT** (256-78-80), Grande salle, 20 h 30 : *Le Triomphe de l'amour*. Petite salle, 20 h 30 : *Le Voyage sans fin*.  
**LE TINTAMARRE** (887-33-82), 20 h 15 : *Phébé ; 21 h 30 : L'ère crève*.  
**TOURTOUR** (887-82-48), 18 h 30 : *Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru*.  
**UNION** (278-47-74), 20 h 30 : *Idi on ailleurs*.  
**VARIÉTÉS** (233-09-92), 20 h 45 : *N'écoutez pas mesdames*.  
**VINGT-HEURES** (245-45-54), 20 h 30 : *Écoute-moi*.

#### Les cafés-théâtres

**AU REC FIN** (296-29-35), 20 h 30 : *Chants d'élus ; 21 h 30 : Baby or not to baby ; 22 h 30 : Crazy cocktail*.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-15-84), 20 h 15 : *Arrouh = MC2 ; 21 h 30 : Les Démons Loulou ; 22 h 30 : Les Sacré Moustache*.  
**CHATEAU** (21 h 30 : *Savez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fia de siècle*.  
**BOURVIL** (373-47-84), 21 h 15 : *Y'en a mar... ez vous ?*.  
**CAFÉ D'EDGAR** (320-85-11) (D.), 20 h 15 : *Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manger l'homme ; 22 h 30 : Ordes de secours*. 20 h 15 : *Ca balance pas mal ; 21 h 30 : Le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes*.  
**CAFÉ D'EDGAR** (320-85-11) (D.), 20 h 15 : *Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manger l'homme ; 22 h 30 : Ordes de secours*. 20 h 15 : *Ca balance pas mal ; 21 h 30 : Le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes*.  
**CAFÉ D'EDGAR** (320-85-11) (D.), 20 h 15 : *Tiens voilà deux bouillottes ; 21 h 30 : Manger l'homme ; 22 h 30 : Ordes de secours*. 20 h 15 : *Ca balance pas mal ; 21 h 30 : Le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes*.

#### Les concerts

**Salle Carreau**, 20 h 30 : C. Thibon (Mozart, Chopin, Schumann).  
**Luxembourg**, 20 h : A. Villa (Haydn, Beethoven, Brahms).  
**Théâtre 3 sur 4**, 18 h 30 : Bach et son temps.  
**Radio-France, Auditorium 106**, 18 h 30 : Trio à cordes de Paris (Bach, Lécroix, Harrold).  
**Théâtre des Champs-Élysées**, 20 h 30 : G. Kremer, V. Afanassiev (Brahms, Chostakovich, Rochberg).  
**Centre Beethoven**, 20 h 30 : E. Berthod, C. Cantin, M. Siff, F. Leroux, F. Chidat (Poulenc, Milhaud, Mozart).

**Le Monde Informations Spectacles**  
**281 26 20**  
 Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés.  
 Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

#### Mardi 4 juin

**CAFÉ DE LA GARE** (549-27-78), 22 h : *Riez, riez, profitez-en*.  
**PETIT CASINO** (278-36-50), 21 h : *Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Des grains de dans la crasse fraîche*.  
**POINT-VIRGULE** (278-67-03), 20 h 15 : *Moi je crève, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips ; 22 h 30 : Napoléon Academy*.  
**SENTER DES HALLES** (236-37-27), 20 h : *Les deux sont tombés sur la scène ; 21 h 30 : Pas de veine pour Dracula*.  
**SPLENDID ST-MARTIN** (208-21-93), 21 h : *Nuit d'ivresse*.

#### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h : *La Gauche mal à droite*.  
**DEUX ANES** (606-10-26), 21 h : *Les zéros sont fatigués*.

#### La danse

**CAFÉ DE LA DANSE** (357-05-35), 20 h 30 : *Le Livre des sept sœurs*.  
**PALAIS DES CONGRÈS** (266-20-75), 20 h 30 : *Carmen*.

#### Opéra

**PALAIS OMNISPORTS DE BERCY** (342-01-23), 20 h : *Turandot*.

#### Le music-hall

**CAVEAU DES OUBLIETTES** (354-94-97), 21 h : *Chansons françaises*.  
**CYMNASE** (246-79-79), 21 h : *Thierry*.  
**Le Lézard**.  
**LUXEMBOURG** (544-57-34), 21 h 30 : *S. Vargues*.  
**MAISON DES CULTURES DU MONDE** (544-72-30), 21 h : *Silkim Kni*.  
**OLYMPIA** (742-25-49), 20 h 30 : *D. Gai-chard*.  
**PALAIS DES SPORTS** (828-40-90), 20 h 30 : *Brazil en fête*.  
**LA TANIÈRE** (337-74-39), 21 h 20 h 45 : *J. Bista Broeze*.  
**TROU NOIR** (578-84-29), 21 h : *M. Mogenet + Sœur Carpe*.

#### Les concerts

**Salle Carreau**, 20 h 30 : C. Thibon (Mozart, Chopin, Schumann).  
**Luxembourg**, 20 h : A. Villa (Haydn, Beethoven, Brahms).  
**Théâtre 3 sur 4**, 18 h 30 : Bach et son temps.  
**Radio-France, Auditorium 106**, 18 h 30 : Trio à cordes de Paris (Bach, Lécroix, Harrold).  
**Théâtre des Champs-Élysées**, 20 h 30 : G. Kremer, V. Afanassiev (Brahms, Chostakovich, Rochberg).  
**Centre Beethoven**, 20 h 30 : E. Berthod, C. Cantin, M. Siff, F. Leroux, F. Chidat (Poulenc, Milhaud, Mozart).

**MÉCÉNAT D'ENTREPRISE 2<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL 6-7-8 JUIN 1985**

PROGRAMME DU 2<sup>e</sup> FESTIVAL DU MÉCÉNAT D'ENTREPRISE Vendredi 6 et Samedi 7 JUIN MAISON DE LA CHIMIE 28 rue Saint-Denis 75001 PARIS

**VENDREDI 6 JUIN**

18h00 CASINO PARADE : Émission en public, diffusée en direct par R.T.L. avec Robert CHARLEBOIS

19h00 LES PETITS CHANTEURS DE PARIS au programme : BACH, ROSSINI, SCHUBERT Spectacle proposé par HENRIEL

20h15 PROJECTION de deux longs métrages : *LA FEMME ET LE PANTIN* de STEINBERG avec Marlene DIETRICH

20h30 LA FONDATION YEHU MEYERSON présente un concert classique (jazz, avec : le trio ANTOINE HERVE - Pascal LE CORRE (piano) - le trio HENRI

**SAMEDI 7 JUIN**

19h00 "MANIPULATIONS" spectacle de marionnettes de la Compagnie Alain RECONG, présenté par la Société RICARD

20h15 LA FONDATION KODAK-PATHE présente une sélection de films des Princes LUMIERE, sous l'autorité de la reconstitution de la tombe de Semler (galerie égyptienne)

20h30 SEKTUOR de l'Orchestre National de France BRAHMS : Serenata n° 1 OPUS 18 SCHUBERT : La nuit tranquille Spectacle proposé par l'Action Musicale PHILIP-AUDIS et RADIO FRANCE

**POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS** O.L.P. - Tél. 255.84.58 ADMICAL - Tél. 255.65.61

116, rue La Boétie - 75008 Paris Tél. : 225.88.53

**ODEON THEATRE NATIONAL** du 28 mai au 23 juin location ouverte

**CEDIPE ROI** Sophocle Traduction de Jean et Mayotte BOLLACK mise en scène ALAIN MILIANTI avec Jean-Pierre Agazur - Christian Blanc Alain Halle-Halle - Philippe Peltier - André Wilms

**ORCHESTRE DE L'ILE DE FRANCE** DIRECTEUR JACQUES MERCIER

**BACH-WEBERN** Fugue Ricercare de l'Offrande Musicale

**BERG** Concerto pour violon "à la mémoire d'un ange"

**MAHLER** Adagio de la X<sup>e</sup> Symphonie

**J. STRAUSS** Légendes de la Forêt Viennoise

DIRECTION JACQUES MERCIER

**PIERRE AMOYAL** VIOLON

Jeudi 10 juin 20 h 30 SAINT-DENIS  
 vendredi 11 juin 20 h 30 LE VESINET  
 samedi 12 juin 20 h 45 GENNEVILLIERS  
 dimanche 13 juin 20 h 30 ISSY-LES-MOULINEAUX

Théâtre Gérard Philipe  
 Centre Arts et Loisirs  
 Salle des Fêtes  
 Théâtre Municipal

DANS LE CADRE DU FESTIVAL DE SAINT-DENIS

**CONCERTS** Radio France

**NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE**

GRAND AUDITORIUM Samedi 6 juin, 20 h 30

ENSEMBLE INSTRUMENTAL J. BERNARD, harpe R. ANDA, piano et Romain ZILLMANN J.-J. WEHNER - J. FONTVILLON F. BARRIÈRE - B. JALAS

TH. CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 10 juin, 20 h 30

Dr. Leopold HAGER J. Puyot, F. Dautembert Chœurs de Radio France MENDELSSOHN « Symphonie Lobpreisung »

**ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE**

TH. CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 7 juin, 20 h 30

a. Soji OZAWA Martha ARGERICH, piano BERLIOZ - TCHAIKOVSKY BEETHOVEN

**PRESTIGE DE LA MUSIQUE**

SALLE PLEYEL Vendredi 7 juin, 20 h 30

ENSEMBLE INSTRUMENTAL de R. FROBECK de BURGOS Alicia de LABRACHA, piano GLUCK - SCHUMANN - DEBussy FRLA

**MUSIQUES TRADITIONNELLES**

GRAND AUDITORIUM Samedi 8 juin, 20 h 30

CARTE FLAMENCO CURRO MALENA, chant PEDRO BACAN, guitare

Auditorium 106 - 20 h 30 Mercredi 11 juin, 20 h 30

Tziganes de Roumanie

**CYCLE ACROUSTIQUE**

GRAND AUDITORIUM Samedi 10 juin, 20 h 30

18h30: Xosé GARCIA Ricardo BARDOLIN 20h30: Ivo MALEC Jean-Charles RUSSET

TH. CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 11 juin, 20 h 30

Maria FRANK-MISSIRE/ARSENIA Alexis WEISSBERG, piano BACH

GRAND AUDITORIUM Mercredi 12 juin, 20 h 30

Quatuor VIA NOVA MAGNARD - SCHUBERT

Location : RADIO FRANCE, salles et agences

**BALLET ANTONIO GADES 4 - 30 JUIN 1985**

Pour la première fois au PALAIS DES CONGRÈS LOCATION 266.20.75

**Carmen et suite flamenca**

**cinéma**

**THEATRE DE LA VILLE** 18h30

**Jorge Bolet** maître de piano

**LA PETITE DU GRAND MONTA**

**CHATELAIN TCHERK**

**DUCK**

722.81.90 - 722.77.80

150 من الأمل







# RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 4 juin

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : la Saison au Léopold.  
D'après le roman de François Mauriac. Adapt. F. Veray, réal. A. Michel, avec N. Juvet, M. Caccia, F. Le Person. (Redif.)  
Jean se sent laid, insignifiant, d'avance à l'égard des autres. Jusqu'au jour où il se rend au village de la famille de son père, le mariage ne fera qu'accentuer le dégoût instinctif de Jean. L'univers sombre et tourmenté de la bourgeoisie française, inspiré d'un grand roman de François Mauriac.

22 h 15 Documentaire : Destination Cap-Vert.  
Neuf îles perdues dans l'océan Atlantique à 500 kilomètres du Sénégal. Fabrice Rauleau, porteur de l'île de Santo-Antão, aborde la réalité quotidienne, interroge ses habitants. Charnes et séductions de la vie insulaire.

23 h 5 International de tennis de Roland-Garros.  
Résumé de la journée.

23 h 20 Journal.

23 h 35 C'est à l'air.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Les dossiers de l'écran : l'Amour nu.  
Film français de Y. Bellon (1981), avec M. Jobert, J.-M. Falon, Z. Letic, G. Rouquier.  
Une jeune femme, atteinte d'un cancer du sein et devant subir une opération, cache sa maladie à l'homme qu'elle aime de crainte d'être délaissée à ses yeux. Yannick Bellon a réussi à dramatiser la banalité d'une certaine forme de cancer (maintenant guérissable) mais a dérivé dans une sentimentalité trop édifiante. On aime l'interprétation de Marlène Jobert.

22 h 15 D'abord : Le cancer, où en est-on ?  
Avec les professeurs Léon Schwartzberg, Lucien Israël, cancérologues, Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy (Villejuif), Dominique Stelin, directeur du laboratoire d'oncologie moléculaire de l'Institut Pasteur de Lille, et M<sup>me</sup> Nadia Gomez, qui a eu un cancer du foie il y a sept ans.

23 h 15 Journal.

23 h 40 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Bons pour le service.  
Film américain de W. W. Horne (1935), avec Laurel et Hardy, A. Grey, D. Torrence (N.).

Stan et Oliver, évadés de prison, se retrouvent en Ecosse où ils recueillent un héritage mérité. Puis ils s'engagent, par hasard, dans l'armée des Indes, où ils portent le kilt. Célèbre comédie burlesque en deux parties, dont la deuxième est une parodie des Trois Lanciers du Bengale.

21 h 55 Journal.

22 h 25 Bleu outre-mer.  
Emission de la Radio-Télévision française d'outre-mer. Vie des Indiens Wayapi et Wayana en Guyane française. Reportage J.-P. Soussigne et E. Figeolet.

23 h 15 Série : De la fumée sans feu.  
A l'occasion des Journées des droits de l'homme.

23 h 5 Prélude à la nuit.

## FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h, Série documentaire : les médias peintres ; 17 h 14, Woody Woodpecker ; 17 h 20, Les Secrets de la mer Rouge ; 17 h 46, Court métrage ; 17 h 54, Au nom de l'amour, de Pierre Bellemare ; 18 h 56, Atout pic ; 19 h, La folie des bêtes ; 19 h 15, Informations.

## CANAL PLUS

19 h 55, Football : PSG-Toulouse (demi-finale Coupe de France) ; 21 h 50, Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ, film de J. Yanne ; 22 h 30, Pinot, simple flic, film de G. Jugnot ; 0 h 55, Mississippi Blues, film de B. Tavernier et R. Parrish ; 2 h 30, Aventure sur les grands fleuves (le Murray, en Australie).

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire.  
21 h, Entretiens avec... Raoul Utac.  
21 h 30 Diagonales, l'actualité de la chanson française et étrangère.  
22 h 30 Nuits magiques : John Hassel.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct des Champs-Élysées) : Sonate pour violon et piano n° 2 en la majeur, de Brahms ; Sonate pour violon et piano, de Chostakovich. Entracte.  
Caprice-variations, de Robert Schumann ; Sonate pour violon et piano n° 3 en ré mineur, de Brahms, par Gidon Kremer, violon, et Valéry Afanassiev, piano.

22 h 30 Les soirées de France-Musique : feuilleton « l'art de Marianne Oswald » ; à 23 h 5 Jazz club (en direct du Petit Opéra).

Mercredi 5 juin

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 30 ANTOINE 1.  
9 h La Une chez vous.  
9 h 15 Vitamine.  
9 h 50 Téléfilm : Le train de la chance (2<sup>e</sup> partie). De M. Lampell, réal. W. A. Graham.  
Une femme avec un groupe d'enfants, à destination de l'ouest des États-Unis.

11 h International de tennis à Roland-Garros (et à 14 h).

13 h Journal.

13 h 50 Rendez-vous des champions.  
18 h 20 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 35 Série : Casse-couilles.  
19 h 10 Jeu : Anagramme.  
19 h 20 Loto sportif.  
19 h 40 Feuilleton : Les Bargeots.  
19 h 55 Tirage du Tac-o-Tac.  
20 h Journal.

20 h 35 Tirage du Loto.  
20 h 40 Série : Dallas.  
Suite des aventures et mésaventures du ténébreux J. R.

19 h 30 International de tennis à Roland-Garros.  
Résumé de la journée.

21 h 45 Série : L'histoire secrète du pétrole.  
Emission de J.-M. Chartier.  
N° 4 : Le temps des premiers craquements : 5 août 1941, les Russes et les Anglais envahissent l'Iran. Les Anglais reprennent le contrôle des installations de l'Anglo-Persian Oil Company. Suite des grandes mésaventures de l'or noir. Un documentaire sérieux, presque trop.

22 h 30 Côté d'amour.  
Emission de G. Foucault et L. Toitot.  
Maze, Nick Heyward, Go West, Grazziella.

23 h 30 Journal.

23 h 45 C'est à l'air.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télé-matin.  
10 h Récré A 2.  
12 h Journal et météo.  
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.  
12 h 45 Journal.  
13 h 30 Feuilleton : Des lauriers pour Lila.  
13 h 45 Cinéma : Houle-Houle.  
Film français de R. Darène (1958), avec F. Raynaud, R. Giannuzzi, G. Rivière, M. Flor (redif.).  
Un petit instituteur français muté par erreur à Tahiti connaît pas mal de mésaventures. Le plus affligeant, le plus stupide - mais ce n'est pas la faute de l'instituteur - des films dans lesquels tournait Fernand Raynaud.

15 h 15 Récré A 2.  
16 h 55 Micro Kid.  
17 h 30 Les carnets de l'aventure.  
18 h Super Platin.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 La théâtre de Boulevard.  
20 h Journal.

20 h 35 Téléfilm : Ganga Maya.  
De L. Segarra, avec G. Grégoire, G. Dhar, Harbit.  
La confrontation d'un Occidental à l'Inde millénaire, au cours d'un trajet initiatique sur le Gange. Un beau film, lent, qui se déplace comme une longue mélodie.

22 h 15 Magazine : Cinéma cinémas.  
De A. Andreu, M. Boujot et C. Ventura.  
Portrait de Josef von Sternberg, interview d'André de Toth, Festival de Cannes 85, rencontre avec Jean Poiret, la lettre d'un cinéaste : Chantal Akerman. Le magazine de luxe du cinéma.

23 h 10 Histoire courtes d'animation.  
A l'occasion du Festival d'Annecy : A Saker (Hongrie), Hella (Etats-Unis).

23 h 25 Journal.

23 h 50 Bonsoir les clips.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17 h Télévision régionale.  
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.  
20 h 5 Les Jeux.  
20 h 35 Cadence 3 : Ring parade.  
Emission de Lela Milici et Guy Luy.  
Avec Pierre Bachelet, Patrick Sébastien, Dalida.

22 h 5 Journal.

22 h 25 Téléfilm : Terre classée.  
De H. Pichon du Lys, réal. J. Cornet, avec J. Franval.  
Deux agriculteurs envisagent d'étendre leurs cultures en demandant à leur voisin, homme âgé, les quelques hectares de terre nécessaires à la rentabilité de leur exploitation. Une petite fresque paysanne à la manière de Giono.

23 h 20 Série : De la fumée sans feu.  
23 h 30 Prélude à la nuit.

## CANAL PLUS

7 h, 7/9 : 9 h, Cabou Cadin (et à 13 h 35) ; 11 h 5, Pinot, simple flic, film de G. Jugnot ; 12 h 40, Superstars ; 13 h 5, Rue Carot (et à 17 h 25) ; 14 h 45, Téléfilm : le Duel des héros ; 16 h 30, la Romance de Betty Boop ; 16 h 55, Série : l'Hôtel en folie ; 18 h, Jeu : 4C4 ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achève ; 20 h 5, Top 50 ; 21 h, le Commando de sa Majesté, film de A. McLaglen ; 23 h, Carnage, film de C. Saura ; 0 h 45, Erendira, film de R. Guerra.

## FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture : 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Sois sage, ô ma douleur ; (et à 10 h 50 : le sieste d'Alexandra David Neel) ; 9 h 5, Matinée : la science et les hommes ; les arts et les sciences ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 18, Le livre, ouverture sur la vie. - Ce que disent les comtes, de Luda Schmitz ; 11 h 30, Feuilleton : Victor Hugo, celui qui pense à autre chose ; 12 h, Panorama : Entretien avec Pascal Bruckner ; 13 h 40, Avant-première : le Festival du Marais ; 14 h, Un livre, des voix : Lincoln, de Gore Vidal ; 14 h 30, Passage du samedi (redif. de l'émission du 1<sup>er</sup> juin) ; 15 h 30, Lettres ouvertes, magazine littéraire ; 17 h 10, Le pays d'adieu, direct de Poitiers ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : la mycologie, une science en plein essor ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Gerhard Lechner.  
20 h 30 Le Collège international de philosophie.  
21 h 30 Paléontologie : perspectives du vingtième siècle.  
L'Europe franco-italienne, « Analyses et controverses ».  
22 h 30 Nuits magiques : ballades roumaines.

## FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique : Jean-Marie Loeclair ; 7 h 10, L'imprévu : 9 h 8, Le maître des musiciens : Dimitri Chostakovich ; 12 h 5, Le temps des jazz : Feuilleton « le souvenir de Billy Higgins » ; 12 h 30, Concert : œuvres d'Enesco, Rachmaninov, Prokofiev par l'Orchestre national de France, dir. L. Foster, sol. V. Ashkenazy ; 14 h 2, Jeunes solistes : œuvres de Mozart, Prokofiev, Ysaÿe, Chaynes, Paganini par S. Tran Ngoc, violon et A. Arnaud, piano ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : l'ornementation de Bach à Mozart (clavessin, piano) ; à 16 h 30 la musique religieuse de Rachmaninov ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Où j'en suis ? ; 19 h 15, Spirales, magazine de la musique contemporaine ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti par Scott Ross ; 20 h 15, Avant-concert.  
20 h 30 Concert : Sonate en tria en sol majeur, de Bach ; Thème et variations, de Lohé ; Phalène, d'Ibarredo ; Quintette à cordes en mi bémol majeur, de Mozart, par le Trio à cordes de Paris.  
22 h 30 Les soirées de France-Musique : Feuilleton « l'art de Marianne Oswald » ; à 23 h 5 l'Anne du Nord et ses légendes.

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERcredi 5 JUIN  
- M. Yvon Gattaz, président du CNPF, est l'invité de l'émission « Parlons vrai », sur Europe 1, à 8 h 15.

# COMMUNICATION

LES NOUVELLES TÉLÉVISIONS

## La CLT veut le satellite et le réseau hertzien

M. Jacques Rigaud a pris date. Dans le grand remue-ménage autour du rapport Bredin sur les télévisions privées, le PDG de RTL et administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), n'est exprimé pour la première fois publiquement en qualité de responsable de la CLT. Il a confirmé, lundi 3 juin, au cours d'une conférence de presse, la candidature de celle-ci à l'exploitation de

deux canaux, l'un francophone et l'autre germanophone, sur le système français de satellites de télédiffusion directe.

Cette priorité au satellite est une position constante de la CLT, conforme, ainsi que l'a rappelé M. Rigaud, au cadre de la déclaration franco-luxembourgeoise du 26 octobre 1984, toujours « valable » à ses yeux.

Mais la rentabilité des chaînes par satellite ne sera pas atteinte avant plusieurs années : le PDG de RTL a donc confirmé la « candidature préalable » de la CLT pour la diffusion en réseau national hertzien classique de RTL Télévision dès 1985. Concurrence oblige, cette diffusion qui seront prises à la suite du rapport Bredin. Elle inclurait des « fenêtres » régionales et « accepterait le principe d'une association avec des partenaires ». A une seule condition, toutefois, a déclaré M. Rigaud : que la CLT soit assurée d'obtenir l'exclusivité de l'exploitation publicitaire sur TDF 1, comme la déclaration commune franco-luxembourgeoise l'avait envisagé.

La stratégie de la CLT est simple : elle est prête à entrer dans une négociation « concrète » dans le cadre défini par le rapport Bredin - dont elle juge pourtant l'ensemble des normes et contraintes préconisées « exagérément lourdes », - mais elle ne le fera qu'« en tenant compte de la priorité du satellite », car, a affirmé M. Rigaud, la CLT « n'impose pas ses priorités ». En est-il de même du gouvernement ? M. Rigaud n'en est pas sûr.

Tout en reconnaissant « l'effort d'analyse et de clarification » opéré par M. Jean-Denis Bredin, le PDG de RTL a déclaré, sans ambages, qu'il croyait impossible de lancer de nouvelles chaînes de télévision privées en France aux conditions que fixe ce rapport. Mais son principal grief porte sur la manière dont y est présentée l'installation des satellites qu'« n'apparaissent que comme une procédure de complément par rapport à la voie royale des télévisions hertziennes ».

Il y a donc bico là, selon lui, « comme une inversion des priorités », après la confirmation du programme de satellites TDF 1-TDF 2.

Rappelant, à ce propos, l'avis du Conseil national de la communication audiovisuelle soutenant l'idée qu'« en aucun cas » l'ouverture des ondes hertziennes à des firmes privées ne doit entraîner un ralentissement du plan du câble et des installations satellites, M. Rigaud a déploré que soit « passés sous silence » un certain nombre de projets allant dans ce sens.

## Pas de « vocation de secouriste »

L'attribution de deux canaux à la CLT est de ceux-ci. Or, estime M. Rigaud, il n'est pas concevable que la parole de la France puisse être remise en cause sur ce sujet. Il est même, selon lui, urgent que les négociations - interrompues en novembre dernier entre les deux gouvernements - reprennent dans des délais très brefs.

La CLT, en tout cas, est bien décidée, a-t-il affirmé, à « utiliser tous ses atouts pour faire valoir ses droits ». Cela pourrait-il aller jusqu'à un refus de la CLT de « monter » sur TDF 1 ? « Tel serait le cas », a répondu M. Rigaud, si devait se prolonger davantage le retard dans les négociations sur l'installation des satellites.

M. Rigaud a aussi sévèrement critiqué l'idée avancée dans le rapport Bredin selon laquelle des ressources publicitaires venant d'autres pays ou d'un marché européen global pourraient « alder » les deux futurs grands réseaux privés éventuels à accéder à une diffusion vraiment nationale. « Tous les spécialistes, a-t-il fait remarquer, savent que dans les quinze ans à venir de telles ressources seront marginales, pour ne pas dire théoriques ». Le P-D G de RTL a regretté de constater que tout se passait « comme si la politi-

que de développement de la communication audiovisuelle engagée conjointement depuis 1979 et plus encore depuis 1981 par les gouvernements de la France - qu'il s'agisse du service public, de Canal Plus, du câble et du satellite - était, désormais, subordonnée tout entière à une nouvelle priorité : deux réseaux de télévision hertzienne classiques et des télévisions régionales ».

Les difficultés financières de Canal Plus et l'aide que la CLT pourrait lui apporter ont également été abordées au cours de la conférence de presse. M. Rigaud a catégoriquement démenti l'existence de négociations en cours avec Canal Plus, se contentant de dire qu'on en était uniquement au stade d'un « dialogue ». La CLT, a-t-il déclaré, n'a pas une « vocation de secouriste », et, si elle devait agir, elle « ne le ferait que dans le sens de ses intérêts ». Il a fait toutefois remarquer que l'« intérêt » de la CLT était que Canal Plus gagne son pari de chaîne payante.

Qu'arriverait-il si tel n'était pas le cas ? M. Rigaud a émis trois hypothèses de « pure rhétorique » : le gouvernement pourrait, par exemple, décider d'arrêter la quatrième chaîne. On pourrait encore envisager que Canal Plus soit contraint d'être entièrement crypté, ce qui, selon M. Rigaud, « ne serait sans doute pas du goût de M. André Rousselet », le PDG de la chaîne. La troisième possibilité serait de maintenir la formule actuelle avec des aménagements, par exemple en partageant le temps d'antenne. C'est là, apparemment, que la CLT entretrait dans le jeu. Sous forme de partenariat ? L'hypothèse n'est pas à rejeter, mais à la condition, semble-t-il, que la Compagnie luxembourgeoise soit le chef de file.

ANITA RIND.

## Préavis de grève dans les stations locales de Radio France

Deux préavis de grève de vingt-quatre heures ont été déposés à Radio France pour le jeudi 6 juin, à propos de la situation des radios locales du service public. Le premier émane du SURT-CFDT (Syndicat unifié de radio-télévision CFDT) et du SNRT-CGT (Syndicat national de radio-télévision CGT) qui appellent les personnels des radios de province (une cinquantaine) à cesser le travail à partir de 0 heure.

Is dénoncent « la volonté de la direction d'éliminer tous les producteurs et animateurs sous contrat à durée indéterminée » et protestent contre « la pratique consistant à proposer des conditions de rémunérations inacceptables : plus de travail pour un salaire diminué ». Ils s'inquiètent aussi de l'avenir de la décentralisation face aux « difficultés de recouvrement de la rede-

vance qui représente 90 % du budget de Radio France ».

Le deuxième préavis, déposé par le SNJ (Syndicat national des journalistes), la CFDT et la CGT, appelle les journalistes à faire grève pour protester contre « l'insuffisance des effectifs » en région, et « la non-application de la convention collective ». Ces deux préavis font suite à des mouvements de débrayage en cours à Strasbourg et à Marseille à propos des effectifs et des rémunérations.

Au cours d'un conseil d'administration de la chaîne, le 28 mai, le président de Radio France, M. Jean-Noël Jeanneney, avait fait état de difficultés de recouvrement de la redevance, susceptibles de diminuer les recettes prévues dans le budget 1985 de la société. Il devait recevoir les syndicats le mardi 4 juin, dans l'après-midi.

« Cocoricococoy » 100 much.  
- Organisé pour la deuxième année consécutive à l'occasion de la Foire de Paris, entre le 27 avril et le 5 mai, le référendum de l'Agence-conseil R2P sur la télévision et les spots publicitaires a rassemblé 75 000 bulletins de vote.

Les visiteurs de la Foire étaient invités à choisir entre les douze émissions de télévision dont les bandes-annonces étaient diffusées en permanence à la Porte de Versailles et quinze spots de publicité. Les palmarès a été le suivant : Télévision : 1<sup>er</sup> prix : « Cocoricococoy » (TF1) ; 2<sup>e</sup> prix : « Mardi-Cinéma » (A2) ; 3<sup>e</sup> prix : « Champs-Élysées » (A2). Publicité : 1<sup>er</sup> prix : « Visa GTI » ; 2<sup>e</sup> prix : « Hollywood Cheviog-Gum » ; 3<sup>e</sup> prix : « Mokamba ».

Le Monde  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE ÉDITION  
INTERNATIONALE  
spécialement destinée à nos lecteurs  
résidents à l'étranger  
Exemplaires spécimens sur demande

- Est-il analyste, philosophe ou militant révolutionnaire ? Est-il l'ami de Lacan ou celui de Deleuze ? Réponse dans l'Autre Journal.
- Elles parlent de l'usine et des camps. L'une est juive. L'autre... c'est Marguerite Duras. Leur dialogue dans l'Autre Journal.
- Deux frères qui ont fait les fous ensemble. Deux génies. Grâce à eux Godard et Coppola n'écrivent pas. ils tournent. Leur histoire dans l'Autre Journal.
- Dieu créa l'homme. puis la femme. puis un jeu. Depuis on ne s'ennuie plus. L'homme c'était l'ancêtre de Mac Enroe. Le jeu... c'était le tennis.
- Deux tiers du monde c'est le Tiers Monde. Yves Lacoste rappelle cette vérité ainsi que beaucoup d'autres.
- C'est le représentant de toutes ces minorités bavardes qui forment la majorité silencieuse. l'immigré Michel Colucci — Coluche, quoi.
- Drôle de conversation. C'est la nôtre. Celle de l'Autre Journal.

Le numéro 5 est en vente

l'Autre Journal

**SERRAULT-COLUCHE**  
**YANNE** 21h50: "Deux heures moins le quart avant Jésus Christ". Ah... Si vous étiez abonné!

**OFFRE SPECIALE VACANCES** Du 3 au 30 Juin, pour tout abonnement d'un an, le 13<sup>e</sup> mois vous est offert!

1350 من الأصل







## annonces associations

### Convocation

L'ASSOCIATION ZEN INTERNATIONALE organise une conférence sur le thème « Zen et médecine » avec le docteur Patrick Motta, médecin et acupuncteur, le jeudi 6 juin 1985 à 19 h 30.

Centre Zen International, 17, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris - Tél. : 580-10-00 - Métro Corvisart.

Participation au frais : 25 F.

### Sessions et stages

ANGLAIS-FRANÇAIS ESPAGNOL-RUSSE apprentissage efficace rapide, joyeux, par la suggestion et la répétition.

transpasse - Tél. : 226-22-64.

• Prix de la ligne 30 TTC (28 lignes, lettres ou signaux).  
• Valable mentionner l'année et le numéro d'inscription au L.O.  
• Chèque libellé à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi matin à Régie-Presses LMA, 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

### AEPEL

Ateliers d'écriture proposés : week-ends de sensibilisation, stages intensifs, ateliers hebdomadaires. A titre individuel ou formation permanente. Documentation écrite AEPEL, service O-88, bd Port-Royal, 75006 PARIS.

Séjours linguistiques Anglisme - Jeunes et adultes. Tél. : 11 849-35-11.

Auvergne - Yverdon d'aventure, brute, naturelle. Stage ados. Informations - 833000000 - 15 jours 2 000 F - 07-08. Rabais carte Jeunes C.J. et E.D.F.

ASTRAP - 3, rue Pierre-Curie, 83000 Clermont-Ferrand.

EIEC VOYAGE INSOLITE RUSSIE Caravanes et colonies - Moscou - Irkoutsk - Rostov - Vladivostok - Novosibirsk - Leningrad 18/8-1/9 - 7 470 F - Tél. : 634-27-36

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente sur saisie immobilière et/ou enchère, au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 20 JUIN 1985, à 14 heures

**UN APPARTEMENT - 6, rue D'ALENÇON à PARIS (15<sup>e</sup>)**

M. à P. : 250 000 F - S'adr. M<sup>re</sup> GUY BOUDRIOT

avec à Paris (9<sup>e</sup>) - 55, bd Malesherbes - Tél. : 522-04-36.

Sur les lieux pour visiter, le 19 JUIN 1985 de 13 à 14 heures

Vente Palais de Justice Paris, jeudi 20 juin 1985 - 14 h

**LOCAL COMMERCIAL et APPART. PARIS (18<sup>e</sup>)**

Boutique, bureau, sous-sol. L'appart. au 1<sup>er</sup> étage. Ent. : 4 pièces, Cuisine S. de B. Grenier. Chambre ad-jacent, et 18, rue

**27, rue LAGHOVAT LEON**

M. à P. : 300 000 F - S'adr. M<sup>re</sup> ABADIE

Avocat Paris (4<sup>e</sup>), 23, bd Henri-IV, Tél. : 272-07-41 av. 16 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 20 JUIN 1985, à 14 heures - UN LOT

de 5 P.P. situé au Niveau +12, formant le lot 38 de la copropriété - UNE CAVE au Niveau +1, formant le lot 385 de la copropriété

**MISE A PRIX : 1 500 000 F.**

S'adr. à M<sup>re</sup> Jacques-Hubert GAHNASSIA, avocat au Barreau de Paris, 5, rue Marguerite, PARIS (17<sup>e</sup>) - Tél. : 227-11-36

Vente au Palais de Justice de Paris, Jeudi 20 juin 1985, à 14 h

**UN STUDIO - 131, RUE DE FLANDRE - PARIS (19<sup>e</sup>)**

79 à 89, rue de l'Ourcq - 58 à 74, rue Archereau dans un ens. immob. au 1<sup>er</sup> ét. du bdt. C et une cave

M. à P. : 140 000 F - S'adr. à M<sup>re</sup> VATIER, avocat 27, boulevard Raspail, Paris (17<sup>e</sup>) - Tél. : 544-52-95

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 20 JUIN 1985, à 14 heures

de 3 pces, cuis., s. de bns, w.c., au 4<sup>e</sup> ét. d'UNE CHAMBRE DE BONNE n<sup>e</sup> 9 au 7<sup>e</sup> ét. CAVE n<sup>e</sup> 6, formant le lot 14 du régl. de coprop. et lot 51/1 000 des part. comm. d'un immeuble sis

**7, RUE PASTEUR - LEVALLOIS-PERRET (92)**

et 55, rue Gabriel-Péri, cad. soc. n<sup>e</sup> 28 pour 23 833

M. à px : 120 000 F - S'adr. à M<sup>re</sup> Marcel WISLIN, avocat constitué, 7, av. de Madrid, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, et pour tous, à M<sup>re</sup> Guy GONDINET, avocat, asc. avoué, 18, rue Blanche, 75009 PARIS - Tél. : 874-64-99 et 874-69-97

Vente au Palais de Justice de PARIS, Jeudi 6 juin 1985 à 14 h

Dans un immeuble rue Dapigny, numéro 73 à

**PARIS 14<sup>e</sup> arrdt**

1<sup>er</sup> LOT **UN LOCAL COMMERCIAL** au r.d.-ch. av. cuis. et W.C. - au 2<sup>e</sup> étage une réserve communicant avec le local et une cave.

MISE A PRIX : 140 000 FRANCS

2<sup>e</sup> LOT **STUDIO** au 3<sup>e</sup> étage - cave M. à P. : 60 000 F

S'ad. à la SCP LE SOURD-DESFORGES, Av. 27, quai A-François, Paris 7<sup>e</sup> - M<sup>re</sup> PINON, Syndic, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée, Paris 5<sup>e</sup> - et à ses avocats postulant T.G.I. PARIS.

## INFORMATIONS « SERVICES »

### VIE ASSOCIATIVE

#### Déboires du socio-culturel

M. Alain Bressy est juge d'instruction au tribunal de grande instance de Périgueux. Non content d'instruire des dossiers le jour, il passe ses nuits et ses fins de semaine à bâtir des projets où l'économie, la sociologie et la culture se mêlent harmonieusement.

Un magistrat hors les murs. Suspecté de gauchisme à la mairie, il est mis en cause par ses collègues : un « vrai » magistrat, se mêle pas aux populations. Et la sentence tombe vite. Un bonhomme dont le comportement chahuteux casse les conventions ? Il est « bindo » fou.

Le suspect donc avait conquis, par cette chaude après-midi du 1<sup>er</sup> juin, amis périgourdiens et habitants du Toulou - le quartier ouvrier de Périgueux - à l'inauguration d'une promenade insolite (1) à travers ce qui est vu comme une banlieue « laide, noire, soviétique », avec ses rues tirées au cordeau et ses maisons tristes. Du tourisme « hard », annonçait M. Bressy, du rire dans les yeux. Il tenait le rôle du guide.

Un quartier, comme un homme, se cherche des racines. Au Toulou, on n'y va pas de main morte : l'aqueduc « romain » a été construit en 1836. Qu'à cela tienne. Ils veulent du roman, on leur donne. La longue, la huyante rue Pierre-Sémart, qui traverse le quartier de part en part, s'orne, pour cette rétrospective historico-humoristique, de fragments de colonnes en plâtre. Ces fûts - symbole ? - chaviront, se fendent pour montrer ici une tête vert tendre de divinité bindoue, là des angelots bleu pâle, blanc, qui s'en échappent : ailleurs une tête de femme à demi enfouie dans le sable.

Plus familières sont les décorations enfantines qui ornent la vitrine du pharmacien (« Je suis malade, j'ai besoin d'une pommade, pour aller en promenade... »), du teinturier, du garagiste. L'inspection académique a donné son accord et deux écoles ont envoyé leurs écoliers interviewer les commerçants.

Pierre Magoe, ministre de Napoléon III, installa au Toulou les ateliers du Paris-Orléans (le

« PO »). - Le PO, c'est quelque chose dans la mémoire collective périgourdine, remarque un militant CGT, qui se souvient : « Ma mère me disait : tu es né le 11 h 20, le PO sonne ». Aujourd'hui, la rue bourdonne doucement : dans les usines du Paris-Orléans, on assemble les wagons. Sur les murs gris et sales qui longent la rue Pierre-Sémart, on a tendu des toiles en plastique noir piquetées de taches de couleur. Surchâtre macabre et gaie.

Le Toulou, cité ingrate ? Oui, si l'on se « bécote » pas de l'arrière principale, non si l'on déborde à droite jusqu'aux pentes verdoyantes, à gauche vers les jardins ouvriers. Au-dessus d'un autel taillé dans le roc, vestige qui intrigue les archéologues, un peintre a posé un ermite se clochette à la main. Dans les jardins ouvriers, des architectes ont planté des modules colorés qui se balancent.

On aurait voulu peindre les cabanes. Les gens ont refusé. Un ouvrier qui pousse sa bicyclette dépasse le groupe. « Connerie », lance-t-il au passage. On ne fait pas le bonheur des gens malgré eux.

Les Romains et les ateliers, le rêve et le prosaïque, l'art et l'entreprise économique : ces deux mondes, que M. Bressy veut absolument réconcilier, se rencontrent dans la salle omnisports de Périgueux où une exposition rassemble les Périgourdiens.

Alain Bressy, celui « qui se met dans des situations impossibles », a réussi, à sa manière, à « entretenir deux mondes qui s'ignorent ». Mais il a aussi démontré les limites d'une expertise socio-culturelle.

DANIELLE THAMARD.

\* CALT, 7, rue La Fayette, 24000 Périgueux.

(1) Cette manifestation était l'œuvre du CALT, une association créée en 1979. Avant passé commandé le comité de quartier du Toulou, au sud de la ville, manifestations égrenées dans la région, depuis 1981, par le CALT. L'appui logistique vint de la mairie de Périgueux, le soutien financier du conseil général et de la direction régionale de l'action culturelle.

### PARIS EN VISITES

#### JEUDI 6 JUIN

• Sur les routes de l'histoire : cent tombes célèbres, de Maurice Ravel à Maurice Chevalier, 8 heures, journée en autocar à travers les étonnantes musées d'Ile-de-France (V. de Laigle). Réservations : (1) 387-30-41.

• Décors intérieurs inconnus du public du Marais : 15 h 30, métro Bastille, sortie rue Saint-Antoine (C.A. Messer).

• Promenade à Beauvais : 13 heures, inscriptions au (1) 348-67-93.

• L'hôtel de Chimay et l'Ecole des beaux-arts : 14 h 30, 17, quai Malaquais (M<sup>re</sup> Rojot).

• Evocation de M. de Balzac en sa maison : 15 heures, 47, rue Raynouard (Anne Ferrand).

• Lieux secrets de la place des Voies : 15 heures, n<sup>e</sup> 1 de la place (M. Banassat).

• Le cimetière de Montmartre : 15 heures, 2, avenue Rachel (Academus).

• L'histoire mondiale de notre pain quotidien : 14 h 30, sortie métro Charenton-Ecole (coté Prémont).

• Le Palais de justice, palais des rois et le tribunal révolutionnaire : grille du Palais de justice, boulevard du Palais.

• Hôtels du Marais (sud), place des Voies, de l'hôtel de Beauvais à l'hôtel de Sens : 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (G. Bouteau).

• Le Marais de l'hôtel de Sully à l'hôtel Caravasse, la place des Voies, la rue sous Henri-IV, Evocation de Victor Hugo et de M<sup>re</sup> de Sévigné : 15 heures, métro Saint-Paul (L. Houlier).

• Les salons de réception de l'hôtel de Ville, 14 h 30, devant la poste, sortie métro Hôtel-de-Ville (Marion Raguenau).

• Souvenirs du château de Neuilly : 52, boulevard d'Argenson à Neuilly.

• Moulins et vieux village de Montmartre : 14 h 30, métro Abbesses (les Filasères).

• Hôtels de l'Ile-Saint-Louis : 14 h 30, sortie métro Saint-Paul.

• Hôtels et jardins autour de Notre-Dame-de-Lorette : 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette.

• Musée Rodin : 14 h 15, 77, rue Varenne.

### CONFÉRENCES

#### JEUDI 6 JUIN

4, rue de Chevreuse, de 17 h à 19 h, débat avec Régis Debray : « Les centres contre l'Europe ».

Université de Paris, 2, place Jussieu, département environnement, 17 heures, « Cristaux liquides et l'origine de la vie » (Yves Bouligand).

33, Faubourg-Saint-Honoré, 18 heures, « La Pérouse, navigateur des lumières » (E. Taillemite).

26, rue Bergère, 20 heures, « Ayez du Taplo! Portez-vous bien » (Danièle Gely).

9, rue Maspero, 18 heures, « La proto-industrialisation : premier bilan d'un débat » (Wolfgang Mager).

46, rue Barault, 15 heures, table ronde « La guérison spirituelle est-elle incompatible avec la médecine classique ou est-elle un complément ? Projet de création d'un groupe de prière à Paris. Mise en garde contre les charlatans » (Maguy Lebreaux et des hommes de sciences).

3, rue Langle, 19 h 30, Cycle les philosophes d'Orient et d'Occident, cours de préparation : « La philosophie et le sens de la vie » (Nouvelle Acropole).

1, rue Descartes, Amphithéâtre Poincaré, 18 h 30, « Au-delà de l'herméneutique, l'interprétation selon le dernier Heidegger et selon Foucault » (professeur Hubert Dreyfus, de l'Université de Berkeley) prononcée en anglais, la conférence sera traduite simultanément et suivie d'un débat en français.

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 3980

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

#### HORIZONTELEMENT

I. S'impose quand les charges sont écrasantes. - II. Expression d'un certain veto. Ecrits sans queue ni tête. Protectrice céleste d'Elisabeth II. - III. Premier niveau du primaire. - IV. S'approprié. Le dada du fisc. - V. Dieu cosmique. Confidante pour Marivaux : coupable pour Beaumarchais. - VI. Patent. Figure à gauche sur la bannière de Marianne. - VII. Laisent des traces en passant. Exploit aérien d'un « canard » sauvage. - VIII. Personnel. Plus il augmente, plus il est lourd à porter. - IX. Arrêté et exécuté sous Soliman. Dans le nom d'un détroit. - X. D'une classe de raseurs qui, finalement, se feront tondre. Gagan en

épaisseur mais perdit en surface. - XI. Mâle de mer. Suite anonyme.

#### VERTICALEMENT

1. Se dérobe quand on la sollicite et on ne la suit pas toujours quand elle vous invite. - 2. Beurre, mais n'ayant pas le lait pour origine. Coupe un moyen de communication. - 3. Blanc à caractère noirissant. L'un s'inspire : il faut être inspiré pour l'autre. - 4. Un drôle de pistolet. Terme pour un mycologue. - 5. Laisse ou retient. Divinité. - 6. Tioct à nous comme nous tenons à lui. - 7. Epoque. Le clown est celui des enfants. Son ergot est redoutable. - 8. Divinité. Se montrerait original. - 9. Présent ou garniture pour le présenter. Se passe on sert à passer.

#### Solution du problème n° 3979

##### Horizontalement

I. Tirelire. - II. Odonates. - III. Rein ; il. - IV. Ta ; ennuis. - V. U ; mue ; ré. - VI. Cini ; rire. - VII. Osa ; Ball. - VIII. Légaliste. - IX. Ire ; Ur ; al. - X. Usée ; ni. - XI. Pré ; été.

##### Verticalement

1. Torticolis. - 2. Idéaliser. - 3. Roi ; nageur. - 4. Ennemi ; se. - 5. La ; ne ; blet. - 6. Minéraire. - 7. Rein ; ils. - 8. Es ; irritant. - 9. Osée ; Elie.

GUY BROUTY.

### ÉCHECS

#### LE CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

#### Kasparov : je peux battre Karpov mais pas « Karpomanes »...

Profitant de son séjour à Hambourg, où il joue un match amical en six parties contre le grand maître ouest-allemand Robert Huebner (il mène 3,5 à 0,5 après quatre parties), Garry Kasparov a ouvert les hostilités trois mois avant le début du championnat du monde d'échecs.

Dans un entretien que publie cette semaine l'hebdomadaire Der Spiegel, le jeune prodige soviétique proteste d'abord contre le choix de Moscou (le monde dans 31 mail, d'accord pour que le match se déroule en Union soviétique, Kasparov estime qu'à Moscou Karpov est « d'entrée de jeu » avantagé. Enfonçant le clou, il poursuit : « Il n'y a pas actuellement de champion du monde en titre [Sous-entendu : les desiderata de Kasparov ne doivent pas être plus pris en considération que les miens]. Karpov a perdu le droit de se prétendre champion du monde depuis l'interruption du premier match le 15 février 1984 à Moscou, une chose que ne s'était jamais produite et qui, je l'espère, ne se renouvellera plus jamais ».

Faussant modeste, il admet qu'il « n'a pas non plus le droit » de s'appeler champion du monde. « Ce droit, je ne peux le gagner que sur l'échiquier. C'est ce qu'il me reste encore à faire. » Provocateur ou bien informé, Kasparov ne croit pas cependant que le match puisse vraiment débuter le 2 septembre prochain : « Karpov n'a pas épuisé toutes ses ressources pour empêcher la compétition. Je doute sérieusement qu'il soit prêt à se battre pour ce titre et qu'il soit en face de moi devant l'échiquier ».

Enfin, Kasparov n'oublie pas M. Compagnon. Si le premier champion du monde a été interrompu, c'est « parce que Karpov le voulait et que le président de la Fédération internationale d'échecs est son ami ». D'ailleurs, l'ancien champion du monde Boris Spasskiy ne l'a-t-il pas surnommé « Karpomanes » ? La conclusion coule de source : « C'est difficile de battre Karpov, mais j'ai cru avoir de bonnes chances d'y arriver. Seulement, je ne suis pas en mesure de battre Karpomanes. » A bon entendeur, salut !

### EN BREF

OUVERTURE D'UN CENTRE DE RENSEIGNEMENTS. - Un centre interministériel de renseignements administratifs (ICIRA) vient d'être mis à la disposition des usagers.

Du lundi au vendredi et de 9 heures à 18 heures, des fonctionnaires répondent aux appels téléphoniques des administrés sur toutes les questions concernant les points de législation, réglementation et procédure administrative dans les domaines suivants : finances-travail-emploi, formation professionnelle, sécurité sociale, santé, urbanisme et logement, justice, éducation nationale, fonction publique, consommation, intérieur et décentralisation.

Les numéros de téléphone des centres en service sont les suivants : Paris : (1) 348-13-46 ; Lille : (20) 57-58-59 ; Lyon : (7) 871-70-69 ; Metz : (8) 731-91-91 ; Rennes : (98) 31-61-61.

LES ROSES DU XVI<sup>e</sup>. - Dans le cadre du Festival du XVI<sup>e</sup> arrondissement, une exposition de roses est organisée du 19 juin au 6 juillet à la mairie.

\* Mairie de XVI<sup>e</sup>, 71, avenue Henri-Martin, tous les jours, sauf samedi, de 9 heures à 18 heures.

MUSÉE A DOMICILE. - Quatre étudiants de l'Ecole nationale des arts décoratifs de Paris, réunis par Pascal Rousseau sous l'appellation Art'Appart, se proposent de créer gratuitement chez des particuliers et à leur intention des expositions temporaires, à partir de la spécificité de chaque lieu et de la vie de ses habitants. Les personnes qui souhaiteraient aider Art'Appart à réaliser son projet peuvent se renseigner au (1) 569-75-93.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 3 et mardi 4 juin :

#### UNE CIRCULAIRE

• Relative aux emprunts à l'étranger.

#### UN DÉCRET

• Portant reconnaissance par l'Etat de l'Ecole supérieure des professions immobilières de Paris.

#### UN ARRÊTÉ

• Portant nomination de stagiaires du cycle préparatoire au second concours d'accès à l'Ecole nationale de la magistrature (première et deuxième série).

**British Caledonian:**  
Hong-Kong tous les jours

Départ quotidien à 17 h 30. Pas de changement d'aérogare à Londres. Et le légendaire service British Caledonian.

**British Caledonian**  
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

## DIRECTEUR

Dirigeants d'un...

## BANQUE

DIRECTEUR D'AGE

300.350.000 F

## DIRECTEUR



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS	La 4ème	La 5ème
DEMANDES D'EMPLOI	104,00	123,34
IMMOBILIER	31,00	36,76
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La mm/col*	La mm/TC
OFFRES D'EMPLOI	58,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,18
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Dépendant selon surface ou nombre de parutions.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Dirigeants d'un nouvel organisme financier

Organisme parapublic en Afrique francophone, nous réorganisons nos activités et créons une structure nouvelle et autonome.

Sa mission :

- la collecte et le placement de l'épargne publique,
- la prestation de services financiers aux épargnants,
- le financement de projets publics à des conditions comparables à celles des établissements bancaires ou financiers.

Cette nouvelle structure est organisée en deux directions principales : direction d'exploitation et direction administrative et financière. Nous recherchons deux cadres dirigeants pour les animer sous l'autorité de la maison-mère.

#### Directeur de l'exploitation

Il est chargé du développement commercial, du contrôle de l'utilisation des crédits, de la mise en œuvre de la politique des ressources et emplois, de l'étude des demandes de crédits de la clientèle. Il anime ses équipes (22 personnes), négocie avec les dirigeants des entreprises et des organismes publics.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion). Votre expérience bancaire vous a permis de connaître le montage et la mise en place de dossiers de crédits, les outils de gestion des risques, les opérations et l'ensemble des problèmes d'exploitation d'une banque de dépôt informatisée. Vos compétences vous permettent aujourd'hui d'assurer à la fois l'organisation et le fonctionnement d'un organisme autonome.

Participer à l'organisation et au démarrage d'une nouvelle structure, en assurer la responsabilité opérationnelle de façon autonome sont les avantages professionnels que nous pouvons vous offrir. Des conditions matérielles et financières particulièrement intéressantes vous seront aussi proposées.

**PEAT MARWICK**

Intervenant dans l'organisation et la mise en place de cette nouvelle structure, PEAT MARWICK nous apportera aussi son concours dans le choix des dirigeants et étudiera votre dossier en toute confidentialité. Nous vous remercions d'envoyer à Catherine ROIZOT sous référence 695/3114 en précisant votre niveau de rémunération et vos motivations. Peat Marwick-Tour Fiat - Codex 16 - 92084 Paris

#### Directeur administratif et financier

Il est chargé de la préparation des plans et des budgets, du contrôle de son application, de la gestion des moyens humains et logistiques. Il supervise l'ensemble des travaux comptables, établit le reporting, améliore les outils de gestion et de contrôle (procédures et systèmes d'information internes), gère la trésorerie. Sept collaborateurs lui sont directement rattachés.

Titulaire du DECS complet ou du diplôme d'expertise comptable, votre expérience vous a permis d'acquies la pratique de l'ensemble des fonctions d'un contrôleur de gestion et une bonne connaissance du plan comptable des banques.

Société de ROBOTIQUE et de MACHINES d'AUTOMATISATION de la PRODUCTION

### Directeur technique

35 - 44 ans - pour la région lyonnaise - Formation type AM - ESE - Anglais.

Bonne expérience de la conception modulaire de machines ou de systèmes d'automatismes associant mécanique, automatisme, électronique, informatique, et de leur intégration dans les environnements clients.

Poste de haut niveau - Rémunération attractive. Merci d'adresser lettre + CV, sous la référence 125/M à MEDIA P.A. - 72, av. Jean-Jaures - 69007 LYON, qui transmettra.

**ALSTHOM ATLANTIQUE**  
DIVISION ROBOTIQUE ET MATERIAUX

### COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Nous sommes un important Groupe Industriel Français (3500 pers., 11 filiales dont 7 à l'étranger). Notre CA est de plus d'1 milliard dont près de 60% à l'export.

Notre activité liée à des secteurs de pointe en pleine expansion, connaît une croissance continue. Afin de poursuivre ce développement une de nos divisions recherche un Directeur Technique. Rattaché au Directeur de Division, il est responsable du DEPARTEMENT DEVELOPPEMENT. Animateur d'une équipe d'une vingtaine de personnes (17 techniciens, 4 cadres) il assure la définition technique, l'élaboration et le développement des produits, y compris la mise en place des outillages et des moyens de production. Nous recherchons un homme d'idées et de réalisations sachant mener de front plusieurs projets. De formation supérieure, il aura une expérience d'au moins 5 ans en mécanique de précision dans l'industrie de série et aura exercé des responsabilités de même niveau. La connaissance de l'anglais est indispensable. Poste à pourvoir rapidement dans l'Ouest (200 km de Paris). Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 4820 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Organisation professionnelle nationale (PETITES ENTREPRISES) recherche

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 35-40 ans, formation économique supérieure et sciences politiques ou similaire.
- Expérience des responsabilités de direction et des relations humaines.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V. et prétentions à : REGIE PRESSE - Sous n° 307.272 M 7, rue de Montesson, 75007 PARIS. DISCRETION ASSURÉE.

### emplois régionaux

En créant la section BTS (septembre 86), cet Etablissement de formation supérieure agricole du Finistère Nord intègre à son équipe pluridisciplinaire

#### ADJOINT DU RESPONSABLE DE FORMATION (H-F)

Ingenieur agro ou agri (style conseil en gestion), motivé par la formation des jeunes adultes, ayant fait preuve dans ses activités antérieures de ses qualités de pédagogue.

Il sera chargé de l'enseignement du programme de Comptabilité/gestion/fiscalité. Animateur de stage, il établit la relation sur le terrain avec les Exploitants - Organisations Professionnelles - Administrations. Concomité par les enjeux économiques de la région, son souci, comme le nôtre, sera de former les futurs animateurs : responsables de leurs entreprises, du développement de leur profession et de son organisation.

Ecrire s/réf. 522 - lettre manuscrite - c.v. détaillé et motivé - photo - rémunération actuelle à CEIP 29 - Conseil d'Entreprises/Ressources Humaines - 5, av. du Lycée 29210 Morlaix, Tél. (96) 88.18.67. Réponse et description assurées.

### emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

### amnesty international

#### DEUX CHERCHEURS

pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. TRAITEMENT ANNUEL : £10.837 - £13.167. Ces chercheurs enquêteront sur les violations des droits de l'homme dans ces deux régions et détermineront les moyens permettant d'assurer la protection des droits de l'homme dans le cadre du mandat d'Amnesty International.

- Les postes seront divisés comme suit :
1. Les pays francophones d'Afrique du Centre, dont le Togo et le Congo ;
  2. Les pays anglophones et francophones d'Afrique de l'Ouest, dont le Nigeria.

Dans les deux cas les candidats devront posséder une connaissance approfondie de ces pays, être capables de rassembler des informations et de les interpréter objectivement, et d'évaluer la situation politique. Il est essentiel qu'ils puissent s'exprimer avec aisance en anglais et en français. Une connaissance de l'espagnol serait utile pour l'Afrique du Centre. Ils doivent être capables de travailler en équipe et avoir des qualités de direction.

Pour recevoir la description détaillée du poste et une formule de candidature, prière écrire ou de téléphoner à : Joy Turner, Amnesty International, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DL. Tél. : 837-3803 (24 h/24). DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 12 juillet 1985.

#### Devenez partenaire dans l'essor économique de la GUYANE

Nous sommes un organisme professionnel et nous recherchons notre

#### Directeur Administratif et Financier 280 000 F +

Contrat à durée indéterminée assorti d'avantages liés au logement et au transport. Diplômé d'une formation type - Sup de Co - + DECS, vous avez une première expérience de la fonction dans le secteur privé. Votre compétence et vos qualités relationnelles vous permettront de réussir dans des responsabilités internes à notre structure et dans des missions d'information et d'assistance auprès des entreprises extérieures.

Ecrire avec C.V. s/réf. AG/1 à Cetagep - Acte, 74, avenue du Général-de-Gaulle, 72 000 Le Mans, qui se mettra en relations avec vous dans les meilleurs délais.

### CETAGEP

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE RECHERCHE POUR SESSION DE FORMATION DE SIX MOIS (JUILLET à DÉCEMBRE 1985)

#### DANS PAYS SUD-EST ASIATIQUE :

##### 2 ENSEIGNANTS en Français

##### 1 ENSEIGNANT en math-phérique

- NIVEAU MAÎTRISE MINIMUM.

- BONNE PRATIQUE DE L'ANGLAIS.

- EXPÉRIENCE FORMATION D'ADULTES SOUHAITÉE.

Adresser C.V. détaillé sous n° 7.368 le Monde Pub service annonces classées 5, rue des Italiens, 75009 PARIS, qui transmettra.

### OPTICIEN LUNETIER

diplômé BTS opticien en lunettes de contact, 5 ans d'exp. en gestion de centre.

Ecrire sous réf. n° 307.267 à REGIE PRESSE 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

ORGANISME DE TOURISME recrute pour la promotion de ses produits :

#### UN(E) ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Pour ventes séjours groupes et individuels.

- Expérience de la vente indispensable.

- Introduction dans le secteur souhaitée.

Ecrire à REGIE PRESSE Sous n° 308.831 M 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

IMPORTANT : COLLECTIVITÉ recherche son

#### CHEF

DES SERVICES INFORMATIQUE ET COMPTABLE

directement rattaché à la DIRECTION DES SERVICES VACANCES.

Il aura notamment à :

- Diriger les Services Comptables et Informatiques et le suivi de la gestion des centres.

- Redéfinir et réorganiser la gestion informatique.

NIVEAU FORMATION : INGENIEUR OU MAÎTRISE DE GESTION

Candidatures à adresser au président de la commission de gestion du C.I.E. Usine de Plombières-Saint-Marcel, 73600 MOUTIER.

LYON 195.000

Groupe US, matériel chimique, recherche

#### ASSISTANT(E) OU DIRECTEUR MARKETING

C'est un poste de liaison, d'information et de coordination.

25/35 ans, ESC, anglais courant, expérience souhaitée marketing, produits.

Carrière harmonieuse à candidat de valeur.

Tél. pour R.V. de 15 h à 18 h : (71) 864-22-91.

Réf. : 8508.

#### META CONSEIL

50, rue de la Grange, 69008 LYON.

### BANQUE

#### DIRECTEUR D'AGENCE

300/350.000 Frs

Cette banque, à vocation générale, de dimension humaine, dispose d'un réseau d'agences qui couvre le territoire national. Innovatrice et performante (tant sur le plan de ses produits et des services rendus à la clientèle, qu'en ce qui concerne la politique sociale), elle recherche un Directeur d'agence, âgé d'environ 35 ans, professionnel de la fonction, diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'une forte personnalité, animé d'un esprit d'entreprise et souhaitant faire évoluer sa carrière vers plus d'autonomie et d'initiative.

Pour ce poste à pourvoir à Paris, prendre contact avec Bernard MANGOU, sous la référence 2132 M

17, rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

école internationale de commerce recherche son

#### DIRECTEUR

- Assurer le développement et l'animation pédagogique d'une école d'enseignement supérieur de gestion.
- développer les relations avec les entreprises et les établissements d'enseignement.
- Ce poste s'adresse à une personne possédant une expérience en entreprise ou en organisme de formation et d'enseignement, fortement motivée par une pédagogie active en liaison avec les entreprises et les professions.

Envoyer C.V. sous référence 97230 M à : BLEU Conseil - 218 rue de Fontenay 94300 VINCENNES - qui transmettra

Fédération Nationale PACT recherche pour son siège à Paris

#### DIRECTEUR

Ayant connaissance et expérience en gestion, animation, milieu associatif et politique de l'habitat social.

Adresser candid., C.V. et photo à F.N.C. PACT, A. p. de Vénissat, 75043 Paris Codex 13.

#### ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

### emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.





**emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux**

## Chargé d'études marketing

H/F  
HEC - ESSEC - SUP DE CO...

Nous sommes une importante société de Distribution, basée dans une ville universitaire du centre-ouest. Nous renforçons notre équipe d'opérationnels de la Direction Marketing, par un poste de cadre.

Nous lui confierons des missions de responsabilité : études de marché, gestion de produit marketing et participation à l'élaboration et à l'application du plan marketing.

Nous souhaitons rencontrer des Jeunes Diplômés d'études supérieures : HEC, ESSEC, SUP DE CO... justifiant d'une expérience similaire d'environ deux ans dans le secteur de la Distribution.

Nous attendons de ce futur Responsable des qualités d'analyse, un esprit de synthèse et la touche de créativité qui lui permettra d'évoluer rapidement.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et prétentions, sous référence 6629 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## Chef du personnel

Passeport pour une carrière internationale dans la fonction.

Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO, SCIENCES PO, Ecole d'ingénieurs) complétée par une expérience d'au moins 3 ans de la fonction personnel, dans un environnement technique.

Au sein de notre unité de SAINT-ETIENNE de 220 personnes qui se consacre à l'étude et la fabrication d'équipements et de produits destinés à la recherche pétrolière, vous prendrez en charge le poste de Chef du Personnel.

En liaison étroite avec le Directeur du Centre vous serez Responsable de la totalité de la fonction et

plus particulièrement du recrutement en Europe d'ingénieurs de haut niveau ainsi que des relations avec notre Centre équivalent à TULSA (Oklahoma).

Le succès dans ce premier poste vous ouvrira des perspectives d'évolution de carrière dans l'ensemble du Groupe en France comme à l'étranger. Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4431 au Service du Recrutement DOWELL SCHLUMBERGER, 8 rue Bellini 75782 PARIS CEDEX 16.



Dowell Schlumberger

## Un Plasticien pour l'Alimentaire

La Société EVIAN - 1,1 Md de F de CA, principales marques : Evian, Badoit, Fruits... a mené ces dernières années une vigoureuse politique de développement technique, notamment dans le domaine des emballages où elle est fortement innovatrice.

Au sein du Centre de Recherche et de Développement, l'ingénieur responsable du développement des emballages plastiques agit à un double niveau :

- en tant que responsable de projets, il conduit avec son équipe la recherche, le développement et la mise en œuvre industrielle de nouveaux types d'emballages (bouteilles, gobelets) en liaison étroite avec le marketing, l'ingénierie, les usines et les fournisseurs extérieurs ;
- en tant que spécialiste des matières plastiques, son rôle est de surveiller les évolutions technologiques concernant les matériaux et leurs procédés de transformation, et d'en recommander l'application au sein de la société.

Pour ce poste basé à Evian, nous recherchons un INGÉNIEUR ayant de préférence une expérience de quelques années dans le domaine de la mise en œuvre des matières plastiques. Les perspectives d'évolution sont largement ouvertes pour un candidat à potentiel.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. Y 15 M en précisant votre adresse actuelle à BSN - Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

## «Matériels d'impression informatique»

Proximité LYON

### JEUNE INGENIEUR PRODUIT

Nous détenons la place de leader sur un marché porteur : l'étiquetage. Très innovateurs, nous avons consacré d'importants investissements au sein de notre département «Matériels d'impression informatique». Le développement de ses activités nous permet de créer une nouvelle opportunité que nous destinons à un jeune ingénieur en électronique ou automatisme, spécialisé également en informatique.

Debutant ou doté d'une première expérience, il est en tout cas indispensable qu'il se passionne pour la micro-informatique.

Sa mission :

- assistance technique au réseau commercial ;
- formation des techniciens SAV ;
- mise au point du matériel ;
- étude et recherche de nouveaux produits ;
- gestion des stocks du département.

Fonction polyvalente donc, très formative et qui justifie une rémunération intéressante, complétée d'un intéressement. Voiture fournie. Anglais (lu et écrit) nécessaire. Déplacements fréquents sur la France.

Adressez lettre manuscrite, CV photo et prétentions sous référence 3585M à notre Conseil, le Cabinet OPPERT, 69 Bd Mal Joffre - BP 4 - 92340 BOURG LA REINE, qui garantit réponse et discrétion.



**CABINET OPPERT**

## OFFRES D'EMPLOIS

**ENTREPRISE D'INGENIERIE**  
leader mondial sur son marché  
CA 350 millions de F - 95 % à l'export  
recherche pour son siège à Paris

### CADRE COMPTABLE

- Profil :
- 25/32 ans - niveau BTS
  - expérience 5 ans minimum acquise en PME (PML - BTP) entreprise industrielle,
  - goût traitement comptabilité informatisée,
  - anglais souhaité.

Mission :

- sera responsable, sous l'autorité du Directeur Comptable, de l'ensemble des comptabilités jusqu'au bilan de plusieurs sociétés du Groupe.

Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

**LIBRE RAPIDEMENT**  
Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 6452 à :



**Emplois et Entreprises**  
18, RUE VOLVINE 75002 PARIS

## Ingénieur type Arts et Métiers.

Gestion de production **Bourges**

Une entreprise de plus de 500 personnes, spécialisée dans la production d'équipements destinés à l'automobile, l'armement et l'électronique, filiale d'un grand groupe industriel français, veut accompagner la mise en œuvre de son important plan d'investissement par une gestion plus rationnelle des fabrications. Pour ce faire, elle crée, auprès du Directeur de l'usine, le poste de chef de service gestion de production. Le titulaire aura pour responsabilité d'assurer la gestion des programmes-clients avec le meilleur équilibre entre charges et capacités et d'animer une équipe d'une trentaine de personnes.

C'est une position-clé qui peut servir de tremplin pour une évolution de carrière ouverte sur le groupe. Nous voyons à ce poste un ingénieur de 29 ans min. ayant acquis ou cours d'une première expérience industrielle la pratique d'ordonnancement de fabrications, et capable de moyennes séries avec utilisation de GPO.

Ecrivez à notre Conseil, Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3090 M



65 avenue Kléber, 75116 Paris

Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

Société de services, région  
**Poitou, Charente**  
C.A. 250 000 F recherche un

## Cadre de gestion confirmé

s'intégrant dans les services comptabilité et venant en appui pour la mise en place de l'informatisation de la comptabilité générale et analytique.

Sa formation et son expérience de la pratique devront pouvoir le faire évoluer à terme vers l'élaboration des tableaux de bord et des procédures budgétaires.

Ce cadre de gestion devra posséder un diplôme ESC garantissant une solide connaissance des méthodes modernes de gestion et 2 à 3 ans au moins de pratique professionnelle avec utilisation de l'outil informatique.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo, desiderata salaire, sous la référence CAGI à :

**Francois SULGER**

Conseiller en Psychologie Appliquée  
16, Avenue Reille - 75014 PARIS

**Groupe Industriel National**  
plus de 1000 personnes  
siège Paris, recherche

## coordinateur de gestion

• Responsable de la sortie des documents de gestion correspondant au Tableau de Bord du Groupe • Associé à la mise en place et à l'évolution du système de gestion • Lien entre les services centraux et les filiales en matière de gestion • Maîtrise de Gestion, Ecoles de Commerce. Expérience nécessaire en entreprise industrielle de 10 ans au moins.

Adressez Curriculum-Vitae avec rémunération actuelle s/réf. 78.044 à **PUBLICITE ROGER BLEY**  
101, rue Réaumur - 75002 Paris qui transmettra.



**MINISTRE DE LA DEFENSE**  
**ETABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS**  
recherche

## INGENIEUR ELECTRONICIEN

adjoint au Chef du Service « MESURES »

- chargé :
- du développement de sous-ensembles électroniques,
  - de la définition des moyens à mettre en œuvre sur des bancs d'essais de composants, très automatisés (moteurs, transmissions, hydraulique, suspension, freinage...),
  - de l'étalonnage des moyens de mesure.

Profil : ingénieur grande école ou équivalent, formation en électronique, électrotechnique, connaissances asservissements et notions d'informatique apprises, aptitude au travail en équipe et à l'encadrement de personnels.

Poste offrant de bonnes possibilités de formation par une très large ouverture sur les composants et les moyens d'essais.

Nationalité française exigée.

Adressez lettre - curriculum-vitae - photo - rémunération souhaitée à : **Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique d'ANGERS**  
BP 4107 - 49041 ANGERS Cedex.

## CARPANO ET PONS

Notre Société (800 personnes, C.A. : 240 MF) est spécialisée dans les automatismes électromécaniques et électroniques. Pour notre Division Electronique en forte croissance, nous recherchons :

### INGENIEUR ELECTRONICIEN RESPONSABLE DES ACHATS COMPOSANTS

Intégré au service Recherche-Développement, vous participez à la conception et avez la responsabilité des achats :

- Composants actifs intégrés,
- Composants passifs,
- Circuits imprimés.

Vous prospectez et négociez au plan international avec les fournisseurs, définissez la politique achats et, en collaboration étroite avec les concepteurs, suivez l'évolution des marchés, des techniques et technologies.

Ingénieur diplômé, vous avez acquis une expérience de quelques années dans la construction électronique à un poste d'études. Aujourd'hui vous souhaitez élargir votre champ d'action et utiliser au mieux vos qualités de contact et de négociateur. Anglais indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. SL 8580 à **CARPANO ET PONS** Direction du Personnel  
BP 43 - 74301 CLUSES Cedex.

Société filiale d'un groupe pharmaceutique située en banlieue Ouest recherche

## Assistant du directeur administratif H/F

De formation supérieure (commerciale, Sciences Po...), ce cadre disposera d'une expérience de la fonction personnel supérieure à 2 ans et d'une bonne connaissance de la législation sociale.

Il sera plus particulièrement chargé de l'administration du personnel (200 personnes de qualification élevée), mais ses fonctions d'assistance du directeur administratif pourront le faire intervenir dans d'autres domaines (financiers, achats, services généraux...).

Adressez C.V., photo, prétentions et détail de disponibilité, réf. 3588/LM, à :

**MEDIA SA**  
9, Bd des Tuilleries, 75002 Paris qui transmettra



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITION  
ET DE PRESSE  
spécialisée en droit des affaires  
recherche pour  
REDACTION JURIDIQUE

## JEUNES JURISTES

(même débutants)

Niveau minimum : Maîtrise de droit.

Adresser lettre manuscrite motivée,  
photo et C.V., à B.E.O.  
34, rue de l'Arcade 75008 PARIS.  
sous réf. 8351

## CHIMIE

### Directeur technique

LA FILIALE FRANÇAISE D'UN DES GRANDS GROUPES LEADERS DE LA CHIMIE INTERNATIONALE recherche son Directeur technique.

Directement rattaché au Président, il animerait une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens chargés de la recherche-développement ainsi que de la qualité. Il aura d'ailleurs à recruter un jeune Docteur-Ingénieur débutant pour renforcer son équipe.

Ce poste conviendrait à un ingénieur chimiste diplômé grande école (+ Doctorat apprécié) ayant 8 à 10 ans d'expérience en recherche-développement de produits industriels et ayant l'habitude d'animer des équipes.

La connaissance des colles, mastics, produits de protection de surfaces serait un atout, mais une expérience dans le domaine des polymères, résines de synthèse ou corps gras pourrait convenir.

La réussite dans ce poste implique d'excellentes capacités de contacts (avec clients, fournisseurs et autres laboratoires du groupe), ainsi que de la rigueur, du dynamisme et des qualités d'organisation et d'innovation.

Parfaite connaissance de l'allemand ou de l'anglais indispensable.

Poste : 200 km sud Paris.

Écrire sous réf. AR 478 AM  
Discrétion absolue

## Directeur groupe de filiales

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, n° 1 dans son domaine, nombreuses implantations sur tout le territoire, recherche un Directeur.

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé d'animer, coordonner, développer un ensemble de filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant déjà assumé avec succès la responsabilité opérationnelle d'un centre de profits à caractère industriel et commercial, désireux et capable de gravir un échelon pour devenir le Manager de plusieurs centres et éventuellement en créer de nouveaux.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. AI 426 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

## Audit senior

UN GRAND GROUPE AMÉRICAIN, leader mondial dans ses activités, offre une possibilité de carrière internationale à un Audit Senior.

Basé à Paris, il exercera ses fonctions sur plusieurs pays d'Europe, pour des filiales industrielles et/ou commerciales et, selon les missions, il pourra avoir à encadrer une équipe.

Ce poste conviendrait à un candidat grande école de commerce ou équivalent, ayant une expérience réussie de 3 ans ou plus au sein d'un cabinet d'audit (ou comme audit interne d'un grand groupe), parfaitement bilingue anglais-français. La réussite dans ce poste particulièrement formateur lui ouvrira de larges perspectives d'évolution de carrière.

Le candidat retenu bénéficiera d'une formation préalable de 6 semaines aux USA.

Écrire sous réf. DT 480 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

## Jeune ingénieur chimiste Directeur technique production + développement

PME (rattachée à un grand groupe), réalisant des produits chimiques (primers) entrant dans l'élaboration des peintures, recherche son Responsable d'Exploitation.

Il dirigera une unité (27 personnes) comprenant la production ainsi qu'un petit laboratoire de recherche et de développement dans lequel il assurera la gestion technique, humaine et financière.

Ingénieur chimiste diplômé (chimie minérale de préférence), il possèdera une première expérience recherche appliquée, industrialisation et/ou fabrication, si possible dans le domaine des peintures, ainsi que des qualités incontestables d'animateur.

La direction complète du centre de profit est envisageable à moyen terme pour un candidat de bon potentiel désireux de s'investir dans une petite société.

Poste : nord de la France.

Rémunération : base 200.000 F + selon expérience.

Écrire sous réf. JZ 486 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

## Traducteur technique

UN CABINET DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE SOLIDEMENT IMPLANTÉ recherche un Traducteur Technique (anglais-français).

Outre ses connaissances linguistiques, il aura acquis, soit par sa formation de base, soit par son expérience professionnelle, une bonne culture technique en particulier en chimie.

Volonté de s'adapter à travail sur traitement de texte apprécié.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. FV 482 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

## Perkins Moteurs

SAINT-OUEN  
recherche pour son service après-vente

### ingénieur bilingue FRANÇAIS/ANGLAIS

ayant connaissance du moteur diesel  
et expérience après-vente  
chez un motoriste ou constructeur de  
véhicules ou matériels industriels.

Adresser c.v. et photo à l'attention de  
Mme Roche - Moteurs PERKINS S.A.  
9, avenue Michelet  
98407 SAINT-OUEN CEDEX.

ENTREPRISE D'INGÉNÉRIE  
leader sur son marché  
CA 350 millions de F, 95% à l'export,  
recherche pour son siège à Paris

### AUDIT-RÉVISEUR

- 30 ans minimum - DECS,
- expérience 5 ans minimum,
- connaissance entreprise industrielle et BTP,
- anglais souhaité.

Poste à pourvoir le 1<sup>er</sup> octobre 1985.

Merci d'adresser CV, photo et  
prétentions sous référence 5450 à

Emplois et Entreprises  
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Association de formation  
de l'enseignement privé  
recherche

### 2 FORMATEURS (TRICES)

pour vacations (env. 40-50 jours par an)

Fonction :  
- animation de sessions pédagogiques ;  
- Formation d'animateurs, éducateurs de l'enseignement privé.

Compétences :  
- Connaissance de l'enseignement (privé notamment) ;  
- Expérience professionnelle.

Formation souhaitée :  
- Formation de formateurs en pédagogie ;  
- Animation de groupes ;  
- Connaissances en psycho-sociologie.

Disponibilité nécessaire pour déplacements Paris-province.  
Adr. C.V. à ARES 277, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

## ORGANISME PROFESSIONNEL

### Délégué Général

UN IMPORTANT SYNDICAT PROFESSIONNEL recherche son Délégué Général.

Ce poste conviendrait à un candidat Droit Sc. Po. ou niveau équivalent, ayant acquis une solide expérience soit dans un organisme professionnel, soit dans un secrétariat général de société, capable d'assumer avec autonomie et dynamisme la responsabilité :

- du fonctionnement interne de l'organisme (environ dix personnes),
- de la représentation de la profession auprès des organismes extérieurs,
- de l'information interne (revue mensuelle, lettre d'information, etc.) et externe (contact avec la presse),
- des contacts avec les chambres régionales,
- de l'organisation des congrès et journées d'études.

La réussite dans ce poste implique des qualités d'organisateur, d'autorité personnelle, de diplomatie et de contacts à tous niveaux.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. CS 479 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

## Ingénieur mécanicien débutant

LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS NAVALES recherche, pour ses services techniques chargés de développer des équipements et des matériels de pointe à bord des bâtiments de la Marine Nationale, un Ingénieur-Mécanicien débutant.

Au sein d'une petite équipe soudée, il lui sera confié l'étude, le développement et le suivi de la réalisation d'installations variées dans le domaine des circuits de fluides, en liaison étroite avec les établissements industriels coopérants (publics ou privés). Le contenu de ce poste serait susceptible de modification en fonction des intérêts et des connaissances du candidat engagé.

Dans tous les cas, il nécessite une formation d'ingénieur diplômé (ENI, INSA, Marine Marchande...), si possible de bonnes connaissances en hydraulique ainsi que des aptitudes relationnelles marquées.

Poste motivant de par le niveau de responsabilités et les larges possibilités de formation.

Lieu de travail Paris.

Écrire sous réf. AL 487 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Nous prions les lecteurs répondant aux  
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien  
indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro  
de l'annonce les intéressant et de vérifier  
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde  
Publicité » ou d'une agence.

## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GROUPE PETROLIER FRANÇAIS  
recherche pour sa BRANCHE ÉNERGIE

### Ingénieur technico-commercial DIRECTION RÉGIONALE DE NANCY

Animateur de l'équipe technico-commerciale, il assiste la Direction Régionale pour tous les problèmes techniques gaz en clientèle (interventions, réalisations d'études technico-économiques) et collabore aux démarches et négociations commerciales.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste des ingénieurs diplômés ENSI, AM, INSA, IDN et justifiant d'une expérience de terrain dans le domaine thermique de 2 à 3 ans.

Nous offrons une rémunération intéressante, des perspectives d'évolution pour candidat à fort potentiel.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 11712 à  
CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra  
75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.  
Confidentialité assurée.

INTER-MUTUELLES  
ASSISTANCE

### CADRE SPÉCIALISTE TÉLÉCOMMUNICATIONS

Il devra posséder de solides connaissances techniques sanctionnées par un diplôme et une bonne pratique professionnelle en entreprise.

Il participera aux choix du développement du matériel, à sa mise en œuvre, et à sa maintenance. Il devra suivre l'évolution technologique dans son domaine afin d'optimiser les matériels par rapport aux besoins de l'entreprise.

Si vous répondez à ce profil, merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo, desiderata saisi :

Département des Affaires Sociales  
INTER-MUTUELLES ASSISTANCE  
B.P. 300 - 79033 NIORT CEDEX

## RESPONSABLE de la CONSOLIDATION DES COMPTES

25/30 ans, niv. DECS/ESC + 2 années en cabinet d'audit.

Adresser c.v., photo et prétentions à :  
UBI, 38, rue des Mathurins, 75008 PARIS.  
qui transmettra.

Groupe de presse

recherche

pour hebdomadaire

### RÉDACTEUR EN CHEF

de formation économique et financière de préférence, ayant bonne connaissance des économies africaines et des pays en développement. Une expérience sur le terrain dans les affaires ou dans l'administration serait appréciée.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé, discrétion assurée.

M. Jean-Raoul GUILLEROT  
Éditions COMINDUS, 1, rue Descombes, 75017 PARIS.

## Assistant du directeur administratif HF



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**SECTION D'ETUDES ET DE FABRICATIONS DES TELECOMMUNICATIONS**

**seft**

Nous sommes une société de 600 personnes (siège social à la Défense). Nous sommes chargés de la conception, de la réalisation et de la maintenance des équipements de télécommunication. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**NOUS SOMMES TOUTES VERS L'AVENIR**

Notre programme de formation est très complet. Nous offrons à nos collaborateurs une véritable école de formation continue. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**Express Europe**

Filiale de MANAGEMENT DECISION SYSTEMS leader dans le domaine du Support de Décision propose à un

**Jeune diplômé grande école**

SCIENTIFIQUE OU GESTION

**le poste de**

**ingénieur consultant**

Après une première période de formation à nos techniques informatiques de pointe, vous évoluerez rapidement vers la responsabilité de plusieurs grandes entreprises. Vous assurerez auprès d'elles le conseil, l'assistance et le développement d'applications spécifiques financières, marketing et industrielles. Tirant ainsi profit de votre école, vous étendrez vos compétences aux domaines de la gestion décisionnelle tout en évoluant dans une équipe jeune et dynamique.

Ce poste requiert :

- le goût des contacts,
- un penchant pour les outils informatiques évolués,
- la connaissance de l'anglais.

Le lieu de travail est Paris avec des déplacements courts en France et en Europe.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 461 à :

EXPRESS EUROPE - Le Courcellet 2, rue Cumonsky 75854 PARIS Cedex 17

**INGENIEURS DEBUTANTS DEVENEZ QUALITICIENS: UN METIER QUI A LE VENT EN POUE**

**seft**

UNE FONCTION QUI MONTE AU CIEL...  
DE L'ELECTRONIQUE FRANÇAISE LA QUALITE...  
Aujourd'hui, cette fonction devient l'activité principale de nos ingénieurs. Pourquoi ? Parce que nous sommes convaincus que la qualité est la condition essentielle de la réussite. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**UN METIER ANTI-ROUTINE**

Après une formation d'adaptation au poste, vous serez chargés de la réalisation de projets de développement. Vous serez en contact direct avec les clients et vous serez responsables de la qualité de vos réalisations. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**VOUS SOLICITEZ-NE PAS VOUS ENFERMEZ PAS LA TECHNIQUE**

Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe. Nous offrons à nos collaborateurs une véritable école de formation continue. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**CGCT**

COMPAGNIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

Direction Technique de la Division TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES recrute pour son département

**VIDEOCOMMUNICATIONS**

**ingénieur système**

NIVEAU III A ou III B

ayant 8 à 15 ans d'expérience en systèmes de télécommunication, pour analyses «systèmes» au sein d'une équipe de projets de haut niveau. Les candidats devront avoir une bonne connaissance en architecture de systèmes à microprocesseurs (logiciel et/ou matériel) et en techniques modernes de télécommunication (commutation et transmission de paquets, protocoles de transmission, RNIS ...).

Une expérience de participation au développement d'un grand projet est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à CGCT Direction du Personnel - 251, rue de Vaugirard 75740 PARIS CEDEX 15.

**UNE PORTE OUVERTE...**

**seft**

Vous pouvez profiter des opportunités d'évolution que vous offre la section d'études et de fabrication des télécommunications. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**...AU POTENTIEL DES DEBUTANTS**

Vous serez chargés de la réalisation de projets de développement. Vous serez en contact direct avec les clients et vous serez responsables de la qualité de vos réalisations. Nous sommes actuellement en recherche de personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

**UN TREMPIN POUR VOTRE CARRIERE**

**OFFRES D'EMPLOI**

**Responsable la consolidation des comptes**

**Le Chef de Service**

**Ingénieur informaticien C.F.A.O.**

**Ingénieurs grande école**

**diplômé sciences**

**assistant d'études statistiques**

5521 من الأصل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Responsable de la consolidation des comptes

Important groupe de distribution recherche un Responsable de la consolidation des comptes. Cette fonction inhérente à notre holding sera confiée à un chef comptable dont la mission consistera à consolider les comptes du groupe, superviser et coordonner l'établissement des bilans, comptes de résultats, déclarations fiscales et sociales de nos différentes filiales françaises. Il sera le garant de la bonne application des procédures du groupe. Interlocuteur privilégié pour les filiales.

(Ce qui l'amènera à de fréquents déplacements sur l'hexagone) le ou la candidate outre sa formation DECS comptable ou équivalente, nous apportera une expérience professionnelle réussie en cabinet d'expertise et en entreprise.

Adresser votre lettre de candidature (en précisant la réf. 5577) accompagnée d'un CV précisant votre rémunération actuelle à Média-System 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris qui transmettra.

## RESPONSABLE DE PROCEDE DE FABRICATION DES «DISQUES RIGIDES MAGNETIQUES» DESTINES A L'INFORMATIQUE

Nous envisageons de confier ce poste à un Jeune Ingénieur AM, INSA ou de formation équivalente ayant déjà acquis une expérience en Recherche et Développement ou en usine. Il sera responsable du contrôle des composants, de l'homologation des fournisseurs, du suivi technique du procédé d'assemblage et du suivi de la gestion des matériels. L'effectif de cette ligne de fabrication est de 80 personnes. Compte tenu du secteur dans lequel nous travaillons, ce poste est évolutif et nous souhaitons à terme, confier au titulaire une ligne complète de fabrication. Nos contacts avec les U.S. impliquent un anglais courant. Pour ce poste, nous pourrions envisager la candidature d'un débutant. Adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 729M à ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



MEMBRE DE SYNTec

La filiale d'un très grand groupe industriel français souhaite intégrer un

## RESPONSABLE ENTRETIEN

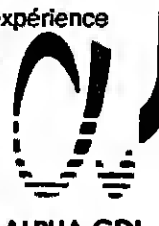
pour l'une de ses usines assurant la fabrication de produits liés à l'informatique (supports magnétiques). Notre matériel comporte beaucoup de mécanique, avec des asservissements et de l'automatisme. Les fonctions inhérentes à ce poste sont classiques. Nous nous adressons à un Responsable expérimenté de la Fonction Entretien. Il aura déjà démontré sa capacité à gérer un tel service de façon autonome et y aura mis en pratique : — son efficacité au niveau de l'animation et de la gestion des hommes (35 personnes), — son goût du terrain, — ses qualités d'organisateur. La connaissance de l'outil informatique serait un plus. Pour ce poste, nous envisageons la candidature d'un ingénieur AM ou équivalent, pratiquant l'anglais. Le titulaire de ce poste sera susceptible d'évoluer vers la prise en charge de l'ensemble de la fonction (entretien et travaux neufs). Adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) sous réf. 728 M à notre Conseil, ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



MEMBRE DE SYNTec

## ADJOINT AU CHEF DU DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Il assiste globalement le Chef du Département dans la gestion et l'administration du personnel. Garant du respect des lois sociales, il assure le suivi des procédures, participe à l'élaboration et aux contrôles des rémunérations variables. Sa mission va plus loin encore puisqu'il est susceptible de collaborer aux opérations de recrutement. Interlocuteur privilégié du département auprès du comité d'entreprise, il est aussi notre représentant auprès des instances juridiques et sociales. Ce poste aux responsabilités diversifiées concerne un candidat de formation supérieure, doté d'une expérience de la fonction, de préférence dans un groupe international. La pratique de l'anglais l'aiderait sans aucun doute dans le cadre de ses relations avec nos filiales étrangères. Poste basé à Créteil. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV photo et prétentions) s/réf. 726 M à notre Conseil ALPHA CDI, 181 av. Ch. de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



MEMBRE DE SYNTec

## ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS conçoit, développe et fabrique des systèmes de haute technologie destinés à la recherche pétrolière.

Dans le cadre de notre nouvelle gamme de produits, nous développons l'activité Radio Fréquence et souhaitons intégrer dans nos équipes un

## INGENIEUR ELECTRONICIEN RADIO FREQUENCE

De formation Ingénieur Grande Ecole — Supélec, Sup'Aéro, Sup Télécom, Centrale — la trentaine, vous possédez une expérience d'au moins 3 ans dans un laboratoire de Radio Fréquence.

Vous assurerez le développement de l'activité Radio Fréquence en concevant des systèmes de tests d'ensemble et de cartes électroniques en radiofréquence ainsi que les études de testabilité de ces ensembles et sous-ensembles.

De plus, vous aurez la responsabilité de la formation de nos Ingénieurs et Techniciens à ces techniques que vous maîtrisez.

Les perspectives d'évolution à EPS et dans le Groupe SCHLUMBERGER doivent intéresser des candidats à fort potentiel, capables de s'exprimer en anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous référence RF à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26, Rue de la Cavée 92140 Clamart.

Schlumberger



## SNECMA - LE DEF TECHNIQUE

LE DEPARTEMENT MOYENS D'ESSAIS recherche des

## INGENIEURS ANALYSTES

Au sein du Service «Automatisation des mesures», ils devront assurer l'analyse, l'écriture et la mise au point de programmes s'intégrant dans les systèmes temps réel réalisés pour les besoins de la SNECMA et de ses clients.

Nous recherchons pour ces postes des jeunes ingénieurs électroniciens ou automaticiens possédant une formation solide en logiciels de base.

Lieu de travail : VILLAROCHE près de MELUN, (77)

Merci d'adresser sous référence 27/85, lettre, CV et prétentions à SNECMA

Département Encadrement - 2, boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE TELEMATIQUE - UTILISEZ VOTRE MINTEL (N) 298.1045

## Panach le leader, être son chef de produit...

... Voilà ce qui vous est offert, à vous jeune professionnel(le) du marketing "grande conso", attiré(e) par le marché de la bière et des soft-drinks. Vous intégrerez, à Paris, l'équipe marketing du 2<sup>e</sup> groupe brassicole français pour y développer une communication publicitaire sophistiquée et y gérer un budget important.

Avec une expérience, d'au moins deux ans - de gestion "complète" de produits leaders et avec le désir d'exprimer votre créativité, vous êtes mûr(e) pour prendre en charge Panach'.

Pour faire carrière dans notre groupe international, vous devez maîtriser parfaitement l'anglais et avoir une formation supérieure type HEC, ESSEC, ESC. Faites connaître votre désir de rejoindre notre équipe aux consultants du cabinet SIRCA, en précisant votre rémunération actuelle, sous référence 379 231M.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Notre client est un des plus importants concepteurs et utilisateurs d'outils C.F.A.O. Nous recherchons pour renforcer ses équipes et participer à de grands projets dans ce domaine des

## Ingénieurs informaticiens C.F.A.O.

Dans tous les cas, diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, ils sont soit débutants et ont choisi, si possible, une option informatique, soit expérimentés et ont développé leurs compétences par une activité de quelques années (maximum 5 ans) en C.F.A.O.

Ils seront chargés de concevoir et de développer des logiciels à partir d'ordinateurs de la gamme VAX. La connaissance de la mécanique et de ces matériels serait un atout supplémentaire. Leurs capacités de rigueur, de méthode et d'organisation, leur permettront d'évoluer vers des postes à responsabilité au sein d'un groupe important.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 4409, à Claudine CAMPANINI, Elicat Carrière, 178 rue de Courcelles 75017 Paris, qui vous garantira la confidentialité.

**Elicat**  
CARRIERES



Centre National de l'Équipement Hospitalier recherche pour sa

DIVISION DES TECHNOLOGIES BIOMÉDICALES

## ingénieurs grande école OU FORMATION UNIVERSITAIRE 3<sup>e</sup> CYCLE

chargés de :  
• réaliser des études techniques,  
• participer à des procédures d'évaluation de matériels médicaux,  
• gérer les informations correspondantes concernant des équipements biomédicaux variés (organes artificiels et matériels de chirurgie spécialisée). (Réf. 03)

## diplômé sciences éco

DEBUTANT OU AYANT UNE 1<sup>re</sup> EXPERIENCE

chargé d'effectuer des synthèses économiques et statistiques dans le domaine de l'industrie biomédicale. (Réf. 02)

## assistant d'études statistiques

NIVEAU BAC + 2

pour participer à la mise en place et au suivi d'enquêtes et de recueils périodiques de données en milieu hospitalier. (Réf. 03)

Ces postes, très ouverts sur l'extérieur, demandent un réel sens des contacts et un goût du travail en équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, au

CNEH - DIRM - Les Quadrants - 3, avenue du Centre  
78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

CV manuscrit et photo



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**SMH**  
**ALCATEL**  
Filière du groupe  
**ALCATEL**  
**ELECTRONIQUE**  
pour faire face à son  
développement en maté-  
riels bureautiques, offre  
pour la conduite de ses ateliers de réparations un poste à un

**JEUNE INGENIEUR**

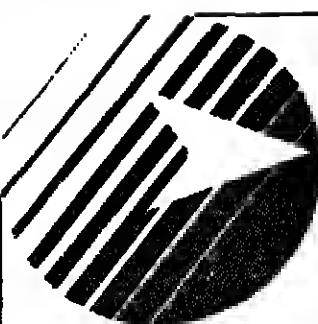
- connaissant les techniques en électronique et micro-informatique (matériels et logiciels)
- ayant un sens développé de l'organisation ainsi que des aptitudes à l'animation de différentes équipes techniques, soit une quarantaine de personnes
- sachant utiliser l'anglais couramment.

Rattaché directement à la Direction des Moyens Centraux, il aura la responsabilité :

- de la préparation des gammes de travail
- de la qualité des prestations et de son amélioration
- de l'optimisation des coûts.

Ce poste est à pourvoir à SURESNES. Il sera déplacé à CERGY en 1986.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Melle SEBRAH - 59, rue Beaubourg - 75003 Paris



**Ingénieur G. E. HF**  
intéressé par l'Assurance Qualité

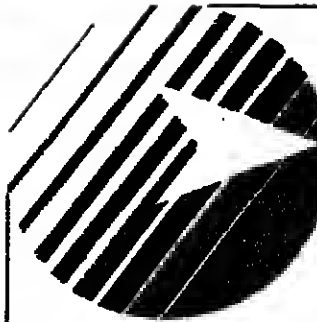
Pour un programme aéronautique donné, cet ingénieur sera chargé de :

- définir la politique, la qualité, le contrôle, mettre en place et coordonner l'ensemble des actions de contrôle et d'essais dans les Centres de fabrication, dans les différentes phases d'élaboration des produits, du développement à la fabrication en série.
- gérer globalement les résultats permettant d'établir les synthèses et bilans d'actions.
- L'esprit de synthèse, la volonté d'entreprendre et de persuader sont indispensables pour réussir dans cette responsabilité fonctionnelle mais très relationnelle, et nécessite une expérience de 2 à 5 ans.

Poste situé à VELIZY.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK/1231/M ou Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

**MATRA**



**Ingénieur G. E. HF**  
pour commercialiser des produits  
de haute technologie  
pour la Direction Commerciale

Sa responsabilité :

- prendre en charge la commercialisation de systèmes nouveaux de haute technologie, élaborés par la Direction Recherche et Développement
- négocier des contrats avec les services officiels français
- participer au suivi des contrats.

Sa compétence :

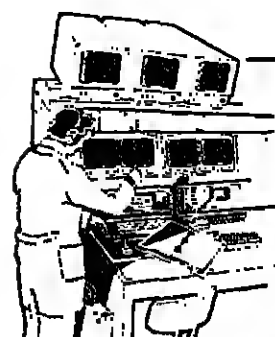
Ingénieur de formation aéronautique ou électronique (ENSAE - ECP - ENSTA - ESE - ENSI ...) il peut être débiteur ou apporter une expérience de l'ordre de 2 à 3 ans acquise en BE ou dans le cadre d'un projet.

Ce poste peut être une opportunité pour un Ingénieur doué pour les négociations et les relations commerciales.

Lien de travail : VELIZY.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1233 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

**MATRA**



**THOMSON-CSF**  
**DIVISION EQUIPEMENTS AVIONIQUES**  
recherche pour son Service Soutien Logistique, deux  
**INGENIEURS COMMERCIAUX**

Premier poste :

Vous êtes chargé du suivi des contrats export, de la recherche de nouveaux contrats dans le domaine de l'aéronautique, de la coordination des aspects techniques, logistiques et financiers de ces contrats.

Vous devez :

- être bon négociateur, bon technicien, - avoir le goût des contacts.
- posséder une parfaite maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Second poste :

Vous êtes l'Adjoint ou Responsable du secteur France-Administrations, vous animez et coordonnez l'activité d'un service de 15 personnes, vous établissez les propositions commerciales et les négociations avec les Services officiels, vous mettez en place des procédures informatiques de gestion commerciale et administrative.

Vous possédez :

- une bonne formation commerciale, - une culture générale technique et des connaissances en informatique, - la pratique de l'anglais, - de l'initiative et le sens des contacts.

Nous offrons à des candidats de valeur, ayant déjà une première expérience, la possibilité d'accroître leur potentiel et d'évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à THOMSON-CSF - Centre Delta - Service du Personnel - 13/15, rue du Pont-des-Halles, 94526 RUNGIS Cedex.

**DECIDER. INVESTIR. RÉUSSIR.**

**THOMSON-CSF**

Dans le cadre d'un groupe international très important (6 milliards de \$ de chiffre d'affaires), nous sommes spécialisés dans la production et la vente de matériel électronique. Notre filiale européenne a eu en 1984 un chiffre d'affaires de 240 millions de francs et une croissance de plus de 30 %. L'effectif de 180 personnes se répartit entre un centre d'études et de production et des agences commerciales situées dans différents pays européens.

Nous recherchons notre :

**CONTROLEUR FINANCIER EUROPE**

Basé au siège social européen, situé en région Rhône-Alpes et dépendant directement du directeur général européen.

Le contrôleur financier est chargé :

- de la coordination financière des unités européennes (Angleterre - Allemagne - France essentiellement) avec un reporting permanent aux U.S.A.,
- de la mise en place des procédures et d'analyses relatives à la situation financière.

- de l'établissement des budgets européens,
- du contrôle des coûts de production et des niveaux d'inventaire.

Des déplacements sont donc à prévoir en Europe et aux U.S.A. L'anglais courant est indispensable. Une formation supérieure (Université ou Grande Ecole) et plusieurs années d'expérience professionnelle acquise dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise multinationale sont nécessaires pour ce poste.

La réussite dans ce poste permettra d'évoluer au sein du groupe tant en Europe qu'aux U.S.A.

Merci d'envoyer votre candidature avec CV, photo et prétentions sous réf. 11662 à CONFESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



**LITWIN**  
**AMCA**  
**INTERNATIONAL**

Société d'ingénierie - PÉTROLE-PÉTROCHIMIE  
située à CERGY-PONTOISE recherche (h/f)

**INGENIEUR**  
**SERVICE PROCÉDÉS**

Formation Génie Chimique

complétée de préférence ENSPM.

Expérience de 8 à 12 ans

acquise dans une fonction similaire  
au sein d'une société d'ingénierie ou société de production.

Envoyer C.V. et prétentions à la Direction du Personnel - LITWIN S.A. - B.P. 49 - 95020 CERGY-PONTOISE CEDEX

**INGENIEUR**  
**PROJETS**

Formation École d'Ingénieur

Expérience de 5 à 8 ans

**DMC**

Un des PREMIERS GROUPES TEXTILES EUROPÉENS composé de plus de 50 Sociétés réparties dans le monde (principalement R.F.A., U.S.A., Amérique Latine, Afrique) - C.A. supérieur à 6 milliards de francs dont plus de la moitié à l'étranger - crée au sein de sa DIRECTION JURIDIQUE et FISCALE une nouvelle fonction d'

**ingénierie juridique**

Le titulaire du poste sera chargé d'apporter initiatives et recommandations dans les missions d'ingénierie, soit au niveau d'opérations de restructurations juridiques du Groupe, soit au niveau de montages à caractère financier et commercial. Il sera en outre chargé d'assurer la gestion juridique courante du Groupe (contrats commerciaux ou de franchise, litiges et contentieux...). Ce double rôle implique la tenue à jour permanente de la documentation juridique du Groupe à l'échelon international.

Ce poste qui s'adresse à une nouvelle "race de juristes" à la fois créative et sûre, conviendrait à DOCTEUR DROIT PRIVÉ INTERNATIONAL (ou DESS) + IAE ou DAUPHINE, parfaitement bilingue ANGLAIS. La connaissance de l'ALLEMAND est un plus. Il aura accès au sein d'un CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL, ou D'AVOCAT ou dans une BANQUE D'AFFAIRES une expérience d'un minimum 5 ans lui ayant permis de participer activement à des montages juridiques complexes. Il devra travailler en équipe et négocier; il possèdera une bonne pratique de la rédaction juridique.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3086 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**DEVENEZ**

*des risques  
financiers et politiques  
dans l'assurance*

A 25 ans minimum, vous serez chargé de relations au plus haut niveau avec les Dirigeants d'Entreprises. Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous possédez une première expérience des opérations de Commerce Extérieur dans une Banque ou le département export d'une grande société. Vous pratiquez couramment l'anglais. Merci d'adresser CV, photo et prétentions, en rappelant sur l'enveloppe la réf. 54403 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

هكذا من الأصل



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## Ingénieur HF

pour l'étude et la conduite de projets de bancs de tests

Au sein de la direction équipements situés à VELIZY, il a la responsabilité complète d'une affaire; il coordonne l'étude, le développement et l'intégration de systèmes ou de bancs de tests de la conception à la phase industrielle.

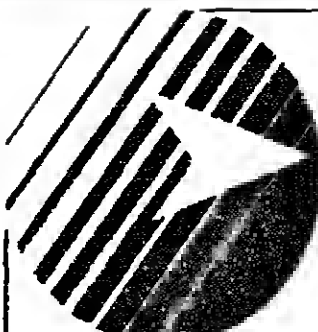
A ce titre, il assure les interfaces avec les différents services internes (R et D, B, E, Fabrication, Essais - Recettes...) et les relations avec les coopérateurs et les clients.

Ce poste peut convenir à un ingénieur «généraliste» à dominante électronique automatique diplômé d'une Grande Ecole (ECP - ESE - ENST - ENSI - A et M...) déboutant à 3 ans d'expérience et intéressé par la conduite d'affaires techniques et industrielles.

Il sera rapidement autonome et responsable dans cette activité de coordination et l'animation d'une petite équipe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1235 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

**MATRA**



## Ingénieur HF

Gestion Technique pour son Centre de VELIZY

Adjoint au Responsable d'une affaire importante, il organise et en gère l'activité dans les phases appel d'offre et développement de projet en animant personnellement: l'évaluation et le contrôle des coûts, la définition et le suivi du planning, l'organisation et la gestion de tous les dossiers techniques, documents contractuels, rapports au client, l'élaboration de la définition technique et la gestion des modifications liées à l'avancement du projet.

Outre sa rigueur dans l'organisation et l'analyse des problèmes, il doit avoir le goût des relations.

Ce poste concerne de jeunes ingénieurs motivés par la gestion d'affaires et de projet (formation complémentaire en gestion appréciée).

Bonne pratique de la langue anglaise exigée.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1234 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY-3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

**MATRA ESPACE**

## epsilog

CSI-ALCATEL/CGE

Dans le cadre de ses projets de pointe, NOUS RECHERCHONS pour l'un de nos clients industriels situés en banlieue Sud:

## INGENIEURS D'AFFAIRES

pour prendre en charge la conception et la réalisation de SYSTEMES de REGULATION de TRAFIC.

Il devra posséder une expérience en électronique et en informatique, mais aussi faire preuve d'un esprit de généraliste. Responsable d'une petite équipe d'ingénieurs, il aura à rédiger ses propositions techniques et devra en assurer la réalisation et le suivi. Des déplacements de courte durée sont à prévoir.

Joëlle FARCY vous remercie de lui écrire à EPSILOG 3, rue du faubourg Saint-Etienne 75008 Paris ou de noter ce numéro de téléphone: 742.66.50. Discretion assurée.

## THOMSON-CSF

Recherche

pour sa Division Travaux Extérieurs et Services, un

### INGÉNIEUR

de formation A & M ou équivalent

Vous serez l'Adjoint du Responsable d'une ligne de montage de produits complexes (mécanique, hydraulique, électricité, régulation, électronique, etc.) et des essais de réception.

Une expérience d'au moins 5 ans est souhaitée. Poste évolutif pour candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), à THOMSON-CSF, Division Travaux Extérieurs et Services - Mme LAVAL - 34, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

**THOMSON-CSF**

## Conseil en gestion de patrimoine dans une banque internationale.

La banque, c'est toujours la voie royale pour ceux qui s'intéressent aux affaires et aiment avoir devant eux de vastes horizons. Nous sommes un important groupe bancaire, disposant d'une implantation exceptionnelle à l'étranger. Nous souhaitons intégrer quelques jeunes à fort potentiel, diplômés Sciences Po, ESC, Sciences Eco., ayant une expérience commerciale de 2 à 3 ans, une excellente qualité de contact, un tempérament mobile et entreprenant.

Vous serez accueilli(e) à Paris, dans la pépinière du département "Particuliers", lequel a pour mission de conseiller la clientèle privée à hauts revenus ou gros patrimoine dans le choix de ses investissements. Des gens qui souvent tiennent le haut du pavé, vous deviendrez un interlocuteur compétent et écouté, à travers une vente-conseil passionnante. Ensuite? Les possibilités sont multiples: la province, l'étranger, le département Entreprises, les investisseurs institutionnels...

Voilà pour vous une filière opérationnelle. C'est aussi l'opportunité de vous introduire dans une banque de dimension mondiale. A vous d'exprimer votre intérêt sous référence 387 517M aux consultants du cabinet SIRCA. Merci de joindre photo et de mentionner votre rémunération actuelle.



**Sirca**

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

## RESPONSABLE "DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION"

Agro-alimentaire

PARIS

Une société employant 550 personnes et réalisant 600 millions de francs de chiffre d'affaires, dont 80% à l'exportation, filiale de l'un des premiers groupes industriels français, et spécialisée dans la production d'aliments destinés à l'alimentation humaine et animale, recherche UN RESPONSABLE "DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION", il analysera en permanence l'évolution des tendances et besoins des utilisateurs. Il sera chargé de développer un argumentaire technique et scientifique destiné à l'équipe commerciale, de conforter les emplois déjà connus des produits de la société et d'en proposer de nouvelles utilisations en alimentation humaine et animale. Il mènera les actions nécessaires auprès des autorités administratives et sanitaires de chaque pays importateur en vue de promouvoir l'image de marque des produits et d'obtenir les autorisations nécessaires à leur utilisation. Il veillera de même à leur conformité aux réglementations en vigueur. Il représentera activement sa société au sein d'organismes professionnels nationaux et internationaux chargés de la défense des produits. Il gèrera directement ou en participation différents budgets d'études. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation Ingénieur Agro, ENSAIA, ENSIA, possèdera plusieurs années d'expérience acquise en agro-science. Ce poste implique d'assez fréquents déplacements, une parfaite maîtrise de l'anglais et, si possible, une connaissance de l'allemand. Ecrire sous référence 778/M à :

### GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

## LE MONDE DE L'INFORMATIQUE

Mardi 11 Juin

## LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

**Le Monde**

avec **EUROPE 1**

## Responsable études et fabrication

SZM

ENSAM, ICAM, ECAM, SUPELEC...

TECHNOLOGIE NOUVELLE

Filiale en expansion constante de la Société Européenne de Propulsion, SZM, leader mondial pour l'industrie du palier magnétique recherche un ingénieur possédant entre 5 et 10 ans d'expérience des fabrications électromécaniques de petites séries (moteurs, alternateurs, transformateurs...).

Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable du bureau d'études électromécaniques, de la fabrication, du suivi des achats et de la sous-traitance. Il aura à définir et à mettre en place l'organisation de la fabrication en vue de la réalisation de prototypes et de petites séries. Anglais apprécié. Poste basé à Vernon (80 km à l'Ouest de Paris).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 402 M à L. LAVAL

IDL CONSEIL (32) 37.56.82

Le Mesnil Chaudon 27220 JUMELLES.

Pour s'intégrer aux équipes d'études qui préparent ses futures gammes d'ordinateurs: BULL SYSTEMES recherche des

### INGENIEURS CAO

Ils participeront à l'étude et au développement d'un système intégré de CAO permettant la mise en œuvre de méthodologies nouvelles de conception de calculateurs à base de VLSI en utilisant des techniques faisant de plus en plus appel à l'intelligence artificielle. Plusieurs postes sont ouverts touchant la description d'un calculateur, sa vérification logique et technologique, sa conception physique et ses tests.

Ces postes s'adressent de préférence à des candidats diplômés des Grandes Ecoles.

Lieu de travail: Les Clayes s/Bois (78).

Envoyer votre candidature à

C. Fine  
Cil Honeywell Bull  
rue Jean Jaurès  
BP 53  
78340 LES CLAYES SOUS BOIS

**Bull**



DMC

juridique

EUROPEMENT

VENET

des risques financiers et politiques dans l'assurance



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Un Assistant de Recherche H/F Chasse de Tête

Contribuer, en appui de nos consultants, à la découverte de professionnels performants est la mission que nous allons confier à notre Assistant de Recherche.

Approche téléphonique, contacts directs et exploration des médias lui permettent de développer et d'élargir nos recherches avec les candidats potentiels.

Nous sommes déjà très « équipés » mais nous attendons celui (ou celle) qui va organiser, gérer et coordonner nos systèmes d'information.

Si la connaissance du milieu de l'informatique est un atout indispensable à votre candidature, l'important est aussi votre envergure, votre éducation et votre classe.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 4821. L'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, nous transmettra votre dossier en toute confidentialité.

DESSEIN

## études et organisation

Au sein d'un groupe industriel d'envergure internationale, vous vous intégrerez au service Etudes et Tableaux de Bord rattaché à notre Direction du Personnel.

Responsable des fichiers (35.000 entrées) et du suivi du plan informatique, vous avez une mission de conception, de développement, de suivi... et quelques tâches d'exploitation.

Organisateur par goût, vous avez aussi le sens de l'animation et de la formation; car nous attendons de vous aptitude à comprendre et conseiller les utilisateurs (services du personnel du siège et des filiales)... et capacité à obtenir du service informatique les outils adaptés.

Vous avez suivi une formation d'organisation en Ecole de Commerce ou Gestion.

Votre première expérience ne s'inscrit pas nécessairement dans ce domaine? Peu importe: l'adaptabilité est l'une des qualités communes à nos collaborateurs: elle leur garantit une évolution très ouverte au sein de notre groupe.

Poste basé en banlieue Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 6618 à:

**(Organisation et Publicité)**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## JEUNES UNIVERSITAIRES

Filière Informatique  
d'un important établissement financier - Paris

... Nous intégrons en effet des diplômés d'universités débutants à qui nous offrons une formation de premier plan à la programmation et à l'analyse: Cobol, programmation structurée, travail en Temps Réel sur matériel IBM.

Vous acquiessez ainsi, rapidement, les compétences nécessaires pour devenir programmeur et évoluer vers l'analyse et la conduite de projets.

A l'opportunité d'intégrer un grand groupe aux activités diversifiées, vous ajouterez les avantages propres aux établissements bancaires.

Une condition: vous devez être libre fin juillet ou début septembre.

Nous vous remercions d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo s/réf. 469M à

**UNILOG**  
9 rue Alfred de Vigny - 75008 Paris

MEMBRE DE SYNTec  
Informatique

## SOCIETE D'INGENIERIE INFORMATIQUE

Implantée en France et à l'étranger, comptant une clientèle de premier plan dans les secteurs Publics et Privés recherche pour renforcer ses équipes

## Ingénieurs en Organisation Grandes Ecoles Scientifiques - 5 à 10 ans d'expérience

Mission: Vous intervenez en qualité de Consultant ou de Responsable d'Affaires dans les domaines des systèmes techniques et industriels.

Vous êtes responsable de la mise en place d'outils de gestion et d'organisation informatiques faisant appel aux techniques les plus avancées en informatique, automatismes, réseaux et C.F.A.O.

Profil: De formation SUPELEC, ENSETH ou CENTRALE, vous avez une solide expérience du milieu industriel et vous avez été responsable de la conduite de projets informatiques. Vos qualités de contact, de créativité, d'innovation, de méthodes, vous permettront d'évoluer vers des fonctions d'encadrement.

Adresser C.V., lettre et photo  
sous référence 6/C/LM 1, à:

**centi  
profile**

Eliane KERSALÉ, Centi Profile  
123, rue de Rennes 75006 Paris

Conseil en Recrutement Informatique

## INGÉNIEUR MATÉRIEL COMPOSANTS

De formation supérieure en électronique (École d'Ingénieurs, ou Université), vous avez acquis une expérience d'au moins dix ans dans le secteur industriel et vous vous êtes plus particulièrement intéressé à la conception et à la fabrication de COMPOSANTS COMPLEXES (circuits intégrés, microprocesseurs).

Rattachée à un Groupe Français important, notre Société a acquis une solide notoriété dans le domaine de l'informatique appliquée à des environnements sévères (aéronautique, spatial, défense, énergie...).

Nous sommes constructeur de matériel, concepteur de systèmes et réalisons des logiciels dont la fiabilité est reconnue dans le monde entier.

Notre Division Qualité recherche un SPÉCIALISTE MATÉRIEL COMPOSANTS.

Responsable d'une petite équipe, vous serez l'interlocuteur des différents secteurs de l'entreprise, pour toute demande d'assistance technique dans ce domaine. Vous vous tiendrez au courant de l'évolution des technologies et vous pourrez être Conseil dans le choix d'orientations nouvelles.

Il s'agit là, d'un poste évolutif, qui peut vous amener à prendre des responsabilités plus larges au sein de notre Société.

Le poste est basé en proche banlieue Sud-Ouest.

Un premier contact sera pris par notre Conseil, qui vous apportera des informations plus précises sur cette opportunité.

Pour cela, merci d'écrire à JFD CONSEIL sous la réf. 618/M au 102, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS, qui vous assure réponse et discrétion.

## LA FISCALITE DANS LA BANQUE : UNE OPPORTUNITE POUR UN PROFESSIONNEL CONFIRME

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez acquis dans un cabinet d'expertise comptable une expérience d'au moins cinq ans des affaires juridiques et fiscales.

Au sein de la Comptabilité Générale, vous serez chargé(e) de proposer et de mettre en application les solutions les mieux adaptées aux problèmes que doit résoudre une grande Banque.

Par ailleurs, votre intérêt pour la fiscalité internationale vous ouvrira des opportunités dans la Banque et son groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MP 7 à Banque Indosuez, Service recrutement, carrières, formation, 44 rue de Courcelles, 75008 Paris.



**BANQUE INDOSUEZ**

Un monde d'opportunités

## Lancer un nouveau département, un beau challenge pour un Chef de Publicité confirmé

Vous êtes jeune, de formation supérieure, vous avez quelques années de pratique comme senior dans la publicité en agence et vous souhaitez, aujourd'hui prendre de nouvelles responsabilités.

Nous sommes filiale du groupe FCA, notre activité est orientée vers la communication entre les hommes et l'entreprise. L'accélération de notre développement nous incite à créer un nouveau département.

Votre rôle: élaborer des recommandations stratégiques, gérer vos budgets, concevoir et rédiger, contrôler maquette et média-planning. Vous êtes en permanence à la recherche de nouveaux médias pour l'entreprise, ceci dans nos deux principaux domaines d'activité: la communication recrutement (ponctuelle et institutionnelle) et la communication interne (presse, vidéo...).

SEFOP remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. SO 552 M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

## REDACTEUR

D'UNE IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

Cadre au sein du département des engagements. Vous y serez chargé(e) de « d'élaborer et d'instruire les demandes de crédit d'une clientèle d'entreprises (PME-PMI) à dominante agro-alimentaire, de contrôler la mise en place de ces crédits et le suivi de leur utilisation. Rattaché au directeur des engagements, vous assisterez les responsables de clientèle dans la sélection de leurs risques. Vous serez responsable de la mise en place des décisions de la Direction, aurez à transmettre et faire appliquer les décisions de la Direction. Diplômé d'enseignement supérieur (Sup. de Co ou équivalent) vous bénéficiez d'une expérience bancaire d'1 à 2 ans et de solides connaissances de l'analyse financière de l'entreprise. Vous êtes tenace et rigoureux face à une activité exigeante. Ce poste complet et formateur peut vous faire évoluer progressivement vers des postes à responsabilités dans notre réseau d'agences. Prenez contact avec nous en écrivant s/réf. R.D.E. à CONTEXTE PUBLICITE, n° 11575 au 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui nous transmettra votre candidature. Discrétion assurée.

## Ingénieur électrotechnicien débutant

FORMATION GRANDE ECOLE (ESE, IEG...)

Importante société de construction électrique recherche un Ingénieur Electrotechnicien. Mission: participation aux travaux de recherche développement dans le domaine de la très haute tension où la Société est leader. Connaissance de l'anglais indispensable. Lieu de travail région FONTAINEBLEAU. Ce poste constitue une excellente base de départ pour la valorisation des connaissances d'un jeune ingénieur.

Adresser C.V. et lettre manuscrite, sous référence 6585 à:

**(Organisation et Publicité)**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

## CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

avec plusieurs bureaux dans les YVELINES et à PARIS recherche

## expert comptable diplômé

Il prendra la direction de notre bureau de JOUY EN JOSAS dont il pourra devenir associé. Il sera chargé d'une clientèle de P.M.E. sur JOUY EN JOSAS et VERSAILLES SUD. Il devra faire preuve de qualités commerciales.

## un conseil juridique diplômé

Il prendra la direction de notre service juridique situé au CHESNAY dans la perspective de sa titularisation. Il assurera la constitution des sociétés, le secrétariat juridique et diverses activités de conseil. Nous recherchons un conseil juridique polyvalent, gestionnaire, rigoureux et possédant une bonne aptitude commerciale.

## un collaborateur comptable

pour PARIS 16<sup>ème</sup>

Titulaire du DECS et ayant une expérience de cabinet, l'assurera toute l'activité liée à la tenue de comptabilité, aux commissariats aux comptes de petites sociétés et le conseil en gestion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste qui vous intéresse à:  
**DUJOURNET - KERVILLANT S.A.**  
BP 93 - 78150 LE CHESNAY

150 من الأصل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# Imaginons votre avenir ensemble

Hewlett-Packard France, 42 % de croissance du CA en 1984, 3000 personnes, 3<sup>ème</sup> exportateur de matériel informatique en France, leader dans le domaine de l'instrumentation électronique. Les signes de cette expansion : le démarrage d'un nouveau site industriel à Lyon - L'Isle d'Abeau. Les fondements de cette réussite : des solutions commercialement adaptées, une forte capacité d'innovation, la gestion attentive des ressources humaines.

## MARKETING

### Chefs de produit bureautique LYON - PARIS

Dans le domaine bureautique, comme ailleurs, nos atouts - forte capacité d'innovation, implication des hommes, solutions adaptées aux besoins du client - sont déterminants.

Dans le cadre de notre programme bureautique, vous intervenez en spécialiste et assurez le développement de nos ventes dans votre secteur.

En liaison avec la Direction Marketing régionale et la force de vente, vous intervenez aussi bien auprès des prescripteurs que des prospects, que vous qualifiez. L'animation, la formation de l'équipe de vente et du management au concept bureautique HP, la mobilisation des ressources internes ou externes (SSI) pour répondre parfaitement aux besoins du client, sont autant d'aspects d'une mission qui vous permettra d'évoluer rapidement.

Votre rémunération, attractive, comportera un intéressement à vos résultats.

Pour cela, votre formation type Grande Ecole de Gestion complétée par une expérience de 5 ans environ dans le domaine seront vos points forts.

Réf SF/15/7/M.

### Chefs de produits logiciels de l'informatique au marketing...

Votre formation supérieure type Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), complétée par une expérience de 2 ans acquise chez un constructeur ou une SSI vous a permis de bien connaître l'informatique en tant qu'utilisateur.

Dans le cadre de la Direction Marketing, la responsabilité des études d'opportunité et de développement des logiciels locaux, au sein d'une équipe de 6 personnes, vous conduira à :

- définir les caractéristiques des logiciels à retenir,
- identifier les logiciels à développer ou à acquérir,
- réaliser l'analyse technique,
- mener les négociations avec les SSI, afin de permettre la réalisation du plan de commercialisation en liaison avec la force de vente.

Réf MKG/5/M.

## COMMERCIAL

### Ingénieurs commerciaux expérimentés

Vous aurez des responsabilités de management, notre expansion l'implique, mais en premier lieu, vos compétences devront être reconnues en commercialisant notre gamme informatique-technique, scientifique et de gestion - ou d'instruments de mesure dans la spécialité que vous maîtrisez déjà parfaitement :

- Grands Comptes : banque, assurance, chimie, pétrole, électrotechnique, aérospatiale...
- Marché O.E.M., SSII

Depuis la prospection, la présentation des produits, jusqu'à la proposition de solutions spécifiques, vous donnerez toute la mesure du conseil auquel nous sommes attachés.

Votre formation type Grande Ecole complétée par une expérience de 5 ans environ dans l'un de ces domaines seront vos points forts.

Une formation spécifique complètera vos connaissances techniques, une rémunération attractive valorisera vos performances.

Des postes sont à pourvoir sur Lyon, Pau, Nice, Besançon, Paris, ainsi que dans d'autres villes de France.

Réf SF/15/6/M.

Homme de contact et de terrain, votre sensibilité commerciale et marketing faciliteront votre intégration dans l'équipe au sein du contexte dynamisant d'HP.

En rejoignant HP France, vous intégrez une entreprise qui favorise le choix des carrières dans un environnement international motivant où sens du défi, mobilité et autonomie sont des critères porteurs d'évolution et de réussite.

Pour tous ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est bien sûr nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo et prétentions - en précisant le poste et la référence choisis, à Hervé GALLON, Service Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac - 91040 Evry Cédex.

Hewlett-Packard France :  
le partenaire de vos ambitions.



**HEWLETT  
PACKARD**

## CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec de solides connaissances en informatique et TRANSMISSION DE DONNÉES. Vous avez une expérience confirmée et réussie d'encadrement dans une unité de production.

Nous vous offrons un poste de  
**responsable exploitation réseaux**

- Vous devrez assurer :
- l'encadrement et la planification des activités du personnel d'exploitation (11 pers.)
  - l'interface vis à vis des utilisateurs avec le souci constant de la qualité du service rendu
  - la mise en place des nouveaux produits matériels et logiciels
  - participer aux relations avec les fournisseurs et aux études des nouveaux systèmes.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 58 0431 à  
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

URGENT. Groupe International  
d'édition  
recherche

### CONSEILLER TECHNIQUE

ayant connaissances de la rédaction et de l'édition hautement qualifiée dans les domaines suivants : BTP, mécanique générale, automates, informatique, mesure et régulation, machine-outil, etc. Les candidats devront avoir 5 ans d'expérience et seront à rencontrer des cadres industriels de haut niveau. Aucune candidature ne répondant à ces critères ne sera prise en considération. Adresser C.V. : la Nouvelle Librairie, 43, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS. Directeur Administratif.

Constructeur informatique recherche

### INGÉNIEUR

LOGICIEL expérimenté bonnes connaissances

### PROCÉDURES DE TÉLÉCOM.

Tél. pour R.V. 784-74-62.

Constructeur informatique recherche

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

2 ans expérience obligatoire. Tél. pour R.V. 784-74-62.

Le directeur général d'une importante association gestionnaire d'établissements médicaux recherche à Paris-9<sup>ème</sup> son

### ASSISTANT (E) DE DIRECTION

BAC + BTS ou équivalent. Supr. profession. rigole : excellent(e), rédacteur(trice) capable de contacts à haut niveau. Organisateur(trice) efficace.

Pour plus d'informations, tél. au (1) 298-15-16 du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, en précisant la réf. 329/LM ou adressez lettre, C.V., photo et prêt. sous réf. 329/LM à ALLO-CARRIÈRES, 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

## NOUS SOMMES LE PREMIER GROUPE FRANÇAIS DE CAPITAL-RISQUE

NOTRE DÉVELOPPEMENT NOUS CONDUIT À RECRUTER UNE :

### CHARGÉE DE MISSION AUPRÈS DE NOTRE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vous serez en priorité chargée des relations extérieures tant vis-à-vis de nos partenaires que de nos actionnaires. Polyvalente et autonome, vous êtes diplômée d'une grande école de commerce et avez de plus en plus une bonne formation juridique.

Une première expérience dans une entreprise ou cabinet d'affaires est indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 307 249 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

# Cabinet d'Audit International

recherche pour son bureau de Paris

## Chefs de Mission (Seniors)

Les candidats devront être diplômés d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO/Eco Fi) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international. Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale et recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet. Notre développement leur permettra d'accéder rapidement à des responsabilités et de participer à des programmes d'échange au sein de notre réseau international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à P. NARAIN, 18, place Henri Bergson, 75008 PARIS.

### EQUIPEMENT HOSPITALIER

## Ingénieur technico-commercial

Basé à Paris, adjoint du Directeur Technique, vous assurerez les relations techniques et commerciales avec les clients et les fournisseurs et vous prendrez en charge la rédaction des devis en liaison avec le service Achat-Transit-Chiffre. Vous serez amené ponctuellement à effectuer des missions à l'étranger pour déposer des offres et participer à la négociation des contrats, votre parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable. Votre connaissance générale de l'hôpital et des équipements, votre expérience commerciale réussie et pourquoi pas, une première approche de l'ingénierie hospitalière font de vous l'homme tout désigné pour nous rejoindre. Nous vous offrons des structures évolutives d'une entreprise jeune, filiale d'un grand groupe français et une rémunération de 180 000 F+.

Merci d'adresser CV, photo sous la réf. SF 06 85 à notre Conseil ORSI 13 place Kossuth 75009 Paris.

ORSI

## La direction du développement commercial d'une banque privée

Nous recherchons un collaborateur de haut niveau basé à PARIS qui aura pour mission d'encadrer l'ensemble de nos succursales. A l'écoute permanente des marchés régionaux et de leur évolution concurrentielle par une présence sur le terrain, le candidat proposera des directives de développement adaptées aux spécificités de chaque succursale. Responsable des résultats et de l'animation des commerciaux, en étroite collaboration avec l'équipe de Direction, il veillera à la qualité du développement. Par ailleurs, il aura à adapter et à former le réseau commercial aux objectifs fixés. Ce poste de dialogue et de communication s'adresse à un homme qui maîtrise parfaitement la profession et plus particulièrement le crédit immobilier. Une expérience réussie de la fonction est souhaitable. Toute candidature sera examinée de façon strictement confidentielle. Adresser votre lettre manuscrite + C.V. + photo, sous la référence EDS/3584, à MEDIA P.A., 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

## GRUPE BANCAIRE FINANCIER PARIS - LA DEFENSE

recherche pour une de ses agences situées dans la région parisienne

## CADRE D'EXPLOITATION HF

chargé du développement de sa clientèle (coopératives, associations, mutuelles). Le candidat retenu sera diplômé d'études supérieures (maîtrise de gestion, IEP, ESC) et/ou ITB ou CESB, avoir une expérience confirmée de l'analyse financière et une parfaite aptitude à la négociation commerciale.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4624 PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra

## Les Associés et l'Ensemble des Consultants de

### SYSTEMA

(Correspondant en France de Price Waterhouse)

Cabinet de Conseil en Gestion - Etudes et Réalisations en Informatique sont heureux de vous communiquer leur nouvelle adresse.

113, rue de l'Université - 75007 PARIS  
Tél : 555 91 25

140 000 F TRINITE  
Société de services, en pleine expansion, filiale d'un important groupe français, cherche son

## RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

Sous l'autorité directe du DAF, il assurera la comptabilité générale jusqu'à l'établissement du bilan, le suivi de la comptabilité fournisseurs, les déclarations sociales et fiscales et devra animer une équipe de 4 personnes. Titulaire du Certificat Comptable du DECS, ou du DECS, il justifie d'une expérience réussie en entreprise ou en cabinet. Ses capacités d'organisateur, son esprit d'initiative et sa pratique de l'informatique (déjà en place) lui permettront d'évoluer dans la structure.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M11/220 AT, à :

EGOR PROMOTION

63, rue de Fontenay 75006 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA CUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO

egor

LOUIS DEVELOPMENT, 700 personnes, plus d'un milliard de francs de CA dans le monde, solidement établie depuis 1982 aux USA, a acquis une position de leader sur le marché des logiciels de gestion.

Dans le cadre de notre développement sur le marché français, nous avons créé une nouvelle filiale.

Pour participer à ce lancement, nous recherchons :

## Accounting manager

Sous l'autorité du Directeur Financier, vous aurez la responsabilité du reporting, de la comptabilité, des problèmes fiscaux, de la trésorerie à court terme et du forecast. Après une première expérience d'audit dans un cabinet anglo-saxon, vous souhaitez vous intégrer dans une petite équipe et mettre en place des systèmes comptables de gestion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence M 9130 sur l'enveloppe, à Stemo 22 rue Auguste Vacquerie 75116 Paris.

Lotus

## ATTACHE DE PRESSE HF BILINGUE FRANCO-ALLEMAND

Ce très important groupe chimique allemand possède en France plusieurs Sociétés (vente et production).

Il recherche un(e) attaché(e) de presse, diplômé(e) I.E.P., CELSA ou E.S.C., ayant à son actif 5 ans d'expérience professionnelle acquise de préférence en entreprises. Basé(e) dans la Société de Distribution (située en proche banlieue Ouest), il/elle sera chargé(e) des relations avec la presse économique financière et spécialisée concernant la vie du Groupe en France et les opérations de Relations Publiques intéressant les différentes Sociétés (Foires, Expositions, Salons) en relation étroite avec la Direction Générale.

Outre une parfaite maîtrise de la langue allemande - écrite et parlée - ce poste demande un réel sens des contacts humains et de la disponibilité pour de brefs déplacements.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, s/réf. 3578/BA, à

MEDIA BA, 9, bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées.)

## Conseiller en achats de produits pétroliers

Notre société spécialisée depuis 50 ans dans le contrôle des dépenses d'énergie opère dans le monde entier.

Votre mission : aider nos clients français à obtenir de meilleures conditions sur l'achat de leurs produits pétroliers.

Votre profil : une bonne connaissance du marché français des produits pétroliers, une expérience de plusieurs années acquise dans une compagnie pétrolière.

constitue un avantage. une bonne pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.

Le poste est basé à Paris. Le salaire, fonction de l'expérience, sera à discuter lors des entretiens.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, en précisant la réf. 5581 sur l'enveloppe.

## ORGANISME DE FORMATION ET CONSEIL EN AGRO-ALIMENTAIRE

recherche

## FORMATEUR CYCLES AGENTS TECHNIQUES DE DEVELOPPEMENT

- Ingénieur Agro ou équivalent.
- Ayant qualification Conseiller Agricole.
- Expérience dans entreprise, service développement ou centre de gestion.
- Organisera et contrôlera des cycles longs de formation.
- Animera des séminaires développement.
- Accessoirement participera à des actions de conseil ou de formation dans d'autres domaines.
- Connaissance en informatique appréciée.
- Evolution possible vers un poste de responsabilité.

Envoyer Curriculum vitae et prétentions sous réf. 266 à SWEERTS Publicité, 9, rue du Delta, 75009 PARIS qui transmettra.

### STÉ EXPERTISE COMPTABLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Paris 8<sup>e</sup> recherche pour faire face à son expansion

### ASSISTANT(E) DE CABINET

DECS complet, 1 à 2 ans d'exp. en cabinet.

Envoyer C.V. à CEREX, 112, bd Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>

L'APPEL MÉDICAL N° 1 Interim médical recherche

pour JUNE - JUILLET

ETUDIANTS(ES) EN MÉDECINE

8<sup>e</sup> année, métropolitaine pour SOINS A DOMICILE PARIS et SECT. OUEST.

Très haut salaire. Frais remboursés. Tél. : 747-97-10.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE OEB TRAVAILLEURS NON SALARIÉS, recherche pour son

EQUIPE SYSTEME

INFORMATIQUE DUT (H-F)

Expérience souhaitée en : - DPS 7 G, COS 7 - DPS 8 MOD 400 - RESEAU DSA.

Lieu de travail : ST-DENIS (93). Des déplacements en province sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 1502 à LEV Tournay ASSOM, 31, bd St-Denis, Neuville, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Association 1901 éducation populaire cherche un comptable connaissant la vie associative et l'informatique. En relation avec le trésorier et le directeur administratif il sera chargé de la gestion budgétaire et comptable ainsi du bilan (actuellement en phase d'informatisation).

Gaire R. Gentry, J.O.C. 248, bd St-Denis, B.P. 36 92400 Courbevoie.

Entreprise à vocation internationale située à Paris recherche

RESPONSABLE DU SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Casable de grande en charge la responsabilité globale de la comptabilité générale et analytique, du contrôle de gestion et de la trésorerie de l'entreprise en France et de ses filiales à l'étranger. Capable également d'assurer les relations avec les banques et les administrations, et d'encadrer une équipe de 4 personnes.

De bonnes connaissances, en français et en anglais sont requises.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe réf. 9123 à MEDIA SYSTEM, 2, rue de la Tour-des-Dames, 75009 PARIS, qui transmettra.

Envoyer C.V. à P. LESBATS, Ecole des Mines, 42023, SAINT-ETIENNE CEDEX, Téléphone : (77) 25-20-23.

formation professionnelle

icom-vente

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE GRANVILLE-SAINT-LO organise deux formations

spécialisées et pratiques pour devenir des :

CADRES COMMERCIAUX POUR L'EXPORTATION

Niveau : BAC + 2 à BAC + 4 et/ou expérience professionnelle. Maîtrise de l'anglais indispensable. Journalisme du cycle en cours avec l'HE.

Export Management de Poole (Angleterre).

CADRES COMMERCIAUX POUR L'AGRO-ALIMENTAIRE

Niveau : Expérience professionnelle et/ou BAC + 2 avec bonne connaissance des produits agricoles et alimentaires. Cycle organisé conjointement avec la CCI de Paris (TECOMAH).

A Granville, d'octobre 1985 à juin 1986, pour jeunes diplômés, salariés et demandeurs d'emploi.

Recrutement : les 13 et 14 juin à Granville

Candidature et C.V., sous référence LM1 à :

ICOM-Vente

Institut Consulaire de la Manche-Vente CCI de Granville-Saint-Lo

Rue de l'Oratoire - AGNEAUX - B.P. 310 50010 SAINT-LO CEDEX - Tél. (33) 05.09.41

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## OFFRES D'EMPLOIS

Banque Parisienne (moins de 300 personnes) filiale d'un grand groupe financier national, recherche un

## CHEF DU PERSONNEL

Avec l'appui d'une équipe de 5 personnes, il animerait les fonctions suivantes :

- administration : paie informatisée, déclarations, dossiers individuels,
- gestion des effectifs et des salaires,
- recrutements,
- formation,
- études et statistiques diverses,
- assistance de la hiérarchie en droit social.

Profil souhaité :

- formation supérieure économique ou juridique complétée par une spécialisation de la fonction « personnel », ainsi que par une expérience de plus de 5 ans dans une entreprise de taille moyenne et plus particulièrement dans la Banque,
- expérience de l'outil informatique,
- grande disponibilité, qualités d'organisation et d'animation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel (en précisant sur l'enveloppe les sociétés avec lesquelles vous souhaitez passer en contact), sous référence 3577, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

## LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ILE DE FRANCE (2300 personnes - 240 agences) offre à de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur la possibilité d'adhérer à la dynamique de GRANDS PROJETS D'ORGANISATION INFORMATIQUES

## ORGANISATEURS - CONCEPTEURS

Depuis 2 ans au moins vous occupez une fonction similaire dans une grande banque, une entreprise importante ou un cabinet d'organisation ; vous êtes familiarisé avec l'outil informatique ; votre formation allée à votre volonté de réussir en équipe vous permet d'envisager le déroulement de votre carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.) sous référence 980 au Service du Recrutement, 26, Quai de la Rapée, 75012 Paris



Le bon sens près de chez vous.

## experts comptables (ou réviseurs) futurs associés

Assistés d'une dizaine de collaborateurs, ils prendront en charge de façon complète et autonome la direction d'un bureau (clientèle composée de PME, PMI, professions libérales...).

Ils définiront et gèreront le budget, en appliquent les procédures générales de la Société. Ils fidéliseront et développeront la clientèle.

Ces postes conviendront à des candidats (hommes ou femmes) :

- âgés de 30 ans minimum,
- ayant acquis une expérience d'environ 3 ans et la responsabilité d'une équipe.

Nous proposons une rémunération motivante, et une possibilité de réelle association à terme.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. A 173 à Michel HAREL

PAJ Conseil, 8, avenue de Camoëns - 75016 PARIS

CSNCR EN RECRUTEMENT

## JEUNES INGENIEURS D'ETUDES pour une informatique de pointe

## G-LINE SYSTÈMES

souhaite vous rencontrer

Nous sommes une jeune SSII, filiale d'un grand groupe français, installée à Paris, spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques :

- aide à la décision (dont systèmes experts)
- analyses et modèles statistiques
- dépouillement de données

Notre constant développement nous conduit à préparer l'avenir, en accueillant au sein de notre Direction des Etudes deux ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole (X, Télécom, Centrale, Supélec, A.M., IMAG, ...) prêts à relever le défi des nouvelles techniques informatiques des leurs débuts dans la vie professionnelle.

En adressant votre dossier de candidature à Joseph SABATIER n'oubliez pas d'indiquer ce qui motive votre démarche.



120 RUE DE JAVEL - 75015 PARIS

## secrétaires

## secrétaires

## SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français, CA 2,8 Milliards de francs, 3 200 personnes, 15 unités de production, nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche pour sa Division Internationale au Siège de Paris la

## Une secrétaire bilingue anglais (de préférence de langue maternelle anglaise)

pour assurer le secrétariat du chef du département Etats-Unis. Ce poste nécessite une formation BTS ou équivalent et/ou 4 à 5 ans d'expérience. Rémunération motivante selon formation et expérience, restaurant d'entreprise, possibilité d'aménagement d'horaires.

Lieu de travail : PUTEAUX LA DEFENSE.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73778M à Mlle CLERE, SÉLÉ-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Port de Sèvres - 92516 BOULOGNE CEDEX

## SOCIÉTÉ D'ASSURANCES VIE AYANT SON SIÈGE ADMINISTRATIF A NOISY-LE-GRAND (93)

recherche POUR COMPLÉTER SON SECRÉTARIAT DE DIRECTION

## SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

JUSTIFIANT D'UNE PETITE EXPÉRIENCE ET D'UN DIPLOME DE SECRÉTARIAT AU MOINS ÉQUIVALENT AU BAC GI

La candidate retenue sera placée sous l'autorité de la responsable du secrétariat de direction.

CE POSTE - QUI EST À POURVOIR RAPIDEMENT ET EN TOUT CAS AVANT LE 1<sup>er</sup> AOUT 85 - COMPORTE D'APPRECIABLES AVANTAGES SOCIAUX.

Adresser lettre manuscrite de candidature accompagnée d'un C.V. mentionnant les prétentions et d'une photo d'identité, sous le n° 94 à

R.B. CARRIÈRES 20, rue Fourcroy, 75017 Paris, qui tr.

## propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français, hommes et femmes. Demandez une documentation (gratuite) sur votre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 181, S.P. 402, 09 PARIS).

## travail à domicile

Secr. tape sur IBM 82 C. manuscrits, rapports, conférences, etc. Tent. intéressant. Tél. : 840-42-41.

## capitaux propositions commerciales

## AFFAIRES

Je gère une société rentable démontrée. Seul fabricant français, brevets, programmes de vulgarisation. C.A. 3,5 M.F., grand potentiel. Affaire en plein développement, qui va d'arriver à un stade commercial. Pour intéresser groupe cherché, à se diversifier, ou pour un investisseur financier. Ecr. s/m 7242 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## perdu - trouvé

Perdu samedi 11 mai 1985 à Paris, collier de perles, double rang, fermoir or et diamants. Récompense : 10 % de la valeur. Téléphone au 1 (31462-36-35, poste 1802 ou 1802).

## DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire parfaitement bilingue (français-anglais), excellentes notions d'anglais, ayant sens de l'initiative et des responsabilités, cherche poste motivant. Téléphone : 336-51-04.

Ingénieur projet en turbomachines 27 ans, diplôme ISN, généraliste passionné d'informatique, recherche poste scientifique, recherche ou développement en énergétique ou mécanique dans société de préférence U.S.

Tél. : (1) 887-22-52. Ecr. le Monde Pub. 7364 service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune femme ayant organisé exposition (livres, illustrations, photographes) et ateliers importants à Paris cherche emploi similaire dans société spécialisée dans l'organisation de manifestations.

Ecr. s/m 7286 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 27 ans, DUT documentaliste, angl. cour., esp. ind. ch. emploi repris, ass. française opérant en U.K. ou désireuse d'y opérer. Ouv. tes pros. v. compris agro-al. P. Guillin. Tél. : 19 44 834 752 886.

H. (34) édité, dipl. CORNELL management hôtelier, cherche étudiant en GASTRONOMIE ET TOURISME. Tél. : 675-03-11 qui transmet.

Commercial 42 ans cherche activité de vente AFRIQUE FRANCOPHONE. Statut expertisé. (58) 23-67-20.

Français résid. en G.-B., 38 ans, formation économique, com. tech., exp. industrie, ch. emploi repris, ass. française opérant en U.K. ou désireuse d'y opérer. Ouv. tes pros. v. compris agro-al. P. Guillin. Tél. : 19 44 834 752 886.

Ingénieur chimiste thermicien, 36 ans, responsable unité de production à feu continu, solide exp. de industries chim. et pétrochimiques, cherche poste à responsabilité étendue industrie et conseil.

Ecrire sous le n° 088.766 M RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Cadre commercial cherche emploi à responsabilité dans parfumerie ou prêt-à-porter haut de gamme. Angl. cour. Tél. : 675-74-88.

## automobiles

## ventes

## moins de 5 C.V.

Vende Renault 5, bordaux, 1801, 85.000 km, bon état, radio, 20.000 F. Tél. : 286-25-06.

## de 5 à 7 C.V.

Part. vd R 18 Break, GTL 7 CV, type n° 2, couleur grise, garantie 8 mois, 8.000 km. Prix : 68.000 F. Tél. : bur. 748-82-94, dom. 642-51-81.

## formation professionnelle

## IAE

Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES 47, rue des Berges 75015 PARIS

## M.I.S.S.I.L. (SYSTEMES D'INFORMATION)

- Diplôme National de 3<sup>e</sup> cycle (D.E.S.S.).
- La formation apporte aux cadres participants :
  - une mise à niveau en gestion et informatique,
  - les moyens de concevoir, réaliser et faire fonctionner les systèmes d'information dans les organisations, en faisant appel à la Télématique, la Bureautique et l'informatique.
- Programmation à temps plein de novembre 1985 à juin 1986.
- Formation ouverte aux cadres salariés et demandeurs d'emploi.
- Test d'entrée et entretiens : courant octobre 1985.

Renseignements et inscriptions : Karin RIPOCHE au (1) 558.02.28

## L'immobilier

## appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt

COBELINS 2 p. et conf. plain s/cour, clim., car. ma. P. 450.000 F. 325-57-18.

6<sup>e</sup> arrdt

CHERCHE-MIDI 150 m<sup>2</sup> salon, s. à manger, 3 chambres, imm. gd confort, 5<sup>e</sup> ét., asc., parq., 507-22-88.

7<sup>e</sup> arrdt

ALMA 290 m<sup>2</sup> BELLE RÉCEPTIONS 4 ch. 3.300.000 F. Exclusivité. EMBASSY - 502-18-40.

8<sup>e</sup> arrdt

ÉTOILE SUR AV. VUE superbe récept., 3 chbres, 285 m<sup>2</sup> trav. Exclusivité CSA le matin. Tél. : 280-42-20.

10<sup>e</sup> arrdt

HOPITAL ST-LOUIS, pch. de 1<sup>er</sup> ét., s/cour, clim., car. ma. P. 450.000 F. 325-57-18.

11<sup>e</sup> arrdt

Près RÉPUBLIQUE 80 VOLTAIRE, imm. pierre de t., trav. exc., 2<sup>e</sup> ét., belc., 5 p., s/c., à rénover poss. 7 p. 634-13-18.

13<sup>e</sup> arrdt

Surface à aménager, r.-dc. s/cour, clim., car. ma. P. 450.000 F. 325-57-18.

14<sup>e</sup> arrdt

E-Quinell 4 p. 703-32-44. TERRASSE SOLEIL.

17<sup>e</sup> arrdt

THEATRE MONTPARNAISE Lumière 3 p. conf. 650.000 F. 508-63-84 ou 060-54-84.

17<sup>e</sup> arrdt

Près AV. NIEL IMM. PIERRE DE T. SOLEIL, superbd gd 3 p., conf. 1.385.000 F. VENEZ 628-01-50.

18<sup>e</sup> arrdt

AU PIED DE LA BUTTE Bel imm. pierre vd beau 4 p., rénové. 860.000 F. 294-84-84.

19<sup>e</sup> arrdt

VUE SUR PARC BUTTES-CHAUMONT atelier d'arts, 88 m<sup>2</sup> Remarquablement aménagé 885.000 F. 281-54-52. h.b.

20<sup>e</sup> arrdt

PTE DES LILAS gd aud. + él. cuis., clim., car. ma. P. 450.000 F. 325-57-18.

## 78-Yvelines

CELLE-SAINT-CLOUD 17 m<sup>2</sup> St-Lazare, imm. rénové, 3 pces. Prix : 395.000 F. Tél. : 252-01-82.

## 91-Essonne

PALAISEAU Dans part boisé apt 110 m<sup>2</sup>, 8 p., cuis., s/c., belc., s/valle. 690.000 F. AGENCE DE LA SARE A PALAISEAU. 014-44-28.

## ACHÈTE COMPTANT

Logement avec ou sans ch. Paris intra-muros. 252-01-82.

## locations non meublées offres

## Paris

Informations sur 170 logements à louer, du studio au 6 pièces de 2.000 F. à 10.000 F., selon confort et quartier. Également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence, ni marchand de listes, mais une association sans but lucratif.

Ecrire : APPEL 75-B.P. 114 75463 PARIS CEDEX 10. (1) 893-09-86 - 283-57-02. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

## locations non meublées demandes

## Paris

Étudiante 22 ans ch. studio conf. ou chambre ind. évent. contre services. Riva gauche. Tél. : 326-00-77 (mat. ou soir).

## Région parisienne

Pour sites européennes cherche villa, pavillon pour CADRES (1) 893-09-86 - 283-57-02. Étude cherche pour CADRES villa très bel.,oyer garni. (1) 893-09-86 - 283-57-02.

## locations meublées demandes

## Paris

EMBAISSY SERVICE Rech. apte pour CLIENTÈLE STRANÈRE et apte de STANDING pour DIPLOMATES et MULTINATIONALES. Tél. : 562-78-89.

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par État ou Ambassades. 285-11-08.

PROPRIÉTAIRE pour employés et dirigeants établissements bancair. rech. apte ttes catégories villa Paris, banlieue, loyer élevé accepté. Tél. : 504-04-45.

## immeubles

## MICHEL BERNARD

42, av. Victor-Hugo, Paris-16<sup>e</sup>. 502-13-43. Recherche imm. de bur. ou commercial, bons locataires.

## pavillons

## 91-PALAISEAU

1800 m<sup>2</sup> Métrol Pptaire vend 1977 à 630 m<sup>2</sup> LOY. entrée, mezzanine, s.d. 4<sup>e</sup> ouvrant s/terrasse, s.d. Cuis. équip. 5 chbres, 2 bns, bur. s/soi. 148 m<sup>2</sup>. Prix : 1.500.000 F. 014-58-88.

## viagers

Lamarck Caulécourt, 2 p. ch. impecc., très bel imm. pierre. 48.000 + 1.200 occupé fine 71 ans. F. CRUZ, 285-19-00.

## ETUDE LODEL

35, bd Voltaire, Paris-11<sup>e</sup>. 355-61-58. Spécialiste viagers. Expér. Discrét. Conseils.

## Ventes

À VENDRE dans ville de 18 000 habitants, 40 km Ouest Lyon. Librairie-papeterie-disques. C.A. 1.600.000 F Prix à débattre. Agence s'abstient. Ecr. s/m 7357 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## boutiques

## Ventes

À VENDRE ou LOUER BOUTIQUES, IMMEUBLES MURINVEST 723-30-40



## dossier

## LE POINT SUR...

## Le syndicalisme dans le monde

Faut-il cultiver le « syndicalisme-pessimisme » à la lumière de la situation syndicale dans le monde ? On ne parle que de désyndicalisation et de crise du militantisme. Et pourtant, sur une longue période, le syndicalisme semble avoir maintenu une certaine

expansion. Dans son rapport sur « Le travail dans le monde » en 1985, le Bureau international du travail (BIT) souligne que « le syndicalisme, né en Europe et aux États-Unis, fait partie intégrante des sociétés industrielles et pluralistes occidentales ; au cours de notre siècle, il s'est répandu dans toutes les régions — industrialisées ou en développement — et dans tous les secteurs économiques ». En 1919, à la Conférence internationale du travail, il n'y avait que 25 délégués pour représenter les travailleurs. En 1983, on en recensait 130, assistés de 337 conseillers techniques et représentants « pratiquement tous les pays du monde ».

De 1919 à 1983, le syndicalisme a donc fait un pas de géant. Entre ces deux dates, non seulement la convention n° 87 de l'Organisation internationale du travail (OIT) a posé des principes pour le syndicalisme qui demeurent valables, mais la crois-

sance des syndicats dans les pays en développement s'est, avec beaucoup d'inégalités, affirmée. Lors d'un récent passage à Paris, M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, « toutefois tempéré est optimiste en déclarant que depuis 1982, « la situation pour les syndicats s'est considérablement dégradée ».

Il n'en demeure pas moins que, au début des années 80, seize pays en développement avaient des taux de syndicalisation supérieurs à celui de la France (20 %). Parmi eux, seuls deux États, le Mexique et le Venezuela, ont autorisé le système d'origine anglo-saxonne de « sécurité syndicale » subordonnant l'embauche à l'affiliation syndicale.

D'autres pays, comme le Ghana ou les Philippines ont également recouru à ce système. Mais de nombreux obstacles demeurent au développement de la syndicalisation dans le tiers-monde, dont l'absence fréquente de réelle liberté syndicale, le faible nombre de grandes entreprises, le manque

d'animateurs ou la « difficulté de syndicaliser le secteur informel » (indépendants, travailleurs familiaux, occasionnels et temporaires, salariés de petites entreprises), ce dernier problème se retrouvant avec une acuité particulière dans les pays industrialisés.

Dans ces pays, le BIT énumère toute une série de facteurs qui « limitent la croissance des syndicats : la difficulté de recruter dans des régions ou secteurs hostiles ou indifférents, l'opposition latente de certains employeurs, la prépondérance dans certains pays de petites et moyennes entreprises où les syndicats ont peine à survivre, la difficulté de faire comprendre aux travailleurs l'avantage du syndicalisme dans les pays où d'autres institutions jouent le même rôle et enfin le nombre croissant de travailleurs difficiles à syndiquer ». Des signes de désyndicalisation dont il résulte un impératif : celui d'adapter, rapidement et profondément, le syndicalisme.

## D'un pays à l'autre

● EN FRANCE, la liberté de constituer des syndicats existe depuis la loi du 21 mars 1884. Depuis la loi du 28 octobre 1982, l'article L. 411-1 du code du travail sur les syndicats est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des droits ainsi que des intérêts matériels et moraux, tant collectifs qu'individuels, des personnes liées par leurs statuts ». Mais il a fallu attendre la loi du 27 décembre 1968 pour que les syndicats aient le droit de s'organiser librement dans les entreprises en créant des sections syndicales d'entreprises.

De la liberté syndicale, il découle que chaque citoyen a la liberté d'adhérer ou non à un syndicat ou de lui retirer son adhésion. Par ailleurs, la loi du 27 mars 1956 (qui visait les situations de monopole syndical à l'embauche dans l'imprimerie), a affirmé que l'appartenance ou la non-appartenance syndicale ne doit avoir « aucune incidence sur le droit au travail ». Les conventions collectives s'appliquant par ailleurs indistinctement à tous les salariés, l'usage n'a pas suivi partout, et là où il y a un syndicalisme de métier, il arrive que l'employeur s'adresse au syndicat pour obtenir une main-d'œuvre qualifiée (dockers).

En France, il existe cinq organisations représentatives au niveau national — qui disposent par exemple d'un « monopole » de présentation des candidats au premier tour des élections professionnelles (1) — remplissant les cinq critères définis par l'article L. 133-2 du code du travail (effectifs, indépendance, cotisations, expérience et ancienneté, attitude de patriotisme pendant l'occupation) : la CGT, la CFDT, la CFTC, la CGC et FO. Dans l'éducation, la FEN est restée autonome. Il existe aussi plusieurs syndicats « indépendants » ou catégoriels.

● EN ITALIE, l'adhésion des salariés aux syndicats est libre et les conventions collectives s'appliquent à tous les travailleurs, syndiqués ou non. Dans un pays où le taux de syndicalisation est élevé, il existe trois organisations : la Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL), la Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori (CISL) et l'Unione Italiana del Lavoro (UIL). La structure de base du syndicalisme au sein des entreprises est le « conseil d'usine » ou « conseil de délégués ». Des délégués de section ou de groupe sont élus par des groupes de 20 à 30 travailleurs, affiliés ou non à un syndicat. Les délégués peuvent ne pas être membres d'un syndicat et il n'y a pas de liste politique ou syndicale. Le « conseil des délégués » est chargé de l'organisation, de la gestion et de la direction des négociations dans l'entreprise. En 1981, on comptait 32 021 conseils avec 206 336 délégués représentant plus de 5 millions de salariés.

● EN GRANDE-BRETAGNE, on trouve à la fois des syndicats généraux, des syndicats professionnels et des syndicats d'industrie. Ces différents types de syndicalisme se sont nés dans le Trade Union Congress (TUC) mais chaque organisation affiliée conserve une grande part d'autonomie. Dans une même industrie, des rivalités surgissent parfois entre plusieurs syndicats. Elles sont arbitrées par le TUC. A l'origine délégués d'atelier indépendants des syndicats, les shop-stewards peuvent aujourd'hui, dans l'entreprise, recruter des adhérents et collecter des cotisations. Les shop-stewards se rassemblent en comités de délégués pour négocier avec la direction.

Aboli par la loi de 1971, rétabli pour l'essentiel en 1974, réinstauré en 1982, le système du closed-shop concerne environ 5 millions de salariés britanniques. Dans la pratique, cela signifie qu'ils ne peuvent occuper un emploi s'ils ne sont pas membres d'un syndicat. La loi sur

l'emploi de 1980 a donné aux salariés le droit de demander des indemnités au syndicat ou à l'employeur forcé de licencier un salarié n'appartenant pas au syndicat.

● EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, les syndicats sont organisés au niveau de la branche (à l'exception de l'éducation et de l'art). Ainsi dans la chimie, le syndicat réunit aussi bien les chimistes que les employés de bureau ou les électriciens qui sont employés dans une entreprise de l'industrie chimique. Avec ses dix-sept syndicats affiliés, le Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) est, de loin la plus puissante organisation syndicale allemande. Mais il existe aussi la Fédération allemande des fonctionnaires (DBB), le Syndicat des employés (DAG) et la Confédération des syndicats chrétiens (CGB).

● AUX ÉTATS-UNIS, les syndicats sont regroupés au sein d'une vaste fédération, l'AFL-CIO (la suite de la fusion en 1955 de l'AFL, créée en 1886, et du CIO, né en

pour but « de maintenir et d'améliorer les conditions de travail et d'élever le statut économique des travailleurs ». Les salariés ont le droit d'adhérer à un syndicat ou de le quitter librement. Mais la loi prévoit que lorsque qu'une majorité de travailleurs dans une entreprise est affiliée à un syndicat, celui-ci peut conclure avec l'employeur un « union-shop agreement » selon lequel la société n'emploiera plus désormais que des membres du syndicat.

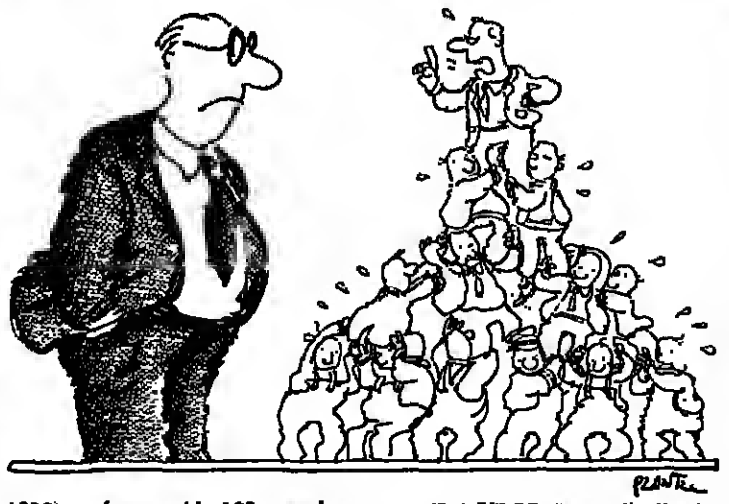
Selon une enquête du ministère du travail en 1978, 50 % des 1700 syndicats interrogés avaient conclu ce type d'accord. Il existe 34 000 syndicats de travailleurs à l'échelon des entreprises. Mais les fédérations et les syndicats de grandes entreprises nationales appartiennent à des centrales nationales : le Solvo, la plus puissante, surtout implantée dans le secteur public, le Donné, implantée dans l'industrie privée, et le Cburisuro (comité de liaison de plusieurs fédérations).

Le syndicat est d'abord un groupement industriel ou professionnel au niveau local. Tous les salariés acquittent une cotisation syndicale (équivalente à une journée de salaire) qui est retenue annuellement par l'employeur, mais elle n'entraîne pas leur appartenance à un syndicat (qui suppose une cotisation supplémentaire mensuelle).

● EN ISRAËL, le syndicalisme est incarné d'une manière fort originale par l'Histadrout qui, depuis 1920, est considérée comme « l'organisation de base du travailleur israélien » en raison du rôle important qu'elle a joué dans l'accueil, le logement et la formation des nouveaux émigrants. Les adhésions sont enregistrées directement par la centrale sans intermédiaire et l'Histadrout est à la fois un syndicat, un système de sécurité sociale, une société coopérative, une banque, une compagnie d'assurance, etc.

Au congrès de l'Histadrout, les élections se font sur la base de « listes politiques ». Les dernières ont eu lieu au début de ce mois.

(1) Pour une entreprise, un syndicat qui n'est pas affilié à une des cinq confédérations doit prouver sa représentativité. S'il établit sa représentativité, il peut présenter des candidats dès le premier tour des élections.



1938), qui rassemble 102 organisations membres et 48 000 unités syndicales à l'échelon local. Les teams (camionneurs) en ont été exclus.

Le système syndical est régi par la loi Wagner (National Labor Relations Act en 1935) et la loi Taft-Hartley de 1947. La loi Wagner a créé le National Labor Relations Board (NLRB) qui, à la demande de 30 % des salariés ou de l'employeur, a organisé des élections pour « certifier » un syndicat, c'est-à-dire lui permettre d'être le représentant autorisé et exclusif des travailleurs dans l'entreprise.

Lors des élections, et pour être reconnu, le syndicat devra obtenir au minimum 51 % des voix. Si deux syndicats sont en compétition et que chacun a moins de 51 %, de nouvelles élections devront être organisées au bout de douze mois. Les salariés peuvent également demander, selon la même procédure, une « décertification » du syndicat. La loi Taft-Hartley a interdit le monopole syndical à l'embauche (closed-shop) et la syndicalisation de la maîtrise et des fonctionnaires fédéraux. Elle a permis dans sa section 14b à des États d'adopter des lois sur le droit au travail (right to work).

Ainsi vingt États appliquent aujourd'hui le right to work, c'est-à-dire qu'ils interdisent l'obligation d'adhérer à un syndicat à la fin de la période d'essai (union shop). Dans trente États, la syndicalisation reste encouragée, et, dans de nombreuses entreprises, même ceux qui ne sont pas syndiqués versent des cotisations.

● AU JAPON, l'article 28 de la Constitution garantit « le droit des travailleurs de se syndiquer, de négocier et d'agir collectivement ». Aux termes de la loi de 1945 qui les réglemente, les syndicats rassemblent dans les entreprises essentiellement des travailleurs « réguliers » (permanents) et se regroupent dans des fédérations industrielles, ont

Les effectifs des organisations syndicales sont bien difficiles à apprécier, tant il est vrai que les chiffres officiels ne sont pas toujours d'une parfaite fiabilité. Selon le Bureau international du travail (BIT), les variations du taux de syndicalisation vont de « la presque

Pays	Taux de syndicalisation
Finlande, Suède	80 à 90 %
Belgique, Danemark	70 à 80 %
Autriche, Luxembourg, Norvège	60 à 70 %
Australie, Irlande, Italie, Royaume-Uni	50 à 60 %
RFA, Nouvelle-Zélande	40 à 50 %
Canada, Grèce, Japon, Pays-Bas, Suisse	30 à 40 %
Espagne, États-Unis, France, Portugal	15 à 30 %

Dans la CEE, le degré de syndicalisation a diminué de 1,2 % de 1978 à 1981, les baisses les plus nettes étant enregistrées en Belgique, en Italie, en Irlande, en Grande-Bretagne et en France. En Belgique, où la CSC — la plus importante — et la FGFB ont chacune dépassé le million d'adhérents, les ouvriers sont syndiqués à près de 85 % et les employés à plus de 40 %. En Italie, la CGIL revendiquait en 1983 4 537 084 adhérents, la CISL

2 953 411 et l'UIL 1 351 514, mais, si l'on considère les seuls adhérents salariés actifs, elles ont diminué respectivement en un an de 4,3 %, de 2 % et de 1,8 %. En Grande-Bretagne, les adhésions au TUC, qui se compose de 107 syndicats comprenant plus de 10 millions de membres (soit près de 50 % de la population active travaillant à temps plein), ont diminué de 5,9 % en 1981.

En France, le taux de syndicalisation se situe autour de 20 % (et sans

doute un peu moins). D'après les chiffres officiels qui apparaissent souvent au-dessus de la réalité, la CGT revendique « entre 1 300 000 et 1 400 000 actifs » et « autour de 300 000 retraités », soit 230 000 à 330 000 adhérents de moins qu'en 1982, la CFDT 885 671 adhérents (— 7,6 % sur 1982, plus 81 000 retraités) et 681 300 cotisations régulières, FO 1 150 000 adhérents, la CFTC 260 000 et la CGC 299 068 adhérents en 1983 (— 2,70 % sur un an) mais 143 007 adhérents ayant cotisé quatre trimestres...

Le taux de syndicalisation est quasiment stable en Allemagne fédérale (où le DGB revendique 7 100 000 adhérents), malgré un début d'effritement : il l'est également sur Pays-Bas et en Grèce. Il est en hausse au Danemark et en Norvège. En Suède, LO revendique 2 200 000 adhérents et TCO 1 200 000, soit une progression sur dix ans. Aux États-Unis, le nombre d'adhérents des syndicats est tombé de 20,1 millions à 17,4 millions entre 1980 et 1984 (ce qui fait passer la proportion de syndiqués de 23 % à 18,8 %).

Au Japon, selon une estimation du ministère du travail, le taux de

## Des liens parfois étroits avec les partis politiques

Les relations — surtout organiques — entre les syndicats et les partis politiques constituent, selon les cas, soit un sujet tabou, soit une évidence découlant de l'histoire ou du système politique. Ainsi, en Union soviétique, il suffit de lire la préambule des statuts des syndicats pour constater que le principe de « courroie de transmission » cher à Lénine est bien en application : « Les syndicats mènent tout leur travail sous la direction du Parti communiste de l'Union soviétique, qui est la force organisatrice et directrice de la société soviétique ». C'est généralement la comité central du parti qui choisit le président du conseil central des syndicats...

La Grande-Bretagne apparaît à certains égards comme un pays où le contrôle de transmission fonctionne, mais à l'envers, du syndicat vers le parti. Le Parti travailliste est en effet né à l'initiative du TUC, qui, en 1899, décida de se doter d'un « groupe parlementaire distinct » pour représenter les travailleurs.

Cotisations jointes

De 1906 — date de sa création — à 1918, la Labour n'acceptait que des adhésions collectives venant des syndicats. A l'exception de ceux des services publics et de quelques syndicats professionnels, les syndicats sont affiliés au Labour, et ils prélèvent la cotisation politique en même temps que la cotisation syndicale, à moins que l'adhérent ne demande expressément — par la procédure du « contracting out » — de ne pas cotiser au parti.

Ainsi environ 6 millions de travailleurs syndiqués fournissent au Labour près de 90 % de ses revenus. Conformément au Trade Union Act voté à la fin de 1984 sous le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher, les syndicats devront, jusqu'en mars 1986, consacrer — par un vote à bulletin secret — leurs adhérents sur le maintien ou non du versement de fonds au parti... La consultation a déjà commencé.

En Suède, c'est le Parti social-démocrate, lui-même créé par les syndicats, qui a été ensuite à

l'origine de la constitution de LO (Lands Organisation), en 1898. Le congrès décida alors, par 175 voix contre 83, le principe de l'adhésion obligatoire des membres du syndicat au Parti social-démocrate. Depuis 1908 l'adhésion au parti est facultative mais les liens entre les deux organisations demeurent très étroits.

Incompatibilité de fonctions

En Italie, de par leur histoire et leur doctrine, la CGIL, la CISL et l'UIL sont proches respectivement des communistes, des démocrates-chrétiens, des socialistes et des républicains. Mais depuis 1975 certaines fonctions sont incompatibles avec la responsabilité de dirigeant syndical, comme celles de parlementaire ou de dirigeant d'un organe exécutif d'un parti. Une enquête en 1980 montrait que 56 % des dirigeants de la CGIL sont affiliés au PCI, et 25 % au Parti socialiste.

En France, les syndicats affichent tous leur autonomie vis-à-vis des partis politiques, et aucune relation organique n'existe effectivement. Les liens sont cependant étroits entre la CGT et le PC. Au bureau confédéral de la CGT, neuf membres sur dix-huit sont membres du PC. MM. Krasucki et Vianet siègent au bureau politique.

La quasi-totalité des dirigeants de fédérations et d'unions départementales sont communistes. Mais au bureau confédéral siègent également deux socialistes, dont l'un, M. Gourné, est au comité directeur du PS. M. Bergeron à FO et M. Miéto à la CFDT sont membres du PS — comme plusieurs membres des directions confédérales, — mais ils n'exercent aucune fonction dirigeante.

Aux États-Unis, la direction de l'AFL-CIO est traditionnellement démocrate. Lors de la dernière élection présidentielle, l'AFL-CIO a soutenu — surtout financièrement — des primaires, la candidature de M. Walter Mondale.

Le taux de syndicalisation était inférieur à 10 % en Inde, au Bangladesh, au Pakistan, au Népal, en Indonésie, au Soudan, au Togo, en Sierra-Leone et en Thaïlande. Au Brésil, il y aurait dans l'industrie (surtout métallurgique) et dans les services environ 3 millions de travailleurs syndiqués, soit un taux moyen de 15 %.

Le taux de syndicalisation est tombé de 38,1 % en 1955 à 35,4 % en 1970 et à 30,8 % en 1980.

Selon le Bureau international du travail, au début des années 80, les effectifs syndicaux en pourcentage de la population active étaient les suivants dans les pays en développement : de 40 % à 50 % en Algérie et en Tanzanie ; de 30 % à 40 % en Argentine, au Chili, en Éthiopie, à Singapour, à Sri-Lanka et au Venezuela ; de 20 % à 30 % en Colombie, en Égypte, au Gabon, au Mexique ; de 10 % à 20 % au Botswana, au Costa-Rica, en Équateur, au Kenya, en Malaisie, au Nigeria, à Panama, au Pérou, aux Philippines et en Zambie.

Le taux de syndicalisation était inférieur à 10 % en Inde, au Bangladesh, au Pakistan, au Népal, en Indonésie, au Soudan, au Togo, en Sierra-Leone et en Thaïlande. Au Brésil, il y aurait dans l'industrie (surtout métallurgique) et dans les services environ 3 millions de travailleurs syndiqués, soit un taux moyen de 15 %.

Dossier établi par MICHEL NOBLECOURT



# économie

## REPÈRES

### Dollar : la baisse stoppée à 9,2840 F

Le repli du dollar, amorcé à la veille du week-end et nettement accentué lundi 3 juin, s'est interrompu mardi 4 juin. Le cours de la devise américaine, qui avait chuté, le 3 juin, de 9,41 F à 9,2840 F et plus de 3,09 DM à 3,03 DM, s'est légèrement rattrapé à 9,2840 F et plus de 3,04 DM, cela malgré une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le livre sterling, qui, en début de semaine, avait frôlé le cours de 1,30 dollar pour la première fois depuis septembre 1984, s'est replié à 1,2830 dollar et a glissé au-dessous des 12 F à Paris. Sa fermeté est due au niveau élevé des taux d'intérêt britannique (12,50 %), les plus élevés d'Europe après l'Italie, en dépit de la faiblesse des cours du pétrole.

### Nucléaire : accord-cadre entre la Chine et la Grande-Bretagne

La Chine et la Grande-Bretagne ont signé, le 2 juin à Londres, un accord sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cet accord doit servir de cadre à la coopération entre les deux pays et permettre aux entreprises britanniques d'exporter vers la Chine de la technologie nucléaire. Pékin a déjà signé de tels accords avec la France, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne et en négociation d'identiques avec les Etats-Unis et le Japon.

### Pétrole : réunion avancée pour l'OPEP

La prochaine réunion ministérielle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), prévue initialement pour le 22 juillet, a été avancée au 30 juin, devant la faiblesse persistante du marché pétrolier. Entre-temps, des contacts bilatéraux seront pris entre les différents membres. Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, a annoncé cette décision le 3 juin, après deux jours de réunion, à Taïf, de neuf des treize membres. Il a assuré que « la production devrait rester à son niveau actuel ». Mais le roi Fahd d'Arabie saoudite a mis en garde les membres de l'OPEP : « s'ils ne respectent pas les quotas décidés par l'Organisation et s'ils continuent d'offrir des rabais, l'Arabie saoudite n'acceptera pas plus longtemps de voir réduire sa part du marché et n'hésitera pas à baisser ses prix ».

## Mentalités et modernité

(Suite de la première page.)

La soif de sécurité ne date pas de la fin des « trente glorieuses », mais d'un long conditionnement historique des Français, qui, en dehors des poussées de fièvre révolutionnaire, n'aiment rien tant que de retrouver, à l'instar de Belzay, la tranquillité de leur petit village. « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras », « Pierre qui roule n'amasse pas mousse », on enfile les autres adages qui s'inscrivent dans le patrimoine du savoir-vivre de nos concitoyens, craignant le risque pour la plupart. Ce n'est pas un hasard si, en Europe, les plus gros possesseurs d'or et de biens immobiliers se comptent dans notre pays. Voilà qui n'entraîne pas très naturellement vers les richesses vives de l'industrie.

« La vulgarité de l'argent fait qu'on le met de côté plutôt qu'on ne le brasse ou qu'on ne le laisse circuler et fructifier librement (2) ».

Et que dire de certains aspects de la figure de Cyrano, héros national ? Pourquoi M. François Mitterrand n'a-t-il pas réagi, lors de la fameuse émission d'Yves Mourousi, à cette idylle du « ne pas monter bien haut peut-être, mais tout seul » ? On connaît toujours le « système D », l'art de se tirer d'affaire plutôt que d'en faire. Est-ce en cherchant de tels mythes que l'on sortira le pays de sa médiocrité économique ?

Le plus cocasse est que ce frondeur est en pléiade devant l'Etat, qu'il est attentif de la maladie du national-cobertisme, que ce n'est pas le « grand patronat » qui impose sa logique, mais que, au contraire, « les entrepreneurs doivent en passer par les règles d'un jeu souverainement fixé par l'Etat. On s'indigne souvent de ce qu'ils manquent de vigueur et d'ambition pour conquérir les marchés étrangers, mais ils sont élevés par des coloniaux méprisants (3) ».

De cette révérence pour le pouvoir découle tout naturellement l'acceptation d'une lourde hiérarchie. Celle-ci est au reste souvent renforcée par le fait que la formation professionnelle de la base est beaucoup plus faible que dans d'autres pays. Navrante situation, à l'heure où paradoxalement la complexité commande une plus grande simplicité dans l'organisation des systèmes de production.

Autre aspect plus connu du tempérament français, ouïable à la diffusion de la modernité : son peu d'attrait pour le commerce. Avec quel mépris, Napoléon lançait-il de Sainte-Hélène à la face de l'Anglais : « Une nation de boutiquiers ».

On sait moins que cette expression est déjà dans le célèbre livre d'Adam Smith sur la Nature et les Causes de la richesse des nations, mais prise alors en fort bon parti. Vérité en deçà de la Manche, erreur au-delà... Les Français sont créatifs mais qui leur apprendra dès l'adolescence qu'il est important, pour faire bien vivre une nation, de transformer les innovations en produits demandés par le marché ? L'enseignant en note. Nous ne le savons pas, il faudrait répéter comme Ronald Reagan : « Peut-être devons-nous moins souhaiter d'être aimés et chercher à nous faire respecter ».

### De nouveaux réflexes

Pour la fine fleur des chefs d'entreprise français, tout cela est bien connu. Lors du colloque célébrant le dixième anniversaire de l'Institut de l'entreprise (4), il était réconfortant de sentir — notamment à travers les études de Jacques Lesourne et de Michel Crozier — combien avait évolué la mentalité des dirigeants interrogés. Mais encore une fois, il s'agissait là d'une élite. Entrainera-t-elle les autres ?

Oui, l'opinion a compris l'importance de l'entreprise : oui, plus de personnes souhaitent d'être associées en permanence à sa vie (65 % selon un sondage de l'Usine nouvelle) ; oui, des exemples d'innovation sociale se multiplient (5) ; oui, les stages de formation alternée vont dans la bonne direction ; oui, la part des investissements en actions et obligations croît régulièrement : 9 % de placements financiers en 1977, 28,5 % en 1983 ; oui, Bernard Tapie fait un tabac auprès de jeunes et de moins jeunes ; oui, le gouvernement vient de donner des chances nouvelles à l'enseignement technique. Bons signes. Les choses bougent. Durablement ?

Ce sont ou tout est de nouveaux réflexes positifs des Français qu'il faut s'acharner à déclencher avant même l'entrée dans la vie active, à propos des deux grandes ouvertures vers la modernité : l'internationalisation de l'économie et la technologie de pointe.

PIERRE DROUIN.

(2) Guy Nevers, *Les Français vus par les Français*, éditions Barraud, 1985.

(3) Alain Dubamel, *Le Complexe d'Astérix*, Gallimard 1985.

(4) *Le Monde* du 30 mars 1985.

(5) « L'observatoire de la COFREMCA », *Communication* n° 15, 14, rue Milton, Paris (9°).

## DECISION

informatique

Au sommaire du N° 77

- Matériels : compatibles et portatifs, les micros de l'avenir.
- Etudes : UNIX prend le relais de MS-DOS.
- Technologie : notre dossier sur la reconnaissance de la parole.
- A l'essai : ITT-XTRA, un autre compatible...

Cher votre marchand de journal

## Au Japon, la balance des services est pour la première fois excédentaire

De notre correspondant

Ce surplus est largement dû à celui du commerce extérieur qui a atteint 4,14 milliards de dollars en avril ou termes réels (3,90 en avril 1984 et 4,18 en mars dernier). L'excédent commercial avec les Etats-Unis s'est encore accru : estimé à environ 37 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année dernière, il a déjà atteint 15 milliards pour les quatre premiers mois de 1985.

### Doublement

Fait probablement sans précédent : Tokyo a enregistré en avril dernier un surplus 193 millions de dollars) de sa balance des « invisibles » (bénéfices sur les opérations à l'étranger, tourisme, assurances, traditionnelles déficiences). Selon le ministère des finances, cela n'était jamais arrivé depuis l'entrée en vigueur des opérations comptables dans ce domaine, en 1965. Le renversement de la situation est dû essentiellement aux rapatriements des

bénéfices des capitaux et investissements japonais à l'étranger.

Tout s'enchaîne, et dans ce domaine également la situation apparaît remarquable. Les avoirs nets des Japonais à l'étranger ont, en effet, doublé entre 1983 et 1984, passant de 37 milliards à 74 milliards de dollars. Seuls les Britanniques auraient fait mieux en la matière. Cette progression est surtout due à une poussée des investissements et des opérations de portefeuille des Japonais à l'étranger, tout particulièrement aux Etats-Unis, depuis deux ans (le *Monde* du 13 février).

On ne voit pas dans l'immédiat pourquoi une telle tendance se ralentirait. Ce n'est pas, en effet, l'argent qui manque : pas du moins dans le secteur privé. D'une part, quatre-vingts des quatre cents grandes entreprises cotées à la Bourse de Tokyo ont enregistré une augmentation de leurs profits au cours de l'exercice 1984, et pour un tiers d'entre elles il s'agit même de profits records. D'autre part la formidable

capacité qu'ont les Japonais pour mobiliser l'argent (et les dirigeants pour en faire bénéficier l'industrie) ne tient pas uniquement aux excédents commerciaux, mais pour une bonne part au niveau très élevé de l'épargne des ménages, politiquement encouragée et socialement indispensable. L'épargne du secteur privé s'élèverait, selon les statistiques, à quelque 200 milliards de dollars par an. Le déficit budgétaire (l'un des plus élevés qui soit) atteint 60 milliards. La différence, 140 milliards, s'écoule sur les marchés des capitaux. Par comparaison, 80 % de l'épargne du secteur privé aux Etats-Unis, estimée à 250 milliards de dollars, servent à éponger un déficit budgétaire s'élevant à 200 milliards.

La situation est encore plus grave en Europe de l'Ouest où les déficits cumulés surpassent l'épargne globale. Dans les deux derniers cas, et dans bien d'autres, le banquier, le créancier, l'investisseur qui s'impose de plus en plus à ceux qui vivent au-dessus de leurs moyens, a le même nom : le Japon.

R.-P. P.

## SELON LES EXPERTS DE L'OCDE

### La Suède est malade de son inflation

L'inflation persistante en Suède fait peser « une grave menace » à court et moyen terme sur la réalisation des principaux objectifs de la politique économique », affirme l'OCDE (l'Organisation de coopération et de développement économiques) dans sa dernière étude. Le gouvernement devra durablement contrôler les salaires, responsables de la forte dérive inflationniste. Sinon, la perte de compétitivité de l'économie entraînera la Suède dans l'engorgement de la dévaluation, comme à l'automne 1982.

En 1984, les prix ont encore augmenté de 8 %, soit deux fois plus que les objectifs du gouvernement. A contrario, les pays concurrents sont parvenus à réduire nettement leurs coûts.

C'est le secteur privé qui devra créer des postes si l'on veut atteindre le plein emploi. Les autorités doivent donc ouvrir la voie à un allègement de la pression fiscale, la plus forte de tous les pays de l'OCDE, qui a « des répercussions dévastatrices sur l'efficacité globale de l'éco-

nomie en affectant l'incitation au travail, à l'épargne et à l'investissement ».

Plus généralement, l'OCDE reste sceptique sur la réalité des progrès de la Suède depuis 1982, sous le nouveau gouvernement social-démocrate, qui a pourtant rétabli la compétitivité extérieure, la rentabilité des entreprises et l'équilibre de la balance courante : « Ni les dévaluations répétées ni une politique industrielle de style classique qui s'emploierait tout aussi vainement à miser sur les secteurs d'avenir qu'à soutenir les canards boiteux, ne créent des conditions propices à une expérience industrielle reposant sur des bases solides ».

[Le rapport publié le 3 juin a été préparé avant que les autorités suédoises aient réagi à la dégradation de la situation économique et sociale — déflation de la balance courante et grève des fonctionnaires du 2 au 20 mai — en adoptant un train de mesures monétaires et fiscales qui ont fait monter les taux d'intérêt à des niveaux records (le *Monde* du 15 mai).]

## La Finlande doit réduire la pression fiscale

Pour maintenir son niveau d'activité, la Finlande va devoir se tourner à nouveau vers l'Union soviétique. En effet, sa croissance en 1984 a été tirée par les exportations à destination des pays occidentaux dont la croissance pourrait faiblir prochainement, les experts de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans leur dernière étude sur la Finlande.

Toutefois, la Finlande, qui ne peut se contenter de dépendre des exportations, doit relancer la demande intérieure. Il lui faut assouplir la politique budgétaire restrictive mise en place en 1977 qui a permis de réduire l'inflation à 6 %, tout en conservant une taux de croissance de 2,9 %.

Cette rigueur est aujourd'hui d'autant plus superflue qu'elle

aggrave certaines rigidités de l'économie finlandaise. Elle a notamment entraîné un alourdissement bien trop tolérable des impôts, alors qu'il faut désormais « dégrèver durablement des ressources au profit des secteurs compétitifs ».

La Finlande ne s'est pas en outre suffisamment attaquée aux causes profondes de l'inflation, notamment ce favoritisme de la concurrence : il lui faut combattre la résistance des oligopoles ou des monopoles — courants sur un si petit marché — et s'ouvrir à la concurrence internationale. Enfin, le pays doit compléter la réforme financière en cours et laisser librement monter les taux d'intérêt, ce qui augmenterait l'épargne et pénaliserait les investissements les moins rentables.

## LA RENÉGOCIATION DE LA DETTE EXTERIEURE DU TIERS-MONDE SAUVERA LE CAPITALISME

déclare M. Fidel Castro

Sao-Paulo. — La renégociation globale de la dette extérieure des pays du tiers-monde évitera au système capitaliste de s'effondrer dans un délai de trois ans, a affirmé le président cubain Fidel Castro dans un entretien publié dimanche par le journal *Folha* de Sao-Paulo.

M. Fidel Castro a ajouté que les gouvernements devaient distinguer la « dette légitime » de la « dette illégitime ». Selon lui, la première doit être remboursée et la seconde annulée.

Le président cubain a qualifié d'illégitime la dette accumulée au cours des dernières années due à la hausse des taux d'intérêt et à la chute des cours des exportations de pays endettés.

Cette « dette illégitime » devra être intégralement payée par les gouvernements des pays créanciers au moyen de ponctions sur leurs budgets militaires, a précisé M. Fidel Castro. — (AFP.)

## CEE

POLÉMIQUE ENTRE M. DELORS ET BONN

L'entretien accordé par M. Delors, président de la Commission européenne au magazine allemand *Stern*, a entraîné une réponse rapide de Bonn. Alors que M. Delors affirme que l'Allemagne a porté « un rude coup à l'Europe » en menaçant d'opposer son veto lors de la discussion sur les céréales, le gouvernement ouest-allemand a qualifié les propos du président de la Commission européenne de « paroxysmes d'obscurité ». Le porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Boenisch, a ajouté : « Le gouvernement fédéral défend ses intérêts et ceux de ses agriculteurs comme d'autres partenaires européens l'ont fait et le font ». M. Boenisch a exprimé l'espoir que le président Mitterrand jugerait « exagérés » les propos de M. Delors.

De son côté, le porte-parole de la Commission a qualifié d'« extrapolation hasardeuse » le fait d'affirmer que M. Delors « menaçait de démissionner ». Ce dernier a pourtant affirmé : « Si les chefs d'Etat veulent continuer comme ça, ils seront responsables du déclin de l'Europe. Mais alors je n'ai plus rien d'autre à faire que j'occupe actuellement ».

## Mme Thatcher reprend son offensive contre l'Etat-providence

(Suite de la première page.)

La mesure la plus remarquable — et la plus délicate — porte sur la suppression progressive du régime des pensions de retraite de l'Etat (jodexes sur le coût de la vie) qui constitue une charge grandissante en raison du vieillissement de la population. Il s'agit, ce quelque sorte, d'une nouvelle dénationalisation, car, à partir de 1990, les salariés devront cotiser auprès d'organismes privés. Par ailleurs, une formule de « crédit familial », a été imaginée pour remplacer le seul élément des allocations familiales qui soit réformé.

Selou M. Fowler, l'ensemble des dispositions annoncées ont surtout pour but de « moderniser » et de « simplifier » un système qui était devenu très compliqué et mal utilisé. M. Fowler a beaucoup insisté sur le fait que cette réforme n'avait pas été élaborée pour aboutir à des « coupes ». Mais il aura du mal à se

faire entendre de l'opposition et d'une partie de l'opinion publique : d'après les calculs de divers organismes économiques, le projet devrait se traduire par une réduction de 1 milliard de livres (près de 12 milliards de francs) du budget annuel de la Sécurité sociale (40 milliards de francs).

Le leader de l'opposition travailliste, M. Neil Kinnock, a déclaré : « Voilà une façon brutale et cruelle de rendre les pauvres encore plus pauvres », et il a fait savoir qu'un gouvernement travailliste s'empreserait d'annuler la plupart des mesures, notamment celle qui bouleverse le régime de retraite. De toute façon, le processus législatif prendra beaucoup de temps. Le premier projet de loi ne devrait pas être déposé avant l'automne prochain et, selon le gouvernement, la réforme se pourra pas entrer réellement en vigueur avant le mois d'avril 1987.

FRANCIS CORNU.

## Un régime à la fois plus et moins « libéral » que le système français

Curieusement, le régime britannique de protection sociale est à la fois plus et moins « libéral » que le système français.

En Grande-Bretagne, le système de santé est pour l'essentiel nationalisé, c'est-à-dire que c'est le budget de l'Etat qui prend en charge à la fois les dépenses des hôpitaux et celles de la médecine « ambulatoire », les praticiens étant dans leur grande majorité salariés du National Health Service. En revanche, le régime des pensions de retraite est en partie privé : le système mis en place depuis 1978 (mais créé par une loi de 1975) permet aux employeurs de gérer directement les retraites complémentaires de leurs salariés ou de confier cette gestion à une compagnie d'assurances (privée) aussi bien qu'à l'Etat. Dès à présent, douze millions de salariés britanniques appartiennent à un régime non étatique.

En France, au contraire, la protection sociale associe un système de remboursement

publie et, en partie, une médecine libérale : si la plus grande partie des hôpitaux — et les plus importants — sont publics, la médecine ambulatoire est pratiquée pour l'essentiel par des « libéraux ». Pour la retraite, les salariés reçoivent à la fois une pension de base, versée par la Sécurité sociale — publique mais non d'Etat — et une retraite complémentaire versée par des organismes « paritaires » (employeurs-salariés). L'une et l'autre sont alimentées par des cotisations obligatoires des salariés et des employeurs. Mais pour les retraites complémentaires, les partenaires (chefs d'entreprise et syndicats) peuvent s'entendre pour y ajouter une part facultative.

Le Parti républicain — M. François Léotard — a mis au cours du « Grand Jury RTL-Monde » — souhaite que les assurés sociaux puissent choisir de cotiser soit à la Sécurité sociale, soit auprès d'une caisse privée.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-1...	9,2900	9,2930	+ 195	+ 218
\$ can.	6,7810	6,7906	+ 19	+ 39
Yen (100)	3,7287	3,7314	+ 119	+ 129
DM	3,0484	3,0509	+ 111	+ 122
Franc	2,7037	2,7054	+ 72	+ 79
£ S. (100)	15,1352	15,1490	+ 157	+ 286
£ S.	3,6232	3,6272	+ 154	+ 169
£ (1 000)	4,7698	4,7754	+ 163	+ 144
£	11,9996	11,9229	- 271	- 234

	7 3/8	7 7/8	7 1/2	7 5/8	7 1/16	7 1/16	7 3/4	7 7/8
SE-1...	5 1/2	5 3/4	5 7/16	5 9/16	5 7/16	5 7/16	5 7/16	5 9/16
DM	7 1/2	7 1/4	6 11/16	6 13/16	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 3/4
£ S. (100)	8 1/2	8 1/4	8 11/16	8 13/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16	8 1/16
£ S.	3 1/4	3 3/4	3 7/16	3 9/16	3 7/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
£ (1 000)	13 1/2	14 1/2	13 5/8	14 1/8	13 1/2	13 1/2	13 3/8	13 3/4
£	12 3/4	13	12 1/2	12 5/8	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
£ franc	10	10 1/4	10	10 1/4	10 1/8	10 3/8	10 1/4	10 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



## SOCIAL

## LES NÉGOCIATIONS SUR LES CONGÉS DE CONVERSION

## Patronat et syndicats entrent dans le vif du sujet

A en croire tous les participants à la réunion du 3 juin, consacrée par les partenaires sociaux à la négociation sur les congés de conversion, la discussion a été positive. Les interrogations de la séance précédente (*Le Monde* du 16 mai) ne sont plus de mise, même pour la CGT, puisque le responsable de sa délégation, M. Louis Vianet, s'est borné à déclarer qu'il se montrait « attentif » face à une opération « sans des illusions ».

A la prochaine rencontre, prévue pour le 24 juin, le CNPF présentera un projet en sept points et, contrairement à ce qui avait été annoncé, un ultime rendez-vous est fixé pour le 1<sup>er</sup> juillet, qui pourrait bien permettre d'aboutir à un accord.

Cette perspective s'explique par l'environnement immédiat de la négociation. Le déficit de l'UNEDIC, la revalorisation des « fins de droits », dont le gouvernement prend l'initiative (*Le Monde* daté 23 juin), vont obliger les partenaires sociaux à s'engager rapidement dans une négociation sur l'avenir de l'assurance-chômage, qu'ils avaient programmée pour l'automne prochain. D'ores et déjà, M. Jean-Louis Mandinaud (CGC) a fait explicitement référence à cette éventualité et, un peu plus méfiant, M. Alain Deleu (CFTC) y a fait allusion.

Une deuxième explication est liée au thème lui-même : la mise en place des CFR proposés par le gouvernement, qui intéresse les salariés menacés de licenciement économique et les grandes entreprises, soucieuses de réussir leurs restructurations sans heurts, ainsi que les petites et moyennes entreprises,

elles, redoutent le coût social du nouveau dispositif.

Après avoir jéré l'attentisme, M. Yvon Chotard, qui mène la délégation patronale au nom du CNPF, a préféré sortir de cette contradiction. Il a donc habilement proposé aux organisations syndicales de prévoir une formule s'apparentant aux CFR. Il s'agit d'une « mesure ultime », incorporée parmi les divers moyens du plan social d'accompagnement de licenciements. Elle conserverait ainsi son caractère facultatif et volontaire, à la discrétion des salariés concernés.

S'appuyant pour ce faire sur le chapitre III du protocole d'accord sur la flexibilité, abandonné après l'échec du 16 décembre 1984, le premier vice-président du CNPF tente ainsi de donner satisfaction à tous, le plan intervenant dans le seul cas de dix licenciements dans les trente jours. Il y trouve aussi la « contrepartie » recherchée, à savoir la modification, relativement limitée, des délais de licenciement.

Les délégations FO et CFTC, qui depuis le début des tractations paraissent camper sur des positions divergentes, ont semblé se satisfaire de ce qui ressemble à un compromis. La discussion, selon M. Pierre Hérier (CFTC), a été « positive, utile et éclairante », tandis que M. Faesch (FO) voyait dans la proposition patronale l'ébauche d'un « dispositif ouvert à l'ensemble des salariés ». Les uns et les autres, manifestement, imaginent que, sur de telles bases, la négociation, attendue depuis janvier, peut enfin entrer dans le vif du sujet.

A. L.

## TRANSPORTS

## Les transitaires s'opposent à une libéralisation incontrôlée des transports terrestres dans la CEE

Les transitaires français sont hostiles à une dérégulation totale des autorisations et des tarifs des transports terrestres vers les ports de la Communauté européenne. M. Jean-Marie Delquignies, président de la FFCAAT (Fédération française des commissionnaires et auxiliaires de transport, commissionnaires en douane, transitaires, agents maritimes et aériens), devait exprimer, le 5 juin au cours de l'assemblée générale de cette fédération réunie à Avignon, les inquiétudes de ses 1 200 adhérents devant les projets « libéraux » du Conseil des Communautés européennes.

Celui-ci prépare plusieurs textes pour supprimer tout régime de contingentement, d'autorisation et de tarification obligatoire pour les transports routiers, ferroviaires et fluviaux de marchandises importées et exportées par mer. Le Conseil souhaite mettre fin aux inégalités entre les ports, puisque les tarifs des transports terrestres sont libres dans les relations internationales et très réglementés pour les trafics intérieurs. Ces dispositions signifieraient notamment la disparition dans des « corridors de liberté » de la tarification routière (TRO), qui fixe les prix minima.

Les transitaires demandent donc que les mêmes règles administratives et tarifaires s'appliquent à tous les transports exerçant en France.

Un million de voyageurs pour le TGV Paris-Lausanne. — En cinq cents jours d'exploitation, le TGV Paris-Lausanne, mis en service le 22 janvier 1984, a dépassé le chiffre d'un million de voyageurs. Grâce à une vitesse moyenne de 132 kilomètres à l'heure, le train à grande vitesse a écourté le durée du voyage de 55 minutes à 1 h 41 par rapport aux trains antérieurs. 60 % d'usagers supplémentaires se sont laissés convaincre d'emprunter l'une des quatre rames TGV circulant chaque jour entre Paris et Lausanne.

## FAITS ET CHIFFRES

## Énergie

Prolongation du contrat pétrolier passé par Elf et Total avec l'Irak. — Le contrat passé par les groupes français Elf et Total pour l'approvisionnement de 80 000 barils par jour de brut, qui expirait le 30 juin, vient d'être prorogé jusqu'à fin décembre. Conclu il y a deux ans dans le cadre d'accord d'Etat à l'Etat, le contrat avait été renouvelé au printemps 1984 dans des termes assouplis et devenus très proches de ceux des conditions du marché pétrolier.

## Étranger

## JAPON

Prix : + 1,9 % en un an. — Les prix de détail au Japon ont augmenté de 0,5 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1985 comparé à avril 1984), la hausse des prix atteint 1,9 %.

## Social

Pas d'accord sur la revalorisation des « garanties de ressources ». — Le bureau de l'ASF (Association pour la structure financière), organisme chargé du « suivi » de la retraite à soixante ans, n'a pu se mettre d'accord, le lundi

## Transports

Un nouveau car-ferry pour Brittany Ferries. — La compagnie maritime française Brittany Ferries a annoncé, le 3 juin, qu'elle avait acheté le car-ferry *Princes Beatrix*, qui sera mis en service en juin 1986 sur la nouvelle ligne Caen-Porlennec. Ce navire, qui sera le plus grand de la compagnie Sealink, effectuait jusqu'à présent une liaison entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, a été construit en 1978. Il peut transporter mille cinq cents passagers. Le prix d'achat est d'environ 100 millions de francs. L'entrée en flotte de ce bateau portera à cinq le nombre de navires à passagers de Brittany Ferries.

## AFFAIRES

## FACE A L'ÉROSION DE SES MARGES

## Le Crédit agricole veut financer davantage les particuliers

Soumis à des « perturbations » et affecté par des « vents contraires », le Crédit agricole va devoir diversifier de plus en plus ses activités et mettre davantage l'accent sur le financement des particuliers, a déclaré, le 3 juin, M. Jean-Paul Huchon, nouveau directeur général de la Caisse nationale, qui a succédé à M. Jacques Bonnot en février dernier.

La mauvaise conjonction économique de 1984 a pesé sur le développement des opérations de crédit : la progression des en-cours de prêts s'est ralentie pour la troisième année consécutive (+ 9,5 %), la réalisation de prêts à moyen et long terme n'augmentant que de 3,7 %. En raison des difficultés éprouvées par l'agriculture, le volume global des crédits accordés à ce secteur en 1984 a diminué par rapport à l'exercice précédent.

Par ailleurs, en dépit d'une baisse des taux d'intérêt de 1 à 1,5 point, le coût moyen des ressources de la « banque verte » a continué de s'élever, comme en 1983. En outre, cette baisse des taux a diminué les marges obtenues traditionnellement par le Crédit agricole sur ses importants excédents de trésorerie placés sur le marché monétaire (105 milliards de francs).

Enfin, une part croissante des dépôts collectés ne peut plus être utilisée par le réseau : sur 90 milliards de francs de fonds nouveaux collectés en 1984, plus du tiers sont allés aux produits hors bilan (SICAV, obligations pour des tiers) et 10 milliards à la Caisse des dépôts (CODEVI et livrets d'épargne populaire).

Le résultat de cette évolution est que le bénéfice du Crédit agricole a fléchi de 34,2 %, revenant de

## En ville

Les dirigeants de la Banque Verta ont reçu, lundi 3 juin, la presse avant de rencontrer le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy. Le sujet de l'entrevue était dans toutes les têtes : l'extension du champ de compétences du Crédit agricole aux artisans, commerçants, hôteliers et pharmaciens en milieu urbain (les villes de plus de 65 000 habitants, car au-dessous c'est déjà fait).

Si la décision n'a pas été annoncée officiellement, cette extension est inéluctable. Elle est la contrepartie logique de ce que l'on nomme l'« unification » des réseaux de cartes de paiement, la Banque Verta ayant accepté

de fonder sa Carte verte avec la Carte bleue, dont les membres fondateurs ne souffrent pas, eux, d'une restriction géographique dans leur capacité d'intervention. Aussi était-il normal que cette restriction disparaisse pour le Crédit agricole. Comme l'unification des réseaux doit être complétée au 1<sup>er</sup> janvier 1986, l'extension du champ de compétences du Crédit agricole ne pourrait être obtenue qu'à cette date. Mais au Crédit agricole on n'exclut pas de bénéficier plus tôt de cette mesure. On compte à peu près 620 000 commerçants en France, dont 45 % en milieu urbain, qui représentent donc la part de marché potentiel de la « Banque Verte ».

## L'AMÉRICAIN DE LOREAN REPREND GOUT AUX VOITURES DE LUXE

M. John de Lorean, acquitté l'an dernier après avoir été soupçonné de trafic de cocaïne, pourrait revenir à sa passion, la production de voitures de luxe, après avoir échoué une première fois dans ce domaine. Dans une interview publiée le 2 juin par le *Los Angeles Herald-Examiner*, M. de Lorean, soixante ans, a révélé que depuis six mois, il travaillait sur le projet de lancer une voiture dont la chaîne de montage pourrait être installée à Columbus (Ohio).

Mais, selon d'autres sources, il pense à fabriquer une voiture à peu près semblable à la DMC-12, produite par ses soins en 1979. Le coût de fabrication de cette voiture au dessin futuriste était si élevé qu'il avait provoqué en 1982 la faillite de la société de Lorean Motor, installée en Irlande du Nord.

Après un long procès, M. de Lorean avait été acquitté, les jurés ayant estimé qu'il avait été piégé par la police et qu'il était de ce fait plus victime que coupable.

METHODES & GESTION SA  
STAGES POUR INGENIEURS  
ET GESTIONNAIRES  
**LOTUS 123 SYMPHONY**  
initiation IBM-PC  
Tel (1) 265.42.60

## REYNOLDS ET NABISCO VONT FORMER LE PREMIER GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE DES ETATS-UNIS

Les cigarettes Winston, Camel ou Salem vont épouser les crackers Ritz ou en France les biscuits Belin. La Société R. J. Reynolds (13 milliards de dollars de chiffre d'affaires dont 59 % dans les tabacs) a annoncé qu'elle achèterait pour 4,9 milliards de dollars la société Nabisco Brands (6,25 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans les produits alimentaires, la pharmacie et les articles de toilette).

Cet « arrangement amical », selon l'expression de M. Tylee Wilson, cinquante-trois ans, président de Reynolds, approuvé par les conseils des deux compagnies, doit encore être soumis pour approbation aux actionnaires de Nabisco. Avec plus de 19 milliards de dollars de chiffre d'affaires, le nouveau groupe dont M. Tylee Wilson sera le président et M. Ross Johnson, cinquante-trois ans, vice-président de Nabisco, le directeur sera le premier Américain dans l'agro-alimentaire, détrônant Cargill et General Foods.

Le groupe Reynolds, très diversifié, a réalisé un bénéfice net de 1,6 milliard de dollars (+ 16 %) en 1984. Il s'est défilé de ses activités énergétiques en septembre 1984, vendues à Phillips Petroleum, mais reste présent dans l'aluminium, notamment pour les emballages.

Nabisco (National Biscuit Company) a obtenu en 1984 un bénéfice net de 308,9 millions de dollars en baisse de 4,3 %. Il dispose en France de trois installations à Châteaun-Thierry (centre de recherche pour les filiales internationales, gâteaux secs et biscuits), à Evry (biscuiterie également) et Pont-Audemer (articles de toilettes).

## Coopération franco-indienne dans l'horlogerie

L'Inde va se mettre à l'heure française. Trois jours avant l'arrivée à Paris du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, la firme bisontine Franco-Ebauches, premier fabricant de montres mécaniques et de montres à quartz analogiques (avec aiguilles) de la Communauté (7,5 millions de pièces), a signé, lundi 3 juin, un accord d'ingénierie avec les conglomérats Tata, premier ensemble industriel privé du sous-continent (29 milliards de francs de chiffre d'affaires) et Tisco (contrôlé par les autorités de l'Etat du Tamil-Nadu).

Cet accord porte sur la construction d'une unité d'assemblage horloger et de fabrication de composants, essentiellement mécaniques, d'une capacité annuelle de production de 2 millions de montres. L'usine sera installée à Hosur (Etat du Tamil-Nadu), distante de 40 kilomètres de Bangalore, et son exploitation sera confiée à une société à créer, la Titan Ltd, dont Tisco détiendra 26 % du capital, Tata 25 %, Franco-Ebauches 5 % et l'épargne publique locale les 44 % restants.

Avant et la Société générale renforcent leur activité dans la location de véhicules de longue durée. — La société Sogen Avis, filiale à 50 % de l'américaine Avis International, premier loueur automobile mondial, et de la Société générale, vient de racheter 80 % du capital de la CELT, entreprise spécialisée comme elle dans la location de véhicules de longue durée et affiliée au Crédit général industriel (CGI). Cette opération fait suite à l'entrée

de l'établissement bancaire dans le capital de la CGI.

Déjà numéro un en France dans ce type de location, Sogen Avis va presque doubler de taille avec un chiffre d'affaires qui passe de 150 à 275 millions de francs et un parc de 10 500 véhicules. Le nouveau groupe, qui est rattaché à Avis-France (7 500 véhicules), se développera sur un marché en expansion de 8 % l'an dernier.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire du 30 mai 1985, présidée par M. Henri Filbo, a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Après dotation de 296,8 millions de francs aux amortissements, le bénéfice net ressort à 67,2 millions de francs contre 69,6 millions de francs en 1983.

Sur proposition du conseil d'administration, l'assemblée a décidé, après dotation à la réserve légale, la distribution d'un dividende de 14,50 francs par action, lachangé par rapport à 1983. En raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'avoir fiscal. Sa date de mise en paiement a été fixée au 12 juin 1985 par le conseil d'administration.

En outre de l'exercice écoulé, CREDITEL a signé avec le ministère

des PTT un nouveau protocole portant sur le financement de 200 millions de francs hors taxes de marchés. Ce programme sera couvert à hauteur de 40 millions de francs par fonds propres d'autofinancement et de 160 millions par des fonds d'emprunt.

Dans le secteur immobilier, les vingt et une opérations entreprises représentent un total de 187 millions de francs, dont 147 millions en location simple.

Au cours de son allocation, après avoir indiqué qu'un nouveau protocole était sur le point d'être conclu avec les PTT, M. Filbo a souligné l'importance de la société d'accroître le développement de son secteur immobilier, gage, à terme, de la reprise de la croissance du résultat et de la protection des fonds propres par la constitution d'un patrimoine.

## Club Méditerranée

AUGMENTATION DE CAPITAL  
de 201 479 575 F à 238 112 225 F



Après division de chaque action ancienne de nominal 50 F contre DEUX actions nouvelles de nominal 25 F et attribution d'UNE action gratuite pour DIX actions de 25 F.

ÉMISSION DE 1 465 306 ACTIONS NOUVELLES DE 25 F NOMINAL

Prix d'émission : 400 F par action.

Jouissance : 1<sup>er</sup> mai 1985.

Droit préférentiel de souscription : UNE action nouvelle pour CINQ actions de 25 F.

Possibilité de souscrire à titre réductible.

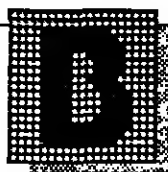
Délai de souscription : 13 mai - 13 juin 1985 inclus.

Une notice d'information (visa C08 n° 85-98 en date du 30-4-1985) est mise gracieusement à la disposition du public au siège de la société (BALO du 6-5-1985).



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE



BANQUE NATIONALE DE PARIS INTERCONTINENTALE

Bilan et résultats de l'exercice 1984 du Groupe B.N.P. «INTERCONTINENTALE» et de la B.N.P. «INTERCONTINENTALE».

L'Assemblée Générale Ordinaire de la B.N.P. «INTERCONTINENTALE» s'est tenue le 29 Mai 1985 à PARIS sous la présidence de M. René THOMAS. Elle a approuvé le bilan et le compte de résultats du Groupe arrêtés au 31 Décembre 1984.

**Groupe B.N.P. «INTERCONTINENTALE»**

Le bilan consolidé au 31 Décembre 1984 de la B.N.P. «INTERCONTINENTALE» et de ses filiales (BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE, UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE et BANQUE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE - MER ROUGE), totalise 167,97 millions de francs contre 182,16 millions à fin 1983.

Le résultat consolidé s'élève à 155,5 millions de francs au lieu de 126,5 millions, en augmentation de 23 %.

**B.N.P. «INTERCONTINENTALE»**

Au 31 Décembre 1984, le bilan de la B.N.P. «INTERCONTINENTALE» totalise 8,566 millions de francs contre 8,313 millions à fin 1983.

Le solde bénéficiaire de l'exercice 1984 ressort après amortissements, provisions et impôts, à 82,918.167 francs contre 71,630.814 francs en 1983, en augmentation de 15,7 %.

L'Assemblée Générale a décidé de verser à chacune des 250.000 actions de 50 francs, un dividende net de 8,20 francs, soit, avec l'avoir fiscal de 4,10 francs, une rémunération globale de 12,30 francs par titre.

Il est précisé que ce dividende, identique à celui de 1983, s'applique à un capital social augmenté en 1984 de 100 à 125 millions de francs, ce qui entraîne un accroissement de 25 % de la distribution (20,5 millions de francs contre 16,4 millions).

Ce dividende sera mis en paiement à dater du 10 Juin 1985 contre remise du coupon N° 18 pour les actions au porteur ou contre présentation et estampillage des certificats pour les actions nominatives.

L'Assemblée Générale a également décidé, après dotation à la réserve légale, de prélever sur le reliquat un montant de 63,5 millions de francs, de manière à porter l'ensemble des réserves à 377 millions de francs.

Le report à nouveau est de 10.432.000 francs.

Les fonds propres, après répartition du bénéfice, atteignent 623,2 millions de francs et représentent 7,3 % du total du bilan de la B.N.P. «INTERCONTINENTALE».

COMPAGNIE DU CRÉDIT UNIVERSEL

(Groupe BNP)

Assemblées du 23 mai 1985

Les sociétés du groupe de la Compagnie du crédit universel, elle-même filiale de la Banque nationale de Paris, viennent de tenir leurs assemblées générales annuelles qui, après approbation du bilan et des comptes de l'exercice écoulé, ont arrêté comme suit leurs bénéfices nets après impôts de 1984 :

— Les dividendes de ses filiales seront également payables à partir du 10 juin prochain, à savoir : 46 F net pour Crédit universel, 5 F net pour Universal Factoring, 70 F net pour Locuniver, 20 F net pour Unifimo et 155 F pour Locationfor.

location mobilière du groupe, Locuniver et Locationfor, a été approuvée définitivement par leurs assemblées d'actionnaires. Pour rémunérer les apports reçus de Locationfor, Locuniver, société absorbante, a porté son capital de 10 000 000 de francs à 11 000 000 de francs, la « prime de fusion » ressortant à 925 047,97 F.

La fusion entre des deux sociétés de

CODETEL

COMPAGNIE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

SOCIÉTÉ AGRÉÉE POUR LE FINANCEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS SA AU CAPITAL DE 800 000 000 F

18, RUE CHATEAUBRIANT - 75008 PARIS - Tél. (0) 35 85 25 - R.C. PARIS 721 01 312 - L.B.F. 523

Réunis en assemblée générale ordinaire le 29 mai 1985 sous la présidence de M. Jacques Caplain, les actionnaires de Codetel ont approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Le résultat net s'élève à 119 928 285,01 francs, contre 117 107 996,58 francs en 1983. L'assemblée a décidé de distribuer une somme de 114 millions de francs, soit un dividende de 14,25 francs identique à celui de l'an dernier, à chacune des huit millions d'actions qui constituent le capital. Le report à nouveau s'élève à 24 741 662,36 francs.

L'assemblée générale a autorisé le conseil d'administration à émettre un ou plusieurs emprunts obligataires à hauteur de 750 millions de francs et à nommer deux commissaires aux comptes suppléants.

L'assemblée générale a également ratifié la nomination en qualité d'administrateur du Crédit industriel et commercial de Paris et le transfert du siège social 19, rue Cambacérès à Paris-8.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de l'assemblée a fixé au 14 juin 1985 la date de mise en paiement du dividende en échange du coupon n° 15.

# BLOQUER AUTANT D'ARGENT POUR CE TRUC LA, C'EST IDIOT.



Un ordinateur, ça coûte cher. Ce serait idiot de l'acheter sans réfléchir. Chez ECS, nous avons plusieurs formules de location, du gros au petit ordinateur, où tout a été prévu pour faciliter votre choix et vous laisser maître de votre investissement. C'est ça, la liberté informatique.

Liberté de changer, développer vos activités, disposer du matériel le plus avancé, sans bloquer une part importante de votre capital dans des machines trop vite dépassées par la technologie ou la quantité d'informations à traiter.

Et puis un ordinateur, en soi, c'est idiot. Ce sont les hommes qui lui confèrent toute sa valeur. Ceux qui conseillent sur le matériel et ses possibilités d'évolution, ceux qui l'installent, le dépannent ou le remplacent, ceux qui forment les utilisateurs. ECS a également ouvert, partout en France, des centres complets - vente, maintenance, formation - à vocation micro-informatique. ECS vous aide et vous suit dans votre évolution. C'est l'intelligence de la liberté.

ECS 16, rue Washington 75008 Paris. Tél.: 225.15.15.

**ECS**

NOUS RENDONS LES ORDINATEURS INTELLIGENTS.

## relation franco-indienne dans l'horlogerie

La relation franco-indienne dans l'horlogerie a été marquée par la création de la Société Française de l'Horlogerie (SFH) en 1954. Cette société a été créée par des horlogers français et indiens pour promouvoir la production et la distribution d'horloges de précision.

La SFH a été créée par des horlogers français et indiens pour promouvoir la production et la distribution d'horloges de précision. Elle a été créée par des horlogers français et indiens pour promouvoir la production et la distribution d'horloges de précision.

La SFH a été créée par des horlogers français et indiens pour promouvoir la production et la distribution d'horloges de précision. Elle a été créée par des horlogers français et indiens pour promouvoir la production et la distribution d'horloges de précision.

## FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CREDITEL est une société spécialisée dans le financement des entreprises. Elle propose des solutions de financement adaptées à chaque situation, permettant aux entreprises de développer leurs activités et de croître.

## Méditerranée

INVESTISSEMENT DE CAPITAL

Agence d'investissement de capital

INVESTISSEMENT DE CAPITAL

INVESTISSEMENT DE CAPITAL

INVESTISSEMENT DE CAPITAL

INVESTISSEMENT DE CAPITAL

INVESTISSEMENT DE CAPITAL



Accor vous offre  
l'opportunité d'investir  
dans  
un monde en expansion



### Emission d'obligations à bons de souscription d'actions

Accor est, dans les domaines de l'hôtellerie, de la Restauration et des Services un groupe jeune et en pleine expansion en France comme à l'international. Implanté dans 64 pays, sous des marques très connues : Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Ticket Restaurant, Courte-Paille, Seafood Broiler, Churrasco, Free Time, Pizzeria d'Arte, Accor a traité un volume d'affaires de 9,8 milliards de francs en 1984 dont 48 % à l'international.

Accor c'est 448 hôtels, 320 restaurants publics, 1.300 restaurants d'entreprise, 207 millions de tickets restaurant et une participation récente dans le Groupe Gaston Lenôtre.

Une croissance importante est prévue en 1985 : Accor ouvrira plus de 3 nouveaux établissements par semaine en hôtellerie et en restauration sans limites de frontières. 1985 c'est aussi l'an de l'Académie Accor, véritable campus universitaire intégré au Groupe, un capital humain fort de 44.000 compétences, gage de développement.

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 85-151 en date du 28 mai 1985 est tenue à la disposition du public. Bolo du 3 juin 1985.

Emission de 175.000 obligations de 2.000 francs assorties de 10 bons de souscription d'action Accor. Prix d'émission : 2.000 francs. Jouissance : 3 juillet 1985. Taux d'intérêt : 8,25 %. Durée : 10 ans. Chaque obligation comporte 2 bons A, 4 bons B, et 4 bons C donnant droit chacun de souscrire à une action Accor.

Exercice des bons :

- Bons A du 1<sup>er</sup> août 1985 au 31 décembre 1985 à 240 francs ; du 1<sup>er</sup> janvier 1986 au 31 décembre 1986 à 280 francs ;
- Bons B du 1<sup>er</sup> août 1985 au 31 décembre 1985 à 280 francs ;
- Bons C du 1<sup>er</sup> août 1985 au 31 décembre 1987 à 320 francs.

Souscription réservée aux actionnaires du 4 au 18 juin 1985. Souscription ouverte au public à partir du 19 juin. Clôture par anticipation à tout moment sans préavis.

**ACCOR**  
ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE  
RESTAURATION, ET DE SERVICES

## Le Monde dossiers et documents LES MATIÈRES PREMIÈRES

Du café à l'or  
et au diamant :  
dix dossiers complets.

Les reportages  
des correspondants du Monde  
depuis les mines  
et les plantations.

Les données économiques  
et politiques  
des différents marchés.

L'influence des négociants.

Les rapports de force  
entre pays producteurs  
et pays importateurs.

Un outil documentaire  
indispensable avec - pour  
chaque matière première -  
la carte des zones de production,  
les statistiques et le graphique  
d'évolution des cours.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 20 F., OU PAR CORRESPONDANCE AU « MONDE »

### BON DE COMMANDE « LES MATIÈRES PREMIÈRES »

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL : ..... VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES ..... X 32 F (Prix d'expédition inclus) = total ..... F

A RENVoyer AVEC VOTRE RÈGLEMENT A L'ADRESSE SUIVANTE :  
LE MONDE, SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

## AFFAIRES

### Quarante-deux faillites bancaires depuis janvier aux Etats-Unis

Il ne se passe plus un mois, désormais, sans que soit annoncée aux Etats-Unis la fermeture d'une banque ou d'une caisse d'épargne et de crédit. La dernière en date remonte au 31 mai lorsque, en une seule journée, sept établissements bancaires situés au Nebraska, en Oregon, dans l'Arkansas et dans le Minnesota, ont dû déposer leur bilan en attendant que se manifestent des candidats à la reprise (le Monde du 4 juin). En 1984, les autorités fédérales et locales ont mis un terme aux activités de soixante-dix-neuf banques sur le sol américain. Cette année quarante-deux faillites ont déjà été enregistrées au cours des cinq premiers mois. Sur les 14 800 banques assurées au niveau fédéral, 947, c'est-à-dire une sur

seize environ sont sur la liste des « problèmes » de la Federal Deposit Insurance Corporation qui garantit les dépôts des clients dans la limite de 100 000 dollars pour chacun d'eux.

Ce chiffre signifie aussi, à l'inverse, que la très grande majorité des établissements bancaires américains se portent bien. L'importance de leurs actifs est en général très supérieure à celle des petits établissements contraints de former leurs pertes et les grandes banques annoncent même des profits nettement en hausse. Il n'en reste pas moins que ces faillites en série d'établissements financiers finissent par inquiéter les épargnants et les étrangers qui connaissent mal les Etats-Unis.

### La conséquence d'une concurrence accrue

Washington. - La fermeture, en mars dernier, de soixante et onze caisses d'épargne de l'Ohio à la suite d'une faillite retentissante dans la région a entraîné, bien que tous les épargnants fussent dédommés sur place, une baisse momentanée du dollar. Il est certain que, venant s'ajouter à la dette massive de pays latino-américains ne pouvant rembourser dans les conditions prévues, les difficultés actuelles des paysans américains qui entraînent aussi des problèmes de remboursement dans les établissements finançant l'agriculture, représentent un facteur de vulnérabilité supplémentaire. Vingt et une banques rurales ont dû déposer leur bilan depuis le début de 1985. Mais c'est en réalité une évolution plus profonde, interne au système bancaire américain, qui explique l'apparente instabilité actuelle. Elle constitue l'un des épisodes de la lutte que se sont livrés depuis George Washington l'Etat fédéral et les différents Etats américains pour assurer leur propre pouvoir l'un par rapport à l'autre.

Aux Etats-Unis les banques d'Etat ne sont pas les banques nationales. Toutes sont privées, mais toutes ne sont pas réglementées et assurées de la même manière. Il n'est pas permis en principe à une banque d'un Etat d'opérer dans un autre Etat. C'est l'une des raisons pour lesquelles les grandes banques de New-York et de Californie ont recherché leur expansion à l'étranger. Aujourd'hui, elles tournent indirectement la loi en attendant que la législation s'adapte aux faits nouveaux.

L'esprit du système remonte aux premiers jours de la nation américaine. Chacun craignait alors de voir le pouvoir échapper à son Etat. Le gouvernement fédéral n'en alla pas moins de l'avant, en attendant que le Congrès lui confère officiellement l'autorité de créer et de superviser des banques nationales. C'était en 1863. Ainsi s'établit un régime « dualiste » composé en réalité de deux systèmes financiers relevant d'autorités différentes.

### « Dérégulation »

Aujourd'hui 4 867 banques nationales sont assurées par la Federal Deposit Insurance Corporation, un million de banques d'Etat sont membres du système de Réserve fédérale, et plus de 8 500 banques d'Etat ne sont pas membres de ce système. Ces établissements peuvent recevoir des dépôts, faire des prêts commerciaux et immobiliers, et agir sur les marchés monétaires internationaux. Il existe en outre un réseau complexe de caisses d'épargne et de crédit, souvent de plus petite taille. Environ 1 700 entre autres sont reconnues par l'Etat fédéral, tandis que 1 460 sont reconnues seulement par leur Etat. Elles sont en général assurées par la Federal Savings and Loan Insurance Corporation. S'ajoutent quelque 400 banques et caisses d'épargne qui s'assurent auprès de sociétés privées diverses, ou pas du tout.

La politique de « dérégulation », entreprise par l'administration Reagan pour rétablir la concurrence sur le marché financier comme sur d'autres, a été l'une des causes de l'écroulement de certains considérés comme un assainissement. Jusqu'en 1980, les intérêts étaient limités à 3,25 % sur les comptes d'épargne bancaires et à 5,50 % sur les dépôts dans les caisses d'épargne, aucun intérêt n'étant versé sur les comptes courants. Lorsque ces restrictions furent levées, les banques se trouvèrent en concurrence. Elles créèrent les comptes de dépôt monétaires aujourd'hui très populaires parce qu'ils rapportent 9 % et plus, et des comptes de chèques à intérêts variés.

Dans le même temps, les caisses d'épargne et de crédit, préalablement spécialisées dans les prêts au logement, se virent autorisées à élargir leurs activités pour leur permettre de survivre à la concurrence. Elles se lancèrent dans des prêts à des promoteurs immobiliers, à des entreprises de haute technologie, ou dans l'investissement en valeurs à fort rendement mais à haut risque, dans l'espoir d'attirer par des taux d'intérêt exceptionnellement élevés de nouveaux clients. Certains commencent ainsi des taux d'expansion alarmants. Mais la concurrence à outrance n'assura pas la prudence la

### Correspondance

plus élémentaire. Les déposants furent abandonnés à leur propre jugement.

Dans l'ensemble, les assurances ont toujours joué jusqu'à présent pour rembourser les déposants d'établissements en difficulté. Et le président de la Banque de réserve fédérale, M. Paul Volker, a toujours laissé entendre clairement que l'Etat fédéral agirait comme une supergarantie en cas de besoin.

Il semble généralement admis néanmoins que la surveillance des opérations bancaires laisse beaucoup à désirer.

Trois autorités fédérales différentes contrôlent et réglementent le système bancaire, non sans que cela entraîne une certaine confusion. Le président de la Réserve fédérale, M. Volker, se considère comme supérieur parmi ses collègues en vertu de sa responsabilité ultime, et il n'est pas aussi chaud partisan de la dérégulation que le contrôleur de la monnaie et le président de la Caisse d'assurances fédérale. Ce dernier a proposé des textes qui autoriseraient des banques jouissant de la garantie fédérale à s'engager dans la promotion immobilière, les agences de voyages, et même les assurances. Il a approuvé la demande de quelque cent soixante banques de créer des établissements financiers à vocation limitée, mais s'étendant au-delà de la frontière des Etats.

### Réformes à venir

Il est désormais admis que les huit mille deux cents contrôleurs de la Fédération et des Etats qui sont chargés de surveiller les établissements bancaires n'accomplissent pas suffisamment bien leur travail. Ils finissent trop souvent par se faire embaucher dans les banques qu'ils sont censés contrôler. Plutôt que de renforcer ces services, il est envisagé de réformer le système d'assurances en différenciant le taux des primes en fonction des risques courus. Les établissements financiers seraient ainsi incités à limiter leurs risques eux-mêmes afin de réduire leurs primes.

La grande question est de savoir quel rôle tiendront, à terme, les plus grandes banques du pays. Malgré la législation qui l'interdit, la Citibank, la Mellon, la Chase et vingt-huit autres holdings financières du même genre ont demandé à établir plus de deux cents succursales en dehors des

frontières de leur Etat l'année dernière. La Manufacturers Hanover Corporation de New-York a acheté Citicorp pour contrôler une compagnie financière couvrant l'ensemble du pays. Une fusion envisagée entre deux banques de deux Etats différents a été arrêtée par la Réserve fédérale, alors qu'elle avait été autorisée par le contrôleur de la monnaie. C'est à qui exploitera le mieux les failles de la législation.

Après bien des résistances, M. Volker a fini par admettre publiquement l'idée que les grandes banques puissent agir dans plusieurs Etats, à la condition qu'il soit précisé que les vingt-cinq plus grandes ne seraient jamais autorisées à fusionner entre elles, et que nul ne saurait représenter plus de 5 % de l'ensemble du marché américain. D'ores et déjà, elles ont obtenu, avant qu'un tel bouleversement législatif n'intervienne, qu'une place particulière leur soit reconnue. La FDIC désirent revendre la participation qu'elle a prise dans la Continental of Illinois lorsqu'il fallut indemniser ses déposants. Il faut bien que ce soit un grand établissement financier qui la reprenne. La Chase Manhattan s'est portée acheteuse de deux des caisses d'épargne en difficulté dans l'Ohio. La Citibank et la Chemical Bank annoncent qu'elles sont prêtes « avec enthousiasme » à établir des succursales dans le Maryland, la semaine même où des files de déposants s'allongent devant les portes fermées de caisses d'épargne locales ruinées.

A l'Association américaine des banques, qui traditionnellement s'opposait au passage d'une législation autorisant les activités bancaires dans plusieurs Etats parce que ses membres craignaient l'arrivée des plus gros, l'unanimité n'est plus. Le jour approche où l'Etat fédéral aura réellement gagné par rapport aux cinquante Etats de la Fédération. Il aura mis plus longtemps pour y parvenir dans le domaine financier que dans d'autres. Le paradoxe est que c'est la « dérégulation » qui lui aura permis de renforcer le pouvoir central. Les mammoth de la banque américaine ne peuvent que s'en réjouir. Pour le reste, les petits déposants de la banlieue de Washington qui ont vu leurs retraits limités à 1 000 dollars par personne la semaine dernière... seront remboursés ultérieurement.

JACQUELINE GRAPIN.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE  
Sous-Préfecture de SARLAT ARRONDISSEMENT DE SARLAT  
COMMUNE DES EYZIES DE TAYAC-SIREUIL  
Projet d'extension du Musée national de préhistoire

AVIS D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE  
et d'ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTES ouvertes en exécution  
d'un arrêté préfectoral du 29 mai 1985

En exécution des dispositions d'un arrêté préfectoral du 29 mai 1985, une enquête d'utilité publique et une enquête parcellaire conjointes seront ouvertes à la mairie de la commune des Eyzies de Tayac-Sireuil (Dordogne) pendant soixante jours pleins et consécutifs, du lundi 17 juin au vendredi 16 août 1985 inclusivement, relatives au projet d'extension du Musée national de préhistoire.

Pendant la période ci-dessus indiquée, les dossiers de ces enquêtes seront déposés à la mairie des Eyzies de Tayac-Sireuil, où toute personne pourra en prendre connaissance sur place, chaque jour, samedi, dimanche et jours fériés exceptés, de 9 h à 12 h, et de 14 h à 17 h.

Messieurs Paulet Georges, Delpech Pierre et Angibault Hubert sont désignés en qualité de commissaires-enquêteurs.

Pendant cette même période, les intéressés pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts à cet effet à la mairie, ils pourront également adresser leurs observations par écrit, soit à la mairie, soit aux commissaires-enquêteurs.

Il pourra être pris connaissance du rapport établi à la suite de ces enquêtes à la mairie des Eyzies de Tayac-Sireuil, à la préfecture de la Dordogne à Périgueux, ainsi qu'à la sous-préfecture de Sarlat.

Fait à Sarlat, le 29 mai 1985.

Pour la préfète, commissaire de la République du département de la Dordogne et par délégation, le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de Sarlat.

Signé : Robert GAUGER.

هكذا من الأصل







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE : « Réalités et illusions », par François Heisbourg ; « La garde sur l'Elbe », par François de Riese.

### ÉTRANGER

34. PROCHE-ORIENT  
- La bataille des camps palestiniens à Beyrouth.
45. AMÉRIQUES  
6. DIPLOMATIE  
6-7. EUROPE  
7. ASIE

### POLITIQUE

9. La préparation des élections de 1986.

### SOCIÉTÉ

10. POLICE  
- JUSTICE  
- ÉDUCATION
11. DÉFENSE : les internationaux de Roland-Garros.
12. MÉDECINE
20. ÉCHecs : Kasparov attaque Karpov.

### CFM

de 18 h 45 à 19 h 20

Allô « le Monde » à Paris (89 MHz)

720-52-97 et 232-14-14

à Bordeaux (101,2 MHz)

(56) 45-88-55

Mardi 4 juin

Droite, gauche et enseignement

avec JEAN-MICHEL CROISSANDEAU et PHILIPPE COHEN

Débat conduit par FRANÇOIS KOCH

Mercredi 5 juin

Allô « le Monde »

Les écopés de l'assurance-chômage

avec ALAIN LEBEAUE et GUY HERZLICH

LE MONDE MÉDECINE

13-14. Le contenu de la vaccination contre la rage.

CULTURE

15. ARCHITECTURE : « Avant-première » au Centre Georges-Pompidou.

18-19. COMMUNICATION : la « communication gouvernementale » en question.

DOSSIER

32. Le point sur le syndicalisme dans le monde.

ÉCONOMIE

33. ÉTRANGER

34-36. AFFAIRES : quarante-deux faillites bancaires depuis janvier aux États-Unis.

RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS

« Services » (20) : « La vie associative » ; « Journal officiel » ; Mots croisés.

Annouces classées (21 à 31) ; Carnet (19) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (37).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un grand maître tailleur

Pour vous permettre de juger la qualité de notre travail

COSTUMES MESURE

A partir de 1 750 F

PANTALONS à partir de 580 F

3 000 tissus

Lacoustiques draperies anglaises

Fabrication traditionnelle

Boutique Femme

JUPES et TAILLEURS

SUR MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES

Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 742-70-61

Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

## Trois attentats à l'explosif à Guingamp

### Un poseur de bombes tué par son engin

De notre correspondant

Guingamp. — Dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 juin, à Guingamp (Côtes-du-Nord), trois engins ont fait explosion entre 21 heures et 2 heures. L'une d'elles a déchaîné l'un des poseurs de bombes alors qu'il approchait de l'objectif visé.

La première explosion, à 21 heures, a dévasté le permanence du député et maire (PS) Maurice Briand. La deuxième, à 1 h 15, a tué le jeune homme qui portait la bombe, à quelques dizaines de mètres du Palais de justice, son objectif vraisemblable. Il s'agit d'un jeune homme de vingt à vingt-cinq ans qui n'a pas encore été identifié. La troisième explosion, à 1 h 50, a détruit l'intérieur des bureaux de l'ANPE.

Des attentats à la bombe similaires avaient été détruits, dans la nuit du 10 au 11 décembre dernier, les bureaux de l'ANPE de Lannion et ceux de Brest. Ils avaient été revendiqués par l'ARB (Armée révolutionnaire bretonne), branche armée et plus ou moins autonome de l'Ex-Front de libération de la Bretagne (FLB), deux organisations dissoutes. Son communiqué dénonçait « les bonnes consciences du patronat et de l'Etat licenciers, complices objectifs du démantèlement de notre économie ».

Les attentats de Guingamp n'avaient pas été revendiqués mardi en fin de matinée. D'ores et déjà, ils sont condamnés par l'union départementale CGT, qui avait reprouvé celui de Lannion, en exprimant la même crainte : que la violence amène les salariés à prendre peur, à abandonner la lutte et à se replier sur eux-mêmes.

Depuis plusieurs mois, la situation est très tendue dans le « triangle » Guingamp-Lannion-Tréguier, où l'industrie (électronique) subit une grave crise de restructuration accompagnée de nombreux licenciements. Entre la rentrée d'octobre et le mois de mai dernier, il se s'est

guère passé de jours sans manifestations, bagarres, occupations de locaux à Guingamp et à Lannion, où étaient concentrées la plupart des suppressions d'emplois : 610 suppressions d'ici à juin 1985, avaient annoncé les trois établissements de CIT-Alcatel et Thomson-CSF, dépendant du groupe nationalisé CGE. Les premières luttes, où la CGT s'illustra notamment par des actions spectaculaires (occupation des bureaux ou des permanences des députés PS de Lannion et Guingamp, des deux maires de ces villes — l'une RPR, l'autre PS — de l'ANPE, etc.), avaient amené une intervention du gouvernement pour « geler » cette restructuration.

Malgré de nouveaux barrages de pueus enflammés sur les routes et de nouvelles occupations, près de trois cents licenciements ont cependant été effectués dès le mois dernier.

Il s'agissait d'accomplir des mesures de reclassement sur lesquelles le conseil général des Côtes-du-Nord (à majorité socialiste et communiste) s'est lui-même interrogé le 3 mai, en même temps qu'il dénonçait l'imprévision des responsables industriels de la téléphonie.

Ce même jour, le tribunal de grandes instances de Guingamp ordonnait l'expulsion des grévistes qui occupaient l'usine de CIT-Alcatel. Certaines des actions avaient, en effet, trouvé un prolongement devant les tribunaux. Un militant CGT de CIT-Alcatel a ainsi été licencié pour participation à une occupation de locaux de l'entreprise qui avait entraîné des dégradations.

JEAN VIDEAU.

● **Attentat à Bastia.** — Une charge explosive a fortement endommagé, dans la nuit du 3 au 4 juin, la porte d'entrée d'un cabinet d'assurance automobile à Bastia. Un autre engin, qui s'est explosé, a été découvert peu après devant la direction départementale de l'équipement.

## NOUVELLES BRÈVES

● **Élection présidentielle en Italie le 24 juin.** — La date du 24 juin a été annoncée officiellement mardi 4 juin à Rome pour l'élection présidentielle en Italie.

Une rencontre, dans la matinée, entre le président de la Chambre des députés, M. Nilde Iotti, et le président du Sénat, M. Francesco Cossiga, a permis de fixer la date de convocation du Parlement en séance commune afin de désigner le successeur du président Sandro Pertini, chef de l'Etat depuis le 8 juillet 1978.

Mille onze « grands électeurs » participent à cette élection : 630 sont des députés, 323 des sénateurs, et 58 des représentants régionaux. — (AFP.)

● **La résistance afghane** continue d'évacuer la vallée de Kunar. — Les résistants afghans ont pratiquement abandonné toute la vallée de Kunar devant l'offensive de grande envergure lancée par les forces soviétiques, indiquant-on lundi 3 juin, de source proche de la résistance à Islamabad. La plupart des groupes de résistants ont retiré leurs éléments de la vallée, après avoir subi depuis plus d'une semaine des raids aériens intensifs et des assauts incessants des chars et des troupes de choc soviétiques. — (AP.)

Le sauvetage porte globalement sur 1 555 millions de francs dont 428 millions en abandon de créances par les banques, et 1 127 millions d'apurement du passif et de reconstitution du capital. Ce dernier subira

## Le plan de sauvetage de Technip

### Apurement du passif et reconstitution du capital

Le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur est parvenu, le 4 juin, après des mois de difficiles négociations (le Monde du 17 mai), à trouver l'argent nécessaire pour sauver Technip, principale entreprise française d'ingénierie en difficulté depuis de nombreux mois. Or aucun des actionnaires (1) ne voulait prendre en charge son redressement.

Pour les services de M. Cresson, qui se souvenaient des facilités d'Anrep et de Creusot-Loire qui tenaient l'image de marque de cette industrie à l'étranger, il fallait sauver Technip. Sa réputation est bonne et l'entreprise gagnait encore des contrats à l'étranger comme celui d'une usine de retraitement du gaz soviétique, entraînant dans son sillage de très importantes exportations pour beaucoup d'autres firmes du pays. On ne se cache pas, rue de Grenelle, qu'il s'agit d'un raisonnement de ministre du commerce extérieur, car le coût « à l'emploi sauté » (1,5 milliard de francs pour des mille trois cent cinquante personnes) est particulièrement élevé. L'Etat étant lui-même désargenté il fallait donc « forcer la main » des banquiers et actionnaires.

Le sauvetage porte globalement sur 1 555 millions de francs dont 428 millions en abandon de créances par les banques, et 1 127 millions d'apurement du passif et de reconstitution du capital. Ce dernier subira

## A Paris

### INCIDENTS AUX OBSÈQUES DE DEUX POLICIERS

Alors que s'achevaient mardi 4 juin, peu après dix heures, les obsèques solennelles du gardien de la paix Philippe Sivet et de l'officier de paix François Klein, tués jeudi 30 mai lors de l'attaque d'un fourgon de transport de fonds à Paris, dans le dix-huitième arrondissement, un incident a troublé la fin de la cérémonie.

A l'entrée de la préfecture de police, donnant face à l'église Notre-Dame, alors que se dispersait l'assistance et que les corbillards étaient déjà partis, deux policiers révoqués après les manifestations de juin 1983 ont jeté en direction de la foule des tracts de l'Union des syndicats catégoriels de la police (USC-police) : M. Didier Gandossi, ancien président de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP-extreme droite) — qui avait été réintégré par le Conseil d'Etat — et aujourd'hui responsable de la police municipale de Levallois (Hauts-de-Seine), et M. Eliane Rouxel, également révoquée, membre du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN, membre de l'UFC), ont lancé plusieurs dizaines de tracts.

Ces tracts s'en prenaient à ces « obsèques à huis clos », à « cette cérémonie à petit comité, la plus belle des preuves de la défiance vis-à-vis des policiers parisiens ».

M. Gandossi et M. Rouxel furent très rapidement ceinturés par des gardiens de la paix en uniforme. D'autre part, MM. Rémy Halbwax, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels de la police (proche de l'opposition), et Jacques Gausseus ont été également interpellés. Les quatre syndicalistes ont tous été relâchés. A l'exception de quelques « braves », la foule, composée essentiellement de policiers, est restée passive.

Aucun incident n'avait marqué les obsèques proprement dites dans la cour de la préfecture de police, auxquelles assistaient notamment M. Jacques Chirac, maire de Paris, et M. Lionel Jospin, député de Paris, premier secrétaire du Parti socialiste.

## Sur le vif

### Obstination

— Allô ! C'est toi ? Ecoute, tu peux pas savoir dans quel état je suis. J'étais toute contente, ça faisait huit jours que j'avais rien vu, j'étais sûre que ce coup-là, ça y était. Et puis ce matin, catastrophe, les Anglais ont débarqué ! C'est à désespérer. Jamais je l'aurai, ce bébé.

— C'est plus possible, tu te gâches la vie avec ça, mon pauvre chat. Arrête d'y penser, arrête d'essayer... Tiens, au fait, tu essayes combien de fois par semaine ?

— Le plus souvent possible. Je sais pas, moi, le plus souvent possible, pratiquement tous les jours.

— Très mauvais, ça. Ils ont fait des statistiques — j'ai vu ça dans le Parisien. Il faut avoir exactement quatre rapports par semaine. Là, t'as 39 % de chances que ça marche. A cinq, ça retombe à 33 %. Alors, tu vois, c'est pas la peine de te fatiguer inutilement.

— Moi, ça va, je rechigne pas. Ce serait plutôt Pierre-François, il en a par-dessus la tête, il est irritable, il est mal à l'aise. Chaque fois qu'il doit aller au labo lâcher son truc dans une éprouvette pour qu'on voie où ils en sont, ses spermatozoïdes, il fait la gueule, il

m'en veut. Et là, pour le mettre en état...

— Il en a toujours assez peu ?

— Il en faut de soixante-dix à quatre-vingts millions, tu te rends compte ! On en est encore loin. En plus, ils sont feignasses, les siens, ils manquent de vitalité.

— Ses béins de siège à l'eau glacée, il les prend ?

— Oh ! C'est la croix et la bannière. Ça le rend fou furieux.

— Question alcool, tabac, tout ça... ?

— Supprimés. Ça le met d'une humeur !

— Il ne porte plus de slips, naturellement. Ça comprime, c'est pas bon.

— Je les ai tous balancés et je lui ai acheté des caleçons à fleurs très mignons, mais il les a en horreur.

— Ah ! dans, j'y pense, sur quoi vous dormez ? Il est en quoi le matelas ?

— Ben, en mousse.

— Alors, cherche pas, c'est ça. Ils ont découvert un truc pas possible aux États-Unis. Pour pas qu'elle prenne feu, la mousse, on l'imprègne d'un produit ad hoc. Résultat : le mec qui est couché dessus, ça l'éteint.

CLAUDE SARRAUTE.

## UNE BONNE NOUVELLE POUR LES HOMMES DE PETITES TAILLES.

VOUS MESUREZ 1,60 M OU PLUS, VOUS ÊTES MINCES OU FORTS, PLUS DE PROBLÈME POUR VOUS HABILLER EN PRÊT-À-PORTER



John Rapal a réalisé en prêt-à-porter, des BLAZERS pure laine peignée 1040 F, des vestes sport, en HARRIS-TWEED - DORNEUIL 1450 F, des vestes légères laine et mohair 1390 F, des pantalons flanelle anglaise 440 F.

LIVRABLE IMMÉDIATEMENT

John Rapal

40, av. de la République, 75011 Paris, 8<sup>e</sup> arrondissement - Tél. 355.44.00

PARKING GRATUIT ASSURÉ.

## I.T.C. MESSIEURS ÉVITEZ LA CALVITIE

MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE 231, rue Saint-Honore, 75001 Paris - 280-88-02

Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30 - Visite et contrôle gratuits

## VALEURS ACTUELLES

L'HEBDOMADAIRE DE L'AUDACE CAPITALISTE

en kiosque ou par abonnement

SPECIMEN SUR DEMANDE

écrire à, rue Ulys, 75081 Paris cédex 02

PIAGET

Quartz, étanche, ultra-plat, or 18 carats, changement fuseau horaire instantané.

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honore - Palais des Congrès, Porte Maillot  
LANNES : 19, La Fayette

## OFFRE RÉSERVÉE AUX ÉTUDIANTS ET LYCÉENS

Jusqu'au samedi 8 juin 1985 inclus

### APPLE II C

complet avec prise péritel et cordon vidéo

+ Logiciel intégré Apple Works

+ Soc de transport

+ 20 Disquettes vierges

= 9990 F TTC!!!

INTERNATIONAL COMPUTER

Le Centre Géant de la Micro-Informatique

26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - tél. : 272.26.26

et 64, Avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. : 37.25.03



Le numéro du « Monde » daté 4 juin 1985 a été tiré à 465 834 exemplaires

MIEUX ASSIS ET MIEUX COUCHÉ sur nos banquettes-lits choix impressionnant de canapés-lits et fauteuils-lits matelas ressorts ou bulles

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 357.46.35 - Métro : PARMENTIER

150 من الأصل